

LA NATIONALISATION DES BANQUES EN RUSSIE ET SES EFFETS A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 9 décembre 1938, à 14 h.

PAR

André SOLLOGOUB

Président : J.-P. NIBOYET.

<i>Suffragants</i>	{	MM. M. CASSIN, ESCARRA.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	----------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1938

**LA NATIONALISATION
DES BANQUES EN RUSSIE
ET SES EFFETS A L'ÉTRANGER**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA NATIONALISATION DES BANQUES EN RUSSIE ET SES EFFETS A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 9 décembre 1938, à 14 h.

PAR

André SOLLOGOUB

Président : J.-P. NIBOYET.

<i>Suffragants</i>	{	MM. M. CASSIN, ESCARRA.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	----------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

—
1938



BIBLIOGRAPHIE

DOCTRINE

- BACH (L.). — *Le droit et les institutions de la Russie soviétique*, Paris, 1923.
- BARTIN (E.). — *Principes de droit international privé*, t. I, Paris.
- BAUDOUIN (L.). — *Contribution à l'étude de la société de fait (à propos des sociétés russes en France)*, Paris, 1931.
- COLIN et CAPITANT. — *Cours de droit civil français*, t. II, Paris.
- DELEHELLE (J.). — *La situation juridique des Russes en France*, Lille, 1926.
- DICEY. — *Conflicts of Law*, London.
- ELIACHEVITCH (V.), BARON de NOLDE et TAGER (P.). — *Traité de droit civil et commercial des Soviets*, 3 vol. Paris, 1930.
- EPSTEIN (E.). — *Les banques de commerce russes, leur rôle dans l'évolution économique de la Russie. Leur nationalisation*, Paris, 1925.
- HEMARD (J.). — *Théorie et pratique des nullités de sociétés et des sociétés de fait*, Paris, 1926.
- KELMANN. — *Le droit international des Soviets*, (en russe).
- LABRY (R.). — *Une législation communiste*, Paris, 1920.
- LACOUR et BOUTERON. — *Traité de droit commercial*, 2 vol., Paris.
- NIBOYET (J.-P.). — *Manuel de droit international privé*, Paris, 1928, et supplément 1936.
- NOEL-HENRY. — *Les Gouvernements de fait devant le juge*, Paris, 1927.
- PERRET (H.). — *La liquidation des « sociétés Russes »*, Paris, 1937.
- STOUPNITZKY (A.). — *Statut international de l'U.R.S.S.*, Paris, 1936.
- GOELDLIN de TIEFENAU (E.). — *L'existence à l'étranger des sociétés russes constituées sous l'ancien régime et nationalisées par le Gouvernement des Soviets*, Strasbourg, 1928.
- WAHL. — *Droit civil de la guerre*, 3 vol., Paris.
- Travaux du Comité français de droit international privé*, années 1934-1935, édités par Dalloz, Paris.

NOTES ET ARTICLES DANS DIVERSES REVUES

- MARSHALL BROWN (Ph.). — Article dans la *Revue de droit international et législation comparée*, 1932, p. 5.
- CHAMPCOMMUNAL (J.). — *La condition des Russes à l'étranger spécialement en France*, *Revue de droit international privé*, 1924, p. 321.
- DELEHELLE (J.). — *Conséquences juridiques de la reconnaissance du Gouvernement des Soviets par la France*, *Revue de droit international privé*, 1927, p. 193.

- DICKINSON (E.-D.). — *Les Gouvernements ou Etats non reconnus en droit anglais et américain*, *Revue de droit international et législation comparée*, 1923, p. 145.
- FREUND (H.). — *La révolution bolchéviste et le statut juridique des Russes : le point de vue de la jurisprudence allemande*, *Clunet*, 1924, p. 51.
- *Les rapports des traités russo-allemands et l'application du droit soviétique en Allemagne*, *Clunet*, 1925, p. 331.
- GROUBER (A.) et TAGER (P.). — *La révolution bolchévique et le statut juridique des Russes, le point de vue de la jurisprudence française*, *Clunet*, 1924, p. 8. ; *Clunet*, 1923, p. 941.
- IDELSON (V.-R.). — *La révolution bolchevique et le statut juridique des Russes ; le point de vue de la jurisprudence anglaise*, *Clunet*, 1924, p. 28.
- MAKAROFF (A.-N.). — Dans la *Revue russe La loi et la justice*, 1934, p. 1763.
- NIBOYET (J.-P.). — *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1925, p. 521, 1926, p. 480.
- *Revue de droit international privé*, 1929, p. 115.
(même note dans *Sirey*, 1928.2.161).
- *Revue critique de droit international*, 1934, p. 782 ; 1935, p. 503.
- PICARD (M.) et TAGER (P.). — Notes : *Clunet*, 1927, p. 363 ; 1928, p. 134 et 684 ; 1929, p. 1117 ; 1935, p. 143.
- PRUDHOMME (A.). — *La révolution bolchévique et le statut juridique des Russes*, *Clunet*, 1924, p. 5.
- *La reconnaissance en France du Gouvernement des Soviets et ses conséquences juridiques*, *Clunet*, 1925, p. 318.
- RABINOWITSCH (Dr. J.-M.). — *Das ausländische Vermögen der in Sowjetrußland nationalisierten Unternehmungen*, *Ostrecht*, 1926, N° 12, p. 1168.
- SAVATIER. — Article dans la *Revue critique de droit international*, 1935, p. 663.
- SHATZKY (B.-E.). — *La défense des intérêts privés russes devant les tribunaux américains*, *Clunet*, 1929, p. 951.
- SCHEFTEL (J.). — *Des effets des décrets de nationalisation sur les sociétés russes ayant conservé des biens à l'étranger*, *Clunet*, 1931, p. 565.
- Articles et notes dans *Clunet*, 1925, p. 458 et 1074 ; 1926, p. 496 ; 1930, p. 793.
- STOUPNITZKY (A.). — Chroniques dans le quotidien russe, *Dernières nouvelles* notamment numéros des 30 juin 1935 et 17 avril 1935.
- TAGER (P.). — Documents sur le droit soviétique, *Clunet*, 1925, p. 547 et 1927, p. 526.
Notes *Clunet*, 1928, p. 688 ; 1929, p. 1126.
Article dans *Ostrecht* (en allemand), 1932, p. 401.
- TAUBE. — Dans l'hebdomadaire russe « *La Russie et les pays Slaves* », du 29 mars 1930.
- TRACHTENBERG (B.). — *La situation légale des sociétés russes en France*, *Clunet* 1926, p. 572.
- *Les biens des sociétés russes en France*, *Revue de droit international privé*, 1927, p. 561.
- WOHL (Dr. P.). — *Die Nationalisierung der Bankaktiengesellschaften in Sowjetrußland und ihre Rechtswirkung im Ausland*, *Ostrecht*, 1925, N° 1, p. 26.
- *Material über die Nationalisierung der Banken*, *Ostrecht*, 1925, p. 113 et 163.

JURISPRUDENCE

FRANCE

- Schramchenko* et autres (Société « Ropit ») c. Tcheloff et autres. — Tribunal de commerce de Marseille, 3 décembre 1920.
- Kharon* c. Banque Russe pour le commerce et l'industrie. — Tribunal civil de la Seine, 20 mai 1921 ; *Clunet*, 1923 p. 533.
- Vlasto* c. Banque Russo-Asiatique. — Tribunal de commerce de la Seine, 26 avril 1922 ; *Clunet*, 1923, p. 933.
- « *Ropit* ». — Tribunal de commerce de Marseille, 23 avril 1925, *Clunet*, 1925 p. 391.
- Hornstein* c. Banque Russo-Asiatique. — Tribunal de commerce de la Seine, 15 avril 1924 ; *Clunet*, 1927, p. 1075.
- Banque industrielle de Moscou*, c. Banque des Pays du Nord. — Tribunal civil de la Seine, 21 mai 1924, *Clunet*, 1927, p. 350.
- Mkeidzé* c. Banque Russo-Asiatique. — Tribunal de commerce de la Seine, 20 août 1924, *Clunet*, 1925, p. 384.
- Banque Générale pour le commerce extérieur* c. Jaudon. — Tribunal civil de la Seine (référé), 23 décembre 1924 ; *Clunet*, 1925, p. 419.
- Biens Russes*. — Tribunal civil de la Seine (Ordonnance du Président), 22 octobre 1924 et 29 novembre 1924 ; *Clunet*, 1924, p. 530.
- Banque russe pour le commerce étranger*. — Tribunal civil de la Seine (référé), 3 mai 1926, *Clunet*, 1927, p. 358.
- Darlay* et C^{ie} c. Succursale de la Banque de commerce et de l'Industrie. — Tribunal civil de la Seine (référé), 28 février 1927 ; *Clunet*, 1928, p. 686.
- Teslenko* c. Banque Russo-Asiatique. — Tribunal de commerce de la Seine, 28 mars 1927, *Clunet* 1927, p. 78. — Cour d'appel de Paris, 22 juillet 1929, *Clunet*, 1929, p. 1095.
- Banque Russo-Asiatique*. — Tribunal de commerce de la Seine, 1^{er} octobre 1926, *Clunet*, 1927, p. 359.
- Banque Russo-Asiatique*. — Cour d'appel de Paris, 27 mai 1927 ; *Clunet*, 1928, p. 126.
- Crédit National industriel* c. Crédit Lyonnais. — Tribunal de commerce de la Seine, 25 mai 1925, *Clunet*, 1926, p. 376 ; Cour d'appel de Paris, 18 février 1926, *Clunet*, 1927, p. 1061.
- Karagouljian* c. Banque Russe pour le commerce et l'industrie. — Cour d'appel de Paris, 17 mai 1927, *Clunet*, 1928, p. 131.
- Zelenoff* c. Banque de commerce de Sibérie. — Cour d'appel de Paris, 31 janvier 1928, *Clunet*, 1928, p. 679.
- Banque de commerce de Sibérie* c. Société Charles Vairon et Compagnie. — Cour d'appel de Bordeaux, 5 mars 1928 ; Sirey, 1928.2.161. — note de M. Niboyet, et Cour de cassation (civile) du 29 juillet 1929, *Revue de droit international privé*, 1931, p. 342.
- Compagnie d'assurance Nord de Moscou* c. Union et Phénix Espagnol. — Cour d'appel de Paris, 13 juin 1928 ; *Clunet*, 1929, p. 1119.
- Khorosh* c. Société Rossia et autres. — Cour d'appel de Paris, 7 janvier 1928 ; *Clunet*, 1928, p. 689 ; Trib. civ. de la Seine, 26 juin 1929, *Clunet*, 1929, p. 1119.
- National City Bank of New-York* c. Société Renault russe et autres. — Tribunal de commerce de la Seine, 12 juillet 1929, *Clunet*, 1929, p. 1122.
- Veuve Lalande* c. Banque Russe pour le commerce étranger. — Tribunal de commerce de la Seine, 29 juin 1932 ; *Gaz. Pal.*, 16 août 1932.

Dame Krivitzky c. Banque Russe pour le commerce étranger. — Tribunal de commerce de la Seine, 19 novembre 1927, *Clunet*, 1928, p. 132.

Union et Phénix Espagnol c. Société John Cockerill et autres. — Cour de cassation (Chambre des Requêtes), 4 juillet 1933, D.H., 1933, p. 425, *Clunet*, 1935, p. 663.

Sociétés de Tanneries réunies d'Oscar Wildenberg c. Comptoir National d'Escompte. — Tribunal de commerce de la Seine, 15 janvier 1934, *Revue*, 1935, p. 468 et la Cour de Paris, du 15 juillet 1935, *Revue*, 1936, p. 158.

Crédit Français c. Koulmann. — Tribunal de commerce de la Seine, 23 janvier 1934, *Revue critique de droit international* 1934, p. 782.

Deutsche Bank et Disconto Gesellschaft c. Banque Internationale de Commerce c. Kokovtsoff et autres. — Tribunal de commerce de la Seine, 27 juin 1934, *Clunet*, 1935, p. 117.

Association des porteurs d'actions de la Banque internationale de commerce de Pétrograd c. Les administrateurs de ladite banque. — Tribunal de commerce de la Seine, 17 août 1934, *Clunet*, 1935, p. 125 et suiv.

Banque Russe pour le commerce étranger. — Tribunal de commerce de la Seine, 3 décembre 1934.

Danske Landmandsbank og Vekselbank et Central Bank for Norge c. Kamenka, Epstein, Société A.D.E.B. et Lwoff; Dame Rosenthal et Teitel c. les mêmes. — Théodoroff c. les mêmes. — Tribunal de commerce de la Seine, 21 janvier 1935, *Revue critique de droit international*, 1935, p. 492; Cour d'appel de Paris (2^e Chambre), arrêt du 4 janvier 1938.

Maximoff c. Banque de commerce de Volga-Kama et autres. — Tribunal de commerce de la Seine, 22 janvier 1935; *Revue critique de droit international*, 1935, p. 503 et *Clunet*, 1935, p. 125.

Aronsborg c. Banque pour le commerce étranger. — Cour d'appel de Paris, 31 mai 1935, *Clunet*, 1935, p. 663.

Sirotinine c. Banque Azoff-Don. — Tribunal de commerce de la Seine, 6 juin 1936.

ANGLETERRE.

Aksionairnoye obschestvo A.M. Luther c. James Sagor et C^{ie}. — Cour d'appel, 12 mai 1921, *Clunet*, 1924, p. 236.

Russian Commercial and Industrial Bank, c. Comptoir d'Escompte de Mulhouse. — Cour d'appel de Londres, 12 juin 1923, *Clunet*, 1924, p. 226; Chambre des Lords, 24 juillet 1924; *Clunet*, 1924, p. 1081.

Banque internationale de commerce de Pétrograd c. Goukassow. — Cour d'appel de Londres, 12 juin 1923, *Clunet*, 1924, p. 232.

Compagnie des Manufactures Woronine, Luetsheg et Cheshire c. Frederick Huth et C^{ie}. — Banc du Roi, 2 mai 1928, *Clunet*, 1928, p. 756.

Lazard Brothers et C^{ie} c. Banque industrielle de Moscou et Midland Bank Ltd. — Cour d'appel novembre 1931, *Clunet*, 1932, p. 1057.

Russian and English Bank c. Baring Brothers et C^{ie} High Court of Justice, division de la Chancellerie décembre 1931, janvier 1932, *Clunet*, 1932, p. 1044.

Russian and English Bank. — High Court of Justice, division de la Chancellerie, mars 1932, *Clunet*, 1932, p. 1044.

Kousnetzoff et C^{ie} (successeur d'Alexis Goubkine). — High Court of Justice, division de la Chancellerie (Cour de Compagnies), le 29 avril 1932.

ETATS-UNIS.

Fred S. James et C^{ie} c. Second Russian Insurance C^{ie}. — Cour suprême de New-York, février 1924, division d'appel de la Cour suprême de New-York en 1925.

- Russian Reinsurance Company et Paul Rasor* c. Francis R. Stoddard et the Bankers Trust C^{ie}. — Division d'appel de la Cour suprême de New-York, *Clunet*, 1925, p. 451 ; Cour d'appel de New-York, 1925, *Clunet*, 1925, p. 1070.
- Boris Sokoloff* c. National City Bank of New-York. — Division d'appel de la Cour suprême de New-York, 1924, *Clunet*, 1925, p. 443 ; Cour d'appel de New-York, 1924, *Clunet*, 1925, p. 445.
- Banque Internationale de commerce de Pétrograd* c. National City Bank of New-York. — Cour d'appel de New-York, 11 février 1930, *Clunet*, 1930, p. 782.
- Vladikavkazsky Railway C^{ie}* c. The New-York Trust C^{ie}. — Cour d'appel de New-York, 27 mars 1934.
- Petchatkine* c. Crédit Lyonnais. — Cour suprême de New-York, juin 1931.
- Meyers* c. Crédit Lyonnais. — Cour suprême de New-York, juin 1931 ; *New-York law Journal*, 12 juin 1931.
- Société Smith* c. Crédit Lyonnais. — Cour suprême de New-York, 26 mai 1931.
- Etats-Unis* c. Bank of New-York C^{ie} et Etats-Unis c. Manhattan C^{ie}. — Coxe. Juge de District du 28 avril 1934, *Revue*, 1935, p. 480.

ALLEMAGNE.

- Ommelmann* c. Deutsche Bank. — Landgericht de Berlin, 14 décembre 1923.
- Firma Gebruder Ginsberg* c. Deutsche Bank. — Landgericht de Berlin, 21 avril 1926 et la Cour d'appel de Berlin du 25 octobre 1927, (Conclusions du Prof. Schöndorf).
- Reichsgericht* du 20 mai 1930, *Clunet*, 1934, p. 147.
- Reichsgericht* du 11 juillet 1934, note de Freud, *Clunet*, 1935, p. 164.

BELGIQUE.

- Benoist liquidateur de la Banque russo-asiatique* c. La National City Bank of New-York. — Tribunal civil de Bruxelles du 20 décembre 1934, *Clunet* 1935, p. 671 et la Cour d'appel de Bruxelles du 11 juillet 1936.

SUISSE.

- Banque Internationale de commerce de Petrograd* c. Hausner. — Tribunal de Première instance de Genève, 22 juillet 1921, Cour civile du canton de Genève 6 mars 1923, Tribunal fédéral 10 décembre 1924, *Clunet*, 1925, p. 488.
- Banque internationale de commerce de Petrograd* c. Autorité de surveillance des tutelles de Genève. — Tribunal fédéral 26 novembre 1925.
- Hausner* c. Banque Internationale de commerce de Pétrograd. — Tribunal fédéral, 6 avril 1925.
- Wilbuschewitsch* c. Autorité tutélaire de la Ville de Zurich. — Tribunal fédéral, 13 juillet 1925, *Clunet*, 1926, p. 1110.
- Hoirs Prochorow*. — Tribunal fédéral, 26 octobre 1929, *Clunet*, 1930, p. 1164.

SUEDE.

- Banque Russe pour le commerce et l'industrie* c. Aktiebolaget Goteborgs Bank. — Cour Royale de Stockholm, 18 mars 1930, *Revue de droit international*, 1930, p. 695.

POLOGNE.

- J. Muszkat* c. Société Assurance Rossia. Cour suprême du 11 novembre 1929, *Clunet*, 1931, p. 770.

AVANT-PROPOS

Par ses répercussions mondiales, la Révolution russe d'octobre 1917 apparaît comme un des événements les plus importants du XX^e siècle. Ayant porté le parti communiste à la tête de la Russie, elle n'a pas seulement opéré le changement de gouvernement ou de régime, mais a bouleversé de fond en comble la vie entière du pays. La Russie qui était un Etat capitaliste, avec une structure sociale identique à celle de tous les autres pays, est entrée dans la voie de la construction socialiste. Cette construction exigeait, en premier lieu, la destruction du système capitaliste.

Le régime capitaliste a pour fondement la reconnaissance individuelle du droit de propriété sur tous les biens, meubles et immeubles et notamment sur les moyens de production (sauf, bien entendu, certains biens hors commerce); le régime socialiste part d'une idée diamétralement opposée et supprime entièrement la propriété privée des moyens de production, et en fait un monopole d'Etat. Ainsi divers biens deviennent l'objet d'un droit de propriété spécial « propriété socialiste » ayant pour titulaires l'Etat, certaines collectivités et plus rarement les individus.

Le parti communiste, arrivé au pouvoir, avait donc pour objectif immédiat la transformation de l'économie capitaliste russe en une économie socialiste. Il fallait dépouiller les classes possédantes de leurs droits sur les terres, usines, etc... et organiser la prise de possession de ces biens par les organes de l'Etat. Ce processus, commencé dès le lendemain de la Révolution d'octobre a duré pendant plusieurs années. Il ne fut d'ailleurs pas le même pour tous les biens privés. Nous n'avons pas à nous occuper de cette transformation de l'économie russe et nous nous bornerons à donner

dans notre introduction un aperçu succinct de cette transformation dans le domaine qui nous intéresse.

La transformation si radicale et brusque de la vie économique et sociale d'un pays ne pouvait évidemment passer inaperçue à l'étranger. Les économies nationales des divers pays sont étroitement liées à l'économie mondiale, — ce qui explique la forte répercussion économique (sans parler de la répercussion politique) que la Révolution bolchévique a eu dans le monde entier.

La Russie socialiste est brusquement sortie du concert mondial des pays capitalistes, en brisant tous les liens qui la reliaient à l'ancienne Russie. Les engagements économiques nés avant la Révolution ont été rompus. On conçoit que cette rupture ait lésé des intérêts des pays étrangers et de divers ressortissants de ces pays. Il nous suffira de signaler, à titre d'exemple, la question des dettes de l'Etat russe qui n'ont pas été reconnues par la Russie bolcheviste et dont les titres étaient dispersés dans le monde entier.

Le problème des banques russes que nous nous proposons d'étudier est un des nombreux problèmes qui ont été soulevés par le brusque changement de l'état social de la Russie. En effet, si les décrets du nouveau gouvernement ont pu détruire les institutions de l'ancien droit à l'intérieur du pays, quel fut donc, le sort de ces institutions en dehors des frontières russes ? Un grand nombre de banques russes possédaient des avoirs importants et même des succursales à l'étranger. Leurs sièges sociaux disparus en Russie à la suite de la confiscation par l'Etat, quel fut le sort de ces avoirs et de ces sucursales ? Les décrets de nationalisation ont-ils pu les atteindre à l'étranger, ou bien, ces avoirs, sont-ils restés la propriété des anciennes sociétés, et les succursales ont-elles pu continuer à exister sous la protection des lois des pays étrangers. Telles sont les principales questions que nous devons examiner. Et d'autre part, lorsque ces institutions ont continué leur existence dans certains pays (qui n'ont pas reconnu les mesures de confiscation du gouvernement soviétique, comme étant contraires à l'ordre public) — quelle en serait la qualification juridique ? C'est le second point à étudier.

Les problèmes liés au sort des banques russes à l'étranger avaient soulevé et soulèvent encore de grandes discussions. Bien souvent, c'est la pratique qui se charge de résoudre, tant bien que mal les diverses questions qui se posent. Les solutions données évoluent. Par la suite nous serons maintes fois amenés à constater le grand rôle joué par le facteur « temps » dans la matière que nous traitons.

A l'heure actuelle ces problèmes commencent à recevoir une solution définitive. Nous donnerons ainsi, non seulement l'étude de l'activité des anciennes banques russes à l'étranger, mais indiquerons également les mesures prises actuellement en vue de la régularisation définitive de ces institutions.

Le plan que nous suivrons est dicté par les faits : l'Introduction sera consacrée à l'étude des événements russes qui ont provoqué la disparition des banques privées ; nous étudierons également les textes législatifs relatifs à nos institutions.

L'étude de l'activité des banques russes à l'étranger sera divisée en trois titres. Dans le Titre I^{er} nous verrons les différents problèmes soulevés par l'activité de ces banques en France ; le Titre II sera consacré à l'étude de la liquidation de ces sociétés, également en France. Le Titre III comprendra l'étude de la jurisprudence de divers pays étrangers.

Nous ajouterons un appendice concernant la nationalisation en Russie des succursales des banques étrangères.

INTRODUCTION

LA NATIONALISATION DES BANQUES EN RUSSIE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA NATIONALISATION

Dans les premiers jours qui suivirent l'arrivée au pouvoir du parti bolchévique, les banques continuèrent à fonctionner comme par le passé. Mais leur activité a été sérieusement ralentie par suite des événements sanglants de la Révolution d'octobre et de la crainte qu'inspirait le programme du nouveau Gouvernement aux industriels, aux banquiers et en général, aux classes possédantes.

L'application de ce programme ne tarda pas à se faire sentir. Fidèles à leur programme de destruction du monde capitaliste, les chefs bolchéviques ont dirigé leurs coups contre les entreprises privées dans les diverses branches de la production. La mainmise du prolétariat, qui devait résulter de la lutte de la classe ouvrière contre les propriétaires et le haut personnel à l'intérieur même de l'industrie, n'a pas été réalisée d'un seul coup. Elle fut achevée plus rapidement dans l'industrie (grandes usines de l'industrie lourde, d'extraction etc...) où les ouvriers étaient plus nombreux et où, bien souvent, leur animosité à l'égard des propriétaires et des directeurs était plus vive. Les ouvriers y prenaient possession de la direction de l'usine et chassaient les anciens directeurs. Cet état de choses fut sanctionné

par le Gouvernement qui institua le contrôle ouvrier sur la production (décret du 25 novembre — 8 décembre 1917). Nous lisons notamment dans ce décret :

« En vue de réglementer l'économie populaire dans toutes les entreprises d'industrie, de commerce, de banque, d'agriculture et de transport..... qui emploient des ouvriers salariés ou travaillant à domicile, il est institué le Contrôle Ouvrier des matières premières et des produits manufacturés, ainsi que de leur conservation et de la gestion financière de l'entreprise ».

Ce décret plaçait donc, à côté des anciens dirigeants, de nouveaux contrôleurs élus par les ouvriers. Il devait également s'appliquer aux banques ; nous verrons par la suite s'il en fut ainsi. L'institution du Contrôle Ouvrier ne pouvait pas passer sans incidents ; elle souleva des protestations des anciens propriétaires et dirigeants. Ces protestations furent rapidement réprimées et des peines de confiscation furent prononcées contre les propriétaires opposant une résistance au Contrôle Ouvrier (voir à ce sujet les décrets du 12 et du 19 novembre 1917 relatifs aux Sociétés Simskoïé et de la région de Bogoslov).

Telle était la situation dans l'industrie. Celle des banques était différente. A l'intérieur de ces établissements il n'existait aucun élément de lutte entre les employés et les dirigeants ; hors quelques éléments extrémistes les employés restèrent fidèles aux anciens propriétaires.

Le Gouvernement a été amené à entrer en conflit avec les banques. La raison de ces conflits ne tarda pas à apparaître. En effet, ces établissements qui constituent un des éléments les plus importants du régime capitaliste, possédaient toujours des capitaux ; les opérations ne pouvaient cesser dès le lendemain de l'instauration de la dictature du prolétariat.

Un mois après la Révolution, la résistance des banques fut dénoncée au peuple dans un décret sur le mauvais approvisionnement de l'armée (décret du 25 novembre 1917).

« ... Il y a des vivres dans le pays. Les propriétaires fonciers, les riches paysans (koulaks), les marchands des produits alimentaires..... ;

« ... Les hauts fonctionnaires de l'Etat et les employés de banques aident la bourgeoisie à lutter contre les soldats, les paysans, et les ouvriers.... *les directeurs de banques refusant au pouvoir soviétique* de donner de l'argent pour les dépenses de première urgence..... nous déclarons une lutte sans merci à tous les contre-révolutionnaires... ».

La pénurie d'argent obligea le Gouvernement à s'adresser aux banques. Ayant épuisé toutes les ressources du Trésor (les impôts ne rentraient plus à cause de la désorganisation complète de tous les services publics) les dirigeants soviétiques se tournèrent vers la Banque d'Etat pour obtenir de l'argent liquide.

Le Gouvernement sollicita de l'administration de la Banque d'Etat une ouverture de crédit, mais la Banque résista autant qu'elle le put à cette demande.

Par un décret du 8 novembre 1917 le Soviet des Commissaires du Peuple s'octroya un crédit de 25 millions de roubles et procéda en exécution de ce décret à la confiscation de 5 millions de roubles qu'il trouva dans les caisses de la Banque.

En guise de protestation, tous les employés de la Banque d'Etat se mirent en grève ; les portes de la banque se fermèrent. Toutes les opérations bancaires furent suspendues. Le Gouvernement dut prendre des mesures exceptionnelles pour assurer les opérations les plus urgentes, telles que les versements de fonds aux entreprises pour le paiement des salaires des ouvriers et les versements à valoir sur le crédit qu'il s'était octroyé. Pour parer à ces besoins le Conseil des Commissaires du Peuple publia un décret provisoire conférant au Commissaire de la Banque d'Etat le pouvoir d'effectuer les paiements aux entreprises contre les demandes dûment signées, sans avoir à passer les écritures dans les livres de la banque, de façon à pouvoir assimiler les demandes ou bons aux espèces en caisse. Le travail courant fut expédié par des employés de fortune, et la direction fut assurée par le Commissaire nommé par le Gouvernement qui resta d'ailleurs à son poste jusqu'à la nationalisation complète des banques.

Après ces incidents survenus à la Banque d'Etat, la

situation des banques privées se révéla également très difficile : en principe, elles continuaient leurs opérations mais la fermeture de la Banque d'Etat les laissait sans ressources, car, comme toujours, les caisses des banques ne contenaient que de faibles réserves en numéraire. Cette situation obligea les banques privées à fermer, à leur tour, leurs guichets. Toute activité dans le pays risquait ainsi de se trouver arrêtée et la fermeture des banques venait atteindre en premier lieu les classes laborieuses qui ne pouvaient pas obtenir le paiement de leurs salaires. Déjà avant la fermeture, les banques ont refusé à plusieurs reprises de payer les chèques des entreprises industrielles, signées par des représentants des ouvriers ou du Gouvernement, lorsque ces signatures n'étaient pas déposées. Ces refus continuels et finalement la fermeture des guichets étant préjudiciables aux masses ouvrières, le Gouvernement résolut de réagir et prit le 12 novembre 1917 ce décret énergique :

« Les banques privées sont fermées. Les directeurs et les employés sont présents, mais les guichets demeurent fermés au public. Les ouvriers n'obtiennent pas le paiement de leurs salaires, car les banques refusent de payer les chèques des entreprises industrielles. Cette situation est intolérable.

« Le Gouvernement ouvrier et paysan ordonne par le présent décret aux banques de rester ouvertes demain, le 31 octobre (ancien style) aux heures habituelles de 10 heures à 2 heures.

« Si les banques ne sont pas ouvertes et le payement des chèques refusé, tous les directeurs et administrateurs seront arrêtés ; la direction des banques sera confiée au Commissaire suppléant du Commissaire du Peuple aux Finances sous le contrôle duquel seront payés les chèques portant le cachet spécial des entreprises.

« En vue de maintenir l'ordre, toutes les banques seront occupées par la force armée.

« Tous les bruits répandus par les bourgeois au sujet de la confiscation des capitaux sont faux, les mesures envisagées ont pour seul but de protéger les intérêts des déposants, en instituant un contrôle sévère sur l'activité des banques ».

Ce document n'eut pas de suite ; les banques persistèrent

dans leur refus et les sanctions prévues contre les administrateurs ne furent jamais appliquées. Il est à noter que ce décret ne faisait aucune allusion à la future nationalisation et démentait avec vigueur toute idée de confiscation.

Mais, sept jours après, l'idée de la nationalisation fit son apparition et fut formulée pour la première fois dans l'appel lancé à la population le 21 novembre 1917 :

« Il est clair que les propriétaires fonciers capitalistes, les administrateurs et les employés supérieurs intimement liés à la bourgeoisie, s'opposent à la nouvelle révolution, menacent d'arrêter le travail des différentes entreprises et entravent de toutes manières la production.

« L'opposition des employés supérieurs sera brisée. Nous ne déposséderons personne sans un texte législatif spécial portant la nationalisation des banques et des syndicats. Cette loi est en préparation. Pas un ouvrier, pas un travailleur ne perdra un kopek ».

En fait, cette nationalisation n'arriva que plus tard.

Ainsi, l'activité des banques fut presque entièrement paralysée. Pour trouver une issue à cette situation anormale les dirigeants des banques privées décidèrent d'entrer en pourparlers avec la Banque d'Etat. Lors du premier entretien qui a eu lieu le 25 novembre, les représentants des banques privées ont déclaré aux dirigeants de la Banque d'Etat (n'oublions pas qu'ils s'agissait de représentants du nouveau Gouvernement) que les banques de Pétrograd avaient besoin, pour assurer le service journalier de la caisse, de 17 millions de roubles par jour. Cette somme pourrait être payée par la Banque d'Etat sur les comptes courants ou contre les bons de paiement du Trésor ou, enfin, dans des cas exceptionnels, sur les comptes courants spéciaux garantis par des effets et des titres de banques privées. Les dirigeants de la Banque d'Etat voulaient de leur côté instituer un contrôle sur les opérations des banques privées, notamment en ce qui concerne les paiements à faire aux entreprises industrielles sur la demande des ouvriers. Ce droit de contrôle ne fut pas stipulé directement, comme condition du paiement de la somme réclamée, mais lorsque les banques (30 novembre), voulurent obtenir la somme en

question, elles ne purent le réussir (sauf deux ou trois exceptions). Ce refus s'expliquait par la volonté absolue du Commissariat des Finances d'imposer à toutes les banques privées le contrôle de la Banque d'Etat. Ce contrôle, qui plaçait toutes les opérations des banques sous la surveillance directe de la Banque d'Etat, apparut de prime abord, inacceptable aux dirigeants des banques privées. Mais les circonstances étaient telles, qu'ils n'avaient pas le choix. Dans ces conditions les banques privées se plièrent aux exigences de la Banque d'Etat. Ainsi, à partir du 1^{er} décembre, l'activité des banques privées reprit sous la surveillance de la Banque d'Etat. Ce régime ne dura que deux ou trois semaines.

En raison du délai très court pendant lequel il a existé et aussi en raison de la désorganisation de la Banque d'Etat, ce contrôle ne fonctionna que très imparfaitement. Il se réduisit principalement à une certaine ingérence dans la direction de la part du Commissaire gouvernemental. Quant à la Banque d'Etat, son état de désorganisation résultait surtout du manque de personnel qui était toujours en grève. Les opérations courantes étaient effectuées par des employés de fortune peu exercés au travail bancaire.

Le 14 décembre (27 décembre nouveau style) avant l'ouverture des guichets, le Gouvernement fit occuper par les troupes les locaux de toutes les banques privées. Tous les employés furent invités à signer une déclaration par laquelle ils se soumettaient au Pouvoir des Soviets et reconnaissaient l'autorité des Commissaires qui seraient nommés auprès de chaque banque. Les caissiers et les administrateurs furent arrêtés à leur domicile sans explication.

Il résultait des explications données par les Commissaires qui dirigeaient les opérations de l'occupation des banques, que celle-ci avait pour but un contrôle rigoureux de la caisse et de la comptabilité, afin de vérifier l'exactitude des données sur le mouvement des chèques que les banques fournissaient à la Banque d'Etat. L'occupation devait durer quelques jours seulement.

Les représentants des banques privées, inquiets du sort

de leurs établissements, ainsi que de celui de leurs collègues arrêtés par le Gouvernement, envoyèrent une délégation qui fut reçue par les Commissaires du Commissariat des Finances et de la Banque d'Etat. Les explications données par les représentants du Gouvernement furent totalement différentes de celles fournies le matin. L'occupation des banques n'était autre chose qu'un acte préalable à la nationalisation de ces établissements.

L'idée de la nationalisation n'était pas tout à fait nouvelle pour les représentants des banques privées. Lors des entrevues antérieures les représentants du Gouvernement avaient déjà laissé entendre que cette mesure avait été envisagée par le Gouvernement. Mais ils ne manquaient jamais d'ajouter qu'elle ne serait prise qu'après consultation des intéressés.

Au cours de l'entrevue du 14 décembre les Commissaires du Gouvernement exposèrent leur point de vue sur les procédés à employer en vue de réaliser la nationalisation des banques. Tout d'abord, au cas où les actionnaires et les administrateurs s'opposeraient à la nationalisation, les banques seraient purement et simplement confisquées. Si, par contre, les milieux bancaires recueillaient favorablement la nationalisation, celle-ci pourrait être réalisée par l'échange des actions des banques privées contre celles de la Banque du Peuple de la République Russe ; cette banque unique serait formée de l'ancienne Banque d'Etat et de toutes les banques privées réunies ; chacune des anciennes banques conserverait son indépendance et fonctionnerait sous le contrôle de la Banque du Peuple qui, elle, serait gérée par un organe collectif composé des représentants des actionnaires et de l'Etat. Les Commissaires ajoutèrent qu'en attendant la réalisation de la nationalisation, les banques continueraient à travailler comme par le passé, sous le contrôle des Commissaires du Gouvernement. La proposition fut acceptée, en principe, par les représentants des banques.

Malgré cette entente, dans la nuit du 14 au 15 décembre, le Conseil des Commissaires du Peuple promulgua le décret sur la nationalisation des banques, dont le texte sera donné plus loin.

Ce décret n'eut pas de conséquences immédiates sur le fonctionnement des banques. Elles continuèrent à travailler sous la surveillance des Commissaires. D'autre part, les conférences entre les représentants des banques et les Commissaires du Gouvernement se poursuivaient.

Jusque-là le sort de toutes les banques avait été identique. Par la suite, les banques russes continuèrent à mener une politique solidaire, tandis que les succursales des banques étrangères décidèrent de lutter séparément en excipant de leur caractère étranger. Pour en terminer avec la question des banques étrangères rappelons ici en quelques mots leur histoire.

Au moment de la Révolution bolchéviste le Crédit Lyonnais et la National City Bank of New-York étaient les deux principales banques étrangères, établies en Russie. Le 14 décembre leurs locaux furent occupés par les soldats et un commissaire fut détaché pour surveiller leurs opérations.

En invoquant leur qualité d'étrangers, leurs dirigeants essayèrent vainement de lutter contre la mainmise du Pouvoir ; ainsi pour sauvegarder le contenu des coffres de la Banque, la direction du Crédit Lyonnais fit apposer les scellés par la légation de Danemark. Ces mesures n'eurent aucun résultat. Les locaux continuèrent à être occupés par les soldats, la comptabilité fut en partie transférée à la Banque d'Etat.

Le personnel et la direction de la National City Bank ayant décidé que leur présence n'avait plus aucune utilité quittèrent Pétrograd le 1^{er} septembre 1918.

Les représentants du Crédit Lyonnais, par contre, décidèrent de continuer leur résistance. Les directeurs subirent plusieurs arrestations. On peut lire dans le numéro du *Temps* du 1^{er} avril 1919 les précisions relatives à cette résistance :

« Une dépêche de Stockholm annonce que l'Agence du Crédit Lyonnais à Pétrograd vient d'être sommée par le Gouvernement bolchéviste d'avoir à payer en argent liquide à titre d'impôts la somme de 4.025.000 roubles. Son directeur a reçu en même temps l'ordre de remettre

au Gouvernement tous les titres en dépôt. M. Baud, directeur de l'Agence a protesté énergiquement ; il a déclaré qu'en remettant les titres, il cédait à la force et rejetait toute responsabilité sur le Gouvernement des Soviets...

« Le Gouvernement des Soviets a installé au Crédit Lyonnais un commissaire spécial, communiste-anarchiste ancien employé subalterne de la Banque de Sibérie, qui est chargé de contrôler toutes les opérations... ».

Ainsi qu'il en résulte de cette information quoique bien incomplète, la lutte du Crédit Lyonnais contre le Gouvernement des Soviets se poursuivit durant toute l'année 1918 et une partie de l'année 1919 ; les dirigeants espéraient toujours sauver tout au moins une partie de leurs actifs. Pendant ce temps les opérations furent complètement suspendues et l'activité restreinte de la banque se déroulait entièrement sous la surveillance du commissaire du Gouvernement.

Tel est en résumé, le sort des succursales étrangères. Nous ajouterons que les dirigeants du Crédit Lyonnais constatant l'inutilité de leurs efforts quittèrent la Russie en 1919-1920.

Nous reprenons notre exposé relatif aux banques russes.

A la première réunion qui suivit le décret de nationalisation, les représentants des banques privées commencèrent par solliciter la mise en liberté immédiate des administrateurs arrêtés lors de l'occupation des banques. Les Commissaires répondirent que ces administrateurs avaient été arrêtés à titre d'otages ; ils ne pouvaient être relâchés que si le comité garantissait que, une fois relâchés, ils ne quitteraient pas la capitale. Comme cette condition fut jugée inacceptable par le comité, celui-ci sollicita la mise en liberté sous caution. Cette proposition fut acceptée, mais le chiffre de la caution fut longuement débattu.

Entre temps, les employés des banques privées, en suivant l'exemple de la Banque d'Etat, se mirent en grève en signe de protestation contre l'occupation des banques. Les rares opérations de banque furent interrompues. Des conflits assez aigus s'élevaient fréquemment entre les Commissaires du Gouvernement et les administrateurs qui, croyant

faire leur devoir, venaient tous les jours dans les locaux des banques.

Ces conflits devinrent tout particulièrement violents lorsqu'à la suite du décret gouvernemental, les commissaires commencèrent à procéder à l'ouverture des coffres des clients. En effet, en même temps que le décret sur la nationalisation fut publié le décret sur « l'inspection des coffres ». Le décret disait notamment :

« 1^o Tout l'argent conservé dans les coffres-forts des banques doit être porté au compte courant du client à la Banque du Peuple.

« Remarque : l'or en monnaie et en lingots est confisqué et est versé au fonds d'or national.

« 2^o Tous les propriétaires des coffres-forts sont tenus de se présenter immédiatement sur convocation à la banque avec leurs clés pour assister à l'inspection des coffres-forts.

« 3^o Tous les propriétaires qui ne se présenteront pas dans le délai de trois jours seront considérés comme refusant intentionnellement de se soumettre à l'inspection des coffres-forts.

« 4^o Les coffres-forts appartenant à des personnes récalcitrantes seront ouverts par les commissaires d'enquête nommés par la Banque d'Etat et leur contenu confisqué par la Banque d'Etat au profit de la Nation.

« Remarque : les Commissions d'enquête peuvent, en cas de motifs plausibles ajourner la liquidation ... ».

Les opérations de l'ouverture des coffres furent effectuées en présence des administrateurs et de certains employés par des commissaires munis de pouvoirs assez larges leur permettant de vaincre toute résistance. Ces opérations, comme il a été dit, provoquèrent des conflits entre les représentants du Gouvernement et ceux des banques privées, mais ils n'eurent pas de conséquences graves.

Les administrateurs néanmoins continuèrent à assister comme par le passé, à toutes les opérations de banque ; celles-ci, à vrai dire se limitaient aux paiements des chèques des entreprises particulières. Mais leur présence n'avait aucun intérêt pratique ; c'est pourquoi le Comité des administrateurs décida qu'à partir du 18 janvier, les adminis-

trateurs ne paraîtraient plus dans la section chargée du paiement et que leur rôle se limiterait uniquement à assister à tout prélèvement de valeurs, de livres ou de documents et à en dresser les procès-verbaux.

Ces prélèvements de livres et de mobilier, et leur transfert dans d'autres locaux devinrent très fréquents et étaient faits parfois sans un plan défini. Pour systématiser ces opérations et appliquer les mesures contenues dans le décret du 14 décembre 1917, il fut décidé de convoquer à nouveau une conférence des représentants du Comité des banques avec les Commissaires du Gouvernement.

Celle-ci fut fixée au 23 janvier 1918. Le Commissaire du Gouvernement déclara que la remise des documents et des valeurs appartenant aux banques privées aux sections de la Banque du Peuple serait dorénavant effectuée par les commissaires et que leur réception serait certifiée par les directeurs des sections de la Banque du Peuple. Le rôle des administrateurs et des caissiers devenait ainsi de plus en plus effacé.

A la même époque, il fut décidé que les banques recommenceraient à payer les chèques des particuliers. Mais à la suite du manque de numéraire leur paiement fut accompagné de très grandes difficultés. Les paiements sur comptes courants furent limités à 25 roubles par quinzaine. Pour obtenir le paiement de cette modique somme les particuliers devaient, tout d'abord, obtenir un laissez-passer pour pouvoir entrer dans la banque; le nombre de ces laissez-passer était limité à 400 par jour sur environ 150.000 comptes-courants qu'il y avait à Pétrograd. Le chèque ne pouvait être payé qu'au titulaire du compte en personne et sur présentation de toute une série de pièces d'identité.

Jusqu'au mois d'avril les banques continuaient à faire des opérations restreintes; les commissaires se substituaient de plus en plus aux anciens dirigeants dans l'administration des banques.

Le Commissaire central de la Banque du Peuple publia le 12 avril 1918 une ordonnance ayant pour but d'écarter définitivement les anciens administrateurs de la direction des banques :

« Le Commissaire Central ... informe le public que :

« 1^o La direction des anciennes banques privées est supprimée à partir du 1^{er} avril 1918 et ses fonctions sont transmises à la Banque du Peuple de la République Russe. »

« 2^o Les particuliers doivent s'adresser directement au directeur de la section correspondante de la Banque du Peuple pour toutes les affaires concernant les anciennes banques privées ».

Ainsi on écarta définitivement les anciens administrateurs et directeurs de la gestion des banques. Mais il fut décidé en même temps d'accroître l'activité des banques ; (il ne s'agissait plus, évidemment des banques privées, mais du nouvel organisme gouvernemental , la Banque du Peuple).

Toutefois, recherchant l'aide des spécialistes des affaires bancaires, le Gouvernement s'adressa à un certain nombre d'anciens administrateurs et les invita à assister à titre individuel à une conférence réunie au Commissariat des Finances, en vue d'organiser la reprise des opérations bancaires.

Les administrateurs invités à cette conférence sollicitèrent l'autorisation du Comité des banques ; celle-ci leur fut accordée et on leur donna en même temps un certain nombre de directives, relatives aux conditions dans lesquelles la reprise serait possible.

Une des principales conditions était celle de la nécessité de mener régulièrement la liquidation des anciennes banques privées. Il fallait, d'après le comité, que toutes les opérations, faites par les commissaires après la nationalisation (ces opérations n'avaient pas fait l'objet d'une comptabilisation complète et régulière) fussent régularisées et que les bilans détaillés de toutes les anciennes banques (devenues sections de la Banque du Peuple) fussent établis à date fixe. En outre, on élaborait un certain nombre de mesures nécessaires au rétablissement de la confiance. Les sections de cette banque, correspondant aux anciennes banques privées nationalisées, seraient dirigées, comme par le passé, par les anciens conseils d'administration, mais pour le compte de la Banque du Peuple, dont le Commissaire

aurait le contrôle de leur gestion. En cas de conflit entre les administrateurs et le commissariat, un conseil d'arbitrage serait institué.

Conformément aux conditions posées par les banques privées, le Comité de la conférence adopta les dispositions qui se rapprochaient sur beaucoup de points de la résolution du Comité des banques.

Le procès-verbal de cette conférence dit notamment :

« Pour préparer les anciennes banques privées à la nouvelle organisation ou à leur fusion avec la Banque d'Etat et à la liquidation de leur activité antérieure, il y a lieu :

« 1° D'épurer en détail l'activité des anciennes banques privées devenues des sections de la Banque du Peuple à partir de la fermeture réelle des banques jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau plan...

« 4° D'organiser des affaires et le travail de toutes les sections de la banque.

« 5° D'établir un bilan de liquidation de toutes les anciennes banques privées du jour du passage de l'établissement de crédit entre les mains du nouveau pouvoir y compris les bilans de toutes les succursales, établis autant que possible au même jour ou au jour le plus proche.

« 6° De commencer une réalisation rationnelle des actifs ».

En ce qui concerne la mise en pratique de ces décisions la Conférence adopta les mesures suivantes :

« 2° La liquidation des actifs au 14 décembre 1917 doit être confiée dans chaque ancienne banque aux anciens dirigeants de cette banque...

« Dans la limite des tâches confiées à ces personnes elles agissent en pleine indépendance en s'inspirant des décisions de la Banque d'Etat ».

Et enfin, pour développer les opérations passives des banques, la Conférence approuva les mesures suivantes :

« 1° Un décret doit rendre inviolables les comptes-courants.

« 2° Il faut augmenter progressivement les sommes maxima des paiements sur les comptes-courants et supprimer les formalités inutiles.

« 3° Aucun obstacle et aucune limitation ne doivent être opposés à la libre circulation des chèques ».

Au cours de l'année 1918, l'application du monopole des opérations bancaires fut étendue aux autres établissements de crédit, notamment aux banques coopératives ; tel fut l'objectif du décret du Conseil des Commissaires du Peuple du 20 novembre 1918 et de la circulaire du Commissaire des Finances du 15 octobre 1918 relative à la liquidation des banques coopératives.

Après la Conférence, des institutions spéciales dénommées « collèges techniques » furent instituées auprès des banques privées, pour la mise en pratique de la nationalisation des banques ; la direction de ces collèges techniques fut confiée à un Conseil d'experts institué auprès de la Banque d'Etat. Les administrateurs des banques privées devaient participer à leurs travaux. Mais comme les administrateurs ne pouvaient pas obtenir l'approbation des anciens actionnaires en vue de la réalisation des actifs, il fut décidé qu'ils y participeraient à titre personnel après avoir renoncé à leurs pouvoirs. Le plan élaboré par la Conférence resta lettre morte et ne fut jamais appliqué. Cette conférence représente le dernier essai de collaboration entre les anciens dirigeants des banques privées et le Gouvernement soviétique. La divergence des intérêts et des opinions était trop grande.

Le 10 décembre 1918, le Commissaire du Peuple aux Finances publia des nouvelles instructions relatives « à la procédure de nationalisation des banques privées » en application du décret du 14 décembre 1917 sur la nationalisation des banques privées. On y lit notamment :

« La nationalisation sera réalisée par des commissions locales établies à cet effet. La commission sera composée du directeur de la succursale la plus proche de la Banque d'Etat qui assumerait la Présidence et des représentants de la Banque d'Etat.

« Le bilan sera établi à la date du 14 décembre 1917. Indépendamment de l'époque de leur nationalisation effective, les banques privées sont considérées comme ayant travaillé à partir de cette date (14 décembre 1917) pour le

compte de l'Etat, c'est-à-dire de la Banque du Peuple ».

Ce décret, malgré certaines précisions qu'il apporta relativement à la pratique de la nationalisation n'eut presque aucun effet. La nationalisation fut loin d'être terminée ; la liquidation engagée traînait.

Le 14 juin 1919 la Banque du Peuple dut intervenir à nouveau pour activer « cette liquidation » ; elle publia des instructions sévères aux Commissions de la liquidation en les sommant d'accélérer leurs travaux.

« Etant donné la nécessité de terminer les opérations de nationalisation des anciennes banques privées et d'organiser leur fonctionnement pour le compte de la Banque du Peuple, les Commissions de liquidation sont invitées à terminer les opérations dans le plus bref délai (deux semaines à dater de la réception de la *présente*) ».

Tous les dossiers de liquidation (bilans, comptes de liquidation etc...) devaient être expédiés à la Banque du Peuple à Moscou. Ces instructions rappelèrent à nouveau que la liquidation devait être faite comme si les opérations des banques privées avaient été arrêtées au 14 décembre 1917.

Cette liquidation fut rendue plus difficile encore par le fait que le pouvoir bolchéviste ne s'exerçait pas sur la totalité du territoire russe. C'était l'époque de la guerre civile au cours de laquelle les armées blanches ont occupé la Sibérie et tout le Midi de la Russie (l'Ukraine, le Caucase, etc...). Sur ces territoires, les anciennes lois tsaristes continuaient à être appliquées. Les succursales des banques continuaient leurs opérations malgré la nationalisation de leurs sièges. Le décret sur la nationalisation ne put être appliqué à ces succursales qu'avec l'occupation de ces territoires par le pouvoir bolchéviste. Cette occupation du territoire ne fut complète qu'en novembre 1921, date à laquelle l'armée de Wrangel (la dernière armée blanche) quitta la Russie.

Nous voyons effectivement que c'est vers cette époque que les opérations de la nationalisation furent clôturées.

La circulaire du Bureau Central des comptes et de l'es-compte du 30 juillet 1921 relative à la « clôture immédiate de toutes les opérations de nationalisation des anciennes

banques » déclare que les opérations comptables de transfert des actifs et des passifs des anciens établissements de crédit sont terminées. Les livres, registres, bilans doivent être mis aux archives.

Nous devons ajouter que la Banque du Peuple qui avait pris possession des actifs des banques privées avait disparu entre temps ; par décret du 19 janvier 1920 cette banque fut supprimée et remplacée par une section de l'Administration centrale du budget auprès du Commissariat des Finances.

Cette disparition du dernier établissement de crédit s'explique facilement par les changements survenus dans la vie économique russe. En effet, divers organes de l'Etat remplaçaient progressivement les entreprises privées de l'industrie et du commerce. Dans cette économie étatisée l'établissement de crédit n'avait aucun rôle à jouer et il disparut en 1920.

Ainsi prit fin le système bancaire de l'ancienne Russie. Plus tard, quelques nouveaux établissements de crédit firent leur apparition ; mais ils ne nous intéressent plus car ce furent de nouveaux établissements créés dans des conditions nouvelles en vertu des dispositions législatives nouvelles. Les anciennes banques fondées conformément aux lois tsaristes ont complètement disparu.

CHAPITRE II

LA PORTÉE JURIDIQUE DES TEXTES LÉGISLATIFS RELATIFS A LA NATIONALISATION

Avant d'aborder l'étude des textes, faisons une observation préalable :

Lorsque nous employons le terme de « nationalisation » il ne faut pas croire que nous y attachons un sens précis et invariable. Cette mesure en législation soviétique de l'époque contient évidemment une idée précise, celle de la transformation d'une entreprise privée en une entreprise d'Etat ; mais elle peut comprendre des modalités très différentes. Par conséquent, le sens de ce terme de « nationalisation » appliqué aux banques ne se dégagera qu'à la fin de notre étude, et ne s'appliquera qu'en matière de banques, ces modalités ne pouvant aucunement être généralisées. Pour le moment entendons par « nationalisation » le processus par lequel les établissements privés deviennent progressivement des organismes d'Etat.

Le 14 décembre 1917 parut le décret sur la nationalisation des banques, dont voici le texte :

« En vue de l'organisation rationnelle de l'économie nationale, et de la destruction définitive de la spéculation des banques, pour libérer totalement les ouvriers et les paysans et toute la population de l'exploitation des banques capitalistes et pour la constitution de la Banque unique nationale de la République russe, véritablement au service du peuple et des classes prolétaires, le Comité Central exécutif décide que :

« 1° Les opérations de banque sont déclarées monopoles d'Etat ;

« 2° Toutefois les banques par actions et maisons de banques sont rattachées à la Banque d'Etat ;

« 3° Les actifs et passifs des entreprises liquidées sont repris par la Banque d'Etat ;

« 4° Le mode de fusion des banques privées avec la Banque d'Etat sera déterminé par décret spécial ;

« 5° La direction provisoire des affaires des banques privées est remise au Conseil de la Banque d'Etat ;

« 6° Les intérêts des petits déposants seront complètement assurés ».

On rattachait cette mesure à l'idée principale du parti communiste, celle de l'établissement de la dictature du prolétariat. Il est évident, que pour abolir le régime capitaliste, il était indispensable d'abattre les banques qui en étaient un des rouages les plus importants. Remarquons, que tout d'abord il ne s'agissait pas d'abolir complètement le système bancaire en Russie (cela résulte également de l'étude historique que nous venons de faire) ; le décret voulait seulement remplacer « les banques capitalistes » par la Banque unique qui serait au service du peuple, c'est-à-dire dont l'activité serait conforme à l'idée de la dictature du prolétariat, et en harmonie avec le système économique qui serait établi.

L'idée que les banques privées étaient une des bases du régime capitaliste et que leur abolition était indispensable pour la libération de la classe ouvrière figure parmi celles dont l'application urgente paraissait aux dirigeants des plus nécessaires. Elle est contenue dans les principales déclarations du parti et du Gouvernement.

Nous la trouvons formulée en termes précis dans la déclaration du parti communiste présentée à l'Assemblée Constituante du 5 janvier 1918 (l'Assemblée dissoute, par la suite, par les autorités bolchévistes).

« 3° Il est confirmé que la propriété des établissements de crédit appartient à l'Etat ouvrier et paysan ; c'est une des conditions de la libération des masses ouvrières du joug du capitalisme..... ».

Plus tard cette même mesure est préconisée dans la « Déclaration des droits et des devoirs du travailleur » du

17 juin 1918. Elle est considérée comme une des premières mesures nécessaires à la libération des ouvriers, car « les banques étaient jusqu'à présent un des instruments les plus puissants de l'exploitation capitaliste de la société..... ».

Et enfin cette mesure est définitivement consacrée par la Constitution de la R.S.F.S.R. du 10 juillet 1918 (Préambule, chapitre II) :

« La transmission des banques à l'Etat ouvrier et paysan est une des conditions de l'émancipation des masses ouvrières du joug du capital ».

Ainsi donc, l'introduction du décret du 14 décembre 1917 en rattachant la nationalisation des banques à d'autres mesures prises en vue de l'établissement de la dictature du prolétariat, annonçait la constitution d'une nouvelle banque et la clôture des opérations des anciennes banques. Les paragraphes suivants nous indiquent la façon dont devait être faite cette transformation :

« 1° Les opérations de banque sont déclarées monopole d'Etat ».

L'industrie bancaire a été déclarée *monopole d'Etat*. Le terme de « monopole d'Etat » est employé dans toutes les législations avec la même signification. L'industrie est dite monopolisée lorsque son exploitation ne peut être faite que par l'Etat, ou par une société à laquelle l'Etat a conféré ce droit, et cette mesure a pour conséquence, l'interdiction à tout particulier d'exploiter la branche d'industrie monopolisée.

Toutes les opérations de banque devront être effectuées par la Banque d'Etat dont nous avons marqué plus haut le caractère politique ; cette banque appartenant à l'Etat d'ouvriers et de paysans devra travailler dans l'intérêt du peuple en parfait accord avec les autres branches de l'industrie.

Cette mesure qui établit le monopole des opérations bancaires au profit de l'Etat est très précise et ne soulève aucune difficulté (tout au moins théorique) quant à ses effets dans l'avenir. Nous avons déjà parlé de la confiscation de certaines entreprises industrielles au profit de l'Etat qui devait, selon le programme du parti communiste, se

substituer progressivement au propriétaire-capitaliste. Le monopole des banques a été proclamé dans ce même esprit.

Mais le décret que nous étudions est beaucoup plus complet que certains autres décrets prescrivant la confiscation des entreprises privées. Il contient des dispositions relatives à la liquidation de l'activité des anciennes banques. Ainsi que nous le verrons, il ne comporte aucune mesure de confiscation ou de spoliation des intérêts privés, conformément à l'affirmation contenue dans son introduction.

Voyons maintenant les dispositions relatives à la liquidation de l'activité des banques privées ; elles sont comprises dans les paragraphes 2 à 5 du décret.

« 2° Toutefois les banques par action et maisons de banque sont rattachées à la Banque d'Etat ;

« 3° Les actifs et passifs des entreprises liquidées sont repris par la Banque d'Etat ;

« 4° Le mode de fusion des banques privées avec la Banque d'Etat sera déterminée par décret spécial ;

« 5° La direction provisoire des affaires des banques privées est remise au Conseil de la Banque d'Etat ».

Le paragraphe 2 dit que les banques privées sont rattachées à la Banque d'Etat. Cette mesure plutôt énigmatique s'éclaire à mesure qu'on lit le texte ; le paragraphe 3 ajoute que les actifs et les passifs sont repris par la Banque d'Etat. Les termes employés dans ce texte (rattachées — « obiedneni » ; fusion — « slianié ») sont très explicites, et prévoient indiscutablement la fusion des anciennes banques à la Banque d'Etat.

« La fusion, lisons-nous dans le *Traité du droit commercial* de Lacour et Bouteron (t. I, p. 508), est l'opération qui consiste de la part de plusieurs sociétés à réunir leurs patrimoines, de façon à n'en faire plus qu'un ». Cette fusion peut s'opérer de deux façons différentes, continuent les auteurs : « Tantôt les sociétés qui doivent fusionner commencent par se dissoudre et avec leurs ressources on constitue le capital d'une société nouvelle (combinaison) tantôt, l'une des sociétés absorbe l'autre ou les autres ». Les actifs des anciennes sociétés forment l'actif de la nouvelle société et son capital se composera de tant d'actions attribués aux actionnaires de la société

A, de tant d'autres, pour les actionnaires de la société B. Cette fusion doit être votée par les actionnaires des deux sociétés. En ce qui concerne le sort du passif des anciennes sociétés, les sociétés qui fusionnent sont libres de décider toute mesure qui leur paraîtra utile sans frustrer naturellement les droits de leurs créanciers. Bien souvent, l'actif apporté est franc et quitte de toute charge ; mais une clause contraire peut être insérée dans le traité de fusion qui imposerait à la société nouvelle de payer tout ou partie du passif.

Le paragraphe 3 du décret envisage la fusion par reprise des actifs et des passifs des banques privées par la Banque d'Etat.

Par reprise des actifs et des passifs nous devons entendre l'opération de fusion qui est constituée par le transfert, au nom de la nouvelle société formée de tous les engagements des anciennes sociétés dissoutes, ainsi que de leurs actifs. En pratique ce transfert se fait à l'aide du bilan et des inventaires dressés à la date de la fusion qui constatent les positions actives et passives de chaque société. Tous les postes des bilans des anciennes sociétés se retrouvent dans la balance de constitution de la nouvelle société qui, de ce fait, prend la suite de toutes les affaires des anciennes. D'ailleurs, les modalités de cette reprises n'ont pas été déterminées par le décret qui nous renvoie à un texte ultérieur.

Parmi les postes du passif des anciennes sociétés de banque, le poste « capital social » doit retenir notre attention. Ce poste représente les droits des actionnaires dans la société ; la mise des fonds dans l'affaire est effectuée par les propriétaires de l'entreprise. Dans une fusion ordinaire ce sont les actionnaires qui décident la fusion et, une fois la fusion effectuée, ils apparaissent comme actionnaires de la nouvelle société, à moins qu'une indemnité ne soit prévue pour les désintéresser.

La généralité des termes employés dans le paragraphe 3 « les actifs » et « les passifs » nous fait supposer qu'aucun poste de passif ni d'actif ne doit disparaître par voie de confiscation ou autre. Bien que cette fusion ne soit pas librement consentie par les sociétés intéressées, aucune

atteinte n'est portée au droit de l'actionnaire. Il doit donc être considéré comme étant appelé à devenir l'actionnaire de la nouvelle société avec toutes les prérogatives attachées à ce titre, à moins qu'il n'obtienne une compensation au cas où il serait évincé. Cette interprétation est certainement conforme à l'esprit de ce décret puisque le décret du 24 janvier 1918 sur l'annulation des actions des banques que nous étudierons plus bas, dans son préambule disait : « afin d'éliminer complètement de la gestion de la Banque du Peuple de la République russe récemment créée, *l'influence des capitalistes entre les mains desquels se trouvent les actions des banques privées supprimées.....* ».

Si un texte ultérieur était nécessaire pour priver les actionnaires de leurs droits, il est évident que le décret du 14 décembre 1917 les leur avait conservés dans la nouvelle société.

Cette interprétation peut également se prévaloir de diverses conversations antérieures à ce décret, entre les représentants des banques privées et les Commissaires du Gouvernement que nous avons signalées plus haut. Nous rappellerons qu'au cours de ces conversations, il avait été question d'organiser la fusion des banques et l'échange des actions des banques privées contre celles du nouvel établissement de crédit dénommé la Banque du Peuple. La publication précipitée du décret sur la nationalisation arrêta les pourparlers.

Ce décret ayant dressé les grandes lignes de la nationalisation annonçait en même temps la publication d'un autre décret contenant les précisions relatives à l'application de la nationalisation de banques. En attendant, le décret du 14 décembre 1917 précisait que l'activité des banques privées s'effectuerait dorénavant sous le contrôle de la Banque d'Etat. Cette disposition est la seule qui ait été immédiatement mise en vigueur car, ainsi que nous l'avons vu, les représentants du Gouvernement avaient pris possession des banques privées même avant la publication du décret.

Enfin, le décret fait une énigmatique allusion au sort, réservé aux déposants ; son alinéa 6 dit, en effet : « Les intérêts des petits déposants seront complètement assurés ».

Cette disposition ne contient aucune mesure précise, mais il faut avouer qu'elle laisse prévoir diverses mesures qui pourraient être prises contre les « gros déposants » ; c'est la conclusion qui s'impose *a contrario*, à la simple lecture de ce texte. Cette éventualité prévoyait des mesures de confiscation dirigées contre les classes d'exploiteurs et de bourgeois, les « gros déposants », par opposition aux « petits déposants » appartenant aux classes laborieuses. En tout cas, aucune mesure générale dirigée contre les gros déposants n'a été prise à cette époque.

Les conséquences immédiates et pratiques du décret du 14 décembre 1917 furent donc d'établir un contrôle serré sur les banques privées par l'intermédiaire des Commissaires de la Banque d'Etat, et ensuite d'instituer un monopole des opérations bancaires : ainsi les opérations postérieures au 14 décembre étaient considérées comme ayant été faites pour le compte de la Banque d'Etat, quoique les opérations effectives de la fusion des banques privées avec la Banque d'Etat n'aient été commencées que beaucoup plus tard. Nous avons cité plus haut les instructions du Commissaire des Finances du 10 décembre 1918 prescrivant de considérer la date du 14 décembre 1917 comme celle à laquelle les banques privées ont cessé de travailler pour leur compte et ont commencé leurs opérations pour le compte de la Banque d'Etat. Le nouvel établissement de crédit — la Banque du Peuple — qui devait résulter de la fusion des banques privées avec la Banque d'Etat était de cette façon virtuellement constitué le 14 décembre 1917.

Ce texte, ne peut donc être considéré comme une simple déclaration politique, ayant pour seul but d'annoncer les mesures à venir, ainsi que l'ont prétendu certains auteurs (notamment en Angleterre, l'arrêt de la Chambre des Lords de 1924 dont nous parlerons dans notre étude de la jurisprudence anglaise). L'introduction qui ressemble effectivement à une déclaration politique fait nécessairement partie de tous les décrets de cette époque ; cette introduction avait pour but d'exposer la « ligne générale » des mesures inspirées par l'idée directrice de la libération du prolétariat. Le corps même du décret comprend des mesures

précises dont certaines ont été immédiatement appliquées ; son renvoi à un décret postérieur ne diminue nullement sa portée pratique car le futur décret ne devait s'occuper que des modalités de réalisation de la fusion, c'est-à-dire de l'application du principe définitivement posé par notre décret.

De ce fait, il nous paraît certain que le décret du 14 décembre 1917 constitue le texte de base de la nationalisation des banques en Russie.

Pour terminer nous devons ajouter quelques mots sur la situation juridique des sociétés de banque, telle qu'elle résulte de ce décret.

Le décret arrête leur activité ; à l'avenir elles ne pourront plus effectuer des opérations bancaires. En effet, les quelques opérations postérieures ne doivent plus rentrer dans le cadre de leurs affaires sociales. Celles-ci s'arrêtent définitivement au 14 décembre 1917. Mais il est évident qu'une personne morale telle qu'une banque ayant des dizaines d'années d'existence et un grand nombre d'affaires en cours, ne peut pas disparaître du jour au lendemain. Nous devons considérer que le décret, ayant arrêté l'activité bancaire, a mis les sociétés de banque en *état de liquidation*. Mais cet état ne fait pas disparaître leur personnalité ; elle est encore nécessaire pour pouvoir liquider tous les engagements en cours et pour arriver enfin à dégager les intérêts des actionnaires-propriétaires de la société. Tant que cette dernière opération n'est pas finie, nous ne pouvons pas considérer que les sociétés ont cessé d'exister. Dans notre cas, la fusion envisagée par le décret du 14 décembre 1917 ne pourra être considérée comme terminée que si, après l'établissement du bilan, les opérations en cours sont reprises par la nouvelle société et les actionnaires des sociétés fusionnantes deviennent actionnaires de la nouvelle société, ou reçoivent une indemnité en compensation de l'abandon de leur part sociale. Ces modalités devaient être tranchées par le nouveau décret.

En résumé, nous considérons que le décret du 14 décembre 1917 qui ne contenait aucune mesure de spoliation proclama le monopole des opérations bancaires et, de ce

fait, mit les sociétés de banque en état de liquidation. Si telle est la situation juridique des sociétés russes de banque que devons-nous conclure en ce qui concerne les banques étrangères en Russie ? Le décret ne fait aucune allusion à ce sujet. Mais il est indiscutable que ce décret, vu la généralité de ses termes, doit également avoir une répercussion sur l'activité de ces banques. Ainsi, nous n'hésiterons pas à affirmer que l'établissement du monopole des opérations bancaires en faveur de l'Etat met fin à l'activité des banques étrangères dans les mêmes conditions que pour les banques nationales. Il est présumé que la liquidation des opérations en cours des banques étrangères devait également se produire de la même façon, c'est-à-dire au moyen de la reprise par la nouvelle Banque du Peuple de toutes les affaires en cours, ainsi que de tous les actifs. Il est également certain, que cette reprise devait s'effectuer sans aucune spoliation des droits de propriété de la banque étrangère avec laquelle il ne s'agissait pas de fusionner mais de lui réserver une certaine indemnité en échange de l'abandon des actifs russes et de régler la question du passif.

Quant aux mesures temporaires telle la nomination des Commissaires, elles ont été comme nous l'avons vu, intégralement appliquées aux banques étrangères.

Telle fut la situation des banques après le décret du 14 décembre 1917. Cette situation imprécise sur certains points a pris fin avec la publication du décret du 26 janvier 1918 que nous avons à étudier maintenant :

« Afin d'éliminer complètement de la gestion de la Banque du Peuple de la République russe, récemment créée, l'influence des capitalistes entre les mains desquels se trouvent les actions des banques privées supprimées, le Conseil des Commissaires, a décrété ce qui suit :

« 1^o Les capitaux des anciennes banques privées (capitaux sociaux, capitaux de réserve, et capitaux spéciaux) sont confisqués sans réserve au profit de la Banque du Peuple ;

« 2^o Toutes les actions sont annulées et tout paiement de dividendes est absolument suspendu ;

« 3^o Toutes les actions de banques doivent être immédiatement présentées par leurs propriétaires actuels dans les succursales de la Banque du Peuple ;

« 4° Les détenteurs des actions de banque qui n'ont pas leurs actions sous la main, sont tenus de présenter à la succursale de la Banque du Peuple des bordereaux des actions de banque leur appartenant, avec l'indication exacte de l'endroit où elles se trouvent ;

« 5° Les détenteurs des actions de banque qui n'auraient pas présenté leurs actions ou qui n'auraient pas présenté les bordereaux dans le délai de deux semaines à dater de la publication du présent décret, seraient passibles de la confiscation de la totalité de leurs biens ;

« 6° Toute espèce de transaction sur les actions de banques est rigoureusement interdite. Toute personne qui participerait à ces transactions est passible de trois ans de prison maximum ».

Par son introduction, ce décret se rattache aux mesures prises par le précédent décret, en les complétant et en fixant définitivement leur portée sur certains points. En premier lieu, cette introduction fait allusion à la Banque du Peuple créée par le décret du 14 décembre 1917 et résultant de la fusion des banques privées avec la Banque d'Etat. Mais le premier décret a respecté les droits des actionnaires, en prévoyant leur participation dans la constitution de la Banque du Peuple, sans toutefois préciser les conditions de cette participation. Le décret que nous examinons tranche nettement cette question. Contrairement aux dispositions du précédent décret, celui-ci supprime les droits des actionnaires. Leurs droits sont purement et simplement confisqués « au profit de la Banque du Peuple ». Cette nouvelle mesure rentre dans la catégorie de celles dont le but est la dépossession des classes bourgeoises et la destruction de l'ordre économique préexistant. Dans le domaine qui nous intéresse elle tend à éliminer de la gestion de cette banque populaire les anciens actionnaires. Les conférences qui avaient eu lieu entre temps entre les représentants des banques privées et les Commissaires du Gouvernement avaient clairement démontré aux représentants du Gouvernement la divergence profonde entre le point de vue des dirigeants des banques privées et les desiderata du Gouvernement. La participation des anciens capitalistes à la gestion

de la Banque du Peuple avait paru impossible. Pour éliminer ces éléments capitalistes, le décret proclamait la confiscation des capitaux sociaux des anciennes banques privées. Cette confiscation était conçue comme une cession ou remise à la Banque d'Etat des actions des sociétés de banque. La cession apparaît sous deux aspects : 1° elle est forcée et générale. Elle s'applique à tous sans distinction de classe sociale ou de nationalité ; 2° elle est gratuite ; les actionnaires ne touchent rien en échange de leurs actions qu'ils cèdent à la Banque d'Etat.

Extérieurement la confiscation se manifeste de deux façons : 1° elle fait disparaître le compte des actionnaires dans la comptabilité de la société ; le compte « capital » social représentant les droits des actionnaires disparaît et doit être remplacé par celui de la Banque du Peuple. Pour plus de clarté, le décret aurait dû dire que ce n'est pas seulement le « Capital social » proprement dit, qui était confisqué, car celui-ci ne représente que l'engagement de la société envers les actionnaires, mais ainsi qu'il résulte du texte, ce terme de capital social devait être compris comme la totalité des droits des actionnaires de la société, comme une partie de l'*actif* des actionnaires ; 2° la confiscation prive également l'actionnaire de la preuve de son droit, de son titre de propriété, de l'« action » ; celles-ci devraient être déposées aux caisses de la Banque du Peuple, dans un délai très réduit.

Par le fait même de la confiscation, les actions sont devenues des choses non négociables, la propriété de la Banque du Peuple. Les derniers paragraphes du décret du 26 janvier 1918 développent les conséquences du transfert des actions à la Banque du Peuple ; elles sont annulées comme ne représentant aucun droit, il est défendu d'effectuer des paiements de dividendes relatifs à ces actions ; il est également défendu d'effectuer toute sorte de transactions, car les actions sont devenues des objets hors commerce.

Une des questions les plus importantes relatives à la fusion s'est ainsi trouvée tranchée par le décret du 26 janvier 1918. Les « anciens bourgeois et exploiters » sont éliminés de la gestion de la Banque du Peuple. Mais il n'y

a rien de changé quant aux autres engagements des banques privées ; la Banque du Peuple se trouve donc tenue par ses engagements.

La situation des sociétés des anciennes banques privées dans le sens juridique, se trouve-t-elle changée à la suite de ce décret ? Nous avons dit à propos du décret du 14 décembre 1917 qu'il fallait considérer les sociétés comme étant mises en liquidation sans qu'elles perdent (et ceci conformément aux principes généraux) leur personnalité juridique. Cette personnalité se trouve-t-elle affectée par les dispositions du nouveau décret ?

La confiscation des droits des actionnaires ne peut ne pas toucher à la personnalité morale de la société. D'après nous ce décret a eu pour effet de mettre fin à la personnalité morale des sociétés de banques en Russie. Il est vrai que nous ne pouvons pas trouver une indication précise relative à la disparition de la personnalité ou à sa survivance, car le législateur soviétique ne s'en est pas occupé. Mais cette disparition des sociétés découle nécessairement de la confiscation du droit des actionnaires.

La question se présente de la façon suivante : si l'on prend une personne morale, en tant qu'une institution de droit, on constate qu'elle est composée d'éléments bien distincts. Elle a tout d'abord, pour origine un contrat, c'est-à-dire un accord entre plusieurs personnes qui se sont décidées à mettre en commun des capitaux pour en tirer des bénéfices. Grâce à certaines formalités impérativement prévues par la loi, ce contrat a pour effet de créer une personne morale, c'est-à-dire une institution juridique qui possèdera des biens propres distincts de ceux des associés, qui assumera des dettes également distinctes de celles des associés qui traitera enfin des affaires et se présentera à l'égard des tiers comme une personne bien définie et administrée d'une façon prévue par la loi. Dans cette analyse, nous distinguons nettement deux éléments : 1° En premier lieu un *élément intérieur* si l'on peut dire, (le plus important des deux) celui des rapports des associés (devenus dans une société anonyme des actionnaires) avec la personne morale qu'ils ont créée ; 2° Un *élément extérieur*. C'est

l'ensemble des relations créées par la société au cours de son activité, ses débiteurs, ses créanciers, et toutes les opérations nécessaires à la gestion des capitaux mis en commun par les associés. En mettant en commun leurs capitaux, les associés poursuivent un but lucratif, c'est-à-dire qu'ils voient dans la création de la personne morale, un mode plus avantageux d'exploitation de leurs capitaux que celui de l'exploitation individuelle. De ce fait, cette personne morale travaille uniquement dans l'intérêt des associés qui en définitive touchent les bénéfices de l'exploitation ; il est bien entendu qu'ils subissent la perte en cas d'exploitation malheureuse.

Si une société cesse son activité (société en état de liquidation) elle continue à être une personne morale indépendante tant que les deux éléments principaux qui la constituent ne sont pas définitivement épurés, c'est-à-dire tant que les affaires en cours ne sont pas liquidées et que toutes les sommes mises en commun par les fondateurs ne leurs sont pas retournées augmentées de bénéfices ou diminuées de pertes.

Dans notre cas, l'élément intérieur (les droits des actionnaires) est définitivement éliminé ; ces droits sont annulés. La raison d'être même de la société a disparu, car, répétons-le, elle n'a été créée que pour gérer les capitaux des associés. Les actionnaires qui avaient assuré sa direction et avaient tiré bénéfice de son activité, ont cessé d'exister. L'élément extérieur seul subsiste ; mais au point de vue de l'ancienne société, il n'a pas de raison d'exister, puisqu'il ne donnera aux actionnaires ni bénéfices ni pertes ; sa liquidation importe peu.

L'élément extérieur devait théoriquement disparaître en même temps que les intérêts des actionnaires (dans la liquidation ordinaire il disparaît obligatoirement le premier, puisque on liquide toutes les affaires de la société avant de désintéresser les actionnaires) la personne morale ne pouvant pas se concevoir sans les actionnaires. Et, en effet, l'élément intérieur, seule raison d'être de la société, étant éliminé des sociétés privées de banques, par suite de la confiscation des droits des actionnaires, les sociétés

ont cessé d'exister. Telle est l'interprétation que donne M. Tager dans le *Traité du droit soviétique*, t. II, p. 296 à un décret soviétique contenant des mesures analogues :

« Aux yeux des Soviets l'actionnaire disparaît tant comme créancier du dividende que comme copropriétaire du patrimoine social après liquidation de la société, ou comme titulaire d'une parcelle de droit d'administrer la société.

« L'action qui matérialise les droits de l'actionnaire est considérée comme un rapport de droit contraire à l'ordre public. Mais du moment qu'il n'existe ni actionnaire, ni actions, il faut en conclure que le régime des sociétés par actions est détruit de fond en comble ».

Ce décret tout comme le précédent ne parle pas du sort des banques étrangères. En ce qui les concerne, il est évident qu'il ne peut être question de confiscation des capitaux sociaux et des actions, car nous sommes en présence non de sociétés mais de succursales de banques étrangères. Par conséquent, la nationalisation ne peut affecter que ces succursales. Celles-ci étaient évidemment touchées par l'institution du monopole des opérations bancaires ; le décret que nous étudions pouvait également avoir ses effets à leur égard, en ce sens que les intérêts de la maison-mère seraient écartés par confiscation, la Banque du Peuple reprenant toutes les affaires courantes. Ceci n'est qu'une supposition, car il est certain que ces décrets ne se sont nullement occupés du sort des banques étrangères. Celles-ci ont plutôt disparu (comme il sera dit plus bas) à la suite de la transformation de la vie économique russe.

Ainsi, d'après nous, il est possible de considérer la disparition des sociétés de banque en Russie comme résultant du décret du 26 janvier 1918, et cette conclusion est nécessaire pour notre étude de la jurisprudence de divers pays, car la disparition d'une personne morale ne peut être conçue par nous que comme le résultat d'une décision législative précise, qui prévoit les modalités de cette disparition. Si, par contre, nous nous plaçons maintenant sur le plan de la législation soviétique, nous devons dire qu'aucun texte de cette époque ne prononce explicitement l'aboli-

tion de la personne morale des sociétés de banque. Même le décret dont nous avons parlé ci-dessus et qui nous paraît le plus explicite à ce sujet exige une certaine interprétation pour arriver à notre conclusion.

Il est beaucoup plus juste de voir la disparition des anciennes sociétés privées dans la transformation générale de la vie économique russe. Celle-ci se faisait graduellement ; de ce fait, les mesures qui contribuaient à ce changement s'échelonnaient également. Nous avons constaté cet échelonnement dans la nationalisation des banques : en effet, en décembre 1917 on n'envisageait que l'établissement du monopole des opérations de banque au profit d'une nouvelle banque unique dont l'administration serait assurée par des actionnaires des anciennes sociétés de banque et des représentants du Gouvernement.

En janvier 1918 cette combinaison a déjà paru impossible ; trop de divergences se sont élevées entre les actionnaires et le Gouvernement. Ce dernier a dû éliminer les actionnaires comme un élément bourgeois avec lequel toute collaboration était impossible. Ce décret éliminait de la direction de la banque les anciens actionnaires et donnait la pleine administration de cet établissement aux représentants du Gouvernement ; en outre, par la confiscation il a atteint les classes possédantes dans leurs droits contraires aux principes du socialisme.

D'ailleurs la portée de ce décret s'arrête là ; la confiscation ne porte que sur les droits sociaux des actionnaires et, en principe, la Banque du Peuple continue à supporter les passifs des anciennes banques privées. En contre-partie, elle devient titulaire de la totalité des actifs des banques privées. Les opérations en cours au moment de la nationalisation sont reprises par la Banque du Peuple qui se charge de leur liquidation. Mais cette liquidation apparaît uniquement comme une question purement administrative ; quoiqu'il s'agisse d'opérations de banques privées, la survivance de la personnalité morale de celles-ci n'est pas nécessaire à leur liquidation. L'élément essentiel de la personnalité leur fait défaut. Répétons-le, la liquidation est devenue une question à régler uniquement au point

de vue administratif, et sa durée plus ou moins longue n'implique pas la survivance des sociétés de banque. Celles-ci ont définitivement cessé d'exister. D'ailleurs, plus la Révolution s'enracine, plus l'ancienne économie russe avec ses institutions de droit privé perd du terrain. L'étatisation de la majorité des industries russes, change progressivement l'aspect des rapports entre les banques et leurs clients.

Aux rapports de créancier à débiteur se substitue une dette d'un organe de l'Etat envers un autre. La vie économique russe (très restreinte d'ailleurs) se transforme profondément au cours des années 1918-1920. L'activité bancaire, qui avait encore paru nécessaire au début de 1918, apparut complètement inutile à la fin de 1919 ; l'étatisation de l'industrie russe, l'appauvrissement des classes bourgeoises à la suite de diverses mesures de confiscation, leur fuite dans le Midi de la Russie (régions occupées par les armées blanches) et à l'étranger ensuite, la dépréciation importante du rouble, tout ceci a fortement contribué au ralentissement et même à la disparition complète de l'activité bancaire.

Cet état de choses a inspiré les rédacteurs du décret du 4 mars 1919 qui a mis fin à la majeure partie de l'ancienne activité des banques privées.

« Etant donné que toutes les entreprises gouvernementales sont financées, conformément aux dispositions du décret du 1^{er} mars de cette année, par voie d'allocation administrative, le Sovnarkom dispose :

« 1^o

« 2^o Les entreprises gouvernementales sont dispensées de payer aux personnes et entreprises privées, toutes les dettes contractées avant la nationalisation, y compris les paiements sur les obligations émises à l'exception du paiement des salaires des ouvriers et des employés.

« 3^o Les dettes des entreprises gouvernementales aux autres entreprises gouvernementales, à la Banque du Peuple de l'U.R.S.S. et aux anciennes banques privées..... sont annulées et ne peuvent plus être réclamées ».

Ce décret achève la liquidation graduelle des opérations des anciennes banques privées. L'anéantissement de ces

personnes morales commencé par la disparition des actionnaires, de l'élément « intérieur » de la société, prend fin par la disparition de l'élément « extérieur » des sociétés par la suppression presque totale de toutes les créances et de toutes les dettes des anciennes banques. Toute leur ancienne activité se trouve définitivement liquidée.

Nous constatons donc que la disparition des sociétés de banques en Russie doit se concevoir non pas comme la conséquence d'un texte législatif unique, mais plutôt comme le résultat de toute la législation de cette période et de la transformation de la vie économique russe qui en découlait. Si, néanmoins, il faut rattacher cette disparition à un texte législatif déterminé, nous dirons, (comme il est indiqué plus haut) que c'est le décret du 26 janvier 1918 qui a mis fin aux sociétés de banque russes. En examinant le sort des anciennes banques privées, il ne faut pas non plus perdre de vue l'évolution générale de la vie russe provoquée par les décrets gouvernementaux. Bien que les décrets aient été bien souvent incomplets et peu précis ils ont eu pour conséquence de bouleverser la vie économique russe. Cette évolution rendit bien des institutions de l'ancien régime inutiles pour la nouvelle vie économique. Tel fut le sort des banques y compris la Banque du Peuple. Avec l'étatisation de toutes les branches de l'industrie on s'est aperçu que les institutions de crédit n'avaient plus de raison d'exister puisque tout financement de cette industrie devait finalement passer par le Trésor. La Banque du Peuple a suivi les banques privées et disparut à son tour.

Résumant les conclusions auxquelles nous arrivons après cette étude de la législation soviétique, nous dirons :

1° L'activité bancaire russe est devenue monopole d'Etat conformément aux dispositions du décret du 14 décembre 1917 ;

2° Les sociétés de banque russes cessèrent leur activité, furent mises en liquidation et disparurent à la suite de divers décrets et notamment de celui du 26 janvier 1918 ;

3° Tous les biens ayant appartenu aux sociétés de banque devinrent la propriété de l'Etat, par contre, l'Etat fut dispensé du paiement des dettes de ces sociétés.

CHAPITRE III

PORTÉE TERRITORIALE DES DÉCRETS SOVIÉTIQUES

Notre étude serait incomplète si nous négligions d'étudier la question de la portée territoriale de ces textes. Il est indiscutable, que leur domaine d'application s'étend sur tout le territoire de l'Union des R.S.S. Mais leur portée juridique extraterritoriale a été bien souvent discutée. Il s'agit de savoir s'il se trouve, dans la législation soviétique même, des dispositions limitant l'application à l'étranger des décrets que nous avons étudiés ci-dessus, dans le cas où le juge d'un Etat étranger serait appelé à les appliquer conformément aux principes du droit international de son pays.

Certains auteurs et certaines décisions jurisprudentielles ont prétendu que la portée extraterritoriale était limitée par les Soviets eux-mêmes. A titre d'exemple nous donnons l'argumentation du Tribunal de commerce de Marseille du 23 avril 1923 dans l'affaire Ropit (*Clunet*, 1925, p. 391).

« Attendu que le Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères dans la circulaire N° 42 du 12 avril 1922 aux représentants plénipotentiaires à l'étranger, expliqua que la législation de chaque pays établissait tel ou tel système de droit sur les biens ; qu'il n'est applicable que dans les limites territoriales de ce pays, que les rapports de droit relatifs aux biens dont les objets se trouvent en dehors du territoire russe ne peuvent être jugés d'après les lois soviétiques et sont soumises à l'action de la législation du lieu indépendamment de la nationalité des sujets intéressés, même si ces derniers sont citoyens russes ; qu'ainsi donc, l'organisme de l'U.R.S.S. ayant la charge des relations extérieures a reconnu que les lois édictées par les

Soviets n'ont point d'effet extraterritorial et que leur exécution ne peut s'étendre au-delà du pays où elles ont été promulguées ».

Cette argumentation a été présentée à plusieurs reprises dans des procès concernant les banques russes notamment tout récemment dans l'affaire de la Banque Internationale de commerce (l'Association des porteurs d'actions de la Banque Internationale de commerce contre les administrateurs. — Tribunal de commerce de la Seine, du 17 août 1934) ; le mémoire présenté par la Banque russe contenait notamment l'argumentation suivante :

« Au mois d'avril 1922, quand la liquidation des banques privées en Russie était déjà terminée (la Circulaire du Commissariat des Finances du 30 juillet 1921) le Gouvernement soviétique a reconnu expressément que les lois de nationalisation des biens privés ne pouvaient avoir qu'une application exclusivement territoriale et ne pouvaient être répandues en dehors du territoire russe (la Circulaire du Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères, N° 42 du 12 avril 1922) ».

Cette déclaration se base donc sur une circulaire du Commissariat des Affaires étrangères adressée aux représentants diplomatiques des Soviets à l'étranger (le texte de cette circulaire est donné dans *Clunet*, 1925, p. 568). Il est facile de se rendre compte que cette circulaire (si l'on admet encore qu'une simple circulaire puisse avoir une telle portée juridique en l'absence de toute disposition législative correspondante) n'a pas la portée qu'on veut lui attribuer. Si elle contient bien l'idée à laquelle fait allusion le jugement précité, cette idée est exprimée à propos d'un cas bien précis, celui d'un citoyen soviétique contractant à l'étranger. Or, il n'y a rien de plus normal que d'autoriser ce citoyen de contracter selon les lois du pays du contrat (*lex loci contractu*), même si ce contrat est inconnu dans la législation soviétique. C'est une simple application du principe du droit international universellement admis.

Néanmoins, la « défectueuse rédaction de cette circulaire » (ainsi s'exprime un auteur soviétique — Kelmann, dans son ouvrage en russe sur la loi *Loi soviétique*) a fourni un

argument de plus aux adversaires de l'application des lois soviétiques à l'étranger.

Mais il est difficile actuellement de soutenir cet argument.

Voyant quelle arme cette circulaire donnait aux adversaires de la législation soviétique, le Commissariat aux Affaires étrangères s'est empressé de publier une nouvelle circulaire rectificative, pour mettre fin à cette interprétation tendencieuse.

La circulaire N° 329 du 23 novembre 1925 après avoir déclaré que la circulaire N° 42 précitée ne pouvait pas être considérée comme contenant des normes du droit international soviétique porte :

« Dans le cas où la jurisprudence étrangère est conformément à la *lex fori*, amenée à appliquer la loi d'un autre pays, rien dans la législation soviétique ne s'oppose à ce que cette législation soit appliquée sur les mêmes bases que les législations des autres pays étrangers ».

Ainsi cette circulaire doit, croyons-nous, mettre fin à la mauvaise interprétation provoquée par la rédaction de la première circulaire.

Rien donc, dans la législation soviétique ne s'oppose à ce que les décrets soviétiques soient appliqués à l'étranger. Les décrets dans le domaine des banques peuvent dans ces conditions avoir des effets à l'étranger. Ces effets doivent être identiques à ceux produits à l'intérieur du pays. Tous les avoirs des banques privées russes doivent passer à l'Etat russe qui est leur successeur légitime d'après la législation soviétique ; les succursales étrangères des banques privées continuent à travailler mais seulement pour le compte de l'Etat russe ; les biens et les comptes en banques seront transférés au nom de l'Etat. Telle est la conclusion logique à laquelle arrive M. Kelmann dont nous avons cité plus haut l'ouvrage ; il déclare nettement que la seule solution juste en matière de banques est de considérer que les biens des banques nationalisées sont devenus la propriété de l'Etat soviétique qui est déjà le propriétaire des anciennes banques privées (p. 40) à l'intérieur de la Russie.

Plus loin, nous verrons les effets de cette législation dans la mesure où ils sont admis par la jurisprudence de pays dits « bourgeois ».

Les effets à l'étranger de la Nationalisation des Banques en Russie

Nous avons consacré notre introduction à l'étude de la législation soviétique et des événements en Russie en général, dans le but de dégager la situation exacte des anciennes banques privées en Russie. D'une juste compréhension de cette situation dépend en grande partie la solution correcte du problème posé par les répercussions de la législation soviétique à l'étranger.

En nous plaçant à la date approximative de la disparition des banques en Russie, en 1921-1922, nous constatons qu'à l'étranger ces banques font figure de personnes morales existantes, soit par le *fait de leurs succursales étrangères* qui continuent à fonctionner, soit à *raison de divers biens*, avoirs en banques etc..., qu'elles y détiennent. Ces succursales travaillent sous l'ancienne raison sociale et les avoirs en banques continuent à figurer sur les livres de ces établissements au nom des anciennes banques russes.

Ainsi, malgré la disparition de leurs sièges sociaux en Russie, ces banques se comportent comme sujets réguliers de droit. Nous devons, en premier lieu, analyser ces institutions formées de fragments des anciennes banques russes et en dégager les éléments. Ces éléments diffèrent selon qu'il s'agit de succursales étrangères ou simplement de divers biens, sans aucune vie sociale.

a) *Les banques russes ayant des succursales à l'étranger.* — La vie des succursales n'a pas été interrompue par les événements qui se sont déroulés en Russie. Certes, ces événements ont profondément affecté leurs opérations, en enlevant la principale source de leur activité — le siège en

Russie — et en les privant des directives du centre, mais, comme toutes les succursales étrangères de banque elles jouissaient d'une certaine autonomie, avaient su se former une clientèle propre et avaient pu réunir quelques actifs pendant les années d'activité normale.

Cette clientèle ne les a pas complètement abandonnées après la Révolution russe et la disparition des banques en Russie ; elle devint moins nombreuse, mais cette diminution fut compensée en partie par l'arrivée de nouveaux clients russes qui avaient abandonné leur patrie pour venir s'installer à l'étranger.

Ces succursales continuèrent à être administrées par les anciennes directions nommées par les conseils d'administration ayant eu leur siège en Russie.

Bientôt à des succursales dont la vie normale continuait tout au moins en apparence, sont venus se joindre les débris de l'ancienne organisation bancaire russe ; tout d'abord les administrateurs, quelquefois le conseil d'administration au complet, les membres du soviet (Conseil de surveillance) et un certain nombre d'actionnaires ; ce furent ensuite certains clients de la banque en Russie qui ne voulaient pas rompre les relations avec leur banque. Tous ces éléments qui avaient jadis formé l'organisation puissante de la banque en Russie se sont retrouvés à l'étranger, le plus souvent à Paris, autour des vestiges de l'ancienne organisation.

Il n'y a rien de plus paradoxal qu'une pareille situation de la succursale ; son organisation la faisait dépendre en grande partie du siège central. Or, il s'est trouvé que le siège central a cessé d'exister. Ceci a brusquement renversé le rôle de la succursale ; d'un des organes du siège (bien souvent de peu d'importance) elle est devenue par la force des choses l'unique centre de l'activité de la banque, et son actif, l'unique actif de la société. Ses directeurs, de simples mandataires du Conseil d'administration, sont devenus les maîtres absolus de la succursale et de ses opérations.

A l'arrivée des administrateurs réfugiés à l'étranger, la direction locale dut leur céder la gestion des succursales.

La situation des administrateurs fut très délicate ; mandataires des actionnaires, ils avaient vu disparaître tout actif de la société dont la gestion leur avait été confiée. Seules quelques succursales et divers biens à l'étranger avaient échappé à la confiscation. Il semble naturel que, trouvant leurs succursales en activité, les administrateurs aient pris la direction et essayé de continuer les affaires sociales espérant qu'entre temps les événements permettraient de reprendre les opérations normales en Russie. Mais la situation se prolongeait. Les actionnaires restés pour la plupart en Russie, ne pouvaient pas se réunir en assemblée générale pour procéder au contrôle de la gestion de leurs mandataires ; le Conseil de surveillance (le « Soviet ») n'existait plus. Le délai du mandat des administrateurs venait à expiration et il leur était impossible de le faire renouveler ; aucun contrôle ne s'exerçait sur leur activité. Les administrateurs, à leur tour, étaient devenus les maîtres absolus des biens sociaux. Cette charge, déjà bien lourde au début, devenait avec le temps de plus en plus difficile : l'espoir du rétablissement d'un « régime normal » en Russie s'évanouissait et avec lui la possibilité de mettre fin à l'état anormal dans lequel se trouvaient les succursales. D'autre part, il était impossible d'abandonner l'administration de ces succursales (même exercée dans ces conditions anormales) car dans cette activité et le développement des affaires à l'étranger subsistait la seule chance de sauver une partie, si minime fût-elle de la personne morale dont la gestion leur avait été jadis confiée par les actionnaires.

Les quelques actionnaires échappés de Russie s'étaient également réunis autour de la succursale de leur ancienne banque. S'ils voyaient avec satisfaction que cette succursale travaillait et, que, par conséquent, leur société n'avait pas entièrement cessé d'exister, par contre, il leur était difficile de faire valoir leurs droits, leur nombre restreint ne leur permettant pas d'exercer le contrôle sur la gestion, en se réunissant conformément aux statuts en assemblée générale. Tout dépendait du bon plaisir des administrateurs. Dans certains cas ceux-ci invitaient les actionnaires à collaborer à la gestion des biens sociaux. Dans d'autres cas,

par contre, les actionnaires étaient complètement évincés. Cette impuissance des actionnaires était évidemment relative : ils pouvaient toujours avoir recours à la voie judiciaire, mais les actionnaires se décidaient rarement à porter leurs différends devant les tribunaux. Ils préféraient des arrangements à l'amiable, craignant surtout que l'intervention du pouvoir judiciaire ne soit encore plus nuisible à leurs intérêts que la mauvaise gestion des administrateurs ; la justice, en effet, n'hésiterait pas à mettre fin à l'activité irrégulière des anciens administrateurs en imposant le séquestre, la liquidation ou d'autres mesures ayant pour but de faire cesser la vie sociale des succursales. Ceci n'était pas de l'intérêt des actionnaires qui préféraient la continuation de l'activité sociale même irrégulière, à un arrêt de cette activité.

Les succursales françaises ont vu, en dernier lieu se grouper autour d'elles les clients ayant eu des dépôts dans les succursales russes. Ils désiraient soit continuer les opérations avec leur banque habituelle en déposant les fonds à la succursale à l'étranger, soit réclamer leurs dépôts disparus en Russie. Ces derniers n'avaient aucun intérêt de ménager la succursale et en cas de contestation n'hésitaient pas à porter les litiges devant les tribunaux. Ces contestations ont donné naissance à une abondante jurisprudence que nous étudierons plus loin.

De leur côté, les succursales recherchaient les débiteurs des succursales russes et du Siège, réfugiés à l'étranger espérant récupérer sur eux une partie de leurs créances et augmenter ainsi leur ressources. Ces poursuites ont également donné lieu à des procès qui furent, toutefois, bien moins nombreux que dans le cas précédent pour des raisons que nous indiquerons par la suite.

b) *Les banques russes n'ayant pas de succursales à l'étranger.* — De nombreuses banques russes n'avaient pas de succursales à l'étranger et confiaient leurs intérêts aux banques locales, où elles possédaient de gros comptes. Les soldes créditeurs de ces comptes constituaient le principal avoir de ces banques russes à l'étranger. Les banques russes

pouvaient également avoir à l'étranger des titres en dépôt ou des participations dans des sociétés industrielles ou commerciales.

Ces éléments n'avaient évidemment aucune vie sociale propre comparable à celle des succursales.

Les administrateurs et les actionnaires de ces banques se trouvaient devant un problème tout différent de celui dont nous avons parlé dans notre précédent paragraphe ; leur attitude devant ces biens pouvait varier : tout d'abord, elle pouvait être passive — les administrateurs considérant leur situation comme nettement irrégulière et provisoire, pouvaient décider de ne pas essayer de mettre la main sur ces biens en attendant la régularisation de leur situation ; par contre, leur attitude pouvait être active — les administrateurs pouvaient rechercher les moyens de se mettre en possession de ces biens. Dans certains cas ils réussissaient et recevaient au nom de la banque les divers avoirs (notamment les dépôts en banque quelquefois très importants) dont ils devenaient les maîtres absolus.

S'étant trouvés à la tête de ces biens, certains administrateurs crurent utile de se livrer à diverses opérations avec l'idée de faire fructifier les biens sociaux ; d'autre, plus sages, se contentèrent d'assumer la garde de ces biens pour les remettre intacts, le moment veuu, à la société dont ils étaient les mandataires.

Ces diverses situations, brièvement exposées ici, ont, comme nous le verrons plus loin, une importance capitale pour déterminer le caractère juridique des divers rapports qui se sont créés autour des biens des sociétés russes à l'étranger. Pour terminer, nous devons souligner, à nouveau, les différences existant entre : 1^o la situation d'une succursale et 2^o celle des divers biens.

1^o Dans le cas d'une succursale, nous assistons à la *continuation* de la vie sociale de l'ancienne société russe. C'est en effet, l'ancienne société régulière qui avait fondé la succursale dans des conditions parfaitement régulières et qui avait organisé sa vie, conformément aux décisions de l'administration centrale en observant toutes les prescriptions légales nécessaires. Les administrateurs venus à

l'étranger ont trouvé la machine en marche et ont été contraints par les événements à prendre la direction des affaires. En résumé, la vie sociale, n'a pas été créée par les administrateurs ; ils se sont trouvés devant une situation de fait qui devait être utilisée au mieux des intérêts des anciennes banques.

2° La situation des biens, autres que les succursales est surtout caractérisée par l'absence d'une vie sociale qui leur appartienne en propre. La disparition du siège avait immédiatement arrêté toutes les opérations sur lesdits biens. Les administrateurs venus à l'étranger ne se sont pas trouvés en face d'une activité continue des succursales, dont ils devraient assurer la direction. Dans ce cas c'est de leur propre initiative qu'ils se sont mis à la tête de ces biens, en les réclamant aux divers débiteurs et dépositaires ; si, en outre, ils se sont décidés à effectuer des opérations sur ces biens, ce sont eux qui ont créé la nouvelle vie sociale car il est impossible de dire qu'on se trouve en présence d'une continuation de l'ancienne vie sociale du siège en Russie.

Notre exposé doit comprendre d'une part l'étude de la jurisprudence française relative aux questions soulevées par l'activité des anciennes sociétés de banques russes à l'étranger, dans les conditions que nous avons sommairement exposées plus haut, d'autre part la liquidation des dites sociétés.

Cette jurisprudence est loin d'être uniforme. Elle a subi une large évolution au cours de ces quinze années d'existence irrégulière des sociétés russes à l'étranger. Cette évolution est due à divers changements d'ordre général et particulier à nos sociétés. Dans le domaine général nous devons signaler le revirement de nombreux pays à l'égard de l'U.R.S.S. ; son Gouvernement a cessé d'être considéré comme révolutionnaire et de ce fait non reconnu, pour devenir un Gouvernement régulier de la Russie avec lequel on pouvait traiter et entrer en négociations. Quant aux changements d'ordre particulier, il y a lieu de retenir le ralentissement des opérations des sociétés russes allant jusqu'à la cessation de toute activité sociale.

Nous passons, maintenant, à l'étude de la jurisprudence française.

TITRE PREMIER

**L'ACTIVITÉ
DES ANCIENNES BANQUES RUSSES
EN FRANCE**

CHAPITRE PREMIER

**LA JURISPRUDENCE AVANT LA RECONNAISSANCE
DES SOVIETS**

La jurisprudence de cette époque fut dominée par la réaction négative provoquée à l'étranger par la Révolution russe. Le Gouvernement des Soviets était considéré comme une bande de révolutionnaires qui s'était emparée du pouvoir et qui en usait pour organiser un pillage systématique de la Russie. On croyait que cet état de choses ne pouvait pas durer et que bientôt on verrait au pouvoir des hommes qui rétabliraient en Russie le « régime de la légalité ».

Pour caractériser la façon dont les décrets soviétiques, et, en général, les agissements de ce Gouvernement étaient considérés par la justice française, nous citerons un extrait du rapport d'un expert, près le Tribunal civil de la Seine, à la suite d'une plainte en escroquerie déposée contre les administrateurs d'une banque russe.

« ... Les pouvoirs des inculpés ont pris fin le 1^{er} avril 1918, date à laquelle il a été procédé à la nationalisation des banques russes. Mais cette spoliation, pas plus que tous les actes contraires aux droits des gens commis par les dirigeants actuels de la Russie n'a jamais été considéré

comme licite par le Gouvernement français, lequel a donné asile et protection aux sujets russes, *dépouillés par une bande d'usurpateurs non reconnue par le monde civilisé*. Nous croyons donc concilier la logique avec l'équité en considérant comme nulle et non avenue la prétendue nationalisation des banques... ».

Ainsi donc, le Gouvernement de la Russie n'était guère qu'une bande d'usurpateurs qui ne pouvait être reconnu par les Etats étrangers comme étant le Gouvernement régulier de la Russie.

Cet état de Gouvernement non reconnu entraînait des conséquences importantes au point de vue de l'application de la législation des Soviets.

La généralité de la doctrine que suivait en cette matière la jurisprudence, enseignait que les actes législatifs d'un Gouvernement non reconnu ne pouvaient être appliqués dans le pays qui a refusé la reconnaissance, dans le cas où l'application de la loi étrangère est dictée par les principes du droit international.

Cet enseignement a été appliqué à l'égard des Soviets ; on considérait que les décrets du Gouvernement soviétique ne pouvaient être appliqués en France, étant des actes d'un Gouvernement non reconnu. En partant de ce point de vue on admit que la législation de l'ancien Gouvernement tsariste russe continuait à avoir son plein effet et était applicable dans tous les cas où selon les principes du droit international, la loi russe devait être appliquée. Nous ne développerons pas cette thèse, qui a fait l'objet de très intéressantes études de la part de M. Champcommunal dans la *Revue du Droit international privé* (1924, p. 321) et de M. Delehelle dans « *La situation juridique des Russes en France* ». Nous nous contenterons d'indiquer brièvement l'argumentation dont se servent les partisans de cette théorie :

« Il convient, dit M. Champcommunal, d'établir une distinction primordiale entre les pays qui refusent de reconnaître le Gouvernement des Soviets et ceux qui entretiennent avec lui des relations officielles ou tout au moins officieuses ».

Car M. Champcommunal attache une importance primordiale à l'acte de reconnaissance ; d'après lui, à chaque changement de Gouvernement dans un pays il faut se demander si le nouveau Gouvernement représente réellement ce pays ou non « Il s'agit précisément de savoir si le Gouvernement qui prétend diriger le pays détient une autorité légitime ou s'il n'impose pas une dictature, une usurpation de la Souveraineté populaire ». C'est l'acte de reconnaissance qui tranche cette question et décide que le Gouvernement donné est réellement le représentant de la souveraineté populaire et est considéré comme tel par l'Etat auteur de l'acte de reconnaissance. Cet acte a pour effet immédiat de rendre les décrets et les lois du Gouvernement reconnu applicables et pouvant avoir effet légal dans le pays qui a fait acte de reconnaissance.

En résumé, d'après cet auteur l'acte de reconnaissance est un acte par lequel un Gouvernement étranger reconnaît le Gouvernement d'un pays donné comme représentant légitime de la souveraineté populaire et, en conséquence, comme ayant pouvoir de légiférer. (Voir en même sens Delehelle, *op. cit.*). En appliquant ces principes généraux à la Russie soviétique, MM. Grouber et Tager disent (*Clunet* 1924, p. 8) : « La France ne reconnaissant pas le Gouvernement bolchevique, même comme un simple Gouvernement de fait, lui conteste en conséquence le pouvoir législatif..... ; incapable aux yeux des juges français de faire les lois nouvelles, le Gouvernement bolchéviste leur paraît incapable d'abroger les lois anciennes ; d'où l'on tire cette conséquence que l'ancienne législation russe doit être considérée en France comme étant toujours en vigueur ».

Ce principe a été souvent appliqué en matière de banques. En conformité avec cette théorie on a considéré que les décrets sur la nationalisation des banques étant sans effet en France, les sociétés de banque étaient censées soumises au régime du droit tsariste. De ce fait, rien n'empêchait ces sociétés de continuer à opérer en France, d'autant plus qu'elles étaient gérées pour la plupart par des administrateurs régulièrement élus par les assemblées générales tenues en Russie.

Mais si le principe du rejet de la législation soviétique se défendait facilement en théorie, son application soulevait de grosses difficultés. Car personne ne pouvait nier que les sociétés russes se trouvaient dans une situation anormale qui s'aggravait avec le temps. En effet, si théoriquement, on pouvait considérer que le Gouvernement des Soviets étant non reconnu, n'était pas en état de faire les lois, on ne pouvait pas nier, en fait, que ce Gouvernement avait tout au moins empêché l'application régulière de la législation tsariste et avait mis fin à certaines institutions du droit ancien. Spécialement en matière de banques il était difficile de faire abstraction des décrets de nationalisation, d'autant qu'ils avaient été suivis de l'occupation des banques par la force publique et de toutes les mesures que nous avons exposées dans notre première partie. En outre, il était difficile d'admettre que l'activité des sociétés russes en France était parfaitement régulière ; avec le temps notamment les pouvoirs des administrateurs devenaient irréguliers, car aucun contrôle de la part des actionnaires n'avait lieu et les mandats des administrateurs n'étaient pas renouvelés.

Pour mettre en harmonie la théorie avec la pratique on a eu recours à la notion bien connue en droit civil, de la *force majeure*. Cette notion a été souvent utilisée pendant la guerre lorsqu'il s'agissait des biens ou des personnes morales qui se trouvaient dans les régions occupées ; ainsi les sociétés dont le siège social se trouvait dans les régions occupées par les Allemands, étaient autorisées à réunir leurs assemblées générales dans d'autres villes de la France (voir Wahl, *Droit civil de la guerre*, vol. III, p. 270). Par analogie on a transposé ce système dans le domaine des sociétés russes.

M. Champcommunal dans l'article précité résume de la façon suivante les effets de la force majeure. « La force majeure joue un rôle considérable en matière de société. Elle produit deux effets ; l'un positif, l'autre négatif. L'effet négatif fait dispenser de certaines obligations imposées par la loi ou par la convention. C'est ainsi que des personnes chargées de convoquer les assemblées générales

n'encourent aucun reproche d'abstention lorsque les événements rendent les réunions impossibles. L'effet positif fait ajouter ou substituer quelque chose à ce qui est normal».

Si l'effet négatif de la force majeure est plus ou moins conforme aux principes du droit civil, l'effet positif est bien loin d'être en harmonie avec la théorie de la force majeure. En effet, on n'a jamais admis que la force majeure pût permettre de faire autre chose que ce qui découlait du contrat. En tout cas, cette théorie a été corroborée au moins en partie par un document officiel ; dans une lettre du 26 octobre 1918 le ministre des Affaires étrangères a fait savoir à l'office des biens privés que les assemblées des sociétés russes pouvaient se réunir régulièrement en France ; c'était une dérogation nette aux règles des statuts des sociétés russes qui exigeaient la réunion au lieu du siège social.

La notion de force majeure allait valider notamment les transferts successifs du siège social de la banque. Cette question, extrêmement délicate et qui nécessitait diverses formalités, surtout lorsqu'il s'agissait d'un transfert à l'étranger, car la législation russe n'avait pas prévu ce cas, s'est présentée, en fait pour toutes les sociétés russes ; leurs conseils d'administration après avoir quitté le siège d'origine l'avaient d'abord transféré dans diverses villes de la Russie méridionale pour le fixer ensuite à Paris. Notons que, si, en effet, il s'agissait bien d'un transfert du siège de la société, on continuait à considérer que le siège était en Russie et qu'il ne s'agissait que du transfert du conseil d'administration.

« Le déplacement du fait en cas de force majeure d'un Conseil d'administration ne semble pas pouvoir compromettre la régularité de son fonctionnement » ont écrit MM. Tager et Grouber (*Chunet* 1923, p. 535). D'ailleurs ces transferts du Conseil d'administration avaient des effets d'un transfert du siège notamment en ce qui concerne la compétence des tribunaux français à l'égard des sociétés russes, admise par la presque totalité de la jurisprudence. En tout cas, la régularité de ces transferts, aussi bien en Russie qu'à l'étranger, était admise par les tribunaux français

(voir pour le transfert du siège en Russie : *Kharon contre Banque Russe pour le commerce et l'industrie*, jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 20 mai 1921 et pour le transfert en France — *Vlasto contre Banque Russo-Asiatique*, jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 26 avril 1922).

Par ce transfert du siège à l'étranger, la société ne perdait pas son caractère de société russe ; elle restait identique à celle qui avait existé en Russie ; elle a simplement, répétons-le, transféré *provisoirement* à Paris son centre d'affaires. L'ancienne personnalité morale continuait donc à exister. De cette idée principale, on tirait de nombreuses conséquences :

1° Les succursales étrangères continuaient à être responsables des dettes contractées par la banque en Russie.

Ainsi les chèques tirés par les succursales russes de la société avant la nationalisation, sur les succursales françaises de la même banque devaient être honorés (voir notamment *Hornstein contre la Banque Russo-Asiatique* du 15 avril 1924). Nous ne pouvons citer qu'une seule décision, celle du Tribunal de commerce de la Seine du 20 août 1924 (*Mkéidzé contre Banque Russo-Asiatique*, *Clunet* 1925, p.385) qui n'a pas admis la réclamation du bénéficiaire d'un chèque tiré par une succursale russe de cette banque sur sa succursale de Paris.

Ce jugement se basait sur le raisonnement suivant : « La nationalisation des banques russes a eu pour effet de rompre tout lien et toute solidarité avec les agences des dites banques établies en France ». Cette décision est unique et nettement contraire aux tendances de la jurisprudence et de la doctrine française.

2° On a admis sans difficulté que les anciens administrateurs pouvaient continuer à gérer valablement les succursales.

On considérait que les administrateurs ayant été investis de la confiance des actionnaires pouvaient continuer à assumer la gestion de la société dans les circonstances anormales où elle se trouvait, même si les autres organes d'administration (assemblée générale, conseil de surveil-

lance) faisaient défaut. C'était l'application de l'idée de la force majeure. Cette tolérance, en ce qui concerne l'inobservation des statuts s'explique d'autant plus facilement que cet état de choses (nous l'avons déjà dit, mais ce point est très important) était considéré comme temporaire ; après le « rétablissement en Russie du régime normal », qui devait être imminent, des assemblées générales en règle, devaient sanctionner la gestion irrégulière des administrateurs tolérée dans l'intérêt même des sociétés.

Mais cette gestion ne pouvait être tolérée que s'il existait, comme le disait M. Delehelle, *op. cit.* : « une forte présomption de ne léser aucun intérêt » ; dans le cas de dissentiment au sein de la société, notamment entre les actionnaires et les administrateurs, la justice lorsqu'elle était saisie, croyait devoir nommer un administrateur judiciaire, considérant que la gestion des administrateurs devenait dange-reuse pour la société. Mais cette nomination devait entraver le moins possible l'activité de la société ; nous citerons un jugement du tribunal de Marseille du 3 décembre 1920 relatif à une société de navigation russe, la « Ropit », d'après lequel l'administrateur devait adapter sa ligne de conduite aux avis des actionnaires qui se feraient connaître, en constituant, au besoin d'accord avec eux, un Comité de surveillance.

Même en cas de désaccord entre les divers organes de la société, certains tribunaux hésitaient à nommer un administrateur préférant laisser aux sociétés la liberté la plus absolue ; ainsi, en ce qui concerne la banque Russo-Asiatique dans la décision précitée, le tribunal interprétait longuement les statuts pour aplanir les difficultés survenues entre le conseil d'administration et le conseil de surveillance (le soviet).

3° Si les tribunaux admettaient sans aucune hésitation ces deux conséquences de la survivance de la personnalité morale russe, ils étaient moins fixés sur la troisième conséquence qui en découlait nécessairement et qui était le corollaire de la première, conséquence relative aux actifs des anciennes sociétés à l'étranger. Si l'on adoptait le point de vue des tribunaux, il était logique de considérer, que les

actifs des sociétés russes de même que leurs passifs devaient appartenir aux succursales étrangères de ces sociétés. Les décisions sur cette question sont excessivement rares ; M. de Tiefenau qui possède une documentation très approfondie sur la jurisprudence ne cite qu'une seule décision antérieure à la reconnaissance des Soviets, celle du 21 mai 1924 dans l'affaire de la Banque des Pays du Nord. La demanderesse par l'organe de ses trois directeurs réclamait à la banque défenderesse la restitution d'une somme consignée ; le tribunal a débouté la demanderesse, en se basant sur le défaut de qualité des directeurs ; d'après lui, les directeurs qui avaient été régulièrement nommés en 1914 et dont les pouvoirs avaient expiré en 1921 n'avaient plus la qualité requise en 1924, pour agir au nom de la société.

On voit que le tribunal n'a pas définitivement tranché la question de savoir, si les succursales étrangères des sociétés russes avaient *droit* ou non, aux *actifs* des anciennes sociétés russes. Il a préféré se servir d'un argument tiré du défaut de représentation pour débouter la banque. Cet argument présente un grand intérêt, car il se trouve en contradiction fondamentale avec les autres décisions : en effet, il considère que les anciens administrateurs n'ont plus le pouvoir d'agir en qualité de représentants réguliers des anciennes sociétés russes étant donné que leurs pouvoirs ont expiré depuis longtemps. C'est une idée qui fera son chemin et que nous étudierons plus loin, mais dès à présent notons que vers la fin de cette période la jurisprudence commençait à se débarrasser du principe de la survivance pure et simple de l'ancien droit russe et des anciennes sociétés russes, avec toutes les conséquences qui en découlaient.

Nous ne voulons pas nous attarder à l'étude de cette jurisprudence, mais nous ne pouvons pas ne pas souligner ses dangers et ses erreurs. Rien n'est plus contraire à la réalité que le fait de faire revivre à l'étranger une législation qui a déjà cessé depuis plusieurs années, d'être le droit positif dans son pays ; le droit tsariste avait disparu et avait été remplacé par un nouveau système de droit en 1917-1920. Ce nouveau droit « soviétique » était progressivement devenu, à la suite de l'occupation de la totalité du

territoire par le pouvoir des Soviets, le droit du peuple russe. S'il était encore permis d'hésiter sur le sort de ce Gouvernement au cours des années de la guerre civile (1917 à 1921), le doute n'était plus possible après la victoire des Soviets. Leur système politique et leur droit ont commencé à régler la vie de la Russie entière. La simple constatation du fait que les lois et les décrets de ce Gouvernement constituaient le droit commun de la Russie, suffisait pour qu'on en tînt compte dans des questions internationales. Ce n'est plus le droit tsariste qui aurait dû être appliqué en cas de conflit de lois, mais la loi soviétique bien que le Gouvernement des Soviets ne fût point reconnu. La théorie qui servait d'appui à la thèse de la jurisprudence que nous avons rapportée plus haut, a eu le tort d'attacher à l'acte de la reconnaissance, qui a un caractère purement politique, des conséquences dans le domaine du droit privé (voir en ce sens le *Traité* de M. Bartin, t. I). « La reconnaissance d'un Gouvernement ou Etat étranger est exclusivement une question politique » disait M. Dickinson dans un article paru dans la *Revue de droit international et de législation comparée* (1923). Ph. Marshall Brown, un autre auteur américain, *Revue de droit international et de législation comparée*, 1932, p. 5 ; arrivait à des conclusions suivantes :

« ... Les tribunaux des autres pays sont tenus de prendre en considération les effets extraterritoriaux des actes légaux, lois, et décisions judiciaires émanant d'un régime de fait lorsque les dits actes, lois et décisions ne sont pas contraires aux intérêts de l'ordre public... ».

Cette conclusion que nous trouvons exacte, nous amène à affirmer que le droit soviétique aurait dû être pris en considération dès avant la reconnaissance du Gouvernement des Soviets, tout au moins dans une certaine partie de ses dispositions (voir l'étude très intéressante sur cette question dans le livre de M. A. Stoupnitzky « *Statut international de l'U.R.S.S.* p. 171 et suiv.).

Ce reproche serait resté purement théorique si cette inapplication du droit soviétique n'avait eu des conséquences pratiques assez dangereuses. Sans compter que la situation des banques russes à l'étranger s'était fortement

embrouillée, à la suite des opérations plus ou moins régulières qu'elles faisaient, cette jurisprudence a créé un certain laisser-aller à l'égard des sociétés russes à l'étranger. Leur situation difficile a été considérée comme temporaire et de ce fait, leur vie irrégulière n'a pas été jugée avec la sévérité voulue. Quelques abus de la part des personnes qui assumaient leur administration en ont certainement résulté. Ces personnes étaient trop souvent considérées comme étant des organes de direction réguliers et ayant tous les pouvoirs pour continuer la gestion des anciennes sociétés russes. De ce fait, les tierces personnes entraient facilement en relation avec ces sociétés, mettant à leur disposition des sommes qu'elles croyaient confier aux anciennes sociétés russes. Nous verrons plus loin divers différends nés à ce sujet. Soulignons encore une fois que, sentant le danger, les tribunaux n'ont pas directement sanctionné le droit des anciens administrateurs de se mettre en possession des capitaux des anciennes sociétés. Et, par contre, ils ont jugé nécessaire de les rendre responsables des dettes contractées par les anciennes sociétés en Russie. Ainsi, même dans cette période, il faut noter la réserve de la jurisprudence en ce qui concerne l'exercice des droits de ces sociétés par leurs anciens administrateurs. Cette réserve indiquait indiscutablement que la jurisprudence commençait à discerner tous les dangers et toutes les difficultés liées à la situation des sociétés russes à l'étranger.

CHAPITRE II

LA RECONNAISSANCE DU GOUVERNEMENT DES SOVIETS ET SES EFFETS SUR LA SITUATION DES BANQUES RUSSES EN FRANCE

Le 28 octobre 1924 M. Herriot en sa qualité de Président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères a envoyé à M. Rykoff, Président du Conseil des Commissaires du Peuple et à M. Tchitcherine, Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères de l'Union des République Soviétiques, le télégramme de reconnaissance dont nous extrayons les passages suivants :

« Le Gouvernement de la République fidèle à l'amitié qui unit le peuple russe et le peuple français reconnaît *de jure* à dater de ce jour le Gouvernement de l'U.R.S.S. comme le Gouvernement des territoires de l'ancien Empire russe où son autorité est acceptée par les habitants et dans ces territoires comme le successeur des précédents gouvernements russes.

« Il se tient prêt en conséquence, à nouer dès maintenant des relations diplomatiques régulières avec le Gouvernement de l'Union par un envoi réciproque d'ambassadeurs... ».

En outre, l'acte de reconnaissance contenait un certain nombre de réserves, assez obscures d'ailleurs, relatives aux droits des citoyens français en Russie (voir le texte intégral de la reconnaissance et son analyse dans le livre de Delehelle précité).

Cet acte de reconnaissance devait avoir une très grande influence sur les décisions postérieures des tribunaux et ceci conformément à la doctrine que nous avons exposée plus haut. Cet acte voulait dire que le Gouvernement des Soviets était légal et était à même de faire des lois régu-

lières qui pouvaient être appliquées en France toutes les fois que la loi russe devenait compétente selon les principes du droit international.

« Considérant, lisons-nous, dans un arrêt de la Cour de Paris, que le 28 octobre 1924 le Gouvernement français a notifié au Gouvernement de l'U.R.S.S. qu'il le reconnaissait *de jure*, que cette reconnaissance oblige les tribunaux français dans les questions d'état à appliquer désormais à ceux qui sont demeurés citoyens de l'U.R.S.S. leur statut personnel tel qu'il a été défini par les lois soviétiques ». Et encore dans celui de la Cour de Bordeaux : « que le 29 octobre 1924 le Gouvernement français a reconnu l'U.R.S.S. russes ; qu'il suit de là que l'autorité judiciaire française ne peut plus tenir comme non avenue en bloc, toute la nouvelle législation russe ; mais qu'en cas de contestations entre les particuliers mettant en opposition les lois françaises et les lois russes, le conflit doit se résoudre suivant les règles du droit international privé ».

Le principe est donc devenu diamétralement opposé à celui de la période précédente. Mais, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, son application a été atténuée en grande partie par la théorie de l'ordre public, qu'on appliquait largement à l'égard de la législation soviétique. Ainsi, cette législation se trouvait, comme par le passé, écartée dans bien des cas.

L'application de la loi soviétique et les exceptions qui résultaient de la théorie de l'ordre public ont soulevé de grosses difficultés en pratique, notamment en matière de banques où le caractère révolutionnaire de la législation soviétique l'opposait aux législations européennes.

Un peu avant l'acte officiel de reconnaissance, on voit se manifester les premiers effets du revirement de la jurisprudence française à l'égard de la législation de l'U.R.S.S.

Le 22 octobre 1924 c'est-à-dire six jours avant la reconnaissance des Soviets, le Président du Tribunal civil de la Seine à la requête du Procureur de la République, a nommé M. Jaudon, administrateur provisoire de tous les biens des anciennes sociétés russes se trouvant en France : « de tous biens, droits et intérêts..... qui seraient à l'abandon par

suite des mêmes circonstances avec les pouvoirs les plus larges, afin d'assurer la conservation et l'administration des dits biens ».

Le 29 novembre 1924 le Président a rendu une nouvelle ordonnance également sur la requête du ministère Public, étendant la mission de l'administrateur sequestre « aux biens droits et intérêts de toute nature détenus ou exercés par les succursales en France de toutes les sociétés russes et notamment des banques ». Un des attendus de l'ordonnance donnait les raisons suivantes pour justifier cette mesure : « Que l'ordre public, comme les intérêts en cause, exige que des mesures conservatoires soient prises à l'égard des biens, droits et intérêts de toute nature détenus ou exercés par lesdites succursales ». Et le Président ajoutait que la situation de ces succursales était actuellement incertaine et leur administration, suivant les règles statutaires antérieures, impossible. Pour bien saisir l'esprit et le but de cette ordonnance, il faut se reporter à la lettre de M. de Monzie, Président de la Commission des Affaires russes en France, adressée à M. Jaudon en date du 17 décembre 1924, contenant des indications sur la mission dont ce dernier a été chargé.

D'après M. de Monzie cette ordonnance avait un triple but :

1° de faciliter, le cas échéant, le règlement du conflit de revendication qui ne pouvait pas manquer de s'élever entre le Gouvernement des Soviets et les détenteurs d'actifs dépendants des sociétés russes nationalisées ;

2° de constituer un gage en faveur des porteurs français des valeurs russes ;

3° de mettre l'embargo sur les biens russes se trouvant en France dans l'intérêt des créanciers français.

Ces mesures qui ont eu pour résultat d'entraver l'activité des succursales des banques russes, ont provoqué des protestations de leur part. Elles se sont adressées à la justice pour obtenir la main-levée de ces mesures et elles ont eu gain de cause ; car au cours de l'année 1925 toutes les mesures relatives aux succursales des banques ont été abolies. Par suite d'une interprétation trop large de la notion de

biens russes, l'ordonnance a été appliquée même à une banque française, la Banque générale pour le commerce extérieur, qui a pris la suite de la succursale parisienne de l'une des banques russes. La société française a naturellement obtenu main-levée de cette mesure (Ordonnance du 23 décembre 1924).

Ces mesures qui n'ont eu aucun effet pratique puisqu'elles ont été rapportées peu de temps après ont soulevé à l'époque de grandes discussions. Les défenseurs de ces mesures invoquaient en leur faveur un certain nombre de considérations de fait. Leur raisonnement peut se résumer brièvement par les phrases de M. de Monzie que nous avons citées plus haut. M. André Prudhomme (*Clunet* 1925, p. 318) développe d'une façon magistrale ces considérations. « On ne peut méconnaître, dit-il, que l'application d'une loi soviétique conséquence logique et naturelle de la reconnaissance du Gouvernement des Soviets par l'Etat français, ouvrirait inévitablement une ère de difficultés qui ne pourraient être résolues que par la suite », (et il préconise) « une mesure conservatoire qui stabilise momentanément les intérêts en présence qui ne pouvaient manquer d'entrer immédiatement en conflit ». Il constate plus loin que la notion d'ordre public sur laquelle s'appuie l'ordonnance, n'est pas, au premier abord une justification suffisante, et en ce qui concerne les succursales, il voit la justification dans les deux constatations suivantes : 1° l'existence d'une succursale qui se trouve juridiquement subordonnée à celle de l'entreprise générale dont elle n'est qu'une émanation ; 2° l'établissement principal en vertu de la loi soviétique est devenue propriété de l'Etat au lieu de demeurer propriété privée. Et il conclut que « les biens qui constituent l'actif d'une succursale d'une banque russe en passant du régime juridique ancien au régime nouveau de caractère si différent ne peuvent manquer de devenir des *biens litigieux*.

M. Delehelle considère également ces mesures comme indispensables trouvant leur justification dans les termes du télégramme de reconnaissance du Gouvernement des Soviets au sujet des futurs accords sur les droits des Français en Russie.

Les adversaires de ces mesures, qui furent aussi nombreux que les partisans, les ont vivement attaquées. M. André Mater dans son article (*Revue du droit bancaire*, février 1925) analysant les termes de l'ordonnance s'étonne que les lois étrangères puissent motiver une atteinte quelconque à la pleine capacité d'un établissement commercial en France. « Nous doutons surtout, dit-il, qu'un tel motif soit opérant d'office, c'est-à-dire à la requête du Ministère Public et non pas à la requête des intéressés. Quels pouvaient être les intéressés dans l'espèce ? Soit les actionnaires des banques russes : or, il n'est pas allégué qu'ils aient pris la moindre initiative. Soit le Gouvernement russe : or, il n'est pas reconnu lors de la première ordonnance et son intervention n'est pas alléguée dans les ordonnances suivantes. Soit, enfin, les créanciers français des banques ou des autorités russes : or, ces créanciers n'ont joué aucun rôle dans la nomination d'un administrateur provisoire ». Plus loin il va jusqu'à dire que ces mesures sont contraires aux lois françaises sur les sociétés. « La mesure conservatoire, continue M. Mater, prise contre les banques russes est plutôt un acte révolutionnaire. Il consiste à invoquer l'ordre public sans précision, sans l'appui d'aucune loi déterminée, et même la méconnaissance de deux lois expresses, pour mettre l'embargo suivant les termes attribués à M. de Monzie, sur certaines banques au profit de certains intéressés qu'on ne nomme pas et pour sauvegarder les créances éventuelles qu'on ne spécifie pas ».

Cet épisode de séquestre des sociétés russes n'a eu aucune influence sur le sort des sociétés. Il est incontestable pour nous, que les mesures prises trouvent difficilement leur justification dans un texte législatif déterminé. On peut évidemment invoquer à leur appui diverses raisons pratiques très importantes, notamment celle què le Ministère Public doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des biens à statut indéterminé ; mais par contre, nous ne pouvons pas admettre l'idée, mise en avant par M. de Monzie en vertu de laquelle, ces biens constitueraient le gage que posséderaient les créanciers français en attendant le paiement des sommes qui leur sont dues

par la Russie, idée extrêmement dangereuse qui aurait été en France l'écho des principes anti-capitalistes du Gouvernement soviétique. Lorsqu'on compare les termes de l'acte de reconnaissance du Gouvernement des Soviets avec ceux des décisions ordonnant les mesures conservatoires, il est clair qu'on avait en vue cette reconnaissance, dont le résultat immédiat devait consister dans le règlement rapide des dettes russes ; nous savons maintenant, que tous ces espoirs, quant aux règlements des dettes, sont restés sans résultat. Constatons également que l'idée exprimée par M. de Monzie qui voulait assimiler les biens russes privés à ceux de l'Etat russe (autrement dit adopter entièrement les décrets de nationalisation rendus par les Soviets, pour constituer un gage au profit des créanciers français) n'a pas eu de suite, la jurisprudence ne l'ayant jamais adoptée.

CHAPITRE III

LES IDÉES DIRECTRICES DE LA JURISPRUDENCE APRÈS LA RECONNAISSANCE DES SOVIETS

La reconnaissance du Gouvernement des Soviets a provoqué un revirement de la jurisprudence. L'acte de reconnaissance a donné à ce Gouvernement le caractère d'un Gouvernement régulier (tout au moins suivant les principes de la théorie « classique »), et, de ce fait, il a obligé le juge de faire appel à la loi soviétique toutes les fois que celle-ci était applicable suivant les règles françaises des conflits des lois.

En matière de banque, les conséquences étaient importantes. Les tribunaux ne pouvaient plus considérer les anciennes sociétés comme vivant sous la loi tsariste. Ils devaient tenir compte des importants changements accomplis dans ce domaine par la législation soviétique ; certains moyens par lesquels le pouvoir des Soviets était arrivé à l'anéantissement des sociétés privées, se sont révélés nettement contraires à l'ordre public français. Car, rappelons-le, la disparition des banques privées en Russie est la conséquence d'abord de la déclaration du monopole des opérations bancaires par l'Etat, de la fusion des banques privées avec la Banque d'Etat et ensuite de la confiscation au profit de l'Etat des droits des actionnaires. Cette violation de la propriété privée était en contradiction avec les principes fondamentaux du droit français, particulièrement celui de l'inviolabilité de la propriété privée. Par conséquent la législation soviétique ne pouvait pas être appliquée d'une façon intégrale : certaines réserves dans son application s'imposaient. Nous trouvons une sage appréciation de ces réserves dans les conclusions de M. l'Avocat général Sevestre

dans l'affaire Nord de Moscou contre Union et Phénix Espagnol (Cour d'appel de Paris, du 13 juin 1928) ; M. l'Avocat général Sevestre citant l'arrêt de la Cour de Bordeaux, résume comme suit la position du juge français à l'égard des décrets de nationalisation.

« Incontestablement le décret de nationalisation des banques russes du 26 janvier 1918..... est contraire à l'ordre public en France en ce qu'il prononce l'expropriation sans indemnité des sociétés russes. Mais comme la création dans un pays étranger d'un monopole d'Etat n'est pas contraire à l'ordre public en France, et que la dissolution d'une société peut en être la conséquence, la dissolution des sociétés russes par les décrets de nationalisation est un fait qui s'impose à nous et qui ne peut pas être discuté ».

Le principe étant posé, il doit être envisagé sous deux angles : 1° sous un angle national, intérieur russe, et 2° sous un angle international.

1° Il faut considérer comme un fait indéniable que ces sociétés ont disparu dans leur pays d'origine. Même si à notre point de vue les mesures qui aboutirent à leur disparition étaient contraires à notre ordre public, il faut admettre leur entière légalité en Russie. C'est d'ailleurs l'opinion de la Cour de cassation (Civ., 29 juillet 1929, *Revue du droit international privé*, 1931, p. 342).

« ... le pourvoi soutient vainement que la suppression d'une personne morale par la voie législative serait contraire à l'ordre public français... ».

2° Si on se place sur le plan international pour déterminer les effets de ces mesures à l'étranger, on est obligé de faire une discrimination : l'établissement d'un monopole dans un pays donné n'est pas contraire à l'ordre public d'un autre pays, ainsi que la dissolution des sociétés qui en découle, et, par conséquent, cette mesure peut avoir une certaine répercussion à l'étranger. Par contre : « l'expropriation sans indemnité des sociétés privées » est nettement contraire à l'ordre public et ne peut avoir aucun effet à l'étranger.

« En tout cas, ces décrets prononcent une expropriation sans indemnité ; elle (la jurisprudence) les considère comme

contraires à l'ordre public. En tant qu'ils créent un monopole d'Etat entraînant la dissolution des sociétés, dont l'objet est désormais en opposition avec le monopole, elle admet que le juge français doit en respecter les effets ».

M. Rabinovitch, dans son article dans *Ostrecht*¹ expose d'une façon très nette le principe de non répercussion à l'étranger des décrets soviétiques contenant des mesures de confiscation. Supposons, dit M. Rabinovitch, qu'il s'agisse d'une personne physique et non plus d'une personne morale : « A » est propriétaire des biens en Russie et à l'Etranger. Si le pouvoir soviétique publie un décret d'après lequel tous les biens de « A » doivent être confisqués sans aucune indemnité, ce décret ne pourrait avoir aucun effet à l'étranger. Les biens à l'étranger resteront la propriété de l'ancien propriétaire, car les droits de propriété sont régis par la *lex rei sitae*. La situation juridique des biens appartenant aux personnes morales doit être identique car en aucun cas le Gouvernement soviétique ne peut être considéré à l'étranger comme étant un ayant droit régulier des anciennes sociétés russes dépossédées. « Il est difficile de nier, conclut M. Rabinovitch, que les décrets soviétiques de confiscation sans indemnité se présentent comme des mesures en contradiction flagrante avec les principes fondamentaux du droit bourgeois de l'Europe Occidentale, basés sur le respect de la propriété privée. On peut hésiter entre deux qualifications différentes de ces mesures ; on peut les considérer comme « *privilegia odiosa* » une mesure politique au profit du parti communiste, ou comme une mesure régulière dans le domaine des droits de propriété en Russie. Dans tous les cas..... l'application du droit étranger est interdite, si celle-ci risque d'enfreindre les bases de l'Etat ou de la vie économique du pays ».

Les conséquences importantes qui résultent de ces principes se résument par les deux propositions suivantes : 1° on ne peut plus envisager les anciennes banques russes, même celles ayant des succursales à l'étranger, *comme des*

1. *Ostrecht* 1926, p. 1168-71 : « *Das ausländische Vermögen der in Sowjet-russland nationalisierten Unternehmungen* ».

sociétés régulières ; elles ont définitivement cessé d'exister dans leur pays d'origine. 2° Les biens de ces sociétés se trouvant à l'étranger, *continuent à leur appartenir* malgré l'expropriation prononcée contre elles en Russie.

Les deux propositions paraissent se contredire sur certains points parce qu'on admet la disparition des personnes morales, tout en leur reconnaissant des droits de propriété sur des biens à l'étranger. Cette situation se complique encore davantage, du fait que la vie sociale de ces sociétés disparues a continué sans interruption à l'étranger. La jurisprudence est donc amenée à se poser une question très embarrassante au point de vue juridique, celle de savoir : que représentent les débris des anciennes sociétés russes à l'étranger qui ont continué à opérer, tout en étant privées de leur siège central et de leur administration régulière.

Cette question a reçu diverses solutions presque toujours déterminées par les circonstances particulières aux espèces. Nous les étudierons en détail plus loin. Mais nous avons dès maintenant, pour fixer les idées, résumé ci-dessus les deux principes généraux qui se retrouvent dans presque toutes les discussions jurisprudentielles.

La jurisprudence ne fait défaut à ce principe que sur un point particulier qui, il est vrai, ne touche pas directement à l'existence des sociétés russes à l'étranger. Il s'agit d'une clause de contrat assez fréquente dans les conventions passées entre les émigrés russes et qui prévoit le règlement définitif « au moment de la restauration du régime normal en Russie ». Nous ne prenons cette clause que dans la mesure où elle touche les sociétés. Ainsi récemment la Cour de Paris a eu à se prononcer sur la validité d'une pareille clause (le 31 mai 1935, *Aronsberg contre Banque Russe pour le commerce étranger*, *Clunet* 1935, p. 663). Le compromis a été assorti d'une condition que l'appelant qualifie d'impossible « le rétablissement de l'ordre en Russie et la restitution du profit des banques nationalisées de tous leurs actifs » La Cour a admis la validité d'une pareille clause :

« Mais considérant que la restauration d'un régime russe

normal n'est pas — et n'était pas surtout en 1925 date à laquelle il convient de se placer pour apprécier la convention — en dehors des prévisions raisonnables ; que si cet événement vient à se réaliser, il aura comme conséquences vraisemblables la dénationalisation des banques... ». Et dans le paragraphe suivant, comme pour atténuer la rigueur du précédent, la Cour ajoute que cette dénationalisation pourrait être comprise fort simplement comme un versement aux banques d'une « indemnité de compensation » représentant des anciens actifs dilapidés. Ce raisonnement qui peut paraître assez solide est assez spécieux. Tout d'abord, il est excessif de parler du « rétablissement d'un régime normal » en Russie ; pour le juge français le pouvoir soviétique doit être un régime normal comme un autre, même si le juge ne partage pas les idées communistes. De même l'idée de « dénationalisation » des banques est inacceptable, car, comme nous l'avons dit, et, comme l'a admis la jurisprudence, les sociétés des banques en Russie ont complètement cessé d'exister ; elles ont disparu en tant que personnes morales. Par conséquent aucune loi postérieure, ne peut les faire revivre. Même si le régime changeait et admettait la liberté des opérations bancaires, nous doutons fort que les anciennes sociétés puissent revivre. L'hypothèse d'une distribution d'indemnités est évidemment plus plausible, mais elle est également très incertaine. Dans cet ordre d'idée il faut à nouveau envisager la chute du régime actuel.

En pratique cette clause doit engendrer des difficultés, car elle s'oppose nettement à la liquidation immédiate des actifs étrangers (c'est-à-dire des seuls actifs) des banques russes. Nous verrons cette question plus loin ; mais notons dès à présent que, peut-être même inconsciemment, les tribunaux français continuent à envisager le Gouvernement russe actuel comme un Gouvernement temporaire, et, tout en admettant l'efficacité des mesures prises par lui contre les banques, ils continuent à garder l'espoir de leur prochain rétablissement.

CHAPITRE IV

LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES BANQUES RUSSES A L'ÉTRANGER

Il nous faut maintenant étudier de près les éléments dont se composent les banques russes à l'étranger ; à plus exactement parler nous verrons de quels éléments des anciennes sociétés russes se composent pour la jurisprudence les organismes issus à l'étranger de ces sociétés : quels éléments parmi ceux qui ont composé la société russe originelle, font encore partie de l'organisme qui travaille à l'étranger et quels autres restent en dehors de cet organisme. Tels sont les questions que nous devons résoudre actuellement.

Constatons d'abord, que les anciennes banques russes qui continuent à vivre à l'étranger dans les conditions que nous avons définies plus haut, apparaissent aux yeux de la jurisprudence comme des organismes dont le droit à la vie ne peut être contesté. Notamment, en ce qui concerne les succursales des banques russes, cette reconnaissance du droit à la vie apparaît nettement dans les ordonnances du Président du Tribunal civil de la Seine qui avaient pour objet la mainlevée des mesures de séquestre prises au moment de la reconnaissance des Soviets et dont nous avons parlé plus haut (voir p. 59).

« Attendu, lisons-nous dans l'ordonnance du 3 mai 1926 relative à la Banque russe pour le commerce étranger, qu'il résulte des constatations faites par Doyen et Yché, experts, que depuis plusieurs années les conseils de surveillance et de direction de siège social de la banque se trouvent réunis à Paris, que leur composition est la même que celle qui existait au moment de la Révolution russe..... qu'ainsi la succursale de Paris de la Banque russe pour le commerce

étranger se trouve effectivement sous le contrôle et la surveillance directe des administrateurs que les actionnaires de la Banque se sont librement donnés ».

L'ordonnance relative à la Banque Russo-Asiatique contient des motifs analogues.

Les succursales pouvaient donc continuer à travailler à l'étranger parce que :

1^o elles sont devenues réellement des sièges sociaux des anciennes sociétés, toute l'administration du siège ayant été transportée à Paris ;

2^o elles étaient administrées par les anciens administrateurs qui avaient été régulièrement élus par les actionnaires.

Ces ordonnances parlent, en outre, du transfert du siège social à Paris ; il faut naturellement entendre par là un transfert de fait et non de droit. Ce dernier n'avait pu évidemment avoir lieu, car aucune formalité n'avait été accomplie. Il aurait été même impossible de faire un transfert légal du siège social d'une société russe à l'étranger, car la loi russe tsariste ne prévoyait pas cette possibilité qui était nettement contraire à son esprit.

En tout cas, ce transfert de fait entraînait une conséquence très importante, à savoir : il rendait les tribunaux français compétents dans les litiges concernant les banques russes. Il était logique d'admettre cette compétence, si l'on accordait à ces sociétés le droit de continuer leur activité en France. A l'appui de cette solution (indiscutable en logique pure), on peut citer un grand nombre de décisions de jurisprudence (voir notamment, *Clunet* 1927, p. 349 et suiv.). Cette solution est en parfait accord avec les règles françaises de compétence internationale. Celles-ci ont en effet, pour fondement les articles 59 et 420 du Code de procédure civile qui sont applicables en matière internationale. Une des principales règles de cette compétence réside dans l'attribution de compétence au tribunal du domicile du défendeur ; la Cour de cassation dans son arrêt du 10 novembre 1920 (Chambre civile, S., 1923.1.130 note de M. Niboyet) a admis en ce qui concerne les étrangers qu'un domicile de fait en France peut entraîner la compétence des tribunaux français :

« Lorsque l'étranger défendeur ayant un domicile de fait en France a perdu tout domicile à l'étranger, et qu'il n'est pas établi qu'un autre tribunal que le tribunal français pourrait connaître du litige ».

Pour les sociétés russes, leur siège social transféré en fait à Paris, est indiscutablement un *domicile de fait* qui justifie la compétence des tribunaux français. Il est également certain que seuls les tribunaux français sont compétents dans un pareil litige, car il est incontestable que les tribunaux russes ne peuvent connaître de litiges relatifs à des sociétés qui ont entièrement disparu à leurs yeux.

Une décision récente affirme vigoureusement ce principe (Tribunal de commerce de la Seine, jugement du 21 janvier 1935, affaire *Banque Azoff-Don*) :

« Attendu qu'il est constant que la société nationalisée par les décrets soviétiques de décembre 1917, n'a plus aucune existence ni maison sociale en Russie ;

« Que les défendeurs réfugiés en France, ont continué, en qualité d'anciens administrateurs de ladite banque, de gérer les éléments d'actif, qu'ils ont récupérés ;

« Qu'ils ont ainsi créé en France une situation de fait, qui intéresse les actionnaires et créanciers de cette banque ;

« Que deux de ses anciens administrateurs sont domiciliés à Paris ;

« Que le litige s'agite au sujet des avoirs bancaires qu'ils détiennent..... ;

« Attendu dès lors que le tribunal est compétent pour connaître..... de ce litige tant à raison du domicile des défendeurs susnommés, de la situation de partie des biens litigieux que de l'impossibilité où se trouvent les demandeurs d'agir à l'étranger devant une juridiction qui puisse connaître de la contestation ».

Ces solutions qui proclament la compétence des tribunaux français, admise même bien avant la reconnaissance des Soviets, ont été suivies par la quasi-totalité de la jurisprudence ; certaines cours et tribunaux ont donné exceptionnellement des solutions différentes, notamment le tribunal de commerce de la Seine et la Cour d'appel de Paris, mais ces décisions n'ont pas fait jurisprudence. Elles

présentent un certain intérêt par les curieux motifs qu'elles contiennent. Ainsi la Cour de Paris s'est déclarée incompétente dans les termes suivants :

« Considérant, dit la Cour dans son arrêt du 17 mai 1927 (*Karagoulian c/ Banque Russe pour le commerce et l'industrie*) que la Banque Russe pour le commerce et l'industrie a son siège social en Russie, à Pétrograd ; que si sa succursale de Paris est administrée par un Conseil de direction spécial, il n'est nullement établi *que ce conseil ne reçoive ses directives du siège social toujours demeuré en Russie.....* Considérant que c'est donc à bon droit que les premiers juges ont estimé qu'il n'est pas suffisamment établi que la succursale de Paris dispose d'un patrimoine propre, indépendant de celui du siège social, et soit valablement pourvue des organismes de direction et d'administration générale permettant de la considérer comme une personne morale absolument distincte de la société principale établie en Russie, pouvant faire objet de poursuites directes en France ».

Ces considérations trouvent leurs bases dans le rapport des experts MM. Doyen et Yché qui ont examiné la situation de la Banque russe : leurs conclusions contiennent notamment le passage suivant : « L'administration centrale de la banque a émigré en France où elle s'est fixée et où elle exerce son autorité sur l'ensemble des succursales situées hors du territoire de l'U.R.S.S. mais il ne s'ensuit nullement à notre avis que le siège social de la banque ait été, lui aussi, transporté à Paris... Elle n'en demeure pas moins une société russe, dont le siège social demeure à Pétrograd ».

Ainsi donc, le droit de vivre est reconnu aux banques russes à l'étranger. Cette reconnaissance du droit à la vie implique des conséquences importantes : la vie sociale exige un certain minimum d'éléments sans lesquels elle n'est pas concevable. Ce sont d'abord, certains biens qui constituent l'actif social avec sa contrepartie nécessaire qui le grève, le passif comme résultat de l'activité sociale, et d'autre part, c'est un certain organisme qui dirige cette activité.

Nous avons sommairement énuméré plus haut les frag-

ments des anciennes sociétés russes qui étaient susceptibles de devenir des éléments de cette activité à l'étranger. Nous étudierons maintenant la jurisprudence, et verrons comment elle fixe l'ensemble des éléments qui forment l'institution permettant de continuer à l'étranger l'activité des anciennes sociétés russes.

Ces éléments sont de deux sortes : 1° les éléments d'actif et de passif des sociétés russes et 2° les organes de l'administration.

§ 1. — *Les éléments de l'actif et de passif des banques russes à l'étranger*

La situation particulière des sociétés qui nous intéressent exige qu'on fasse une distinction primordiale entre les éléments étrangers et les éléments russes. Précisons les termes : par « éléments russes » il faut entendre tout élément d'actif ou de passif résultant des opérations traitées en Russie par le siège ou les succursales russes de la banque ; par « éléments étrangers » nous entendons les actifs et les passifs résultant des opérations traitées en France par la succursale (si la banque en a une) ou par les administrateurs agissant en qualité de représentants de la banque. Pour la succursale, ces éléments étrangers coïncident avec ce qu'on peut appeler les éléments normaux de l'activité d'une succursale étrangère donnée. Cette distinction est importante et nous ferons bien souvent allusion à cette définition des deux éléments composant ces sociétés.

1° *Passifs et actifs étrangers.*

De la définition que nous avons donnée plus haut il résulte nécessairement que ces éléments doivent faire partie inhérente de la société russe à l'étranger lorsqu'il s'agit d'une succursale fonctionnant régulièrement. En créant ces éléments, cette succursale ne fait que vivre la vie sociale qui lui est reconnue par la jurisprudence. Cette question n'a pas été envisagée et nettement tranchée par les tribunaux mais la solution que nous donnons résulte indiscutablement de diverses décisions qui concernent les

succursales russes en France et que nous analysons par ailleurs. Nous ne croyons pas utile de les reprendre ici car la solution ne peut pas être contestée.

La question est plus complexe lorsqu'il s'agit de banques n'ayant pas de succursales en France. Il faut supposer que les administrateurs d'une pareille banque en arrivant en France, ont commencé à faire des opérations avec l'argent qu'ils avaient pu sauver de Russie ou (cette question sera étudiée plus loin) avec les avoirs que l'ancienne banque avait en France et qui avaient été mis à leur disposition. Les hypothèses dans lesquelles ces administrateurs ont pu créer des nouveaux éléments d'actif sont bien rares (le seul cas plausible serait un prêt fait par les administrateurs à un tiers au moyen des biens de cette banque). Nous ne connaissons pas de décisions de jurisprudence sur cette question. En effet, même dans les rares cas où une pareille hypothèse aurait pu se réaliser, les administrateurs préférèrent ne pas paraître devant les tribunaux pour des raisons que nous avons exposées plus haut et qui résultent du caractère incertain de leur situation. A notre avis, un pareil litige aurait beaucoup de chances d'être solutionné en faveur du débiteur, tout au moins « en l'état actuel des choses », préciserait le tribunal.

Par contre, la question du passif étranger a été nettement résolue : il s'agissait en l'espèce, de la Banque de commerce de Sibérie (qui n'a pas de succursale en France), au nom de laquelle ses administrateurs avaient passé un contrat de cession de titres avec un sieur Zélénoff (Cour d'appel de Paris du 30 janvier 1928, p. 679) l'opération a été passée à Paris, les titres livrés à Paris et l'argent versé à Paris.

Il arriva qu'à la suite de certaines clauses de contrat la banque devint débitrice d'une certaine somme envers le sieur Zélénoff. Après le refus de la Banque de payer, le client l'assigna en la personne de ses administrateurs. Les administrateurs assignés opposèrent notamment l'inexistence de la banque en France et l'incompétence du tribunal de la Seine. Ces deux arguments ont été rejetés par la Cour qui commence par constater qu'il s'agit d'une banque qui n'a pas de succursale à Paris :

« Considérant que si la Banque de commerce de Sibérie n'avait ni guichets, ni bureaux au N° 376 de la rue Saint-Honoré, c'est dans cette maison qu'elle conservait ses archives et pièces de comptabilité ».

Mais cette banque faisait des opérations en France :

« Que son seul domicile était en France, le seul pays où elle entendait accomplir encore, et où elle accomplissait en fait, des opérations rentrant dans le cadre de son activité statutaire... ».

« Que Zélénoff ayant vu trois administrateurs directeurs signer l'acte du 21 mai 1921 pour la Banque de commerce de Sibérie, ne pouvait pas douter que ces mêmes directeurs fussent habiles à plaider au nom de cette banque..... ».

Et la Cour a donné gain de cause au demandeur. La banque russe a été condamnée à payer.

Nous étudierons plus loin en détail cette intéressante décision ; pour l'instant, contentons-nous d'enregistrer le fait que le passif étranger grève les biens des banques russes qu'il s'agisse d'une succursale ou d'administrateurs faisant quelques opérations isolées, sauf certaines observations que nous ferons dans le chapitre consacré à l'étude de la nature des sociétés russes à l'étranger.

2° Passifs et actifs russes.

a) *Actifs russes.* — Il s'agit maintenant de savoir, si les succursales des banques russes à l'étranger ou simplement les administrateurs agissant au nom de la banque ont le droit d'obtenir la rentrée des créances résultant d'opérations faites par le siège de la banque ou par ses succursales en Russie. Sur cette question les décisions sont rares.

Nous trouvons deux arrêts importants, mais malheureusement certaines circonstances de fait tendent à diminuer leur portée générale. Car il s'agissait dans les deux cas de sociétés n'ayant pas de succursales en France (voir *Banque de commerce de Sibérie c/ Société Charles Vairon et Cie*, Cour d'appel de Bordeaux du 5 mars 1928, S., 1928.2.161. *Compagnie d'assurance russe Nord de Moscou c/ Compagnie d'assurance Union et Phénix Espagnol*, Cour d'appel de Paris du 13 juin 1928 *Clunet* 1929, p. 119).

Les Cours ont pu facilement rejeter les demandes des sociétés russes en basant leur décision sur la précarité de l'existence de celles-ci à l'étranger.

La première espèce se présentait comme suit : la Banque de Sibérie avait assigné Vairon et Compagnie en paiement de dommages et intérêts dus pour avaries subies par sa faute dans le transport de diverses marchandises pour le compte de la Banque russe. Il s'agissait bien en l'espèce d'une opération *contractée par le Siège de la Banque en Russie*. Le tribunal a admis cette demande et a condamné la Société Vairon et Compagnie. Celle-ci interjeta appel et la Cour de Bordeaux (confirmé par la Cour de cassation Civil 29-juillet 1929, *Revue de droit international privé*, 1931, p. 342) a infirmé le jugement et a rejeté la prétention de la banque russe en invoquant le manque de qualité des représentants de ladite banque.

Voici quelques attendus de l'arrêt : après avoir constaté que la législation soviétique a supprimé les banques en Russie, sans aucune indemnité aux actionnaires ce qui est contraire à l'ordre public français, la Cour dit : « Que cette suppression considérée en soi indépendamment de la confiscation qui en a été la suite, n'est pas en contradiction avec l'ordre public français ; que dans ces conditions il ne dépend pas de la loi française de les faire revivre ou de les laisser subsister autrement que dans la mesure où leur établissement en France aurait une existence de fait permettant de l'individualiser en France, qu'à cette seule condition et dans cette seule mesure, pourraient être encore applicables les statuts de la banque.

« Attendu que la Banque de Sibérie n'avait pas et n'a pas de succursales en France ; qu'elle n'apparaît en rien comme se livrant en France à des opérations pouvant se résoudre en une entreprise de fait pouvant se suffire à elle-même ; qu'on ne retrouve nulle trace à Paris ou sur le territoire français d'une société de fait perpétuant *parte in qua* la Banque de commerce de Sibérie ; il faut en conclure que l'organisme que prétendent représenter les intimés ne correspond à aucune réalité ».

De ce chef la demande de la banque a été rejetée.

Il est regrettable qu'une pareille décision ait été rendue dans des circonstances de fait très défavorables à la Banque russe ; on peut facilement hésiter à généraliser cette solution mais il est permis de croire que les arguments de droit qui ont servi à asseoir cette solution ne jouent qu'un rôle secondaire et n'ont pas, à eux seuls, motivé le rejet de cette demande ; comme a dit très justement M. Tager (voir p. 109) les considérations théoriques et pratiques étaient fréquemment en contradiction et ce sont ces dernières qui prévalaient bien souvent à cette époque. Pour mettre en relief la diversité des arguments dont se sert la jurisprudence, il est intéressant d'opposer les deux décisions que nous avons citées, relatives à la même Banque de Sibérie (*Banque de Sibérie c/ Vairon et Compagnie* devant la Cour de Bordeaux ; et *Zélénoff c/ la Banque de Sibérie* devant la Cour d'appel de Paris) : la Cour de Bordeaux déclare catégoriquement que la Banque de Sibérie n'existe plus. cet organisme « *ne correspond à aucune réalité* ». Cette affirmation est d'autant plus curieuse, que deux mois plus tôt la Cour de Paris constatait en termes non moins catégoriques que cette banque avait son seul domicile en France où « *elle entendait accomplir encore, et où elle accomplissait en fait, des opérations rentrant dans le cadre de son activité statutaire* ». Comment dire dans ces conditions que cette société ne correspondait plus à aucune réalité ? La Cour de Bordeaux n'a pas pu ignorer la décision de la Cour de Paris et les affaires de la banque qui avaient été à l'origine du procès. En l'espace de deux mois la banque russe est apparue aux yeux des juges français en même temps comme un organisme n'ayant aucune existence réelle et comme une société continuant en France, malgré l'absence de succursale régulière, des opérations conformes à ses statuts. Ce n'étaient sûrement pas ces considérations qui ont poussé la Cour de Bordeaux à rejeter la demande de la Banque russe. Nous verrons dans ces affaires un certain nombre de circonstances de fait qui ont décidé les juges à prendre des solutions rationnelles dans le fonds, mais contradictoires en apparence. Tout d'abord, dans la première affaire (Zélénoff contre la Banque de Sibérie) la

banque apparaît en qualité de *défenderesse* tandis que dans la deuxième affaire (Vairon et Compagnie) elle agit en qualité de *demanderesse*. Ces deux situations entraînent de nombreuses conséquences : dans le cas de la banque demanderesse et si sa prétention est admise, le défendeur sera appelé à effectuer un paiement entre les mains des représentants actuels de la banque. Or, ceux-ci sont loin d'avoir des pouvoirs réguliers et d'être sous le contrôle des actionnaires ; ainsi donc, l'argent récupéré de cette façon tombera entre les mains des personnes qui autrefois représentaient la société, mais qui actuellement se trouvent dans une situation imprécise. Ne serait-ce pas agir dans l'intérêt de la société même que de laisser ces fonds entre les mains d'un débiteur solvable qui les versera, au moment voulu, entre les mains d'un mandataire régulier de la société ou de son liquidateur ?

Telles sont les circonstances de fait qui ont été prises en considération par les juges. Le même danger ne se reproduit pas, évidemment, dans le cas où la banque apparaît en qualité de défenderesse : rien ne peut rentrer dans son patrimoine ; par contre, les biens qui se trouvent entre les mains des administrateurs doivent répondre des dettes de la société russe. Contre ce dernier raisonnement on ne peut opposer qu'une considération importante dont la jurisprudence ne s'occupait pas à l'époque : il s'agit de savoir jusqu'à quelle limite on peut considérer que les administrateurs agissent au nom de la société et non en leur nom propre. De ce fait, on peut se demander, si les biens sociaux doivent répondre de toutes les dettes contractées par lesdits administrateurs. C'est une question qui n'a pas été tranchée par la jurisprudence, mais qui apparaît actuellement comme une des plus importantes en notre matière. Nous la reprendrons plus tard.

Il y a une autre différence entre les deux espèces, et ceci nous ramène à la division que nous avons énoncée au début de ce paragraphe, c'est celle de l'origine du rapport contractuel invoqué : l'un appartient à l'élément étranger (affaire Zélénoff), puisque le contrat avait été passé en France par les administrateurs qui furent par la suite assignés

en justice. En laissant de côté toutes les considérations théoriques, nous voyons bien ici l'identité entre les personnes signataires du contrat et celles citées en justice. Dans la deuxième espèce (affaire Vairon), il s'agit de relations d'affaires qu'avait eues la Banque de Sibérie en Russie avec le défendeur. La jurisprudence ne semble pas vouloir admettre que ces rapports puissent constituer une base suffisante pour une action en justice intentée par les anciens administrateurs.

Il apparaît donc que la jurisprudence a tendance à proclamer que les sociétés russes en France n'ont pas le droit à l'actif ayant appartenu aux anciennes sociétés russes et résultant des opérations traitées directement par les sièges russes.

b) *Le passif russe.* — Les solutions données en cette matière par la jurisprudence ne diffèrent guère de celles de la période antérieure à la reconnaissance des Soviets : les biens des anciennes sociétés russes continuent à être considérés comme le gage des dettes contractées par les sièges russes, et ceci quels que soient les biens restés à l'étranger : qu'il s'agisse d'une succursale en pleine activité ou simplement d'avoirs en banques, tous ces biens sans aucune distinction continuent à être le gage commun des créanciers russes.

Les prétentions des créanciers russes auraient vite épuisé tous les actifs étrangers, si dans bien des cas, la jurisprudence ne rejetait leurs prétentions en ce basant sur des circonstances totalement étrangères à notre sujet : la majorité de ces créances étaient libellées en roubles. On sait que le rouble, à la suite d'une longue dévaluation est tombé à zéro. En se basant sur cette considération, les tribunaux ont décidé que, le risque de dépréciation d'une monnaie devant être supporté par le créancier, les créances en roubles ne représentaient aucune valeur intrinsèque et de ce fait ne pouvaient pas servir d'objet à une instance judiciaire. Cette circonstance a éliminé la majorité des créanciers des sociétés russes. Mais restaient les prétentions des créanciers en monnaies étrangères. Il est bien naturel que les sociétés russes se soient élevées avec vigueur contre

ces prétentions en soutenant que le passif russe ne pouvait être supporté par les biens restés à l'étranger et devait être considéré disparu de même que l'actif russe. Cette thèse a été admise par le tribunal de commerce de la Seine dans son jugement du 28 mars 1927 (*Teslenko c/ la Banque Russo-Asiatique*, *Clunet* 1927, p. 78). Le sieur Teslenko, créancier « russe » de la Banque Russo-Asiatique demandait son admission au passif de cette banque qui était en état de liquidation judiciaire en France. Le tribunal a rejeté cette demande en déclarant notamment :

« Attendu enfin, que si en raison de la nationalisation de la Banque Russo-Asiatique en Russie, Teslenko a éprouvé des difficultés pour rentrer en possession des 640 livres sterling en fait versées au siège social à Moscou, il convient d'observer, que le demandeur ne peut point valablement réclamer son admission au passif de la liquidation judiciaire, dont les opérations sont ouvertes devant le Tribunal de céans, *l'actif russe de la Banque Russo-Asiatique ne pouvant point être actuellement appréhendé par Benoist ès-qualité...* »

Il est intéressant de souligner cette dernière phrase dans laquelle le tribunal indique le désir de lier le sort de l'actif russe à celui de son passif. Mais cette thèse n'a pas triomphé ; le jugement ci-dessus a été infirmé par l'arrêt de la Cour de Paris du 22 juillet 1929 (*Clunet* 1929, p. 1095) qui a admis Teslenko au passif de la Banque Russo-Asiatique. MM. Tager et Picard, dans leur note sous cet arrêt résument comme suit la doctrine de la Cour de Paris :

« La Cour affirme encore que les mesures de confiscation et de nationalisation survenues en Russie n'ont pu libérer le débiteur de choses de genre. Elle ne pouvait admettre la théorie soutenue par certaines sociétés russes d'après laquelle la confiscation de leur actif en Russie devrait avoir comme résultat l'extinction de leur passif russe, quelle que fût l'origine ou la nature des créances nées en Russie..... Comme le dit fort justement la Cour, les choses de genre périssent pour le débiteur et non pour le créancier ».

Ce principe si nettement posé par cette décision est actuellement indiscutable. Nous citerons pour terminer un arrêt récent de la Cour de cassation (Chambre des

requêtes du 2 juillet 1933, D.H. 1933, p. 425) qui consacre définitivement cette jurisprudence ; il s'agissait de valider une saisie-arrêt pratiquée par le créancier de la société russe (actuellement sans aucune existence en France) entre les mains d'un de ses débiteurs. La Cour a dit notamment :

« Mais attendu que la suppression de la société russe n'empêche pas que certains éléments de son patrimoine social puissent subsister que notamment un de ses créanciers, dont la créance a été reconnue par une décision de justice française devenue définitive, conserve le droit de poursuivre le recouvrement de sa créance entre les mains d'un débiteur de cette société domiciliée en France..... ».

Ainsi donc, peu importe que la société ait disparu ou non, si elle a certains biens à l'étranger, ceux-ci restent toujours le gage de tous les créanciers de la société russe.

En résumant, nous constatons que la jurisprudence, en accordant aux divers éléments des anciennes sociétés russes la possibilité de se regrouper (nous réservons la question de savoir sous quelle forme ces éléments pourraient continuer à opérer en France), a tendance à considérer que celles-ci comprennent les parties suivantes des anciennes sociétés russes : les passifs russe et étranger quelle que soit la nature des dettes qui les constituent. En ce qui concerne l'actif, il faut faire une distinction : s'il s'agit de l'actif résultant des opérations faites par le siège en Russie, la jurisprudence a tendance à refuser le droit aux anciennes sociétés russes d'en prendre possession ; si, par contre, l'actif résulte des opérations passées à l'étranger (cette hypothèse intéresse surtout les succursales des anciennes banques) les anciennes sociétés peuvent entièrement disposer de cet actif. Ce ne sont que les tendances de la jurisprudence. Il ne faut pas croire, qu'en pratique, les anciennes sociétés ne se soient jamais emparées des actifs « russes ». Tout dépend de l'attitude du débiteur : certains débiteurs voulaient liquider leurs obligations envers les sociétés et s'acquittaient entre les mains de personnes plus ou moins habiles à recevoir le paiement. Mais, il est certain, par contre, qu'à l'heure actuelle il reste encore des actifs importants des sociétés russes entre les mains de leurs divers débiteurs qui n'ont

pas effectué le paiement, soit parce qu'ils ont refusé de l'effectuer, soit parce que ce paiement, ne leur a pas été demandé. Ces biens constituent un groupe tout à fait à part des actifs des sociétés russes qu'il ne faut pas perdre de vue lors d'une liquidation possible de divers biens russes.

Mais les biens qui nous intéressent spécialement et dont nous avons parlé plus haut, sont les biens qui sont mis à la disposition de certains organes d'administration de l'ancienne société russe et qui constituent comme une suite de cette société, dont la nature sera dégagée plus tard. Actuellement nous devons nous occuper de l'administration de ces biens.

§ 2. — *Administration des banques russes à l'étranger*

Comme précédemment expliqué, un grand nombre d'administrateurs de sociétés russes se sont réfugiés à Paris après la Révolution bolchéviste. A l'étranger, ils ont essayé par tous les moyens de continuer l'activité de leurs sociétés : lorsque ces sociétés avaient des succursales étrangères, les administrateurs se sont mis à leur tête et les ont dirigées comme si celles-ci étaient de véritables sièges sociaux ; dans le cas où la totalité de l'actif étranger de la société n'était représenté que par divers autres biens, comptes en banque etc..., les administrateurs (ou certains d'entre eux) sont parvenus à prendre possession de ces actifs et ont essayé de faire de nouvelles opérations en France. Telle était la situation en fait.

Nous devons examiner maintenant de plus près la façon dont les tribunaux traitaient ces administrateurs. Etaient-ils pour les juges des mandataires réguliers ou des personnes n'ayant pas cette qualité ? Cette question a reçu plusieurs solutions au cours de ces dernières années : les décisions de la jurisprudence ont beaucoup varié. Elles ont subi une longue évolution, influencée en grande partie par le fait que la situation incertaine des banques russes se prolongeait et que le retour au régime normal devenait de plus en plus aléatoire. Nous étudierons cette jurisprudence en la divisant en trois périodes, correspondant aux trois points de vue différents adoptés par les tribunaux.

Première période

En cette période (et en ceci on continuait la théorie de l'époque antérieure à la reconnaissance des Soviets) les juges considéraient ces administrateurs comme gérants réguliers des biens sociaux, qui avaient été nommés à ces fonctions par l'assemblée générale régulière tenue en Russie avant la Révolution ; le fait que le mandat était expiré ne viciait pas à leurs yeux, la régularité du dit mandat.

Ainsi nous lisons dans l'ordonnance de référé du 3 mai 1926 relative à la Banque russe pour le commerce étranger :

« Attendu qu'il résulte... que depuis plusieurs années les Conseils de surveillance et de direction du siège social de la Banque se trouvent réunis à Paris et que leur composition est la même que celle qui existait au moment de la Révolution russe, sauf toutefois les compléments auxquels il a été procédé quand il était besoin... qu'ainsi la succursale de Paris de la Banque russe se trouve effectivement sous le contrôle et la surveillance directe des *administrateurs que les actionnaires de la banque se sont librement donnés...* ».

La société pouvait donc être considérée comme régulièrement administrée, si à sa tête on trouvait des administrateurs régulièrement élus par les actionnaires lors de la dernière assemblée générale tenue en Russie en 1917. Leur mandat qui ne pouvait pas dépasser 6 ans n'avait pas évidemment été renouvelé. Mais malgré son expiration sa régularité pouvait être soutenue à l'aide d'arguments sérieux ; nous voyons M. Tager dans sa note au *Clunet* 1928 page 688 développer ces considérations :

« Tout comme en France, on considérerait en droit russe pré-révolutionnaire que les administrateurs nommés pour un certain nombre d'années continuaient valablement à exercer leurs fonctions, alors même que l'Assemblée générale qui aurait eu à statuer sur leur réélection ou leur remplacement ne se tiendrait qu'après l'expiration de la dernière année, pour laquelle ils étaient élus.

« Tout comme en droit français, le fondement de cette règle est double : impossibilité de laisser la société sans représentants légaux ; présomption de renouvellement

tacite du mandat par les actionnaires. Et toute la question est de savoir dans quelles conditions et à quel moment cette présomption cesse d'être vraie. Or, il est évident, qu'à ce point de vue la situation des différentes sociétés russes n'est pas la même. Il existe des sociétés dont les administrateurs sont en même temps propriétaires de la majorité des actions, ou s'entourent dans leur gestion des avis des principaux actionnaires. Pour ces sociétés et même si l'Assemblée générale n'a pas été réunie depuis de longues années, la présomption du renouvellement tacite du mandat reste vraie, dès qu'il est constaté que des circonstances de force majeure s'opposent à une réunion régulière de l'Assemblée générale.

« On ne voit pas pourquoi les administrateurs seraient écartés dans ce cas de la gestion sociale.

« Il y a d'autres sociétés où les administrateurs ne possèdent pas un nombre prépondérant d'actions et les actionnaires ne peuvent pas être régulièrement convoqués ; le mandat donné aux administrateurs semble rompu ; la présomption énoncée sera contraire à la réalité. Mais encore faut-il le faire constater ? Et tant que les actionnaires n'ont pas révoqué le mandat donné aux administrateurs, il n'appartient qu'aux pouvoirs judiciaires de décider si le mandat reste en vigueur ou s'il doit être considéré comme périmé. Tant que les tribunaux n'ont pas prononcé la déchéance des pouvoirs des administrateurs, ces derniers ont le droit de pourvoir aux affaires sociales dans l'intérêt de la conservation de l'actif des sociétés ».

Nous ferons simplement remarquer au sujet du dernier paragraphe de cette note que nous ne pouvons admettre ce point de vue qu'en ce qui concerne les sociétés ayant eu des succursales en France. Les administrateurs venus en France se sont trouvés en face de ces organes de la société russe qui continuaient à fonctionner comme par le passé. Dans ce cas ils ont bien eu « le droit et le devoir » de prendre la direction de ces succursales car ils étaient toujours les mandataires des actionnaires. La situation des administrateurs n'ayant trouvé aucune trace de vie sociale à l'étranger est toute autre : en se mettant en possession

des divers biens de ces sociétés ils n'ont pas continué la vie sociale ancienne, mais ils ont créé cette vie de leur propre chef. Dans cette hypothèse, ils nous est difficile d'appliquer le raisonnement de M. Tager.

La jurisprudence a bien senti cette difficulté : dans le cas de la Banque de Sibérie (*Zélénoff contre Banque de Commerce de Sibérie*, arrêt précité) qui n'avait pas de succursale en France, la Cour se garde bien de parler de la régularité des pouvoirs des administrateurs. Pour rendre responsable la banque elle use de considérations de fait :

«... qu'en dépit des actes de l'autorité russe sur la nationalisation des banques, ils (les administrateurs) ont continué à agir en France comme représentants de leur société, toujours pourvue, à leurs yeux, de l'existence juridique... »

« ... que l'instrument de ces conventions était établi sur papier à en-tête de la Banque de Commerce de Sibérie, et qu'il portait la mention finale « Banque de Commerce de Sibérie. Direction... »

« Que Zélénoff, ayant vu trois administrateurs-directeurs signer l'acte du 21 mai 1921 pour la Banque de Commerce de Sibérie, ne pouvait pas douter que ces mêmes directeurs fussent habiles à plaider au nom de cette banque .. »

La Cour prend soin de ne pas les appeler « administrateurs réguliers » ; elle se contente de dire qu'ils continuent à agir en France comme représentants de la société, ce qui se manifeste de diverses façons, notamment par la signature sociale, dont ils continuent à faire usage.

Mais contrairement aux attendus de la Cour, Zélénoff, croyons-nous, devait s'assurer de la régularité des pouvoirs des administrateurs, car la situation précaire des sociétés russes était de notoriété publique déjà en 1921 surtout lorsqu'il s'agissait d'une société n'ayant ni agence ni succursale. La Cour a décidé que les administrateurs, même dans les conditions de notre espèce, engageaient la société et ceci en vertu de la théorie du mandat apparent : car il résulte bien des considérations de la Cour que c'est l'apparence de mandataires réguliers qui a décidé Zélénoff à traiter avec eux. Ayant admis cette idée, il était logique d'admettre que des administrateurs représentaient vala-

blement la société en justice, tout au moins dans les procès, où cette dernière avait à répondre des dettes contractées par les dits administrateurs.

Nous rappellerons pour justifier l'attitude de Zélénoff que le contrat avait été passé à une époque où, malgré le caractère précaire de la vie des sociétés russes à l'étranger, celle-ci était considérée comme un état temporaire que le rétablissement du « régime normal » en Russie viendrait régulariser. Nous avons déjà répété à plusieurs reprises que cette considération excusait à cette époque les plus frappantes irrégularités.

A cette idée de « régularisation prochaine » de la situation des banques russes à l'étranger, venait s'ajouter une autre, contraire à la précédente et qui apparaîtra avec plus d'ampleur dans la période suivante — celle de la « peine » appliquée aux sociétés russes. Si l'on admet même que les administrateurs ne représentent pas la société russe, il faut dire que cette dernière (ou plus exactement les actionnaires) ne fait rien pour les en empêcher. Les conséquences de cette carence doivent être supportées par elle ; les particuliers, par contre, qui traitent avec les administrateurs ne doivent pas supporter ces conséquences ; l'apparence d'un mandat régulier doit suffire pour les mettre à l'abri de toute contestation.

Cette idée, que nous trouvons bien peu fondée, comme nous l'avons dit plus haut, combinée avec la précédente donne l'explication des tendances de la jurisprudence : dans le cas de succursales étrangères fonctionnant régulièrement, aucune contestation — les pouvoirs des administrateurs continuent à être considérés comme réguliers (cette question perd de son intérêt pratique du fait que la majorité de ces succursales procèdent à la « transformation » en sociétés françaises, procédé que nous expliquerons plus tard, voir p. 98). Si la succursale n'existe pas, le caractère du mandat des administrateurs change d'aspect : ce n'est plus un mandat régulier, mais il a indiscutablement le caractère d'un mandat apparent qui peut induire les tiers en erreur. Il a encore un autre caractère qui le renforce dans certains cas, c'est d'être accepté tacitement par la

société ou plus exactement par les actionnaires se trouvant à l'étranger. De ce fait, il produit des effets à l'égard de la société. La société qui tolère ce mandat tacite doit en supporter les conséquences. Les biens de la société continuent à répondre des dettes contractées par les administrateurs. Telle est la solution dans l'arrêt de la Cour d'appel relatif à l'affaire Zélénoff contre la Banque de Sibérie.

Par contre, ce mandat est-il suffisant pour permettre aux administrateurs d'entrer en possession des divers biens appartenant à l'ancienne société russe ? La jurisprudence répond nettement par la négative. Effectivement le concours des deux principes exposés fait défaut : si le mandat apparent subsiste, son caractère précaire ne fait pas disparaître le doute sur l'emploi de fonds ainsi touchés. Ici nous renvoyons aux considérations que nous avons précédemment développées (voir p. 76). Telle est la conclusion qui se dégage de l'arrêt précité de la Cour de Bordeaux dans l'affaire de la *Banque de Sibérie contre Vairon et C^{ie}* et de celui de la Cour de Paris dans l'affaire analogue de la *C^{ie} d'Assurance Nord de Moscou* (Clunet 1929, p. 119).

En ce qui concerne la Banque de Sibérie, la Cour tout en admettant que les pouvoirs des administrateurs actuels ont été régulièrement conférés en Russie, déclare que dans les circonstances actuelles ces pouvoirs ne sauraient être considérés comme réguliers :

« Que les intimés ne sauraient donc depuis la nationalisation de la banque, c'est-à-dire depuis une époque antérieure à l'assignation, tirer des seuls statuts de la banque à l'exception de toute autre circonstance un droit de représentation des actionnaires, qu'on ne saurait dire davantage que les pouvoirs des anciens directeurs en exercice lors de la Révolution russe soient restés en vigueur au point de vue russe, puisque c'est la loi russe elle-même qui a mis fin à ces pouvoirs ; qu'il ne peut plus être question de représentation légale de la banque en France par la seule application d'anciens statuts ».

A l'occasion de ces attendus nous ne pouvons pas nous empêcher de dire à nouveau combien ces considérations

théoriques diffèrent de celles de l'autre espèce, dans laquelle figurait cette même Banque de Sibérie et que l'explication de ces divergences doit être recherchée dans les circonstances de fait de ces deux affaires.

Dans l'espèce de la C^{ie} d'Assurances Nord de Moscou nous devons citer les remarquables conclusions de l'Avocat général Sevestre qui pose nettement la distinction entre les deux groupes d'administrateurs dont nous avons parlé plus haut :

« ... Si nous nous trouvons dans l'hypothèse où la société russe nationalisée aurait transféré son siège social en France, où elle avait repris ou continué son activité, où elle se continue en France comme société de fait, il serait logique de considérer que des anciens administrateurs qui se manifestaient aux yeux de tous comme de véritables mandataires de la société doivent avoir conservé leurs fonctions et sont les véritables représentants de la société..

« Il est évident qu'il y a lieu de se montrer beaucoup plus large pour admettre la survie des pouvoirs d'administrateurs ou de directeurs lorsqu'il y a une société de fait qui continue l'ancienne société russe, que lorsqu'il s'agit d'une société qui n'est pas viable qui n'a aucun fonctionnement, qui n'est en réalité qu'une société dissoute qui se continue uniquement pour les besoins de ce procès ... »

En résumé, nous dirons que selon cette jurisprudence, les administrateurs malgré l'irrégularité dans certains cas de leurs mandats, continuent à représenter la société dans une mesure plus ou moins large. Les administrateurs continuent à faire partie de la société, la jurisprudence ne découvre pas encore une certaine opposition, qui peut exister entre ces administrateurs et la société et qui sera dégagée dans la deuxième période. A cette époque les administrateurs ne font que partie inhérente de la société.

Deuxième période.

Dans cette nouvelle période l'idée d'une opposition entre les administrateurs et la société, dont nous avons parlé plus haut, fait son apparition.

Cette tendance est particulièrement caractérisée par

deux décisions du Tribunal de la Seine. Dans ces affaires les banques russes n'étaient pas parties, mais par analogie de situation nous devons les prendre en considération.

Il s'agit des affaires *Korosh* contre *Société Rossia* (Tribunal civil de la Seine du 26 juin 1929, *Clunet* 1929 p. 1119) et *National City Bank of New-York* contre *Société Renault russe et autres* (*Clunet* 1929 p. 1122. Tribunal civil de la Seine du 12 juillet 1929).

La deuxième affaire se présente comme suit : la banque a assigné la Société Renault russe en remboursement des avances qu'elle lui avait faites à Pétrograd en livres sterlings et en dollars. La Société Renault russe est assignée à Paris parce qu'elle continue à y avoir un bureau et ses administrateurs habitent cette ville. Ceux-ci sont également assignés tant *ès-qualité* qu'en leur nom personnel ; c'est ici que réside l'originalité de cette décision ; voici comment s'exprime le tribunal.

« *En ce qui touche Davidoff, Sicault et Goulard pris personnellement.*

« Attendu qu'en principe un créancier ne peut pour cette seule qualité passer par dessus la personnalité de la Société pour atteindre ses administrateurs, que ceux-ci sont responsables seulement vis-à-vis de la société et des actionnaires ;

« Mais attendu qu'en circonstance, aucune assemblée n'a été tenue, que la société se trouve privée d'actionnaires et que les défendeurs au procès, administrateurs ou directeurs, se bornent à l'administrer et à gérer ce que la tourmente révolutionnaire n'a pu atteindre à l'étranger du patrimoine de la Société Renault russe. Qu'il résulte de ces faits qu'aucune action de responsabilité n'est possible mais que les administrateurs dont il s'agit restent malgré tout comptables et responsables de leurs actes envers la société ;

« Attendu que si cette administration est faite pour le compte de qui il appartiendra et en attendant les jours meilleurs, peut-être lointains, qui rendraient à la Société Renault russe son existence, cette situation ne saurait toutefois se prolonger indéfiniment et les administrateurs

restants ne sauraient pas davantage continuer en vertu de pouvoirs périmés à gérer peut-être parfaitement mais sans contrôle un actif important tout en se refusant à désintéresser les créanciers ;

« Qu'on ne voit pas très bien ce qu'il adviendra de ce patrimoine après la disparition des administrateurs présents, que les créanciers ont un intérêt réel à faire valoir leurs droits et à obtenir une solution rapide de leurs litiges ;

« Attendu que l'on est en présence *d'une société qui néglige de demander des comptes à ceux auxquels elle avait confié la gestion de son patrimoine* et que l'on se trouve en présence de mandataires aux fonctions statutaires expirées, en fait omnipotents, et qui ne font rien pour sortir de la situation paradoxale dans laquelle ils se trouvent ;

« Que les créanciers qui ont eu droit de gage général sur tous les biens de leurs débiteurs ont intérêt à exercer à la place de la société défailante les droits et actions qu'elle possède, par la voie de l'action oblique... ».

« Attendu que dans ces conditions la N.C.B. a valablement attiré les défendeurs pris en leur nom personnel devant ce tribunal et que son action est recevable.

« *Sur l'étendue de leur responsabilité.*

« Attendu qu'il est constant que les défendeurs ne peuvent être tenus que jusqu'à concurrence des sommes qu'ils ont pu encaisser et dont ils pourraient être détenteurs personnellement ou indirectement par débiteurs divers, banques, séquestres ou autres et ce pour le compte de la société... ».

De cette décision nous devons retenir plusieurs points importants :

1° Les circonstances de cette espèce sont analogues à celles des espèces étudiées dans la précédente période : nous nous trouvons en face d'administrateurs d'une société n'ayant pas de succursale en France : pour le tribunal il n'y a plus de doute que les administrateurs ne sont plus des mandataires réguliers de la société. « ... l'on se trouve en présence de mandataires aux *fonctions statutaires expi-*

rées... ». Néanmoins, ces administrateurs continuent aux yeux des juges à représenter la société parce qu'ils agissent à l'égard des tiers comme les représentants réguliers de la société : « ... les défendeurs ont agi vis-à-vis d'un tiers comme les représentants de la Société Renault russe... » et ils « se manifestent aux yeux de tous comme de véritables mandataires de la société ». Ceci n'est que l'entière application de la théorie de mandat apparent. Ajoutons que cette argumentation est assez fragile, car en 1929 l'idée du mandat apparent peut être tenue en échec par celle de la précarité de l'existence à l'étranger des sociétés russes, précarité qui est de notoriété publique. Si le mandat apparent peut jouer un rôle dans le courant normal de la vie juridique, son application devient difficile lorsqu'il s'agit d'un organisme anormal. La force du mandat apparent résulte de l'apparence de sa régularité qui fait entièrement défaut dans notre cas.

La vérité est que si, en fait, on veut attirer la société russe, il faut le faire selon les règles de la procédure par l'intermédiaire de ses représentants ; dans notre cas les seules personnes connues comme tels sont les anciens administrateurs. La situation de fait commande la procédure à adopter.

A ce point de vue notre décision n'apporte donc aucune innovation dans cette matière. Elle suit la jurisprudence de la période précédente.

2^o Mais une autre idée fait son apparition ; pour les juges les administrateurs revêtent deux aspects différents : d'abord, comme nous l'avons exposé ci-dessus (seul aspect aperçu par la jurisprudence dans la période précédente), ils sont des représentants de la société russe (« pris ès-qualité ») et ensuite (et c'est là où réside l'originalité de cette décision) ils apparaissent comme personnes prises en dehors de la société et opposées à cette dernière (« pris personnellement »). Ils sont, pour les juges, les détenteurs des biens sociaux. Les juges avec une compréhension profonde expliquent cette situation paradoxale ; en face de la société russe inerte nous nous trouvons en présence des anciens administrateurs « omnipotents » qui se sont

emparés des biens sociaux et les gèrent sans aucun contrôle. Le tribunal continue en relevant les fautes commises par la société et par les administrateurs ; la société est fautive parce qu'elle a négligé de demander les comptes aux personnes qui gèrent sans mandat ses biens : « ... l'on se trouve en présence d'une société qui néglige de demander des comptes à ceux auxquels elle avait confié la gestion de son patrimoine » ; c'est là qu'apparaît l'idée de peine dont nous avons parlé plus haut et qui est prononcée contre la société. Quant aux administrateurs, ils sont fautifs parce qu'ils ne cherchent pas à sortir de la situation paradoxale dans laquelle eux et la société se trouvent : « ... l'on se trouve en présence de mandataires aux fonctions statutaires expirées, en fait omnipotents et qui ne font rien pour sortir de la situation paradoxale dans laquelle ils se trouvent... ».

Or, cette situation paradoxale est nettement défavorable à une catégorie de personnes, celle des créanciers sociaux que les administrateurs « se refusent à désintéresser ». Ceux-ci ont tout intérêt à agir pour éclaircir la situation. Mais comment peuvent-ils le faire ? Peuvent-ils agir directement contre les administrateurs, détenteurs des biens sociaux ? Non, répondent les juges ; le créancier qui voulait agir directement contre les administrateurs a été débouté (*Korosh contre Société Rossia* Tribunal civil de la Seine, 26 juin 1929, *Clunet* 1929, p. 1119) :

« Attendu que les défendeurs (c'est-à-dire les administrateurs) n'ont point été personnellement parties au contrat passé entre Korosh et la Société Rossia, qu'en outre, il n'a point démontré à leur encontre l'existence d'un délit ou d'un quasi-délit entraînant de leur part à l'égard du demandeur une responsabilité quelconque ; qu'une action directe intentée contre eux personnellement par Korosh, apparaît comme mal fondée en droit et doit en conséquence être rejetée... ».

Mais le créancier a une autre voie pour atteindre les administrateurs, celle de l'article 1166 du Code civil qui prévoit l'action oblique. En effet, le débiteur — la société russe en espèce — ne néglige-t-il pas ses intérêts et par

conséquent ceux de ses créanciers, en abandonnant ses biens entre les mains des personnes qui ne lui rendent pas compte de leur gestion. Le créancier agira à la place de la société et demandera des comptes aux administrateurs irréguliers.

Il est évident que les administrateurs une fois que leur responsabilité personnelle a été dégagée, ne sont responsables qu'en tant que détenteurs de biens sociaux et dans la limite de ces biens : « jusqu'à concurrence des sommes qu'ils ont pu encaisser et dont ils pourraient être détenteurs personnellement ou indirectement ... ».

Telle apparaît la nouvelle conception de la jurisprudence. Nous nous arrêtons avec intention un peu plus longuement sur cette idée, car, elle a, d'après nous, une importance primordiale ; retenons donc que les administrateurs peuvent apparaître non seulement comme simple organe régulier ou irrégulier d'administration des biens russes à l'étranger, mais également comme détenteurs — personnes en dehors de la société — de ses biens, dont ils sont, en fait, les maîtres omnipotents.

3^o Cette décision soulève, mais ne résout pas, un autre problème très important, qui trouvera une solution dans la 3^e période : les juges ont tendance à faire grief à la société de ce qu'elle a négligé de demander aux administrateurs de lui rendre compte de leur gestion. Mais dans quelles formes le contrôle de la société aurait-il pu être réalisé ? Le tribunal garde le silence à ce sujet ; il est, en effet, impossible de supposer qu'un contrôle régulier conforme aux statuts puisse être exercé ; il est certain qu'une réunion de l'assemblée générale est impossible. En dehors de ce contrôle les statuts n'en prévoient pas d'autres. Il ne reste qu'une seule voie pour les actionnaires, dont le tribunal ne parle pas, c'est celle de la justice. Mais ce contrôle va être développé par le jugement que nous étudierons plus loin et qui correspond à la troisième période de la jurisprudence.

Troisième période.

Cette période est caractérisée par le fait que les juges cherchent non seulement à mettre en relief le caractère

précaire de l'organisation des banques russes à l'étranger mais proposent également un remède à cet état de choses, remède provisoire, mais suffisant pour obvier à l'inconvénient résultant de l'omnipotence des anciens administrateurs.

Cette nouvelle tendance apparaît dans une décision du Tribunal de commerce de la Seine du 29 juin 1932 (*Veuve Lalande contre Banque russe pour le commerce étranger*). La demanderesse, actionnaire de cette banque fait plaider parmi diverses autres prétentions que les banques russes ont, par l'effet des lois de l'U.R.S.S. perdu leur personnalité juridique et qu'étant régies même en France par leurs lois nationales, leur dissolution doit être également prononcée en France, et « ... que toute convocation d'actionnaires par la banque russe est devenue impossible et que l'administration se trouve désormais aux mains d'administrateurs dont le mandat n'a pu être ni contrôlé ni renouvelé ... » ; pour ces raisons, Veuve Lalande demande au tribunal de déclarer dissoute la banque russe et « subsidiairement d'appliquer au moins la nullité et la dissolution demandée aux organismes de cette banque se trouvant en France ; plus subsidiairement de nommer un administrateur séquestre des dits organismes et des actifs se trouvant hors du territoire de l'U.R.S.S. ».

Le tribunal dans une décision longuement motivée décide, sur le point qui nous intéresse, que la liquidation serait une mesure prématurée et « qu'il convient de ne point faire obstacle au maintien des mandataires actuels de la société ; que le juste équilibre des droits et intérêts légitimes des parties commande seulement des mesures de contrôle de la gestion de la société et de la conservation de son patrimoine et qu'il sera satisfait à cette nécessité par l'institution d'un mandataire de justice ayant mission de suppléer provisoirement au défaut de contrôle social, justement incriminé.

« Attendu qu'une telle disposition, provisoire par sa nature, bien que de durée indéterminée...

« Attendu que le mandataire précité, administrateur ad hoc, devra pour remplir sa mission être habilité à

exercer son contrôle sur les opérations de la succursale à Paris de la banque russe et sur les actifs en dépendant ; prendre en cas de carence des mandataires de la banque russe, toutes mesures d'administration utiles ; faire établir annuellement un rapport sur les opérations de la société et sur les comptes ; porter ces comptes à la connaissance de tout actionnaire justifiant d'un intérêt légitime ; requérir, si les circonstances le commandent, la dissolution de la société et la mise sous séquestre de ses biens...

« Par ses motifs... nommé Pion administrateur *ad hoc* ... ».

Cette décision apporte la solution du problème posé par les jugements étudiés plus haut ; en effet, ceux-ci s'étaient limités à constater l'insuffisance de l'organisation des banques russes à l'étranger (administrateurs aux pouvoirs périmés, aucune surveillance de la part des actionnaires) sans indiquer à la société la voie à suivre pour régulariser la situation.

Devait-on, dans ces conditions, juger que l'existence même de ces sociétés était inutile et que s'imposait leur dissolution avec cessation de toute activité. A cela le jugement que nous étudions répond catégoriquement par la négative. Aux yeux des juges, l'activité sociale à l'étranger doit subsister ; en effet, ils déclarent que les mesures de la liquidation seraient prématurées. Ce qui intéresse les juges c'est de trouver un « *modus vivendi* » qui garantisse suffisamment les intérêts de toutes les parties en présence. Les personnes qui apparaissent les plus aptes à continuer cette gestion sont toujours des administrateurs, dans le cas où leur gestion n'a soulevé aucune critique sérieuse :

« Attendu en outre, que la gestion de la banque russe ne semble point avoir donné lieu quant à présent à des critiques démontrées sérieuses, qu'il convient à ne point faire obstacle au maintien des mandataires actuels de la société ... ».

Ces administrateurs sont indiscutablement les mandataires irréguliers (... « que la durée du mandat donné aux administrateurs régulièrement nommés est expirée... ») mais cette seule circonstance ne peut pas les évincer de

la gestion des affaires sociales. Cependant à quel titre vont-ils continuer cette gestion ? Le tribunal ne le précise pas ; il parle d'une façon vague de « mandataires de la banque russe » sans préciser la qualité du mandat.

Mais la gestion de ces administrateurs va être dorénavant contrôlée. C'est l'administrateur judiciaire qui va remplir le rôle de l'assemblée générale des actionnaires, dont la réunion à Paris est impossible. Par ce procédé l'organisation de la banque russe en France serait complète : l'omnipotence des administrateurs sera limitée par le contrôle de l'administrateur judiciaire qui a tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion régulière des biens sociaux.

Pourtant cette organisation malgré son apparence de solidité n'est aux yeux des juges qu'une chose essentiellement provisoire qui est appelée à disparaître dans un proche avenir. Pour nous, le tribunal n'y fait pas allusion, le vice de ce système, qui le condamne à disparaître, résulte de l'imprécision des pouvoirs des administrateurs. En effet, en quelle qualité continuent-ils la gestion ? S'ils ne sont pas les mandataires réguliers, comme le déclare le tribunal, comment peuvent-ils continuer à remplir ce mandat ? Et en cas de décès ou d'impossibilité d'agir qui nommera leurs successeurs ? Toutes ces questions laissées de côté par ce jugement rendent ce système bien précaire. D'ailleurs nous le répétons, le tribunal ne voit là qu'une solution provisoire. Cette mesure est venue trop tard pour permettre à la banque russe de continuer son activité. On s'est aperçu qu'il n'y avait plus d'autres opérations que celles de la liquidation et l'organisation préconisée par ce jugement a cédé la place à celle de la liquidation. Les deux hypothèses envisagées par le tribunal pour rendre à la banque russe son statut légal, sont apparues bien loin de la réalité. En effet le statut légal aurait pu être acquis de deux façons différentes : 1° on peut concevoir une modification dans la législation de l'U.R.S.S. et 2° une innovation dans la législation française pourrait accorder aux anciennes banques russes certaines facilités pour se reconstituer en France.

Les deux hypothèses sont bien problématiques : en ce qui concerne la législation russe, cette supposition est un dernier écho de la tendance jurisprudentielle à ne voir dans la législation soviétique qu'un état temporaire appelé à être remplacé par la « légalité ». Nous avons déjà dit précédemment ce qu'il fallait penser d'une pareille conception.

Quant à la deuxième hypothèse, les faits lui ont également donné tort ; les sociétés russes disparaissent non pas en se reconstituant en sociétés françaises, mais en liquidant tous leurs biens étrangers suivant un procédé imaginé par la jurisprudence et dont nous parlerons dans notre titre II.



Quelles conclusions devons-nous tirer de cette jurisprudence ? Pour bien l'apprécier il faut partir du principe que l'existence à l'étranger des organismes composés des fragments des sociétés russes est un fait ; que leur activité est également un fait et qu'il ne nous appartient pas, tout au moins lorsqu'il s'agit de questions pratiques, (nous réservons la question théorique) de le nier. Cette activité une fois admise, il fallait trouver des solutions pratiques. Il faut rendre justice aux tribunaux et dire que dans bien des cas, ils ont su discerner la vraie situation de ces sociétés qu'on peut facilement qualifier de « paradoxales ». Toutes les solutions ne sont pas identiques ; leurs argumentations sont parfois difficilement défendables, mais toutes sont animées du désir de sauvegarder tous les intérêts en présence.

La jurisprudence après la reconnaissance des Soviets, a eu à lutter contre l'état de fait créé par une mentalité hostile au gouvernement des Soviets qui régnait, même dans des cercles officiels, antérieurement à leur reconnaissance. Nous n'avons pas à discuter cette question du point de vue politique, mais ses conséquences pratiques étaient bien regrettables. A noter que cet état d'esprit a continué à exister devant les tribunaux même après la reconnaissance. Il avait pour conséquence immédiate d'obliger les tribunaux à préférer des solutions théoriques — basées d'ailleurs

sur une théorie fausse — aux solutions que dictait la pratique : qu'il nous soit permis de rappeler la théorie que soutenaient les tribunaux, de la survivance des sociétés russes à l'étranger avec les conséquences relatives à l'administration de ces sociétés. S'il y a eu des abus de commis c'est bien à cette théorie qu'ils sont dus.

Notons, par contre, que la jurisprudence s'est progressivement libérée de ces conceptions erronées et s'est tournée vers la recherche de solutions pratiques ; les décisions des deux dernières périodes, étudiées plus haut, en fournissent la preuve.

Nous devons actuellement aborder l'étude théorique de cette question pour voir si la situation paradoxale de nos sociétés ne peut être expliquée et précisée à la lumière des principes généraux du droit. Ajoutons qu'il ne s'agit nullement d'une question abstraite, sans importance pratique ; elle domine au contraire, d'après nous, tous les problèmes suscités par la pratique. C'est justement parce que la jurisprudence a complètement négligé cette question, que nous nous trouvons en face de solutions contradictoires.

CHAPITRE V

LA TRANSFORMATION DES SOCIÉTÉS RUSSSES EN SOCIÉTÉS FRANÇAISES RÉGULIÈRES

Avant d'aborder l'étude théorique de la nature des sociétés russes à l'étranger, il est indispensable de dire quelques mots sur les efforts faits par certaines sociétés en vue de régulariser leur situation en France.

Il s'agissait spécialement des sociétés qui possédaient des succursales à l'étranger.

Ces efforts ont tendu à remplacer la succursale de la société russe à statut indéfini par une société française régulière. Ces tentatives ont été faites dans la période antérieure à la reconnaissance des Soviets et elles ont abouti à la création de diverses sociétés françaises intimement liées aux anciennes sociétés russes. Il est extrêmement difficile de suivre exactement le processus adopté à cette prétendue « transformation », d'autant plus que les intéressés préfèrent pour différentes raisons garder la plus stricte réserve.

En tout cas, les faits sont là. M. de Tiefenau les qualifie de « troublants ». En effet, certains traits paraissent extraordinaires. En ce qui concerne, par exemple, la Banque russe pour le commerce extérieur, nous rappellerons un passage du livre très documenté de M. de Tiefenau dont il a déjà été question.

(Page 61) « ... La Banque générale pour le commerce extérieur a été fondée à Paris en janvier 1924. Les trois représentants de la banque russe pour le commerce étranger reçoivent chacun un certain nombre d'actions et font partie du Conseil d'administration de la banque française qui se glisse dans les locaux de la banque russe et occupe les mêmes employés. La correspondance des deux maisons

se fait sur papier portant non seulement les mêmes adresses, les mêmes numéros téléphoniques, mais encore les mêmes signatures. En plus la nouvelle banque française écrit aux clients de la banque russe pour leur demander de transférer leur compte chez elle. Le but de la création de la Banque générale pour le commerce extérieur ne fait aucun doute : c'est d'absorber l'avoir de la Banque russe pour le commerce étranger en faisant évader les capitaux d'une banque dans l'autre.

« Le lien qui relie la Banque internationale de commerce de Pétrograd à la Banque internationale de commerce de Paris, société anonyme française, fondée par les administrateurs à Paris de la banque russe est aussi peu clair. Cette société française compte parmi ses organes tous les organes de la banque russe, et il semble que ce cas soit semblable au précédent ».

Telles sont les apparences de cette transformation. En puisant toujours dans l'ouvrage ci-dessus mentionné, nous pouvons donner quelques détails sur une opération analogue conduite par la société d'assurance *Rossia* qui a créé à Paris une société française « *Carosse* ». Cette société est créée par un apport important de la Société russe *Rossia* en échange duquel cette dernière reçoit 20.000 actions sur 21.000 en tout. Ces actions remises au Conseil d'administration de la Société *Rossia* sont conservées par ce dernier pour le compte des actionnaires.

« ... ces actions sont remises aux personnes précitées sous la condition qu'elles appartiennent à la compagnie d'assurance *Rossia* et devront être réparties entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant... ».

Les données concrètes manquent. Mais, même avec celles que nous possédons, il est permis de formuler certaines observations. Il faut voir d'abord si la jurisprudence a eu l'occasion de s'occuper de ces sociétés ? Nous trouvons effectivement plusieurs espèces dans lesquelles figurent les sociétés qui nous intéressent : tout d'abord l'ordonnance de référé de M. le Président du Tribunal de la Seine du 18 décembre 1924. Il s'agit en l'espèce de rapporter l'or-

donnance de référé nommant M. Jaudon séquestre de tous les biens russes et de toutes les succursales des banques russes à l'étranger. Ce séquestre a été étendu même à la Banque générale pour le commerce étranger, société française comme il a été indiqué ci-dessus. Sur demande de levée de séquestre, le Président a admis la thèse de la banque et a fait droit à la requête :

« Qu'il doit au contraire, constater que la Banque générale pour le commerce étranger a été constituée selon les formules de la loi française ; qu'elle a son siège social à Paris ; qu'elle est, par conséquent, une société française, et ce depuis près d'une année.

« Attendu que l'application d'une ordonnance visant les succursales de sociétés russes, à une société certainement française, ne paraît pas juridiquement possible ... ».

Le président n'a évidemment pas tranché les questions principales relatives à la vie de ces sociétés. Il n'a donné aucune solution de principe. Mais pour lui ces sociétés sont réellement françaises, soumises entièrement aux lois françaises et nettement distinctes des sociétés russes.

Nous devons mentionner ensuite une plus récente décision, plusieurs fois citée du Tribunal de commerce de la Seine du 29 juin 1932 (*Veuve Lalande contre Banque russe pour le commerce étranger*). Il faut dire que dans cette espèce, le tribunal n'a pas, non plus, donné de solution générale à la question qui nous intéresse, mais s'est retransché derrière les circonstances particulières. Elle contient néanmoins certaines considérations intéressantes. Rappelons en quelques mots les circonstances de l'espèce. La Veuve Lalande, actionnaire de la Banque russe pour le commerce étranger demande au tribunal de déclarer nulle la constitution de la Banque générale pour le commerce étranger, société française, qui a pris la suite de la banque russe suivant le processus exposé par nous. Pour justifier sa demande, la Veuve Lalande invoque un grand nombre de faits :

« ... que lesdits administrateurs (c'est-à-dire administrateurs de la banque russe) auraient porté le plus grave préjudice à la banque russe en créant, avec les fonds d'icelle

la Banque générale pour le commerce étranger qui aurait absorbé les éléments du fonds de commerce de la banque russe et réduit celle-ci à l'inaction ;

« ... que les conditions dans lesquelles les administrateurs de la banque russe auraient créé la Banque générale, fait apparaître qu'ils auraient dépouillés les actionnaires de la banque russe à leur profit en s'attribuant dans la Banque générale des actions à vote privilégié et des parts bénéficiaires... ».

Le tribunal a rejeté sa demande contre la Banque générale (société française) et a mis la défenderesse hors de cause :

« ... Attendu que seules peuvent demander la nullité d'une société les personnes justifiant d'un intérêt à ladite mesure ;

« ... Attendu qu'il échet d'observer que Veuve Lalande ne justifie ni de la qualité d'actionnaire, ni de la qualité de créancier de ladite banque ; qu'il est constant qu'elle n'a eu avec la banque générale aucune relation contractuelle ;

« Attendu en conséquence, que Veuve Lalande doit être déclarée irrecevable en sa demande, en tant qu'elle est dirigée contre la Banque générale pour le commerce étranger ... ».

Et en ce qui touche l'action dirigée contre la banque russe et ses administrateurs :

« ... Attendu que, pas davantage, elle n'est recevable à réclamer à ses administrateurs les dommages-intérêts pour les faits connus d'elle et accomplis antérieurement à la date où la demanderesse est devenue actionnaire de la Banque russe, qu'au surplus, les faits prétendus dommageables qu'elle allègue ne sont ni prouvés tels, ni prouvés existants, qu'en effet, il n'est pas juridiquement établi que la Banque russe ait procédé à la constitution de la Banque générale et qu'il n'est point démontré, quant à présent, que l'achat fait par elle d'un grand nombre d'action de cette banque aussi bien que la location de divers biens qu'elle lui a consentie, aient constitué des actes d'administration nuisibles pour la Banque russe ».

La principale raison pour laquelle cette demande a été rejetée résidait évidemment dans le fait que la Veuve Lalande avait acquis ses actions postérieurement à la création de la société française. Par conséquent lorsqu'elle était devenue actionnaire, elle aurait dû être au courant de tout changement ou transformation que celle-ci avait subi. Nous ajouterons même, que cette raison a paru entièrement suffisante au tribunal pour rejeter la demande; les autres considérations (notamment celles citées plus haut) n'ont eu pour le Tribunal qu'un caractère très subsidiaire.

Dans cette espèce également, nous ne trouvons donc rien de précis en ce qui concerne la création de la nouvelle société.

Dans une espèce récente (*Banque Azoff-Don*, Tribunal de Commerce de la Seine du 21 janvier 1935) le tribunal avait également devant lui la question d'une société créée à l'étranger; en l'espèce, les créanciers poursuivant la mise en liquidation de la Banque Azoff-Don avaient mis en cause la société A.D.E.B., société étrangère, filiale de la Banque russe. Malgré l'exception d'incompétence basée sur le fait que le domicile de cette société qui n'était pas française, se trouvait à l'étranger, le tribunal a retenu cette société en cause; les motifs sont assez significatifs:

« Attendu qu'il est constant que la société A.D.E.B. a été constituée à Rechten par Boris Kamenka, Auguste Kamenka, Espstein et Lwoff;

« que ceux-ci sont valablement assignés devant ce tribunal; que ladite société A.D.E.B. dont la dénomination est l'anagramme de la société de Banque d'Azoff-Don paraît avoir été formée pour détenir tout ou partie des avoirs de cette dernière société;

« Qu'il existe, dès lors, un intérêt sérieux pour l'attirer devant ce tribunal en même temps que les autres défendeurs et ce par application de l'article 59 § 2 du Code de procédure civile ».

Cette décision tout en ne touchant aucune question de fond (elle sera étudiée dans notre chapitre consacré à la liquidation des banques russes), pose néanmoins un certain

principe d'interdépendance entre les biens continuant à appartenir à la société russe et ceux faisant partie de la nouvelle société étrangère formée suivant ce procédé. Il est certain en tout cas que la question de la nouvelle société étrangère se posera au moment de la liquidation de la société russe en France. Nous en parlerons dans notre chapitre consacré à la liquidation des sociétés russes. Quant à présent, revenons à la décision précédente pour étudier certains problèmes qu'elle soulève.

Il résulte des débats que la Banque générale pour le commerce étranger (société française) a été créée par les administrateurs avec les fonds de la Banque russe. L'opération pourrait se résumer en une cession du fonds de commerce de la Banque russe à la nouvelle société française contre l'attribution d'actions d'apport. Cette opération qui se ramène, en définitive, à une sortie de l'actif du patrimoine de la société russe a été menée d'un bout à l'autre, par les administrateurs de la société russe. Ces opérations sortent, évidemment, du cadre des opérations régulières conduites par un conseil d'administration d'une société anonyme. Quelle que soit la loi que nous appliquions aux règles d'administration de la société russe en France, que ce soit la loi française, l'ancienne loi tsariste russe ou la loi soviétique, nous trouverons toujours que les administrateurs ont outrepassé leurs pouvoirs. Doit-on alors déclarer nulle cette opération ? La nullité ne pourra être prononcée qu'à la demande d'un des intéressés (actionnaire ou créancier de la société russe). Mais l'espèce précitée est caractéristique, en ce sens, que d'une part l'actionnaire, la Veuve Lalande n'a pas cru devoir invoquer l'outrepassement des pouvoirs par les administrateurs, et que d'autre part, le tribunal avait tendance à sauvegarder le statu quo, c'est-à-dire l'opération irrégulièrement exécutée. Nous ajouterons immédiatement que cette tendance est très sage et se trouve inspirée par le souci de protéger les intérêts en présence. Quant à l'argumentation de l'actionnaire qui veut prouver le préjudice causé à la banque par la concession des avantages exorbitants aux administrateurs de la banque russe, nous trouvons qu'elle est

viciée à la base par abstraction qu'elle fait de l'abus de pouvoir commis par les administrateurs. S'ils se sont attribué des avantages exorbitants, n'est-ce pas la conséquence du fait que toute cette opération a été menée sans aucun contrôle ?

Le tribunal évite également ce point et répond à l'argumentation de la demanderesse qu'aucun préjudice n'a été éprouvé. Dans ce domaine purement pratique l'argumentation du tribunal est irréfutable. Il faut la ramener à la solution générale que nous donnerons plus loin. Cette opération, comme d'ailleurs toutes les autres opérations faites à l'étranger par les administrateurs devra faire l'objet d'une vérification, d'un contrôle. Cette même décision a affirmé la nécessité d'organiser ce contrôle en l'absence de l'assemblée générale, en procédant à la nomination d'un administrateur judiciaire. Cet administrateur judiciaire aura donc à examiner cette opération. Il se placera évidemment non pas au point de vue de la régularité (répétons que cette opération est indiscutablement irrégulière), mais au point de vue de l'*utilité* pour la société russe. En adaptant cette attitude l'administrateur se rendra facilement compte des abus éventuellement commis par les administrateurs.

Si l'opération apparaît comme utile à la société russe, l'administrateur judiciaire donnera son approbation et cette opération deviendra, croyons-nous, irréprochable à l'égard des actionnaires. Il faudrait voir dans cette approbation un acte identique à celui par lequel un propriétaire ratifie les actes de son gérant d'affaires. Si, par contre, la création de la société française apparaissait comme une opération onéreuse pour la société russe, l'administrateur judiciaire devrait agir au nom de cette société. Il est évident que la responsabilité personnelle des administrateurs serait en jeu, notamment lorsqu'il serait prouvé (comme a prétendu la Veuve Lalande) qu'ils s'étaient attribué des avantages exorbitants dans la nouvelle société française. Il semble que cette action contre les administrateurs doive avoir une répercussion sur l'existence de la société française elle-même. Car, dans ces conditions l'origine de cette

société et les fonds qui ont servi à la constitution ont bien le caractère frauduleux résultant de l'acte délictueux des administrateurs. Cette origine frauduleuse doit sembler-il entraîner, l'annulation de la société française. C'est en ce sens que paraît pencher le tribunal dans l'espèce de la Banque d'Azoff-Don.

Telle est cette opération envisagée du point de vue de l'actionnaire de la société russe. Il faut la considérer également du point de vue du créancier de la société et notamment de celui dont la créance est née en Russie. Il est certain que sa créance n'a pas été prise en considération d'une façon quelconque dans la cession du fonds de commerce. Il continue à n'avoir comme débiteur que la société russe. Les biens de cette société (ou leur majeure partie) sont passés à la société française nouvellement constituée. Ce changement peut être très défavorable au créancier. Mais la question pour lui (comme il en a déjà été pour l'actionnaire) se résout par des considérations de fait ; si la création de la société française est avantageuse à la société russe, et si cette nouvelle société apparaît comme viable, le créancier ne peut que se féliciter de cette opération. Par contre, en cas d'opération onéreuse, il a droit d'intervenir en se servant notamment de l'action Paulienne de l'article 1167 du Code civil. Il est évident que cette action n'est recevable que si le préjudice subi par le créancier est suffisamment établi.

Nous arrêterons là nos explications sur cette question curieuse au point de vue pratique, mais pour laquelle malheureusement les données précises manquent. Nous soulignerons, pour terminer, que ce problème, comme tant d'autres liés au sort des sociétés russes à l'étranger, se résout, en fonction des considérations pratiques qu'il soulève. C'est ainsi que nous arrivons à légitimer une opération qui, envisagée au point de vue du droit strict apparaît comme nettement irrégulière.

Nous reprendrons partiellement cette question à l'occasion de l'étude de la liquidation des sociétés russes.

CHAPITRE VI

LA NATURE DES SOCIÉTÉS RUSSES DE BANQUE EN FRANCE

Le titre de ce chapitre peut induire en erreur, car il semble préjuger de la solution qui se dégagera de notre étude. En effet, il n'est pas du tout sûr que les divers biens se trouvant à l'étranger et ayant appartenu aux sociétés russes continuent à être des « sociétés » et plus particulièrement des « sociétés russes ». Actuellement, nous devons nous baser sur les données de fait dégagées dans les chapitres précédents en rejetant toutes les considérations théoriques. Nous savons : 1° qu'il existe divers biens ayant appartenu aux sociétés russes ou même des organismes entiers qui continuent à travailler et 2° que leur administration est entre les mains de personnes qui étaient des mandataires des sociétés russes. Ces biens continuent-ils à être les anciennes sociétés russes ou forment-ils de nouvelles sociétés ou institutions juridiques quelconques ? Cette question n'a pas été abordée directement par la jurisprudence qui n'a jamais voulu se prononcer d'une façon générale. Comme nous avons dit plus haut, la jurisprudence s'est bornée à donner des solutions d'espèce, souvent contradictoires. Elle n'a jamais admis une théorie unique à l'égard des sociétés russes et, si elle invoquait quelquefois des raisons théoriques c'était pour étayer des considérations pratiques qui, seules, lui indiquaient la solution à donner.

Par contre, la doctrine s'est intéressée de bonne heure à la situation paradoxale dans laquelle se trouvaient les sociétés russes. De nombreux articles et des monographies ont paru dans divers pays sur cette question. Certains de ces ouvrages ont eu une grande influence sur le sort de

ces sociétés et ont parfois guidé la jurisprudence dans ses solutions.

Parmi les auteurs qui ont écrit sur ce sujet, nous devons placer en premier lieu M. Niboyet, M. Tager, M. Picard et M. Savatier qui ont annoté dans diverses revues et notamment dans la *Revue de droit international privé* et dans le *Journal de droit international (Clunet)* de nombreuses décisions jurisprudentielles.

Les opinions exprimées par ces auteurs divergent sur beaucoup de points. Certains ont approuvé l'activité des sociétés russes à l'étranger, d'autres l'ont combattue. Nous commencerons par l'étude des articles de M. Tager qui, en collaboration avec M. Picard, a construit toute une doctrine dont l'influence sur la jurisprudence était considérable. Il part du principe que les sociétés russes ont survécu à leurs destructions en Russie, puisqu'elles ont continué à travailler à l'étranger. Par conséquent, ces sociétés ayant fait preuve de vitalité doivent être considérées comme ayant une existence juridique ; il est évident qu'on ne peut pas les considérer comme des sociétés régulières : « Sans doute, lisons-nous dans la note au *Clunet* 1927, p. 349 et suiv., les sociétés russes qui résident aujourd'hui en France ne peuvent plus être considérées comme des sociétés étrangères régulières. Mais pourquoi ne pas voir en elles des *sociétés de fait*, plus précisément, des sociétés de fait continuant des sociétés régulières ? C'est la conclusion à laquelle aboutit M. Hémard ... ».

En effet, dans son ouvrage sur les sociétés de fait qui fait autorité dans la matière, M. Hémard s'exprime de la façon suivante : (note p. 451) :

« Il faut faire place ici à la situation spéciale des sociétés russes expropriées sans indemnité à la suite du décret de nationalisation soviétique des biens en Russie. Inexistantes en Russie puisque leur mise en liquidation a été complétée par leur expropriation, ces sociétés ont pu continuer d'exister en pays étranger même en l'absence d'agence ou de succursale et sans avoir procédé à une reconstitution. Elles valent alors pour ce qu'elles se sont révélées, ce sont des sociétés de fait, qu'il faut envisager comme des sociétés de fait continuant des sociétés régulières »

Après avoir cherché la base de son système dans la théorie de la société de fait, M. Tager la développe et la précise dans une série de notes dans *Clunet*, et enfin la résume dans son article paru dans la Revue allemande « *Ostrecht* » 1932; p. 401. Il commence par constater que certaines décisions ont en effet adopté intégralement la théorie de la société de fait; il y en a bien d'autres qui ne l'ont fait qu'avec beaucoup de restrictions et de nuances. Ceci tient non seulement à une absence d'idées directrices dans les décisions des tribunaux, mais également à ce que la situation de diverses sociétés russes en France n'est pas identique.

M. Tager distingue trois groupes de sociétés :

1^o Les sociétés n'ayant pas de biens à l'étranger. Elles doivent être considérées comme « complètement disparues et entièrement liquidées ». Même si tous les actionnaires d'une pareille société et son conseil d'administration se trouvaient à l'étranger, ils ne seraient pas capables de faire renaître l'ancienne société; car sa personnalité juridique a complètement cessé d'exister.

2^o Tout autre est le cas d'une société qui, tout en n'ayant pas de succursale à l'étranger, y possède des actifs-dépôts en banque ou autres biens. Ces sociétés mises en liquidation par des décrets du Gouvernement soviétique, sont dans une situation qui durera tant qu'il y aura des actifs à réunir et des dettes à payer. La personnalité juridique subsiste jusqu'à la clôture de ces opérations. Dans les cas, où les anciens organes d'administration sont en possession de ces actifs, il faut les considérer, soit comme liquidateurs *de facto*, soit comme membres d'une nouvelle société, à savoir d'une *société de fait* qui a été créée par eux pour continuer les opérations (en totalité ou en partie) de l'ancienne société. Il est bien probable que tel a été le point de vue du Tribunal de commerce de la Seine dans le jugement National City Bank contre Renault russe, cité plus haut.

3^o Le troisième cas est tout différent; c'est celui d'une société russe qui avait une succursale à l'étranger, lorsque cette succursale continue effectivement à travailler et présente une importance telle qu'on peut dire que l'ancienne

société continue ses opérations avec son patrimoine, que l'ancienne société continue d'exister ; non pas parce qu'une nouvelle société a été créée, mais parce que la liquidation de l'ancienne société russe n'a pas été suivie de la disparition de son patrimoine. Comme dans ce cas il s'agit de la même société que celle qui a existé en Russie, il faut en conclure, qu'elle conserve tous ses droits sur l'actif et répond de tout le passif étranger et russe.

Ces distinctions entraînent de nombreuses conséquences ; ainsi, dans le premier cas, il n'est guère possible de parler des statuts de la société russe, car la personne morale a complètement disparu. Par contre dans les deux autres cas, la jurisprudence cherche dans les statuts des indications relatives à l'activité et à la liquidation de ces sociétés ; le Tribunal de la Seine y cherchait, par exemple, des indications relatives aux conditions dans lesquelles une réunion de l'assemblée générale en France serait possible. Il est évident (comme nous l'avons dit) que ces statuts ne peuvent pas être appliqués intégralement, vu la situation actuelle de ces sociétés et doivent être corrigés à l'aide de la théorie de la force majeure.

M. Tager termine en exposant l'opinion de la jurisprudence sur l'administration des anciennes sociétés. Son point de vue sur cette question est notamment développé dans ses notes au *Clunet* (1928 p. 689 et suiv. et 1929, p. 131 et suiv.). Nous avons déjà eu l'occasion de citer quelques passages de ces notes, et nous nous contenterons de dire que pour M. Tager, lorsqu'il s'agit d'une société de la catégorie « 3 », « on peut soutenir que les anciens administrateurs représentent la société ». Dans tous les autres cas où « l'ancienne société n'a survécu que pour les besoins de sa liquidation, le doute est interdit, les pouvoirs des anciens administrateurs, ayant pris fin à la date de la liquidation de la société, la nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs s'impose ».

En concluant, M. Tager résume de la façon suivante l'évolution de la jurisprudence en notre matière : « les *considérations théoriques* obligent la jurisprudence de consi-

dérer les sociétés russes comme disparues et soumises à la liquidation, mais les *considérations* pratiques tendent à faire revivre tout au moins les sociétés qui ont des biens importants en France. Avec la diminution de l'intérêt pratique de la question les considérations théoriques commencent à dominer et il est bien probable que bientôt l'existence des anciennes sociétés russes ne sera plus admise ».

Telle est brièvement exposée, la doctrine de M. Tager ; ce fut la première doctrine qui ait trouvé, comme nous l'avons dit, un appui théorique à la survivance des anciennes *sociétés russes* ; de ce fait, son influence sur la jurisprudence était considérable et elle a permis dans de nombreux cas aux sociétés russes, de continuer leur activité à l'étranger.

La notion de société de fait appliquée aux sociétés russes a été reprise par M. Baudouin qui, approfondit cette idée dans son ouvrage « *Contribution à l'étude de la société de fait* ».

Pour lui, la notion de la société de fait est la seule qui soit applicable à toutes les sociétés russes sans aucune distinction. A vrai dire, il s'occupe plus spécialement des succursales. Nous nous trouvons en présence des succursales des anciennes sociétés ou de sièges transférés à l'étranger qui continuent leur activité. Cette activité est soumise : 1^o aux anciens statuts de la société qui étaient et qui sont restés à la base des succursales et 2^o à la volonté des personnes chargées de la gestion, d'administrer pour le compte de la société..... « on ne peut pas en pareille matière ne pas tenir compte des faits de la succursale (qui par suite des opérations réalisées) n'a plus le qualificatif de succursale, mais qui jouit en fait (comme elle jouissait en droit) d'une certaine constitution constatée par écrit. Si le problème d'autonomie de volonté peut intervenir ici, il ne faut l'envisager que sous un certain angle. Il y a une autonomie de la volonté relative, en ce sens que celle-ci se trouve être précisément dans la pensée des « administrateurs ou directeurs » de la société de fait, fonction de l'ancien statut de la société en tant que succursale. Leur activité a donc été commandée dans leur esprit par l'ancien statut dont ils jouissaient, et, par suite des nécessités pratiques, elle a

débordé des cadres normaux de ce dernier tant et si bien, que personne ne venant contester cette nouvelle forme de gestion ou d'administration, elle a subsisté en fait et a été considérée comme valable en droit. La succursale s'est trouvée absorbée dans une société de fait, et elle a changé de qualité..... il a suffi que tous les associés ou que ceux qui représentaient la plus grande part du capital social de l'ancienne société donnent leur consentement implicite pour qu'il se crée une société de fait. La société de droit (dissoute par les décrets soviétiques) licite (par application de la loi qui a présidé à sa constitution) est devenue une sorte de société dégénérée, de société mineure, soit qu'elle eût transporté en France la plupart de ses organes de fonctionnement, soit qu'elle ait réalisé sa forme nouvelle en empruntant le moule de la succursale établie en France ». Mais quels sont les rapports de cette nouvelle société avec l'ancienne société dégénérée ? Pour M. Baudouin deux solutions sont possibles : 1° « On pourrait considérer que la société de fait n'est que la prorogation expresse (ou tacite) de la société ancienne régulièrement constituée et licite dans son pays d'origine mais dissoute depuis ; ou 2° La société de fait est devenue une société nouvelle différente quant à sa constitution, quant aux pouvoirs de ses administrateurs ou gérants de ce qu'elle était d'après les statuts anciens..... ». M. Baudouin penche pour la première de ses solutions : « il y a selon nous, simplement société de fait continuant une société régulièrement constituée ». Plus loin, il précise : « les sociétés de fait russes en France sont essentiellement des sociétés de personnes qui continuent soit des sociétés par actions dissoutes (par acte législatif du pays d'origine) soit des sociétés de personnes régulièrement constituées. L'objet de ces sociétés est continué par les administrateurs de fait de la société quelle que soit en principe la cause originaire de l'irrégularité de la société prorogée. Nous sommes en présence de sociétés de personnes auxquelles sont rattachées les droits et obligations relevant de la nature spéciale de ces sociétés ».

Sans entrer dans les détails de la situation des sociétés russes à l'étranger qui peuvent présenter divers aspects,

M. Baudouin s'est attaché à approfondir, du point de vue théorique, la notion des sociétés de fait appliquée à ces sociétés. Son analyse de la situation de la succursale que nous avons reproduite plus haut, est intéressante et montre un réel souci de justification théorique de l'existence de ses succursales. Il est très intéressant notamment de souligner que les succursales qui se sont transformées, d'après l'auteur, en sociétés de fait, sont devenues *des sociétés de fait de personnes*, quoiqu'elles aient succédé aux sociétés de capitaux qu'étaient les banques russes par actions. Ce caractère est intéressant à noter car nous l'avons déjà trouvé, sous une forme moins précise dans les conclusions de M. Tager, et nous le retrouverons plus loin.

Les auteurs que nous avons étudiés partent du principe que l'existence des sociétés russes à l'étranger, étant un fait, sa justification théorique doit être possible. En vue d'une unification de la jurisprudence et des solutions à donner, ils recherchent des principes généraux qui fussent susceptibles d'être appliqués en notre matière.

Certains auteurs, par contre, considèrent que l'existence des sociétés russes à l'étranger ne peut trouver aucune base juridique solide, tout en reconnaissant l'importance du problème, concluent à la liquidation la plus rapide de toutes les sociétés. Telle est l'opinion de M. le Professeur Niboyet.

Dans sa note à la *Revue de droit international* 1929, p. 115 et Sirey, 1928.2.161, M. Niboyet s'exprime de la façon suivante :

« Que les sociétés aient cessé d'exister en Russie et vis-à-vis de la Russie, cela n'est pas douteux, c'est un fait qui s'impose quelque regrettable soit-il. Dès lors comment les sociétés en question existeraient-elles encore légalement en dehors de la Russie....

« Il ne suffit pas, en effet, que les sociétés d'un certain pays soient reconnues en France. Ce n'est qu'une condition à envisager. Encore faut-il qu'elles soient valables en elle-mêmes, et ceci n'est plus une question de jouissance des droits, mais touche *au respect des droits acquis*. Une société russe doit être une société constituée en Russie et existante valablement d'après les lois de ce pays. S'il en est

autrement comment s'en prévaloir ailleurs ? C'est contradictoire. D'une part en effet, on invoque la loi russe et un droit acquis d'après celle-ci ; or, d'autre part, cette même loi l'a éteint, et elle était compétente pour le faire... ».

Il est bien entendu que l'expropriation ne peut avoir aucun effet en France et que les biens des sociétés russes continuent à leur appartenir, mais, par contre, il est bien certain que ces sociétés « n'ont plus l'existence légale en France ». Quelle est alors la condition de ces sociétés ?

En ce qui concerne les sociétés ayant conservé leur succursale en France, on peut les assimiler à des sociétés nulles ou annulables. « Elles sont des sociétés de fait..... *Pour les besoins de leur liquidation elles existent encore.....* ».

« Mais il ne devait s'agir là normalement que de la période nécessairement limitée de leur liquidation ».

« Nous ne croyons pas qu'on puisse se rallier à la thèse des sociétés de fait. Elle est humaine mais trop prétorienne tout de même.....

« Il ne s'agit donc pas d'une existence susceptible de se maintenir *sine die* ».

Pour les autres sociétés (celles qui n'ont aucune succursale, aucune activité en France), il faut les considérer comme entièrement dissoutes.

Les biens de toutes les sociétés russes, comme il est dit plus haut, ne peuvent pas devenir la propriété des Soviets et continuent à appartenir à ceux qui les auraient reçus en cas de dissolution régulière. Mais on ignore actuellement un grand nombre de ces ayant droit ; de ce fait, le seul moyen d'arriver à une liquidation régulière est de nommer un administrateur judiciaire. « Cette liquidation se fera d'après les règles du droit français puisqu'il n'est pas possible de le faire autrement, et bien entendu aussi en tenant compte des statuts de la société ».

Cette façon d'agir doit s'appliquer à toutes les sociétés russes même à celles qui ont conservé une certaine activité en France.

Nous constatons donc, que pour M. Niboyet, l'activité des sociétés russes en France doit se confiner dans les limites strictes de leur liquidation ; aucune nouvelle opération ne

peut être faite, l'activité ne devant servir qu'à la liquidation des anciennes opérations. La personnalité morale ne peut être reconnue à ces sociétés que dans ces conditions.

Si la jurisprudence au début n'a pas suivi cette opinion sage et conforme aux principes de droit, l'avenir a démontré que la réalité se trouvait justement dans cette solution, c'est-à-dire dans la liquidation par voie judiciaire des sociétés russes en France.

M. Savatier se prononce dans le même sens : les sociétés russes sont privées de l'appui de leur loi nationale qui les a abolies. Or, l'existence d'une personne morale étrangère en France nécessite une base dans les lois du pays d'origine. Si cette base vient faire défaut la personnalité juridique doit disparaître. C'est pourquoi les sociétés russes n'existent qu'en tant que masses de biens appartenant aux actionnaires et qu'il faut de toute urgence liquider au mieux de tous les intérêts en présence.

« Les anciennes sociétés ne peuvent, dit M. Savatier (*Comité de droit international privé*, 1934, p. 134) évidemment exciper d'aucun acte du Gouvernement soviétique valant pour elle reconnaissance. Elles étaient bien autorisées par l'ancien gouvernement tsariste, mais les actes de ce Gouvernement ne sauraient avoir d'après la législation soviétique aucune autorité dans la Russie actuelle. Donc ces sociétés ne sont pas autorisées et le défaut d'autorisation équivaut dès lors à une dissolution ». Plus loin, au cours des débats il précise (1935, p. 29) : « les sociétés étrangères ne peuvent avoir en France une existence que si elles ont une nationalité à laquelle nous accordions pour les sociétés correspondantes l'existence en France.

« Actuellement, les anciennes sociétés russes n'ont plus la nationalité de l'ancien Etat russe, puisque cet ancien Etat russe s'est confondu avec l'Etat soviétique ; elles n'ont pas non plus la nationalité soviétique ou alors, elles sont à ce point de vue irrégulières, puisque dans la législation soviétique actuelle je crois que toutes les sociétés par actions au moins, ont besoin d'une autorisation pour exister. De sorte que ces sociétés manquent de point d'appui. Nous ne voyons pas sur quoi on pourrait actuellement en France reconnaître leur existence ».

M. Savatier conclut qu'il faut procéder le plus rapidement possible à la liquidation des biens ayant appartenu aux sociétés russes.

Nous avons résumé divers systèmes proposés par les auteurs pour expliquer la survivance des sociétés russes à l'étranger ou pour dénoncer leur complète illégalité. La jurisprudence, tout en ne donnant que des solutions d'espèce dans les divers litiges qui sont venus devant les tribunaux, a bien souvent effleuré la question théorique de la nature de ces sociétés.

La jurisprudence se sert souvent de la théorie de la société de fait. Mais on ne peut pas dire (comme le remarque d'ailleurs M. Tager) qu'elle l'ait adoptée dans tous les cas et à l'égard de toutes les sociétés russes à l'étranger.

Cette notion de la société de fait était surtout utilisée par la jurisprudence pour en tirer des conclusions négatives à l'égard de la société russe ; le tribunal posait pour principe, dans ce genre d'espèces, que si la société russe s'était comportée comme une société de fait elle aurait eu gain de cause. Mais il résultait toujours de l'analyse faite par le tribunal que la société n'avait pas l'apparence d'une société de fait et en conséquence, elle était déboutée de sa demande. Les dispositions les plus caractéristiques de cette tendance se retrouvent dans l'arrêt de la Cour de Bordeaux, déjà cité (*Affaire Banque de Sibérie contre Vairon et Compagnie*) et surtout dans l'arrêt de la Cour de Paris du 13 juin 1928 (*Clunet* 1929, p. 119, *Compagnie Nord de Moscou contre Phénix Espagnol*) qui contient de longues considérations ayant trait à la question qui nous intéresse. L'espèce est absolument analogue à celle de l'arrêt de la Cour de Bordeaux : la *Compagnie d'assurances Nord de Moscou* par l'organe de son ancien administrateur, André, réclamait au *Phénix Espagnol* le paiement du solde créancier en faveur de la Compagnie russe résultant des opérations qui avaient été traitées avant la révolution par les deux Compagnies. Cette demande a été rejetée, en raison de la non survivance de la société russe. L'arrêt a tenu à motiver sa décision d'une façon très complète et nous pouvons citer ses quelques attendus comme l'expression

la plus complète de la théorie des sociétés de fait formulée par la jurisprudence.

« Considérant que le décret du 13 décembre 1918¹ ayant mis fin à cette existence en Russie, cette société ne saurait être considérée comme existant encore à Paris que s'il était suffisamment démontré qu'elle a actuellement en France une existence légale indépendante de son existence en Russie... ».

« Considérant qu'il appert d'aucun des documents versés au débat que cette société ait jamais eu en France une existence propre n'y ayant eu depuis 1918, ni siège social, ni succursale, ni agence quelconque, jouissant d'un fonctionnement régulier.

« Qu'il n'est pas justifié qu'elle se soit, depuis le décret de confiscation du 13 décembre 1918 livrée en France à des opérations de commerce résultant de l'existence d'une entreprise de fait ayant une existence indépendante de la maison mère établie et supprimée à Moscou.

« Que si les actes quelconques d'administration et de gestion en France pouvaient être par elle établis depuis le décret du 13 décembre 1918, elle pourrait être considérée comme ayant eu en France une vie propre, distincte de son administration en Russie et pourrait par suite être valablement admise à ester en justice et à faire valoir tous ses droits ;

« ... Mais considérant que la Compagnie Nord de Moscou n'a jamais cherché à régulariser sa situation en France en se reconstituant dans les termes de la loi française en obtenant les autorisations légales nécessaires à son fonctionnement, en établissant à Paris une succursale ou une agence ayant une vie propre indépendante de son existence en Russie et faisant de nouveau des opérations légales en France, son siège social n'ayant pas été transporté en France, après les décrets de nationalisation afin de lui permettre de continuer à commercer valablement en territoire français tout au moins ».

1. Il s'agit du décret de nationalisation des sociétés d'assurance, analogue à celui du 14 décembre 1917 en matière de banque.

L'arrêt de la Cour de Bordeaux, précité, rendu dans le même sens, contient la même idée :

« Que dans ces conditions, il ne dépend plus de la loi française de les faire revivre ou de les laisser subsister autrement que dans la mesure où leur établissement en France aurait une existence de fait permettant de l'individualiser en France..... ».

Il se dégagerait de ces deux arrêts une théorie assez favorable aux sociétés russes, car les hypothèses dans lesquelles les sociétés russes seraient des personnes morales, ayant tous leurs droits, paraissent nombreuses. Il faut examiner de plus près ces hypothèses.

Première hypothèse : La société russe peut se reconstituer « dans les termes de la loi française » dit l'arrêt précité. Cette phrase est très énigmatique : comment peut-elle se reconstituer « dans les termes de la loi française » ? On peut supposer deux cas : 1^o la société russe ouvre une succursale à Paris en se conformant aux prescriptions de la loi française relative aux personnes morales étrangères. Il semble que tel serait le sens des considérations de la Cour, citées plus haut. Il est clair, que cette hypothèse est absolument inapplicable dans la pratique. L'ouverture d'une succursale en France, suppose l'existence à l'étranger d'un siège social régulier, la présence à Paris des membres du conseil d'administration dûment habilités. Or, ce même arrêt a déjà constaté la disparition de ces sociétés en Russie, et par cela même il a exclu la possibilité de l'ouverture d'une succursale régulière. 2^o Les administrateurs de la société russe, peuvent former en France, à l'aide des biens de la société russe une nouvelle société française ; pour mener à bien cette opération d'une façon régulière, il faut le consentement des actionnaires ; or, il est impossible de l'obtenir. Cette hypothèse doit donc être également écartée. Notons, pour terminer, que dans ce dernier cas, il ne s'agirait plus d'une société russe, mais purement et simplement d'une société française régulière.

Deuxième hypothèse. — La société russe peut avoir établi

en France, avant la nationalisation en Russie, un siège social une succursale ou une agence quelconque. C'est le cas de toutes les sociétés russes ayant des succursales à l'étranger. Ces succursales, pour la Cour, ont « une existence propre », indépendante du siège en Russie, et peuvent, par conséquent, être considérées comme des personnes morales indépendantes.

Troisième hypothèse. — La Cour ne s'est pas toutefois arrêtée à l'hypothèse de la succursale. Elle a admis que même les sociétés qui font des actes « quelconques d'administration » peuvent avoir une vie sociale ; si « des actes quelconques d'administration et de gestion en France pouvaient être par elle établis depuis le décret du 13 décembre 1918, elle pourrait être considérée comme ayant en France une vie propre..... et pourrait, par suite, être valablement admise à ester en justice et à faire valoir tous ses droits ... ».

Si la première hypothèse était pratiquement irréalisable, la dernière s'appliquerait par contre à toutes les sociétés russes ayant eu des biens à l'étranger. En effet, quelle est la société qui ne ferait pas un simple acte d'administration pour obtenir la pleine capacité ? S'il en est ainsi, pourquoi faire la distinction entre ces sociétés et celles qui avaient déjà des succursales en France ? Dans ces conditions le critère de la survivance des sociétés russes devient très « vague » ; que doit-on entendre par « acte quelconque d'administration et de gestion » ? Le fait de citer un débiteur en justice ne serait-il pas un acte d'administration ? Dans ce cas la demanderesse, dans l'espèce la Compagnie Nord de Moscou, aurait été, elle aussi une société de fait pouvant ester en justice. Si tel est le critère de la survivance des sociétés russes, comment peut-on expliquer les décisions rendues dans les litiges concernant la Banque de Sibérie dont nous avons parlé précédemment ? Cette banque, tout en n'ayant pas de succursale en France, faisait des opérations importantes avec la clientèle, dont l'une fait justement objet d'un des litiges. Cela n'a pas empêché les juges de considérer cette société comme inexistante.

Nul doute qu'il est inutile de chercher dans ces attendus l'exposé d'une théorie complète sur les sociétés russes. La jurisprudence ne voyait que le côté pratique (en parlant actuellement de la jurisprudence nous ne songeons qu'à celle postérieure à la reconnaissance des Soviets, qui a été la seule à devoir aborder de face les questions relatives aux biens russes) ; les arguments dont elle se sert, s'inspirent suivant les époques, soit des considérations prenant origine dans la théorie des sociétés de fait de M. Tager, favorable aux sociétés russes, soit des considérations résultant de l'application stricte des principes théoriques. Notons que les conclusions que les juges en dégagent, sont bien souvent identiques, puisque dans beaucoup de cas, la théorie favorable aux sociétés russes a des effets négatifs, dont le plus frappant exemple est la décision de la Cour, citée plus haut.

Il y a encore un autre danger que la jurisprudence n'a pas pu éviter : celui de la confusion entre la survivance des sociétés russes et la régularité de leur administration. La jurisprudence avait toujours tendance à considérer comme disparue une société dont l'administration était mal organisée, et, par contre, une société paraissait survivre à ses yeux, lorsque son administration avait le caractère d'une organisation régulière. Cette tendance, à vrai dire, n'était pas contraire à la réalité (nous aurons l'occasion de dire plus loin que l'organisation d'une société russe à l'étranger est pour nous un des traits caractéristiques de son existence), mais d'autres critères devaient également intervenir. Il importe donc de bien distinguer ces deux questions.

Nous pouvons conclure, que la jurisprudence voit avec faveur l'activité des sociétés russes lorsqu'elles ont à l'étranger « une existence propre ». Celle-ci implique une certaine organisation qui pourrait servir de critérium à leur existence. La survivance des sociétés russes se limite donc suivant une tendance qu'on peut découvrir, dans les décisions jurisprudentielles, aux succursales et aux agences organisées à l'étranger par les anciennes sociétés russes. Rares sont les décisions qui reconnaissent l'entière capacité de ces sociétés, mais nous pouvons citer l'ordonnance de référé du 28 février 1927 (Tribunal civil de la Seine, *Clunet* 1928,

p. 686) dans l'affaire Darlay et Compagnie contre la Succursale de la Banque de commerce et de l'industrie dans laquelle la banque apparaissait comme demanderesse. Cette banque a été autorisée le 29 janvier 1927 à saisir-arreter des sommes appartenant à MM. Darlay et Compagnie, ses débiteurs ; ces derniers ont demandé au Président de rapporter cette ordonnance mais ils ont été déboutés de leur demande. Parmi les motifs de cette ordonnance, il faut retenir le suivant :

« que la Banque a en France depuis plusieurs années une succursale devant être considérée comme ayant une existence propre et dont la représentation est assurée d'une manière effective..... ».

Le Président constatant que la société russe avait une « existence propre » à l'étranger et possédait une administration organisée d'une « manière effective » a conclu à la pleine capacité de cette société. Cette décision pourrait être considérée comme une application directe de la théorie de la société de fait.

Cette théorie a été, de nouveau affirmée en des termes précis par le Tribunal de commerce de la Seine (jugement du 29 juin 1932, Veuve Lalande contre Banque russe pour le commerce extérieur).

« Attendu que les défendeurs établissent que la Banque russe qui avait avant la guerre une succursale à Paris, continue de posséder et de gérer les biens en France.

« Attendu que la Banque russe nonobstant la dissolution soviétique doit donc être réputée survivre en France, tout au moins comme une société de fait et avoir conservé des droits dont les lois russes invoquées n'ont pu valablement la « dessaisir ».....

La société russe se continue en France par une société de fait ; quelle est la raison pour laquelle les tribunaux admettent la survivance de la société russe transformée en une sorte de société dégénérée ? Le même jugement, nous donne la réponse :

« Attendu qu'on ne peut ignorer que la situation ci-dessus décrite n'est point le fait des administrateurs de la société, qu'elle résulte du fait du prince et d'un cas de force

majeure ; *que le maintien de l'existence de la société apparaît être dans l'intérêt des actionnaires* ».

Cette justification de la survivance à l'étranger des sociétés russes est pleinement conforme aux desiderata des membres de ces sociétés. Dans notre « Introduction » nous avons exposé les raisons pour lesquelles les actionnaires et les administrateurs cherchaient à maintenir les sociétés en activité. Le tribunal s'est fait l'écho de ces doléances et a estimé que ces prétentions étaient justifiées puisqu'il a écarté la demande en liquidation de la banque russe (« attendu toutefois, que la dissolution de la société..... ne saurait être équitablement envisagée..... »). Le tribunal a estimé plus avantageux pour tous les intérêts en présence, de consolider l'organisation actuelle de la banque afin de lui permettre de poursuivre une activité d'ailleurs bien restreinte. Car si les juges ont adopté la théorie de « société de fait », ils l'ont fait avec bien de particularités et de réserves : notons d'abord qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une société russe ayant eu une succursale à l'étranger, et pouvant par conséquent développer une certaine activité. Cet organisme, dénommé par le tribunal « société de fait » terme qui n'a pas d'autre signification pour les juges que celles d'une société irrégulière ayant une activité en France, se présente comme une personne morale solide qui résiste à l'action en liquidation dirigée contre elle par un de ses actionnaires. Il a par contre, un caractère temporaire, le tribunal l'indique nettement :

« ... provisoire par sa nature, bien que de durée indéterminée..... ».

Ici apparaît le vrai caractère de cette théorie : la notion de la société de fait n'est nécessaire aux juges que pour justifier l'activité de la société qui était, à sa fondation et pendant une période assez longue de son activité, une société parfaitement régulière et qui le redeviendra bientôt. La société de fait n'est qu'une phase de transition, qu'un trait d'union entre la société régulière russe telle qu'elle avait existé avant la Révolution, et une nouvelle société régulière (dont le caractère n'est pas précisé) qui doit être constitué bientôt. Le tribunal ne dit pas si ce sera sous la forme

d'une société française ou d'une société russe, mais il souhaite qu'une solution intervienne en ce sens. Le caractère temporaire de cette institution explique le laconisme de l'appréciation portée par le tribunal sur son caractère ; il y a lieu de le répéter ici qu'il est évidemment insuffisant de qualifier cette institution de « société de fait » sans donner de précision à ce terme.

Cette solution est d'autant plus curieuse qu'elle nous ramène à notre point de départ, c'est-à-dire à la jurisprudence de la période antérieure à la reconnaissance des Soviétiques : même caractère temporaire de ces institutions renaît accompagné de la même idée que la régularisation de cette situation mettra toutes ces choses à point et aplanira les difficultés surgies au cours de la période transitoire.

Mais en même temps que ce point de départ commun, nous nous empressons de relever de grandes différences : pour la jurisprudence de 1934, la banque russe n'est plus la société russe régulière qui subit une éclipse passagère par suite du désordre régnant dans son pays d'origine et qui survit à l'étranger parce qu'elle y possède des avoirs, dont elle n'a pas pu être dessaisie. D'où la différence dans son sort probable : ce n'est plus la société russe ancienne qui reprendra à nouveau la direction de ces affaires en ratifiant les actes de ses administrateurs faits pendant la période trouble, c'est une société nouvelle qui assurera l'activité de l'ancienne banque russe ; cette société sera une société française dont la formation serait facilitée par une innovation dans la législation française ou une nouvelle société russe qu'un revirement plus libéral à l'égard de l'activité privée pourrait faire naître en U.R.S.S.

Orientée dans cette direction, la jurisprudence paraît avoir pris un parti bien sage tout en ayant le grand inconvénient de donner la solution valable seulement pour le présent et de laisser sans réponse la question de l'avenir de ces sociétés. Il est vrai que le tribunal par le jugement précité a organisé l'activité de la banque russe, mais cette organisation était provisoire, comme il le dit lui-même. Quel devait être le sort des banques russes si aucun des deux événements prévus par le tribunal ne se réalisait ?

La pratique a trouvé elle-même la solution : la raison

pour laquelle les juges accordaient la survie aux sociétés russes devenait de plus en plus théorique ; nous avons dit plus haut que l'activité des sociétés russes était devenue pour diverses raisons presque inexistante au cours de ces dernières années. Le maintien du « *statu quo* » n'était donc plus dans l'intérêt des actionnaires ; au contraire, la liquidation rapide de cette activité irrégulière devait servir maintenant leurs intérêts ainsi que ceux des créanciers.

Une nouvelle époque se trouve ainsi ouverte dans la vie des sociétés russes à l'étranger : elles entrent dans la période de la liquidation. Cette procédure, qui est actuellement à ses débuts, sera étudiée dans notre titre II.

Nous avons indiqué plus haut que la jurisprudence a une tendance de n'appliquer la théorie de la « société de fait » (telle que nous venons de l'exposer) qu'aux seules sociétés qui avaient établi des succursales en France avant la Révolution. Quelle est la situation des autres ? La jurisprudence ne définit pas leur caractère ; ce qui est certain, c'est que ces sociétés subsistent en tant que personnes morales, parce qu'elles sont propriétaires de divers biens à l'étranger ; aussi longtemps que ces biens n'auront pas été liquidés, elles subsisteront en tant qu'entités juridiques indépendantes. Nous voyons percer cette idée notamment dans le jugement longuement commenté plus haut de l'affaire de la National City Bank of New-York contre Renault Russe. Par contre, les jugements (sauf un) que nous étudierons plus bas, relatifs à la liquidation des banques russes, qualifient toutes les banques russes sans distinction de « sociétés de fait ». Mais à la façon dont on considère les administrateurs, on voit nettement apparaître la différence que présentent aux yeux des juges ces deux groupes de sociétés ; rappelons ici que lorsqu'il s'agissait d'une succursale, le tribunal cherchait à organiser les rouages d'administration de la Banque pour le commerce extérieur, en considérant favorablement la gestion des administrateurs et en se contentant de la juger incomplète. Par contre, il a jugé les administrateurs de la Société Renault russe (société qui n'avait pas de succursale) comme étant « détenteurs de biens sociaux » c'est-à-dire des personnes étant en dehors de la société.

La jurisprudence n'a jamais approfondi la différence de la situation de ces deux groupes, elle n'a pas cherché non plus à approfondir les divers caractères que revêtent les administrateurs de ces sociétés quoiqu'elle ait donné (voir notre chapitre sur « l'administration ») des solutions différentes à cette question.

C'est en réunissant ces divers éléments et ces diverses idées que nous tâcherons de trouver une solution précise à l'activité des sociétés russes en France. Cette solution sera forcément donnée en vue de permettre une liquidation équitable de ces sociétés, liquidation déjà ordonnée dans plusieurs cas.

Pour terminer, nous devons dire quelques mots au sujet d'un jugement récent qui prononçait justement la liquidation d'une banque russe mais qui, dans ses motifs, paraît être très loin de la théorie que nous avons exposée (Tribunal de commerce de la Seine, le 21 janvier 1935). Ce jugement considère que la société russe n'a pas survécu bien qu'elle continue à être propriétaire de divers biens se trouvant entre les mains de ses anciens administrateurs. La question se posait devant le tribunal de la façon suivante : les créanciers de la banque russe avaient assigné les anciens administrateurs de cette banque pour faire nommer un liquidateur chargé de la liquidation des divers biens ayant appartenu à la banque russe et se trouvant actuellement entre les mains de ces administrateurs ; particularité intéressante de cette espèce : les administrateurs sont attirés en leur nom personnel et la société ne figure pas à l'instance ; les administrateurs font plaider :

« Qu'en tous cas la demande serait irrecevable du fait qu'ils seraient assignés sans indication de la qualité ; que s'ils sont recherchés en leur nom personnel, c'est une action en responsabilité qui devrait être intentée contre eux ».

Cette procédure, au contraire, paraît régulière au tribunal qui réfute de la façon suivante les arguments des administrateurs :

« Qu'elle (la société russe) se trouve donc, nécessairement dissoute et que sa dissolution a mis fin aux fonctions de ses administrateurs ;

« Qu'il ressort des débats et pièces produites que les défenseurs anciens administrateurs de ladite banque se sont réfugiés en France où ils ont récupéré d'importants éléments de l'actif de cette banque ; que depuis 1918 ils géraient ces biens sans mandat, sans rendre compte à qui que ce soit de leur gestion ;

« Attendu qu'il suffit d'énoncer l'existence d'une telle situation pour concevoir qu'elle ne saurait être maintenue, quelle que soit l'habilité juridique des objections de forme soulevées par les défenseurs ;

« Qu'il n'est pas possible d'admettre, en effet, que ceux-ci détenteurs en fait de ce qui subsiste d'un patrimoine qui ne leur appartient pas exclusivement, puissent méconnaître les droits que possèdent sur lui leurs anciens co-associés ;

« Qu'ils suffit donc de dire que les défenseurs sont valablement attirés devant ce tribunal en *leur qualité de détenteurs* des biens susvisés et que la nomination d'un liquidateur est valablement requise contre eux, dès lors que c'est à eux qu'il est demandé de substituer un mandataire de justice et qu'au surplus la société dissoute ne possède plus aucun domicile, aucune maison sociale où elle puisse être assignée..... ».

Nous aurons l'occasion de reparler de cette décision dans notre chapitre consacré à la liquidation et de parler au sujet de la procédure engagée de cette façon. Actuellement, il nous suffira de noter que c'est la première décision qui semble refuser aux sociétés russes tout caractère d'une personne morale. Pour les juges, la société russe n'existe pas ; il n'en reste que divers biens qui sont entre les mains des anciens administrateurs. Il s'agit seulement de savoir à qui appartiennent les biens ou quelles créances serviront-ils à indemniser.

Il est difficile de savoir si cette décision constitue la dernière étape de l'évolution jurisprudentielle ou simplement une décision d'espèce. A noter que les autres jugements qui ont prononcé la liquidation des banques russes et que nous étudierons plus loin, sont restés dans la tradition des décisions précédentes, c'est-à-dire ont admis la survivance des sociétés russes en tant que personnes morales.

Il ne s'agit plus actuellement de défendre ou de combattre l'activité des anciennes sociétés russes en France. Leur activité est virtuellement terminée. Cette situation facilite notre tâche et nous permet de porter le jugement sur une activité irrégulière. Nous essayerons de dégager dans les pages qui suivent les caractères juridiques de cette activité.

Cette étude aussi intéressante qu'elle soit en théorie a également certaines conséquences pratiques, quant à la façon d'envisager les opérations de liquidation des sociétés russes. Nous avons intentionnellement fait précéder l'étude de la liquidation par ces quelques pages de considérations théoriques, parce qu'il nous semble que la liquidation équitable de ces sociétés dépend en grande partie de la solution correcte des questions théoriques.



Pour voir clair dans la situation des banques russes à l'étranger, il est indispensable d'étudier les conditions dans lesquelles se trouvent ces sociétés (comme le fait avec justesse M. Tager). Une solution uniforme et qui ne tiendrait pas compte des particularités de chaque situation, ne serait pas une solution pratique satisfaisante.

Les banques russes doivent être divisées en deux groupes (nous avons déjà adopté cette classification dans les chapitres précédents) :

1° Les banques ayant eu une succursale régulière en France fonctionnant au moment de la nationalisation.

2° Les banques dont tous les actifs à l'étranger étaient composés de divers biens, meubles ou immeubles, comptes en banques, etc... n'ayant pas de vie sociale distincte.

Nous avons, à plusieurs reprises, défini les principaux traits de ces deux groupes, et nous avons souligné leurs différences. Résumons maintenant ces différences :

a) Dans le cas d'une succursale, l'ancienne vie sociale continue ; la succursale continue à vivre et à travailler, grâce à l'impulsion donnée par la société russe. On ne peut pas faire une délimitation entre la vie sociale qu'avait eu

la succursale du temps de l'existence régulière du siège et celle qu'elle a menée après la disparition de ce siège. Il en résulte que la vie sociale qui avait pour origine le contrat de société formé en Russie, continue et que ce contrat semble toujours être valable, puisqu'il continue à produire ses effets, bien qu'amoindris.

Rien de pareil ne se présente dans le cas de divers biens qui se trouvent à l'étranger. Nous ne pouvons trouver aucune trace de l'ancienne vie sociale, la nationalisation a indiscutablement arrêté cette activité ; si certaines opérations sont faites avec ces biens, elles diffèrent des opérations de l'ancienne société régulière. Dans ce cas, la vie sociale n'a pas de continuité.

b) La différence extérieure est également frappante. Dans le cas d'une succursale, nous nous trouvons en face d'une institution parfaitement organisée avec tous ses rouages réguliers et ayant à sa tête des personnes nommées par le siège disparu. Même lorsque, par la suite, les administrateurs réfugiés viennent se joindre aux directeurs, l'aspect de l'institution ne change pas ; elle reste un groupement organisé et fonctionnant sans interruption.

Par contre, dans l'autre cas, nous ne trouvons aucun des éléments que nous venons de signaler. Nous ne retrouvons que les anciens administrateurs réfugiés qui sont entrés en possession des biens sociaux en se servant de leur qualité d'administrateurs. Bien souvent, ils n'ont ni bureau ni employés et toutes leurs opérations sont effectuées à leur domicile particulier.

Ces différences d'ordre pratique entraînent d'importantes différences d'ordre juridique auxquelles nous allons passer maintenant.

1° Société n'ayant pas de succursale à l'étranger mais ayant divers actifs

Il est incontestable que ces actifs continuent à être la propriété de l'ancienne société russe. Celle-ci, ainsi qu'il résulte des conclusions que nous avons formulées dans notre première partie a cessé d'exister en Russie. Elle aurait dû

disparaître également à l'étranger, mais l'ordre public de divers pays dont la France, a empêché les décrets soviétiques d'avoir leur plein effet à l'étranger. De ce fait, les biens des sociétés russes qui se trouvaient à l'étranger ne sont pas devenus la propriété de l'Etat russe (comme le sont devenus ces biens en Russie). Ils sont donc restés la propriété de leurs anciens propriétaires, c'est-à-dire des sociétés russes. Mais comment, dira-t-on, ces sociétés peuvent-elles être propriétaires puisqu'elles n'existent plus, en tant qu'entité juridique ? Il est évident, que ces sociétés ne peuvent plus être considérées comme des personnalités juridiques régulières ayant pleine capacité. Elles n'existent que dans la mesure où leur existence est nécessaire à la liquidation de leurs avoirs à l'étranger. La personnalité juridique qui leur avait été conférée par la loi russe, ne subsiste que pour permettre la ventilation de tous les intérêts en présence : ceux des actionnaires, des créanciers, des débiteurs. Ces sociétés doivent donc être considérées comme étant en liquidation et leur survivance ne peut être admise que pour les besoins de la liquidation (voir les conclusions de M. Niboyet, citées plus haut p. 112).

Cette idée une fois posée, comment devons-nous traiter l'activité déployée à l'étranger par les anciens administrateurs de ces sociétés ? Nous savons qu'avec les avoirs des sociétés russes, ils ont essayé, dans bien des cas, de faire ressusciter en France l'activité de ces sociétés disparues. Ils ne se sont pas toujours contentés de faire uniquement les opérations nécessaires à la liquidation de ces sociétés, seul domaine rappelons-le, dans lequel on peut encore admettre une certaine survivance de ces sociétés. Quel caractère devons-nous appliquer à ces opérations lorsqu'elles sortent de ce cadre très restreint ?

Tout d'abord, éliminons une hypothèse plus simple : supposons que les administrateurs d'une banque russe ont obtenu la restitution de divers biens de l'ancienne société russe mais qu'ils se sont bien gardés de faire de nouvelles opérations avec ces biens, et se sont contentés de les conserver en les plaçant de la façon qu'ils ont jugé la plus sûre. Quelle est la situation de ces administrateurs ? Le fait de

recueillir les biens se trouvant entre les mains de divers débiteurs est certainement un acte qui rentre dans les limites de la capacité de la société russe. On admettra facilement, par conséquent, que ces administrateurs ont agi au nom de la société russe en liquidation. Mais ils ne sont sûrement pas des mandataires réguliers de la société, puisque leur mandat a dû prendre fin lors de la mise en liquidation de la société. Quelle est alors leur qualité ? M. Tager est enclin à les considérer comme liquidateurs *de facto*. Il serait plus simple peut être de dire qu'ils se comportent en gérants d'affaires ; ils font des actes de gestion pour le compte de la société, en attendant leur ratification par un liquidateur régulier. L'activité de ces administrateurs se trouve donc bien être dans le cadre de la survivance des sociétés russes et ne soulève aucune difficulté.

Par contre, la situation des administrateurs qui se sont livrés à des nouvelles opérations en France, paraît bien compliquée. Les opérations que ces administrateurs ont effectuées sur les biens des sociétés russes sortent nettement des limites des actes d'administration. Ce sont bien souvent de réels actes de disposition (comme l'opération qui est à l'origine de l'affaire Zélénoff contre la Banque de Sibérie). Pour cette raison, ces actes ne peuvent plus être considérés comme des opérations faites en vue de la liquidation de la société qui sont les seules pour lesquelles sa survivance soit admise. « La personnalité a disparu dès la dissolution », dit M. Perret (*La liquidation des sociétés russes*, p. 52) ; « donc, les actes nouveaux n'engagent pas, en principe, la société, puisqu'ils sont faits par un être juridiquement inexistant ; au contraire, les actes qui ne sont que la continuation des actes antérieurs à la dissolution, le recouvrement des créances, etc... sont valables et quand il s'agit de les exécuter, la société est censée avoir conservé sa personnalité ». De ce fait, on ne peut plus considérer ces administrateurs comme étant des gérants d'affaires ou des liquidateurs *de facto* de la société russe. Leur activité dépasse la compétence de cette société, dont la personnalité morale dégénérée ne survit que pour les besoins de sa liquidation. Ici apparaît une certaine opposition entre la

société et ses anciens administrateurs, dont il a été question plus haut (voir p. 88). Ces administrateurs cessent de faire partie intégrante de la société pour devenir un élément étranger, lié assez étroitement à la société russe. Le caractère de ces liens est nettement démontré dans l'espèce de la National City Bank contre Société Renault russe ; pour le tribunal, les administrateurs ont perdu leur caractère de mandataires réguliers (ce qui est, à notre avis, parfaitement juste), mais ils continuent néanmoins à disposer des biens sociaux en « maîtres omnipotents » ; de ce fait, ils apparaissent comme n'étant plus liés à l'ancienne société par un lien découlant du mandat, mais par celui résultant de leur qualité de possesseurs des biens sociaux.

Puisque l'idée de mandat, ou d'une manière plus large, celle de la gestion d'affaires, ne peut plus être mise à la base de l'activité des anciens administrateurs, il faut considérer cette activité comme étant nettement distincte de celle de l'ancienne société russe. Le contraire, comme l'a dit M. Niboyet, eût été trop arbitraire et même quelquefois dangereux pour l'ancienne société russe. Ainsi cette activité reste en dehors de celle de la société russe. Nous nous trouvons en présence d'une nouvelle institution nettement séparée de l'ancienne société russe. Pour définir cette institution nous devons faire appel à la théorie de la société de fait ; c'est le seul cas dans lequel d'après nous, cette théorie peut s'appliquer à ces sociétés. La société de fait apparaît au moment où les anciens administrateurs (et d'autres personnes, par exemple quelques actionnaires auxquels les administrateurs auraient demandé leur concours) se sont mis en possession des biens sociaux et ont créé en France une nouvelle activité sociale.

Les caractéristiques de « cette nouvelle société de fait » sont les suivantes : son actif se compose des biens de l'ancienne société russe ; les anciens administrateurs de la société russe ou toutes autres personnes ayant agi en son nom sont les associés de la nouvelle société. Nous nous trouvons en présence d'une société de *personnes*, bien qu'ayant pris la succession d'une société de capitaux. Ajoutons, pour terminer, que cette nouvelle société de fait

n'a rien de « russe ». S'il faut parler de la nationalité d'une société, on pourrait dire qu'elle est française, à moins qu'on ne rattache la notion de la nationalité à l'origine des capitaux ; à ce point de vue la société serait encore russe.

La question la plus complexe est celle des relations de l'ancienne société russe avec la nouvelle société de fait. Comment la société de fait a-t-elle pu constituer son patrimoine ? Ce sont d'abord les biens que les administrateurs ont pu apporter en France en quittant la Russie. Ce sont surtout les biens que les administrateurs ont pu réunir en France. Dans les chapitres précédents nous avons, à plusieurs reprises, parlé de ces biens. La jurisprudence, nous le savons, n'autorise jamais ces administrateurs à entrer en possession des biens appartenant à la société russe. Mais, en fait, les choses peuvent se passer autrement ; les débiteurs sollicités peuvent faire des paiements entre les mains des administrateurs bien que ceux-ci ne puissent pas prouver la régularité de leurs pouvoirs. Ces cas se sont produits très fréquemment en pratique. Ainsi se constitue le patrimoine des sociétés de fait. Elles sont donc possesseurs des biens qu'elles ont reçus. Le liquidateur de la société russe devra donc, en premier lieu, demander aux administrateurs de lui rendre compte de tous les biens et de toutes les sommes qu'ils auront reçus au nom de la société russe. Une autre question est connexe à la précédente : le liquidateur pourra-t-il exiger du débiteur un deuxième paiement, le premier ayant été fait entre les mains de personnes non qualifiées ? La réponse à cette question va être donnée plus loin dans la partie consacrée à la liquidation des sociétés russes (voir p. 177).

Le créancier de la société russe voulant poursuivre le paiement de sa créance aura tout intérêt à mettre en cause la société de fait en tant que détentrice des biens sociaux. Cette mise en cause ne pourra pas être faite évidemment par une action directe, puisque le créancier n'a aucun lien de droit direct avec la société de fait, mais seulement par une action oblique, en usant du droit qu'a la société russe de demander aux administrateurs de lui rendre compte de leur gestion (c'est de cette façon que le jugement plusieurs

fois cité dans l'affaire National City Bank contre Renault russe a formulé la situation de la société de fait). Mais il nous semble que cette instance doit nécessairement comporter une demande en nomination de liquidateur de la société russe. Autrement, elle n'apporterait aucune solution à la situation de la société russe ; en supposant que ce jugement comporte la condamnation de la société russe, il est difficile de préciser contre qui et sur quels biens porte cette condamnation. De plus, la liquidation régulière sera certainement plus équitable pour tous les créanciers. On peut en conclure que toute action contre une société russe en pareille situation doit tendre à la liquidation de cette société qui entraînerait celle de la société de fait (précisons, qu'il en serait ainsi dans la majorité des cas).

C'est avec juste raison que le Tribunal de la Seine a fait figurer dans l'instance de la National City Bank contre Renault Russe les administrateurs sous leurs deux aspects différents : ils sont d'abord « pris ès-qualité », c'est-à-dire, en tant que représentants de la société russe en état de liquidation. Il ne s'agit plus, répétons-le, de la représentation régulière mais d'une représentation résultant soit de la théorie du mandat apparent, soit de celle de la gestion d'affaires. Il est indiscutable que jusqu'à la nomination d'un liquidateur régulier, la personne morale, quoique étant en état de liquidation, doive en vertu du caractère spécial de sa personnalité, être représentée par des personnes physiques. Dans le cas qui nous préoccupe, ces personnes ne peuvent être que celles qui ont prétendu la représenter même d'une façon irrégulière. Les administrateurs sont ensuite « *pris personnellement* » c'est-à-dire en qualité de personnes qui sont en possession des biens sociaux et qui en disposent sans aucun contrôle. Cette décision n'a pas suffisamment souligné le caractère nettement séparé de l'activité de ces administrateurs constituant la nouvelle société de fait, mais elle a le mérite d'avoir posé pour principe la séparation de l'activité des administrateurs à l'étranger de celle de l'ancienne société russe.

Nous n'admettons pas, par contre, que le créancier de la

société russe puisse agir directement contre les administrateurs sans mettre en cause l'ancienne société russe ; en écrivant ceci, nous songeons à la récente décision du Tribunal de commerce de la Seine dans l'affaire de la Banque Azoff-Don (voir plus haut p. 124) ; les juges ont cru pouvoir nommer un liquidateur à l'effet de liquider les biens de la société russe se trouvant entre les mains des anciens administrateurs sans admettre que cette ancienne société russe soit représentée aux débats ; cette instance s'est donc déroulée entre le créancier de la société russe (demandeur) et les administrateurs « pris personnellement » (défendeurs). L'instance engagée de cette façon nous paraît irrégulière, car la présence de l'ancienne société russe est à notre avis indispensable.

Quant à l'activité propre à la société de fait, elle doit en principe, rester en dehors du patrimoine de la société russe ; ses créanciers n'ont de droit que sur les biens appartenant à la société de fait, et par contre, ses débiteurs ne peuvent pas être poursuivis par la société russe.

La jurisprudence n'a jamais reconnu l'entière capacité de ces sociétés de fait (comme elle n'a d'ailleurs jamais reconnu d'une façon explicite l'existence de ces sociétés nettement distinctes des sociétés russes) ; on ne trouve pas, à notre connaissance, de décision se prononçant sur la recevabilité des poursuites engagées par une société de fait contre ses débiteurs. Il est probable que la demande de la société de fait serait rejetée, car la capacité active de plaider en justice est presque systématiquement refusée par la jurisprudence aux sociétés russes ou à toute entreprise qui en serait issue.

Quant aux créanciers de la société de fait, si en théorie leur sort se tranche par l'adoption du principe ci-dessus formulé de l'indépendance du passif de la société de fait de celui de la société russe, en pratique la situation est bien plus complexe. Nous avons vu (voir p. 73) que la jurisprudence a admis la demande de ces créanciers en jugeant que les administrateurs avaient engagé le patrimoine de la société russe (nous faisons notamment allusion à l'arrêt dans

l'affaire *Zélénoff contre la Banque de Sibérie*)¹. Pour admettre cette prétention, les juges se sont basés sur la théorie du mandat apparent : les anciens administrateurs s'étaient comportés en véritables mandataires de la société. En pratique, un particulier qui entre en relation d'affaires avec une administration ne s'occupe pas de savoir, si la personne qui signe pour ladite administration est à même de l'engager valablement. L'apparence de la régularité de cet acte dispense dans une certaine mesure le particulier de prendre les précautions qu'il aurait prises s'il s'était trouvé en face d'un simple particulier. Il faut se demander par conséquent, si les actes des administrateurs avaient une apparence de régularité qui justifieraient la carence des tiers.

Ce caractère semble leur faire défaut : « la situation précaire des sociétés russes est de notoriété publique. Ceux qui ont traité avec les administrateurs sans avoir vérifié leurs mandats, l'ont fait à leurs risques et périls » (Note de M. Tager dans *Clunet* 1928, p. 690). Le fait qu'il traite avec une société russe doit donc inciter le créancier à être prudent ; il doit être encore plus circonspect que s'il traitait avec un particulier. En effet, non seulement les conséquences de la Révolution russe, en matière de l'activité privée sont connues de tout le monde, mais en outre, les sociétés russes² n'ont pas à l'étranger « l'apparence de sociétés régulières ». Rappelons que les sociétés russes se présentent extérieurement sous l'aspect de petits bureaux particuliers ou même simplement de pièces au domicile particulier des administrateurs. Ces caractéristiques excluent toute idée d'apparence du mandat.

La faiblesse des arguments sur lesquels la jurisprudence voulait baser la théorie du mandat apparaît dans la décision, maintes fois citée, rendue dans l'affaire *Zélénoff contre la Banque de Sibérie* : le mandat des administra-

1. Il est à remarquer que la question de savoir si les administrateurs engagent valablement la société russe, n'a même pas été soulevée ; ces derniers soutenaient seulement qu'ils étaient incompétents pour représenter la société en justice.

2. Tout au moins celles dont nous nous occupons dans ce chapitre, c'est-à-dire les sociétés russes qui n'ont pas eu de succursales à l'étranger.

teurs est prouvé par les circonstances de fait suivants ; l'acte passé entre les administrateurs de la Banque de commerce de Sibérie et Zélénoff « était établi sur papier à en-tête de la Banque de commerce de Sibérie et qu'il portait la mention finale « Banque de Commerce de Sibérie. Direction »..... « que Zélénoff ayant vu trois administrateurs directeurs signer l'acte du 21 mai 1921 pour la Banque de commerce de Sibérie ne pouvait pas douter que ces mêmes directeurs fussent habiles à plaider au nom de cette banque ». Avouons, que ces circonstances sont bien insuffisantes pour permettre à une personne sérieuse d'entrer en relations d'affaires avec la banque russe.

Il est donc certain que la théorie du mandat apparent ne pouvait excuser la négligence des créanciers qui avait contracté avec les administrateurs croyant avoir en face d'eux la société russe. Ce principe ne souffre aucune exception pour la période comprenant grosso modo les dix dernières années. La situation était toute autre dans les premières années qui avaient suivi la Révolution russe. Nous avons déjà parlé de l'état d'esprit qui avait régné en France avant la reconnaissance des Soviets, qui a subsisté pendant plusieurs années après cette reconnaissance et dont la jurisprudence était l'expression. En vertu de cet état d'esprit la situation incertaine dans laquelle se trouvaient les sociétés russes était considérée comme temporaire. Il était inutile, disait-on, de régulariser la situation de ces sociétés puisque cette activité irrégulière allait être bientôt ratifiée par l'Assemblée générale régulière réunie au siège social. De cette façon l'activité irrégulière des administrateurs a été tolérée et admise. Si telle était l'opinion des tribunaux eux-mêmes comment pourrait-on reprocher aux créanciers de n'avoir pas vérifié les pouvoirs des administrateurs ? Ceci aurait été illogique ; par conséquent, au nom de l'équité nous devons admettre que l'activité de cette période de la société de fait doit se répercuter sur le patrimoine de la société russe.

Cette exception, répétons-le, ne compromet nullement la théorie de la société de fait et celle de l'indépendance de son patrimoine. Nous admettons *par équité*, car nous ne pouvons

pas sacrifier les intérêts de tiers, auxquels nous n'avons rien à reprocher.

Disons, pour terminer, que, sans adresser aucun grief aux administrateurs qui bien souvent ont voulu agir dans l'intérêt de la société, l'activité de ces sociétés de fait apparaît comme étant bien fragile et bien irrégulière. Les liquidateurs de ces sociétés auront une tâche très difficile pour démêler les diverses opérations exécutées à l'étranger et surtout pour trancher toutes les questions en sauvegardant le plus équitablement possible, les intérêts en présence.

Nous reviendrons dans notre prochain chapitre sur la question particulière de la liquidation de ces sociétés.

2° *Sociétés russes ayant eu des succursales à l'étranger.*

Rappelons que le premier trait caractéristique d'une succursale c'est de présenter une activité d'origine régulière, ininterrompue et ayant l'apparence de régularité. Nous pouvons dire que pratiquement il est impossible de différencier la vie sociale après la nationalisation de celle d'avant la nationalisation.

Puisque l'ancienne vie sociale continue, il nous est impossible de dire que la nationalisation a mis en état de liquidation la société russe.

La mise en liquidation suppose comme première conséquence l'arrêt de l'activité de la société ; elle n'y survit que pour liquider ses anciennes opérations. Or, la situation de cette société, ne ressemble pas à celle d'une société en liquidation. Ses succursales étrangères continuent à travailler et par conséquent, à faire de nouvelles opérations sans être troublées dans leur activité par la nationalisation. En fait, la mise en liquidation n'a pas atteint la totalité de la société. M. Tager écrit : « Lorsqu'en dehors de la Russie, nous nous trouvons en présence d'une succursale qui fonctionne réellement dans une mesure relativement importante, pour considérer que la société continue son activité avec ses propres biens — le tribunal doit conclure à la continuation de l'existence de la société non parce qu'il s'agit d'une nouvelle société, mais parce que sa dissolution n'a pas été suivie par la disparition de son patrimoine ».

Dans le cas de la succursale il reste non seulement le patrimoine, mais encore une suite d'opérations en cours. Comme dans le cas précédent, c'est toujours l'ancienne société russe qui est propriétaire de tous ces biens. Mais comment devons-nous analyser son activité à l'étranger ?

Toute société se constitue par la réunion de deux éléments: le contrat social et la loi du pays de sa constitution qui fait produire au contrat social les effets voulus par les contractants. Si l'un de ces éléments fait défaut, la société ne peut avoir sa pleine personnalité juridique et doit interrompre son activité. Dans notre cas, la loi russe qui au moment de la constitution de la société a donné la force à la convention, ne peut plus produire aucun effet depuis la nationalisation. Cet état de choses doit, en principe, entraîner la liquidation de la société et la cessation de toutes les opérations. Or, la société n'a pas arrêté son activité, malgré les dispositions de la loi nationale. Cette attitude a résulté du refus opposé à l'application de la loi russe en France ; l'ordre public français, disait-on, s'oppose à ce que les décrets russes sur la confiscation des sociétés privées puissent avoir leurs effets sur le territoire français. C'est donc les principes du droit français qui écartent la loi russe.

Mais écartant la loi russe, la loi française autorise en même temps les sociétés russes à vivre en France. Il en résulte, dans ces conditions, un effet inattendu de l'application de l'ordre public, car la loi française devient dans une certaine mesure, la loi sur laquelle s'appuyera la convention qui se trouvait à l'origine de la société russe. La loi française donnera au contrat cette force légale (d'une façon tacite et bien incomplète, bien entendu) que la loi russe lui refuse dorénavant. Cette solution découle nettement de la situation de fait créée en France aux sociétés russes. Leur activité ininterrompue durant six à sept ans après la nationalisation fournit la preuve que la loi française les a tolérées. On dira que la liquidation d'une société ne peut être prononcée que sur la demande des intéressés et que ceux-ci se sont bien gardés de le faire : cette affirmation est exacte ; mais dans notre cas, il ne s'agit plus de demander la liquidation d'une société étrangère, mais

celle de divers biens ou même de succursales dépendant de la société liquidée dans son pays d'origine. Dans ces conditions tout intéressé aurait pu demander cette liquidation, même le Ministère public. Effectivement en 1924 le Ministère public a demandé la mise sous séquestre de tous les biens russes pour des raisons indiquées précédemment. Que ces raisons soient ou non justifiées, le but de cette mesure n'en est pas moins défini : mettre fin à l'activité irrégulière des sociétés russes en France. Les juges, après avoir admis la demande du Ministère public, se sont récusés et ont rapporté toutes les ordonnances relatives à l'institution du séquestre. Ainsi on considérerait que les sociétés russes étaient dans une certaine mesure viables en France ; et il n'était même pas question de prétendre que la nationalisation en Russie devait interrompre la vie de ces sociétés à l'étranger. Cette idée n'a jamais été exprimée ni discutée par les juges. Un autre exemple, bien plus récent : en 1932 le Tribunal de la Seine auquel on demandait la mise en liquidation d'une société russe (qui avait eu jadis une succursale) a répondu que cette mesure ne s'imposait pas (voir le jugement commenté plus haut, p. 93) Ce même jugement admet sans l'approfondir l'idée que nous avons exprimée plus haut, que la société russe, fonctionnant à l'étranger, a pour base la convention établie en Russie et la loi française :

« Attendu que la banque russe nonobstant la dissolution soviétique doit donc être réputée survivre en France, tout au moins comme société de fait et avoir conservé des droits dont les lois russes invoquées n'ont pu valablement la dessaisir.

« Attendu d'autre part, que la Banque russe en tant que société de fait ayant son activité sur le territoire français, *est soumise aux lois françaises et en ce qui touchait les rapports entre associés, aux dispositions de ses statuts.....* ».

Malgré l'appel à la théorie des sociétés de fait qui n'est nullement justifiée par les juges et qui a l'air de signifier simplement que la société russe fonctionne en France d'une façon irrégulière, le tribunal analyse clairement la situation : si la loi russe ne reconnaît pas cette société, elle doit se soumettre

aux lois du pays sur le territoire duquel elle exerce son activité. Le tribunal ne se contente pas de poser cette conclusion théorique ; il en tire des conséquences pratiques quant à l'administration de la société : « et attendu, dit-il, que l'administration de la société n'est point conforme à *nos lois et ses statuts.....* » et plus loin il essaie d'organiser cette administration sur ces bases.

Nous admettons donc, que la société russe, c'est-à-dire, celle qui résulte du contrat conclu en Russie continue son activité *parte in qua*, lorsqu'elle possède en France une succursale normalement organisée dès avant la Révolution russe et administrée soit par les directeurs régulièrement nommés, soit par les anciens administrateurs. On voit, que cette solution diffère nettement de celle donnée dans le paragraphe précédent ; les conséquences qui en découlent sont également bien différentes.

Tous les actifs des anciennes sociétés russes appartiennent indiscutablement à ces succursales, qui sont la continuation directe de ces sociétés. Ainsi, les représentants de ces succursales peuvent revendiquer tous les biens et poursuivre tous les débiteurs. Quant au passif, nous n'avons pas à faire de distinction entre le passif russe et le passif étranger, car tous les deux forment un passif indivisible de la société russe.

La question la plus délicate est celle de l'administration de ces sociétés ; il est indiscutable que celle-ci n'est pas organisée d'une façon régulière. Il est évident, par contre, que nous ne pouvons pas reprocher aux anciens administrateurs de s'être mis à la tête des succursales ; nous estimons bien au contraire, que c'était leur devoir de le faire. Ils nous apparaissent, néanmoins, comme étant des maîtres omnipotents des sociétés russes sans aucun contrôle de la part des actionnaires. En plus, leurs pouvoirs statutaires sont depuis longtemps expirés. Mais cette situation n'est pas sans issue, il semble que l'administration prendrait un caractère régulier si un administrateur judiciaire se chargeait du rôle de l'assemblée générale. Le jugement ci-dessus cité a tranché d'une façon assez satisfaisante le problème de l'administration. Mais malheureusement cette décision

est venue trop tard, au moment où la question de l'administration ne présentait pas un intérêt d'actualité car les sociétés russes entraient dans une période de liquidation. Plus tôt, cette décision aurait permis peut être à certaines sociétés de vivre plus normalement et de se transformer, par exemple, en sociétés françaises dans des conditions plus ou moins régulières.

Tels sont les aspects juridiques du problème posé par l'activité à l'étranger des sociétés russes nationalisées. Nous avons essayé de dégager les principaux caractères de divers groupes de ces sociétés, non seulement pour analyser leur situation paradoxale, mais aussi pour éclairer diverses questions qui se poseront devant le liquidateur, au moment où ces sociétés seront l'objet de la procédure de liquidation.

La liquidation est devenue la seule question actuelle pour ces sociétés. Nous allons étudier l'organisation de leur liquidation dans notre Titre II.

TITRE II

LA LIQUIDATION DES ANCIENNES BANQUES RUSSES EN FRANCE

La vie irrégulière des Sociétés russes en France, telle que nous l'avons exposée plus haut, ne pouvait pas continuer indéfiniment. Nous avons insisté à plusieurs reprises sur la précarité de leur existence et sur le fait que celle-ci n'était admise par les tribunaux que comme un état essentiellement temporaire ; même l'organisation de l'administration proposée par le Tribunal de la Seine dans son jugement du 29 juin 1932 (cité par nous p. 93) n'était qu'une mesure provisoire, en attendant la régularisation de la situation des sociétés russes en France. Certains tribunaux ont cru que la solution du problème pouvait venir de l'introduction dans la législation française des dispositions nouvelles permettant aux sociétés russes de se transformer en sociétés françaises selon une procédure simplifiée ; d'autres, par contre, attendaient une modification de la législation soviétique dans un sens plus libéral à l'égard des anciennes sociétés privées.

Les faits ont démontré que la solution du problème ne serait pas celle qui était prévue par les juges ; le législateur français ne se proposait pas d'introduire des règles exceptionnelles pour les sociétés russes ; quant au Gouvernement de la Russie, il suivait une politique diamétralement opposée à celle qui aurait pu l'amener à faire des concessions aux anciennes sociétés privées. Par conséquent, l'espoir d'une régularisation rapide de la situation de ces sociétés a complètement disparu. Comme le dit avec justesse

le Tribunal de commerce de la Seine, dans une décision récente (le 21 janvier 1935) : « s'il est possible d'admettre que les anciens administrateurs de la société... aient, immédiatement après la Révolution russe, appréhendé et géré à l'étranger les biens de cette société qu'ils ont pu conserver ou récupérer, cette situation uniquement justifiée par l'intérêt des clients, des créanciers et des actionnaires de la banque et par l'espoir d'une restauration prochaine de la société dissoute, ne peut prolonger indéfiniment en dehors de tout contrôle..... ».

Il fallait donc aborder le fond de la question. Entre temps, la situation de fait a beaucoup changé.

L'activité des sociétés russes à l'étranger a, au cours de ces années, diminué en de très fortes proportions. Ceci s'explique d'abord par le fait que leur activité (notamment celle des succursales) était dirigée vers une clientèle dont les intérêts étaient plus ou moins liés à la Russie. Cette clientèle devenait de plus en plus rare. Les relations avec la nouvelle Russie n'étaient évidemment pas entretenues par l'intermédiaire des anciennes banques russes. D'autre part, les sociétés russes dont les succursales présentaient une importante activité se sont empressées de créer (par le procédé que nous avons étudié) des sociétés françaises auxquelles elles ont transmis toutes leurs opérations courantes.

Il s'est produit de la sorte une profonde évolution : au point de vue théorique, la survivance des sociétés russes a perdu peu à peu toute sa base juridique, aussi fragile qu'elle ait été ; au point de vue pratique, cette survivance est devenue inutile à la sauvegarde des intérêts en présence ; bien au contraire elle devenait quelquefois nuisible.

Dans ces conditions, la solution du problème des sociétés russes découlait facilement de la situation de fait et consistait dans l'organisation de la liquidation de leur activité.

La liquidation apparaît donc comme une nécessité de mettre fin à la vie précaire des sociétés russes en France. Son organisation intéresse d'une façon directe les différents groupes de personnes dont les intérêts sont liés aux sociétés russes : elle intéresse en premier lieu, les créanciers de l'an-

cienne société; ceux-ci ne tolèrent la survivance de la société russe que dans l'espoir, plus ou moins vague, de la voir recouvrer tous les actifs et de se voir réglés dans des conditions plus avantageuses. Cet espoir semble actuellement être complètement anéanti; on comprend de ce fait leur hâte de faire cesser l'activité irrégulière de la société russe pour conserver comme gage tout au moins ce qui reste de ses actifs.

Les actionnaires ont également intérêt à provoquer cette liquidation pour les mêmes raisons que les créanciers, surtout s'ils ont été écartés de la gestion par les administrateurs.

Les administrateurs eux-mêmes, qui sont en possession des biens sociaux peuvent également vouloir la liquidation : les comptes qu'ils ont à rendre à la société ou à ses ayants droit se compliquent de plus en plus avec le temps; leur situation, en tant que mandataires de la société à mandat bien longtemps périmé, devient de plus en plus irrégulière et peut les exposer à des poursuites de divers créanciers et actionnaires, dont les conséquences peuvent être très graves pour eux (tant au point de vue pécuniaire, que pénal).

Nous verrons effectivement par la suite certaines des demandes en liquidation introduites sur les instigations des administrateurs, quoiqu'ils n'apparaissent dans l'instance (pour faciliter la procédure) que comme défendeurs faisant agir à la place des demandeurs un ou plusieurs actionnaires de la société.

Enfin, les débiteurs de la société souhaitent également la légalisation de la situation : ils veulent bien s'acquitter de leur dette, mais désirent être fixés sur la capacité de la personne entre les mains de laquelle le paiement sera fait. Il n'y a qu'un paiement régulier qui puisse les mettre à l'abri des poursuites postérieures.

Ainsi ces différents groupes de personnes en présence qui se sont formés autour des avoirs des anciennes sociétés en France ont été amenés, pour des raisons que nous venons d'exposer, à vouloir procéder à la liquidation de ces avoirs.

Beaucoup de sociétés ont pu par des arrangements à l'amiable satisfaire tous les intérêts en présence sans pour

cela organiser une liquidation proprement dite. Me Rosenmark donne à ce sujet les indications suivantes :

« Le nombre des sociétés russes qui existaient a singulièrement diminué. La plupart d'entre elles sont arrivées à des solutions, et je ne crois pas que des questions posées (c'est-à-dire celles relatives à la liquidation ordonnée par le tribunal) intéressent à l'heure actuelle plus d'une dizaine de sociétés..... ».

Nous ne savons pas exactement à quels arrangements sont arrivés les sociétés russes actuellement disparues, et il est certain que la question de leur liquidation régulière n'est pas tranchée jusqu'à présent et qu'elle présente un intérêt réel, même s'il ne reste qu'une dizaine de sociétés à liquider.

S'il s'agit d'une société qui a fonctionné d'une façon normale à qui appartient d'assurer la liquidation de la société ? Il est incontestable que les actionnaires, c'est-à-dire l'Assemblée générale, restent les maîtres de la liquidation ; ce sont eux qui nomment les liquidateurs, et ce sont eux qui surveillent les opérations de la liquidation. Comment l'action se pose-t-elle dans notre cas ? Il est évident que les actionnaires sont restés propriétaires des biens de l'ancienne société russe et sont en principe appelés à diriger les opérations de la liquidation.

« Les actionnaires sont co-propriétaires du capital social... (article de MM. Picard et Tager dans *Clunet*, 1935, p. 143). Leurs droits ne sont pas anéantis, aux yeux du juge français, par l'annulation des actions, car cette annulation ordonnée sans aucune contre-partie est considérée comme contraire à l'ordre public..... ».

Par conséquent, l'Assemblée générale, organe de la société, peut, en principe, organiser et surveiller la liquidation. Mais est-il possible de réunir en France des assemblées générales des sociétés russes ? Il semble que les difficultés d'ordre juridique sont surmontables. La convocation de l'Assemblée générale en France est sûrement contraire aux statuts de la société russe ; il y a certainement d'autres règles encore comprises dans les statuts dont l'observation est impossible en France. Mais la jurisprudence française s'est montrée très large à cet égard : s'inspirant des précé-

dents de la guerre, elle a admis la possibilité de réunir en France les Assemblées générales des sociétés russes, la loi française venant suppléer les statuts russes inapplicables en France. Cette jurisprudence est résumée de la façon suivante par MM. Picard et Tager dans l'article précité :

« En premier lieu, elle part incontestablement du principe que les statuts restent en vigueur, mais qu'on ne peut exiger leur stricte observation dans le cas où la force majeure oppose un obstacle insurmontable. Elle en déduit, en second lieu, que le concours de la justice sous la forme de la nomination d'un administrateur provisoire, chargé de convoquer l'Assemblée générale, est indispensable pour régulariser la convocation. Elle tient, en troisième lieu, à ce qu'une publicité suffisamment large soit faite ».

A l'appui de cette thèse on peut citer les assemblées générales convoquées pour la société « Peroun » et la Banque Russo-Asiatique. Pour cette dernière une très large publicité a été faite à l'aide des journaux d'annonces légales à Paris, des circulaires adressées par l'Office des biens et intérêts privés et des avis adressés aux actionnaires résidant en France et à l'étranger, qui se sont présentés à la dernière Assemblée générale. Cependant si les problèmes juridiques soulevés par la réunion des Assemblées générales à l'étranger peuvent être résolus dans un sens favorable aux anciennes sociétés russes, les questions d'ordre pratique sont beaucoup plus difficilement surmontables. Toutes ces mesures de publicité énumérées plus haut peuvent, en effet, ne donner aucun résultat, soit que les actionnaires dispersés dans les pays du monde entier n'aient pas été touchés par les divers avis, soit (et c'est le cas le plus fréquent) qu'il y ait très peu d'actionnaires qui ont quitté la Russie ou qui peuvent prouver leur qualité d'actionnaire.

Dans ces conditions, une Assemblée générale ne réunit qu'une faible partie du capital social, et nous hésiterons à lui attribuer les pouvoirs d'une Assemblée générale régulière.

Pour ces raisons, les sociétés qui n'ont pas pu encore liquider leurs avoirs à l'étranger, ont choisi une autre voie. Elles se sont adressées à la justice française pour que celle-ci fixe les règles de leur liquidation.

Les tribunaux, avec l'aide de la doctrine et en se basant sur les principes généraux du droit français, ont réussi à construire une procédure de liquidation qui, à notre avis, sauvegarde tous les intérêts en présence.

Nous passons maintenant à l'étude de cette liquidation.

Nous diviserons cette étude en trois chapitres : dans le premier chapitre nous étudierons les personnes qui peuvent demander la liquidation ; le deuxième sera consacré à l'étude de l'organisation de la liquidation, et dans le troisième chapitre nous examinerons le problème de la liquidation même, c'est-à-dire de l'actif et du passif de la société en liquidation.

CHAPITRE PREMIER

QUI PEUT INTENTER LA DEMANDE EN LIQUIDATION

Nous avons indiqué plus haut les groupes de personnes qui ont intérêt à ce que la liquidation soit prononcée. Ont-ils tous le même droit de demander la liquidation ?

1) *Les actionnaires.*

Les actionnaires peuvent indiscutablement demander la liquidation de la société russe. Etant restés co-propriétaires des biens sociaux (puisque les effets des décrets soviétiques en ce qui concerne la spoliation des droits des actionnaires, n'ont aucun effet en France, voir notre étude plus haut), les actionnaires ont le plus grand intérêt à voir liquidée la situation précaire dans laquelle se trouvent les sociétés russes pour pouvoir toucher, le cas échéant, leur quote-part dans la distribution d'actifs.

Les tribunaux ont admis sans difficultés le droit de l'actionnaire de demander la liquidation : dans l'espèce de la Banque Internationale de commerce de Pétrograd (Tribunal de commerce de la Seine, du 17 août 1934) les demandeurs étaient : l'Association des porteurs d'actions de ladite banque et un des actionnaires en son nom personnel. Dans celle de la Banque Volga-Kama (Tribunal de commerce de la Seine du 22 janvier 1935, *Revue critique de droit international*, 1935, p. 503), il n'y avait qu'un seul demandeur — un actionnaire.

Ce droit appartient donc indiscutablement à l'actionnaire. Il est facile de le justifier : on peut dire simplement (et cette proposition sera valable pour tous les groupes de personnes que nous étudierons plus loin) que la société

russe étant irrégulière en France, tout intéressé peut être admis à s'en prévaloir pour demander la liquidation (V. l'article de Savatier dans la *Revue critique de droit international*, 1935, p. 663 et suiv.). Ce raisonnement est juste, même si l'on admet que la société russe continue à vivre en qualité de société de fait ; l'existence d'une pareille société est également très précaire. Nous noterons seulement que telle ne semble pas être la conception de la jurisprudence qui ne considère pas toujours son jugement ordonnant la liquidation comme une simple constatation du fait. En effet, nous avons cité plus haut (p. 93) un jugement du Tribunal de commerce de la Seine qui a refusé de prononcer la liquidation de la société russe et a nommé un administrateur avec mission de contrôler les opérations des administrateurs. Nous ne croyons pas, malgré les bonnes intentions indiscutables des juges, que cette décision soit actuellement défendable, tant en droit qu'en fait.

Le droit à la demande en liquidation découle encore pour l'actionnaire de l'essence même du contrat de société. Dans toutes les sociétés, les actionnaires possèdent l'action sociale, dont l'exercice est soumis dans certains cas à l'assentiment de l'Assemblée générale. L'action sociale est justement créé pour combattre l'inertie ou la mauvaise gestion des administrateurs, et dans notre cas aucune assemblée générale ne peut donner quitus de leur gestion aux administrateurs et, par conséquent, mettre fin à l'action sociale. D'ailleurs, l'action en demande de dissolution anticipée pour raison grave n'est pas soumise (d'après la jurisprudence), même dans le cas d'une société fonctionnant normalement, à la loi de la majorité ; elle peut toujours être exercée *ut singuli* (V. art. 1871 du Code civil).

2) *Les créanciers sociaux.*

Il est indiscutable que les créanciers ont un grand intérêt à provoquer la liquidation régulière de la société russe.

Leur droit à cette action se justifie, dans la conception de M. Savatier, par l'intérêt qu'ils ont à voir liquider les sociétés russes. La jurisprudence admet facilement ce droit :

la demande en liquidation contre la Banque Azoff-Don a été introduite par les créanciers de cette banque, (*Danske Landmands, Central Bank for Norge contre Kamenka, Epstein, Société A.D.E.B., Tribunal de commerce de la Seine* du 21 janvier 1935, *Revue critique de droit international* p. 492) et la liquidation prononcée. D'ailleurs, la jurisprudence a depuis longtemps reconnu que les créanciers sociaux avaient le droit d'agir contre les anciens administrateurs pour obtenir d'eux la reddition des comptes. Nous rappellerons la décision que nous avons commentée plus haut dans l'affaire *National City Bank contre Société Renault russe* (Tribunal de commerce de la Seine du 12 juillet 1929, *Clunet* 1929, p. 1122); dans le même sens, voir le jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 23 janvier 1934, *Crédit français contre Koulmann* (*Revue critique de droit international* 1934, p. 782).

Cette demande présente, pour la jurisprudence, le caractère de l'action oblique de l'article 1166 du Code civil.

« ... les créanciers doivent être admis à faire valoir leurs droits sur le patrimoine social existant hors des frontières de la Russie soviétique; que l'exercice de ce droit trouve généralement sa base dans une action oblique, introduite aux lieu et place du débiteur, en vertu de l'article 1166; qu'en effet, lorsqu'on se trouve en présence de mandataires dont les fonctions statutaires sont expirées, les créanciers ont intérêt à exercer à la place de la société défailiante par voie d'action oblique, et les droits et actions qu'elle possède » (*Crédit Français contre Koulmann* précité).

Donc, le fondement du droit des créanciers est l'action oblique par laquelle les créanciers se substituent aux lieu et place de leur débiteur défailiant (la société russe en l'espèce) pour sauvegarder leurs droits.

Ont-ils en outre le droit d'exercer une action directe pareille à celle des actionnaires ? Nous savons que dans certains cas cette action directe est admise par la loi française : la loi de 1867 admet la demande du créancier en liquidation par voie directe dans deux cas : 1^o le nombre d'actionnaires est devenu inférieur à sept, et 2^o après la perte des 3/4 du capital social, les administrateurs ont

négligé de convoquer une Assemblée générale. On peut admettre, par extension, que cette action appartient aux créanciers toutes les fois que la dissolution résulte de la loi ou des statuts. Or, les statuts de toutes les banques russes prévoient la dissolution de la société après la perte d'une partie du capital social (1/4 bien souvent, comme pour la Banque internationale de Pétrograd). Il semble que cette condition est remplie dans l'état actuel des choses, et l'action directe des créanciers pourrait être recevable.

3) *Les administrateurs des sociétés russes.*

Les administrateurs ont, comme nous avons dit plus haut, un grand avantage à faire régulariser la situation des sociétés qu'ils gèrent, plus ou moins régulièrement.

Il semble qu'il soit impossible de leur refuser le droit de demander au nom de la société qu'ils représentent, la nomination d'un liquidateur. M. Savatier dit dans sa note précitée : « Tout intéressé étant admis à se prévaloir de l'inexistence en France de l'ancienne société russe peut, par conséquent, en demander la liquidation.

« Ce sera d'abord le cas de la société elle-même, agissant par ses organes de fait, et notamment, par ses anciens administrateurs ».

Comment cette action doit-elle être intentée ? Comme dans ce cas il ne s'agit plus d'une instance contradictoire, la demande sera introduite par voie de requête.

En pratique, les décisions que nous avons vues et dont l'initiative incombe incontestablement aux administrateurs, apparaissent comme des jugements intervenus dans une instance contradictoire. Tel est le cas, notamment de la Banque Internationale de commerce de Pétrograd ; dans cette espèce l'action a été introduite par l'Association des porteurs d'actions contre les administrateurs, mais l'Association demandait, dans son assignation, la nomination desdits administrateurs en qualité de liquidateurs :

« Attendu qu'à raison de dévouement, lisons-nous dans l'assignation, et de la compétence dont ont fait preuve les administrateurs ou directeurs de la banque, étant

donné en surplus la parfaite connaissance qu'ils ont des affaires sociales, qui les place mieux à même que quiconque pour liquider les questions litigieuses, il est désirable que les fonctions de liquidateurs leur soient confiés..... ».

Nous savons que le tribunal s'est rallié au désir des parties. Cette décision apparaît comme un véritable jugement d'expédient, créant un titre au profit d'une des parties en présence.

4) *Les débiteurs des sociétés russes.*

Nous avons dit que les débiteurs avaient intérêt à provoquer la liquidation pour pouvoir faire un paiement régulier et inattaquable : « Enfin — dit M. Savatier — il faut encore accueillir l'action des débiteurs de la société désireux de s'acquitter de leur dû entre les mains qualifiées ».

En effet, rappelons que le débiteur est tenu de vérifier les pouvoirs de la personne à qui il paie, s'il s'agit d'un mandataire.

Si la régularisation de la situation des sociétés russes est importante pour le débiteur, il n'y a aucune raison de lui refuser le droit de provoquer la liquidation de la société créancière.

5) *Le Ministère public.*

A la liste des personnes qui ont un intérêt direct à faire régulariser la situation des sociétés russes, il faut ajouter le Ministère public, en tant que le représentant de l'intérêt général. Dans sa note à la *Revue critique de droit international* (1935, p. 503) M. Niboyet, parlant de la désignation du liquidateur des sociétés russes, s'exprime de la façon suivante :

« Faut-il approuver la désignation d'un liquidateur judiciaire ? Evidemment, sauf que normalement, cette décision aurait dû, nous semble-t-il, plutôt être faite par le Président du Tribunal civil sur la requête du Ministère public et au nom de l'ordre public, s'agissant de patrimoines en France dont il convient de déterminer les ayants cause..... ».

Il est certain que l'intervention du Ministère public est très utile dans des cas où les biens sont à l'abandon. Dans d'autres cas, s'il y a gérance effective, quoique irrégulière, l'intervention du Ministère public serait souhaitable si les administrateurs s'obstinent à ne pas vouloir régulariser la situation ou se livrent à des opérations onéreuses pour les biens sociaux.

En résumant, nous admettons donc le principe que la demande en liquidation peut être valablement intentée par toute personne ayant intérêt à ce que la situation des sociétés russes soit régularisée.

Avant de passer au paragraphe suivant, il nous reste à répondre à une dernière question. Contre qui la demande en liquidation doit-elle être dirigée ? Est-ce contre les administrateurs ou autres détenteurs de biens sociaux pris en leur nom personnel, ou est-ce contre la société représentée par les anciens administrateurs, ceux-ci étant pris *ès-qualité* ?

Les décisions que nous avons en cette matière ne sont pas uniformes sur ce point : l'espèce de la Banque Internationale de commerce de Pétrograd a été introduite contre la banque et ses administrateurs « pris tant en leur nom personnel qu'en qualité d'administrateurs ou directeurs de la banque ou de ses succursales » ; l'espèce de la Banque Volga-Kama a été introduite de façon identique. Par contre, l'instance a été engagée tout autrement contre la Banque Russo-Asiatique : la banque, comme personne morale, n'y apparaît pas, seuls les administrateurs sont assignés en leur nom personnel.

Il est évident que les administrateurs en tant que détenteurs des biens sociaux sont nécessairement les défenseurs dans une instance en demande de liquidation ; pour M. Savatier, il est suffisant d'introduire cette instance contre un quelconque des détenteurs :

« L'action en liquidation sera valablement intentée contre tous détenteurs, gérants en fait des biens sociaux... ».

On se demande si cette façon d'introduire l'instance est suffisante et s'il ne fallait pas assigner également la société en personne de ses administrateurs pris *ès-qualité*. S'il est

juste de dire que la société russe est inexistante en tant que personne morale régulière il faut néanmoins admettre qu'elle continue à présenter ce caractère pour les besoins de sa liquidation ; c'est sa liquidation qu'on demande, en définitive, et les administrateurs ne sont touchés qu'en tant que gérants ou détenteurs des biens de la personne morale russe. Il nous semble donc (sans que cette question présente un intérêt pratique important) que la société doive être également attraitée dans toutes les instances de nominations de liquidateurs. A plus forte raison, cette mise en cause s'impose dans le cas des créanciers intentant l'action oblique de l'article 1166. Sur ce point, le jugement du Tribunal de commerce de la Seine, relatif à la Banque Azoff-Don nous paraît critiquable.

CHAPITRE II

ORGANISATION DE LA LIQUIDATION

Des décisions de jurisprudence se dégagent deux systèmes de l'organisation de la liquidation.

1^o Le premier système est celui des jugements du Tribunal de commerce de la Seine relatifs à la Banque Internationale et à la Banque de Volga-Kama ; dans ce système la liquidation est faite par deux organes : le Conseil de liquidation composé des anciens membres du Conseil d'administration (c'est l'organe « agissant » de la liquidation) et le liquidateur judiciaire dont la mission est de suppléer à l'absence de l'Assemblée générale, en contrôlant les opérations de liquidation du Conseil de liquidation. Cette organisation est formulée comme suit par le jugement relatif à la Banque Internationale :

Le Tribunal :

« Nomme le Comte Kokovtsoff (suivent les noms des autres administrateurs) liquidateurs de la Banque Internationale de commerce de Pétrograd ;

« Dit que ces liquidateurs constituent un Conseil de liquidation qui aura les pouvoirs les plus étendus pour représenter la banque en demande comme en défense, pour réaliser l'actif en bloc ou en détail, à l'amiable ou autrement, assumer le passif, régler tous comptes et faire le nécessaire selon la loi et usages du commerce sans aucune exception et réserve..... ;

« Nomme Piéton liquidateur, auquel pendant tout le temps qu'elle durera, le Conseil de liquidation devra rendre ses comptes au moins une fois l'an, avec pouvoir pour ledit commissaire, de se faire communiquer les éléments compta-

bles justificatifs pendant le mois qui suivra la reddition de ces comptes ».

Le principal trait caractéristique de ce système est le fait que la liquidation est confiée aux anciens administrateurs de la société, c'est-à-dire aux personnes qui ont assuré l'administration (quoique irrégulière) des biens sociaux à l'étranger après la Révolution russe. Rappelons que les espèces qui ont établi ce système de liquidation (comme nous l'avons dit plus haut) avaient le caractère spécial de jugement d'expédient ; dans ces instances, l'accord préalable entre les parties semble avoir été réalisé quant aux personnes à nommer en qualité d'administrateurs. Les extraits de l'assignation que nous avons cités plus haut confirment cette supposition. D'ailleurs, dans les motifs du jugement nous trouvons les phrases suivantes :

« Attendu que leur gestion des intérêts des actionnaires n'a donné lieu à aucune critique ;

« Attendu cependant que du fait de la nationalisation des banques en Russie, la B.I.C.P. n'a plus d'existence légale ; qu'elle fonctionne en France comme une société de fait ; qu'elle rencontre des difficultés insurmontables pour défendre ce qui subsiste du patrimoine commun, qu'il convient en conséquence de liquider cette société de fait sans existence légale ;

« Attendu que les anciens administrateurs qui ont continué à exercer leurs fonctions ont eu le mérite de sauvegarder une partie du patrimoine des actionnaires ;

« Qu'ils paraissent, dans ces conditions, capables de liquider au mieux l'actif social ;

« Qu'il échet, en conséquence, de leur confier les fonctions de liquidateurs..... ».

Il résulte, de la lecture de cette décision, que la mesure prononcée n'a pas pour but d'apurer les comptes des gérants de la société envers les actionnaires, mais, au contraire, de faciliter auxdits gérants la tâche de la liquidation qu'ils se sont, paraît-il, déjà imposée depuis longtemps.

Nous dirons plus bas ce que nous pensons de ce système de liquidation. Pour terminer, nous devons dire deux mots du rôle de liquidateur :

« Attendu, toutefois, que la liquidation d'une société anonyme comporte un contrôle de l'Assemblée générale des actionnaires ; que ce contrôle en fait, ne peut être exercé ;

« Qu'il convient, en conséquence, dans l'intérêt commun des actionnaires, d'organiser un contrôle équivalent qui sera confié à un mandataire de justice..... ».

Le rôle du liquidateur se trouve nettement précisé : il remplace l'Assemblée générale dans ses fonctions de contrôle et de surveillance des opérations de liquidation.

2° Le second système qui consiste à nommer comme liquidateur un mandataire de justice en écartant les anciens administrateurs, a été adopté par le tribunal de commerce à l'égard de la Banque Azoff-Don. Dans cette espèce, les actionnaires de la Banque Azoff-Don, d'un côté, et ses créanciers de l'autre, demandaient la nomination d'un liquidateur. Tandis que les actionnaires demandaient la nomination des anciens administrateurs en qualité de liquidateurs, les créanciers se sont nettement opposés à cette nomination en demandant que ce mandat soit confié à un représentant de justice. Voici les attendus de ce jugement :

« Attendu, enfin, qu'il (un actionnaire de la banque) demande la nomination, en qualité de liquidateur de la banque "de..... (suivent les noms des anciens administrateurs) ; de régler les attributs du Conseil de liquidation qu'ils formeront ; de désigner un auxiliaire de justice auquel ils devront rendre compte ;

« Mais attendu que s'il est vrai qu'aucun grief sérieux ne soit articulé contre eux, à raison de leur longue gestion des biens dépendant de l'actif de la Banque et pour honorables que soient leurs personnalités, ils n'ont jamais eu souci de s'adresser à justice pour régulariser une situation qu'ils ne pouvaient tenir comme normale ;

« Que leur nomination en qualité de liquidateurs des biens qu'ils détiennent est vivement combattue par les demandeurs (c'est-à-dire créanciers).

« Qu'à raison de l'opposition d'intérêts existante, il échet pour la bonne administration de la justice de désigner un liquidateur étranger aux parties en cause... ».

« Qu'aussi bien cette nomination aura pour effet de simplifier la procédure de liquidation en évitant pour les opérations à venir l'organisation du contrôle sollicité par les défendeurs eux-mêmes ...

« Par ces motifs — Dit que la Société Banque d'Azoff-Don est dissoute par application des lois soviétiques.

« En conséquence, nomme Catat liquidateur de tous les biens détenus par les anciens administrateurs de ladite société ;

« Lui confère les pouvoirs les plus étendus ;

« Lui confère, en outre, la qualité d'arbitre rapporteur sur les contestations nées ou à naître entre les parties... »,

Le tribunal a écarté la candidature des anciens administrateurs et a donné droit à la demande des créanciers en nommant en qualité de liquidateur un mandataire de la justice.

Il faut immédiatement souligner les différences qui séparent cette espèce des deux jugements étudiés plus haut : dans ce dernier cas nous ne voyons pas d'accord préalable sur la personne des liquidateurs ; le tribunal doit prendre en considération l'opposition nette des créanciers à la nomination des anciens administrateurs ; l'instance ne se déroule plus entre les actionnaires et les anciens administrateurs, contre qui aucun grief n'est soulevé et auxquels les actionnaires désireraient plutôt donner des pouvoirs plus étendus ; au contraire, les créanciers n'entendent plus laisser la liquidation entre les mains des administrateurs qui sont accusés d'avoir trop laissé traîner la situation irrégulière des sociétés russes. C'est pourquoi la nomination du liquidateur est dirigée contre les administrateurs « sans qu'aucun grief sérieux ne soit articulé contre eux à raison de leur longue gestion ... » ; ces derniers devront rendre compte de la gestion à ce liquidateur qui a les pouvoirs les plus étendus afin de mener à bien cette liquidation.

Ainsi, une différence de la situation de fait a créé deux modes de liquidation des anciennes sociétés russes, Que devons-nous penser de cette organisation de la liquidation ? D'abord une première question : les anciens administrateurs peuvent-ils être liquidateurs des anciennes sociétés

russe ? Pour justifier cette nomination on a invoqué des raisons d'ordre théorique et d'ordre pratique. Dans une consultation présentée pour une des instances citées plus haut, un éminent jurisconsulte russe soutenait que la nomination en qualité de liquidateurs des anciens administrateurs russes résulte des dispositions de la loi russe. Dans cette consultation, M. Eliachévitch commence par rappeler que l'organisation de la procédure de liquidation des sociétés est laissée aux soins des administrateurs : ce sont eux qui désirent convoquer l'Assemblée générale et assurer la publicité nécessaire.

« En chargeant le Conseil d'administration, écrit M. Eliachévitch, de veiller sur ce que la société soit dissoute au cas prévu par les statuts, la loi russe lui indiquait la manière de procéder dans ce cas. Le Conseil d'administration, comme il a été dit, convoque dans le délai le plus court admis par les statuts de la banque, une assemblée générale pour statuer sur la liquidation. Les statuts des banques stipulaient que la même Assemblée générale « doit nommer un ou plusieurs administrateurs et déterminer le mode de liquidation en conformité avec le mode indiqué à l'article 2188 des Lois Civiles, t. X, P. 1 ». « Or, l'article 2188 des lois civiles auquel renvoient les statuts porte : « En cas de dissolution de la société, le Conseil d'administration entreprend tout d'abord la liquidation des opérations de la société... ». Ici, c'est le Conseil d'administration même qui fonctionne en qualité de liquidateur. Il est évident que cet article prévoit, comme cas normal, que l'Assemblée générale, en statuant sur la dissolution de la société, charge le Conseil de fonctionner en qualité de liquidateur... ».

Et plus loin : « L'article 2188 des Lois Civiles considère comme cas normal que le Conseil d'administration fonctionne comme liquidateur. Le Code de Crédit stipule que jusqu'à la nomination des liquidateurs (par l'Assemblée générale), leurs fonctions sont remplies par les membres du Conseil d'administration. *On a droit de tirer de ces dispositions du droit russe la conclusion que, vu l'impossibilité de convoquer l'Assemblée générale des actionnaires, c'est le Conseil d'administration qui doit diriger les opérations de la*

liquidation, au moins jusqu'au moment où cette convocation de l'Assemblée générale sera possible... ».

M. Eliachévitch conclut : « Dans les conditions actuelles, la décision la plus conforme à l'esprit des lois russes serait la nomination des membres du Conseil d'administration mandataires de justice aux fins de la liquidation ».

La nomination du liquidateur judiciaire, pour surveiller les opérations de liquidation, est également, d'après cette consultation, conforme au droit russe. En effet, en droit russe (comme en droit français, d'ailleurs) la liquidation doit se faire sous le contrôle de l'Assemblée générale. Or, il est prévu pour le cas où celle-ci ne pourrait pas se réunir, que le tribunal prendra en mains cette surveillance et contrôlera la gestion des administrateurs par l'intermédiaire d'un liquidateur :

« Le tribunal peut dans certains cas se substituer à l'Assemblée générale des actionnaires. Le Conseil d'administration pourrait s'adresser au tribunal en lui exposant que les conditions qui nécessitent la liquidation de la société sont présentes et demander au tribunal de le charger de la liquidation de la banque. Dans ce cas, les administrateurs de la banque seront considérés comme mandataires de justice responsables devant le tribunal ».

Ainsi cette organisation de liquidation se trouve pleinement justifiée au point de vue théorique par le droit russe. M. Eliachévitch a pris soin, pour le cas où le droit russe tsariste serait considéré comme étant aujourd'hui sans effet, d'ajouter que les lois actuellement en vigueur en Russie soviétique ne font que répéter les règles posées par ledit droit tsariste.

Malgré l'abondance des textes cités à l'appui, il est permis de douter de la solidité de cette construction juridique et de son application dans le cas des sociétés russes à l'étranger. Si la nomination d'anciens administrateurs en qualité de liquidateurs n'est certainement pas interdite dans une liquidation amiable, elle semble plus ou moins contraire à l'esprit du droit russe quand il s'agit d'une liquidation forcée. La liquidation est dirigée dans ce cas contre les administrateurs qui ont amené par leur gestion la nécessité

de liquidation (par exemple, dans le cas de la perte d'une partie importante de l'actif d'une banque). Il résulte de la consultation même de M. Eliachévitch que les administrateurs sont tenus, dès la mise en liquidation, de réunir une Assemblée générale, afin de faire nommer les liquidateurs. Or, il est certain, et à quelque moment qu'on place la mise en liquidation des sociétés russes, que les administrateurs ont laissé passer un long délai avant de penser à régulariser leur situation. Il semble donc que le droit russe présente une base assez fragile à cette nomination ; tout au plus, peut-on dire qu'il n'exclut pas les anciens administrateurs du nombre des personnes pouvant être nommées liquidateurs. M. Savatier, dans son article précité, arrive aux mêmes conclusions : « d'après le droit russe, dit-il, cette nomination est possible si les administrateurs n'ont pas vu expirer la durée conventionnelle de leur mandat.

« Cette durée étant aujourd'hui pratiquement expirée pour tous les anciens administrateurs de sociétés russes, et l'impossibilité de convoquer l'Assemblée générale mettant à néant les garanties de liquidation prévues par les statuts ou par l'ancienne loi, les anciens administrateurs n'ont aucun droit acquis à réclamer du tribunal les pouvoirs de liquidateurs ».

Si nous nous plaçons maintenant sur le plan international, il n'est pas sûr que ce soit la loi russe qui doive être appliquée pour la liquidation des sociétés russes en France. S'il est exact de dire, comme le fait M. Eliachévitch, que c'est la loi nationale de la Société qui détermine l'extinction de la personne morale, il n'est plus juste d'étendre cette règle aux modes de liquidation des biens de cette société. Il est conforme à la doctrine française de droit international de dire qu'une fois l'extinction de la personne morale russe constatée conformément aux dispositions de sa loi nationale, c'est-à-dire russe, c'est le droit français qui doit être consulté pour déterminer le mode de liquidation des biens de cette société, situés en France. Le juge français reste libre de choisir le liquidateur.

Une fois les considérations théoriques, tirées du droit russe, écartées, envisageons la question de participation

des anciens administrateurs aux opérations de liquidation, en se basant sur le terrain des dispositions du droit français et des considérations pratiques. Il y a certainement un cas où leur participation doit être indiscutablement écartée : lorsque leur nomination est combattue, soit par les créanciers sociaux, soit par les actionnaires. La personnalité des administrateurs devient suspecte, et il est inadmissible de leur laisser le soin de la liquidation. C'est le cas de l'espèce de la Banque Azoff-Don : la nomination des administrateurs était vigoureusement combattue par les créanciers sociaux¹.

Cette hypothèse mise à part, que devons-nous décider pour les autres cas ? Plusieurs opinions ont été émises à ce sujet : pour M. Niboyet (voir sa note précitée à la *Revue critique de droit international* et ses interventions aux débats du Comité français de droit international privé, 1934 et 1935), les anciens administrateurs doivent être en principe écartés de la liquidation. Leur nomination en qualité de liquidateurs paraît « trop empirique autant que parfaitement arbitraire.... Puisque toute continuation d'activité paraît désormais impossible, la solution de la liquidation par un liquidateur nommé par le tribunal s'impose. Celui-ci peut s'adjoindre les anciens administrateurs pour lui faciliter la liquidation, s'il le croit utile, mais officieusement cela suffit.... Comment nommer les administrateurs d'une société eux-mêmes liquidateurs, alors qu'il s'agit précisément de les mettre désormais hors d'état d'agir sur la destinée de la société..... ». Donc, c'est une liquidation ordonnée par la justice et faite par les soins de la justice. Rappelons que, pour P. Niboyet, la situation des sociétés russes qui ont perdu toute personnalité morale intéresse l'ordre public français ; au nom de cet ordre, le Ministère public doit intervenir en provoquant la liquidation du patrimoine appartenant aux sociétés russes :

« Le principe de la liquidation obligatoire découle de l'ordre public français. Un patrimoine, désormais, n'a plus

1. « Que leur nomination en qualité de liquidateurs des biens qu'ils détiennent est vivement combattue par les demandeurs (c'est-à-dire créanciers) ».

de maître parce que c'est un patrimoine de société qui n'a plus de personnalité morale ». (Travaux du Comité, 1935, p. 32).

Il est évident que de ce fait les administrateurs doivent être écartés de la liquidation.

A l'opposé de cette thèse, nous citerons les observations présentées par M. Ripert, à la séance du Comité de droit international (1935, p. 28) :

« Il y a tout d'abord un principe à poser, c'est que le droit de liquidation appartient aux associés ; c'est leur affaire à eux tant qu'aucun créancier ne demande la mise en faillite de cette société de fait ; je comprends que le tribunal puisse intervenir pour repousser la demande de certains intéressés, ceux qui sont les administrateurs de la société, s'il n'a pas confiance en eux...

« Je ne vois pas comment, et par application de quel principe, on pourrait décider que des gens qui représentent normalement la masse des associés (qui la représentent, soit en vertu d'un pouvoir régulier, soit en vertu du consentement tacite et maintenu des associés) n'auraient pas le droit de liquidation ».

M. Savatier se prononce dans le même sens, mais exige un contrôle sévère de la part de la justice :

« La logique paraît être d'effectuer la liquidation avec la collaboration des anciens administrateurs qui sont, en effet, particulièrement au courant des affaires sociales. Mais il ne peut être question de leur donner des pouvoirs sans contrôle. Dans l'impossibilité de réunir l'Assemblée générale, c'est la justice qui doit protéger les absents et les faibles en leur nommant un représentant. C'est à ce dernier que les anciens administrateurs auront à rendre compte, car on ne conçoit pas pour eux de décharge sans une telle reddition de comptes... ».

La question de la participation des administrateurs aux opérations de la liquidation est très délicate. Il faut toujours avoir présente à l'esprit la situation dans laquelle se sont trouvées les sociétés russes après la révolution. N'oublions pas que les administrateurs dont il est question ne sont plus des mandataires réguliers qui sollicitent l'autorisation de

liquider la société dont la liquidation est prononcée pour une raison quelconque. Les administrateurs des sociétés russes sont des mandataires dont le mandat a expiré depuis longtemps ; pendant ces dernières années, ils ont géré les biens sociaux sans aucun mandat, sans aucun contrôle des actionnaires. Cette situation aggrave sérieusement la méfiance qu'on peut avoir à leur égard. Mais ce qui est plus grave encore (et nous verrons ceci en détail plus bas), c'est le fait qu'en plus d'une liquidation normale de l'activité sociale des sociétés russes, les liquidateurs auront spécialement à s'occuper des opérations traitées par les administrateurs au cours de leur gestion irrégulière, dont nous avons parlé plus haut. Il ne s'agit pas seulement (comme cela se présente dans une liquidation ordinaire d'une société) de vérifier les comptes du dernier exercice, mais d'examiner minutieusement les actes passés par les administrateurs à l'étranger après la Révolution russe, depuis le moment où leurs pouvoirs ont cessé d'être réguliers. Comme a dit très justement M^e Tager dans une de ses plaidoiries, liquider dans les conditions actuelles, c'est « demander l'annulation des actes des anciens administrateurs, ou du moins examiner si leurs actes n'auraient pas dû être annulés ». En définitive, liquider « c'est plaider contre les anciens administrateurs ».

Dans ces conditions, il est difficile de charger les administrateurs de la mission de liquidation. Mais, d'un autre côté, la présence des administrateurs au Conseil de liquidation facilitera grandement la tâche de ce conseil. Ils sont au courant des affaires sociales, et comme nous sommes en présence d'institutions dont la comptabilité peut bien souvent faire défaut, la connaissance de ces affaires est indispensable au Conseil de liquidation. Quelquefois, seuls les anciens administrateurs peuvent indiquer les créances que possède la banque et qui n'auraient pas encore été réclamées. Ainsi, au point de vue pratique, la collaboration la plus étroite entre le liquidateur et les anciens administrateurs, présente un très grand intérêt.

Que doit-on décider, en définitive, sur la participation des administrateurs à la liquidation ? Doit-on les écarter

définitivement et dans tous les cas ? Nous croyons qu'il y a lieu de faire une distinction. Rappelons que la situation de fait de diverses sociétés russe à l'étranger n'est pas identique ; la conduite des anciens administrateurs n'est pas non plus la même dans tous les cas.

Il est incontestable que les anciens administrateurs doivent être écartés de la liquidation :

1° si les créanciers ou les actionnaires protestent contre leur nomination en qualité de liquidateurs ;

2° si dans le passé la gestion des administrateurs prêtait à la critique de la part des actionnaires ;

3° nous étendrons cette exclusion à tous les administrateurs qui ont constitué en France la société de fait dans les conditions étudiées par nous plus haut. En effet, cette activité sociale créée par les administrateurs à l'étranger est nettement irrégulière, et ce sont justement des actes passés à l'occasion de cette activité qui peuvent être le plus facilement annulés. Dans ce cas la majeure partie de la procédure de liquidation sera dirigée contre les anciens administrateurs.

Quant aux administrateurs qui n'ont fait que diriger les succursales préexistantes, ils apparaissent moins suspects et il nous semble qu'ils peuvent participer aux travaux de liquidation, si toutefois ils ne sont pas écartés en vertu des règles précitées.

Nous considérons, à plus forte raison, comme liquidateurs possibles les administrateurs qui n'ont fait aucune opération sur les biens sociaux en attendant la régularisation de leur situation¹.

Tels sont les cas dans lesquels la participation des administrateurs aux travaux de liquidation est possible. Mais cette participation, croyons-nous, ne justifie pas l'organisation préconisée par le tribunal dans l'affaire de la Banque internationale : cette organisation basée sur la consultation de M. Eliachévitch, ne nous donne pas satisfaction. Il nous semble que c'est le liquidateur judiciaire

1. Voir sur les diverses positions des administrateurs notre étude sur la nature des sociétés russes, p. 126 et s.

qui doit être chargé des opérations effectives de la liquidation, les anciens administrateurs ne faisant que collaborer avec ce mandataire de justice. De ce fait, cette organisation à deux degrés est simplifiée, et l'initiative de la liquidation est remise entre les mains d'une personne dont l'impartialité ne peut être aucunement mise en doute.

Dans le cas où les administrateurs sont chargés de la liquidation, cette organisation peut-elle être modifiée par la suite ? Il est évident que le jugement instituant ce mode de liquidation peut être attaqué par tierce opposition ; ainsi il a été formé une tierce opposition par un groupe d'actionnaires contre le jugement prononcé dans l'affaire de la Banque Internationale de commerce ; cette demande a été rejetée, le Tribunal ayant confirmé sa décision précédente. Outre cette voie ordinaire, il semble que cette organisation peut être modifiée à tout moment pour en écarter les anciens administrateurs. C'est l'opinion de M. Niboyet.

« Nous estimons même qu'à tout moment l'intérêt public étant en jeu une liquidation judiciaire pourrait encore être substituée à celle des administrateurs ainsi chargés de l'effectuer tout à fait à tort, selon nous... ».

La demande d'une des parties intéressées (y compris le Ministère public) peut provoquer la modification dans les organes chargés de la liquidation.

En résumé, la liquidation des biens des sociétés russes est faite actuellement (conformément à la jurisprudence) soit 1^o par les anciens administrateurs sous la surveillance d'un mandataire de justice, soit, 2^o par le mandataire de justice directement.

Ajoutons, que cette organisation ne vise que les sociétés russes *in bonis*. Si elles apparaissent insolvables leur liquidation doit suivre les règles de la faillite ou de la liquidation judiciaire de la loi de 1889. Il est conforme aux principes de droit international français que les sociétés étrangères peuvent être mises en faillite en France lorsqu'elles y possèdent une succursale ou s'y manifestent en qualité des sociétés de fait.

« ... Il s'agit d'une société en état de cessation de paiement, — dit M. Niboyet — et, dans ce cas, la faillite comme

la liquidation judiciaire de la loi de 1889 doivent l'atteindre dès l'instant où elle a en France une succursale constituant une société de fait ».

D'ailleurs, déjà en 1926 les Tribunaux français prononçaient la liquidation judiciaire contre les sociétés russes en France (Banque Russo-Asiatique, jugement de mise en liquidation judiciaire du 1^{er} octobre 1926).

En 1936, le Tribunal de commerce n'a pas hésité de mettre en faillite la Banque Azoff-Don sur la demande d'un de ses créanciers (Tribunal de commerce de la Seine, jugement du 6 juin 1936). Il est assez curieux de constater que ce jugement a été rendu sur la requête d'un créancier dont la créance contre la banque était en roubles, donc sans aucune valeur. Ajoutons que cette faillite a été prononcée contre la société dont la liquidation a déjà été prononcée par le Tribunal mais qui s'est révélée, par la suite, insolvable. L'organisation de la faillite se substitue à celle de la liquidation et le syndic prend la place du liquidateur pour mener les opérations de la liquidation. Cette substitution est nettement définie par l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 4 janvier 1938 (MM. B. Kamenka, A. Kamenka, Epstein et autres contre la société anonyme Den Danske Landmansbank og Vekselbank et autres); l'arrêt rejette la demande de certains créanciers de la Banque Azoff-Don tendant à la nomination d'un liquidateur en se basant sur le fait que cette banque a déjà été mise en faillite par le jugement précité et que le syndic s'occuperait de toutes les opérations en cours.

C'est donc seulement les sociétés sans aucune activité en France (comme la Banque Volga-Kama, par exemple) qui échapperont, le cas échéant, à cette procédure.

Quels sont les pouvoirs conférés au Conseil de liquidation ? Les tribunaux lui donnent les pouvoirs les plus étendus sans bien les préciser : «... le Conseil de liquidation qui aura les pouvoirs les plus étendus pour représenter la banque en demande, comme en défense, pour réaliser l'actif en bloc ou en détail, à l'amiable ou autrement, assurer le passif, régler tous comptes et faire le nécessaire selon la loi et usages du commerce, sans aucune exception, ni réserve... »

(jugement dans l'affaire de la Banque Internationale de commerce).

Les pouvoirs ainsi définis (et dans l'espèce cités il s'agit d'un Conseil composé des anciens administrateurs) apparaissent comme la consolidation des pouvoirs indéfinis et irréguliers qu'avaient les anciens administrateurs avec seule restriction résultant du but de ces opérations qui est celui de la liquidation. Nous rappellerons ici les paroles de M. l'Avocat général Sevestre qui, en 1929, réclamait une pareille organisation :

« Qu'un actionnaire demande la liquidation de la société... Le liquidateur qui sera nommé aura qualité pour venir devant la justice, sans que cette fois le Phénix Espagnol (débiteur en l'espèce) puisse contester sa qualité.... ».

Mais les pouvoirs du conseil de liquidation ont un autre aspect, et celui-ci, apparaît dans l'espèce Azoff-Don, où il est dit simplement : « Nomme Catat liquidateur de tous les biens détenus par les anciens administrateurs de ladite société, lui confère les pouvoirs les plus étendus ».

En combinant les deux décisions nous résumerons comme suit les pouvoirs du Conseil de liquidation :

1° pouvoirs à l'égard des tiers — le conseil est habile à ester en justice pour obtenir la restitution des objets appartenant à la société ou le paiement des dettes dues à la société ; par contre, la société est régulièrement atteinte en la personne de ses liquidateurs ;

2° pouvoirs à l'égard des anciens administrateurs — le conseil a le droit d'exiger d'eux un compte rendu minutieux de leur gestion à l'étranger. Il est évident que ce dernier contrôle sera exercé dans les liquidations où participent les anciens administrateurs, par le mandataire de justice, et non par les administrateurs eux-mêmes revêtus de nouveaux pouvoirs. Rappelons que dans ce cas il ne s'agit, pour nous, que de simples actes de conservation facilement contrôlables.

De toute façon, les deux aspects des pouvoirs des liquidateurs nous apparaissent indispensables pour la bonne marche de la liquidation. Il nous semble donc que les pouvoirs conférés à Catat pour la liquidation de la Banque

Azoff-Don ne sont pas suffisants, puisqu'il n'apparaît que comme liquidateur des biens détenus par les administrateurs. Or, nous savons que la majorité des sociétés russes possèdent des biens et créances dont elles n'ont pu obtenir le paiement ou livraison. Le rôle du liquidateur consiste indiscutablement à réunir entre ses mains toutes les sommes et tous les biens appartenant à la société.

En résumé, le conseil de liquidation doit posséder les pouvoirs les plus étendus pour agir tant contre les tiers (débiteurs et détenteurs des biens) que contre les anciens administrateurs, en vue de réunir tous les biens appartenant à la société. Il semble également que ce conseil a les mêmes pouvoirs pour admettre ou rejeter les créances contre la société puisqu'il représente valablement la société dans toutes les instances. Beaucoup de ces questions vont être reprises dans le paragraphe suivant sous un autre aspect.

Cette organisation qui donne satisfaction au point de vue pratique, est-elle conforme aux règles du droit français ? Certains auteurs en doutent ; ainsi M. Perret, dans son livre précité écrit (p. 116).

« ... C'est une véritable jurisprudence prétorienne. Le tribunal estime qu'il doit diriger et ordonner la liquidation « pour la bonne administration de la justice » ou parce qu'il y a des raisons d'ordre public pour faire cesser un état qui n'a que trop duré ». Cette jurisprudence paraît donc illégale ». Pour cet auteur, la meilleure solution consiste à mettre toutes les sociétés en faillite ou prononcer leur liquidation judiciaire.

S'il est exact de dire que la loi française n'a pas de dispositions réglant la liquidation des sociétés *in bonis* nous ne croyons pas qu'on puisse aller jusqu'à dire que l'organisation de liquidation préconisée par le tribunal de commerce soit illégale. Quant à la mise en faillite, elle ne peut être exigée qu'à l'égard des sociétés qui se sont effectivement trouvées insolvables ; d'ailleurs, comme nous l'avons vu plus haut, les tribunaux n'hésitent pas à prononcer la faillite de ces sociétés.

CHAPITRE III

LA COMPOSITION DES ACTIFS ET DES PASSIFS DE LA LIQUIDATION

Une fois le conseil de liquidation nommé, il s'occupera, conformément à la mission qui lui a été conférée de la détermination, d'un côté, des biens qui constituent l'actif de la société en liquidation et, de l'autre, des prétentions des créanciers de la société russe qui constitueront le passif de ladite société.

Occupons-nous d'abord de l'actif.

1° *Actifs.*

Ces avoirs sont dispersés dans tous les pays du monde et peuvent se présenter sous de multiples aspects : biens meubles, immeubles, soldes créditeurs en banques, créances etc... D'autre part, ces biens peuvent être entre les mains des administrateurs. Mais ils peuvent être détenus par des débiteurs, par toute personne qui aurait refusé de les livrer aux anciens administrateurs, ou à qui ils n'auraient pas été réclamés (nous savons que ces cas sont nombreux, la jurisprudence ayant toujours refusé le droit aux anciens administrateurs de prendre possession des actifs de leur société).

A) Les biens se trouvant entre les mains des personnes autres que les anciens administrateurs.

Le Conseil de liquidation est évidemment à même de réclamer la restitution de ces biens ou le paiement des dettes lorsqu'il s'agit des débiteurs qui se trouvent en France. Comme nous l'avons vu plus haut, le Conseil a le

pouvoir d'ester en justice et de poursuivre valablement tous les débiteurs récalcitrants. La défense des débiteurs basée sur l'irrégularité de pouvoirs, n'a aucune chance d'être retenue par le tribunal.

Il est évident que le Conseil se gardera bien de poursuivre le paiement des créances en roubles (qui sont d'ailleurs très rares à l'étranger) car cette tentative est vouée à un échec certain ; nous rappellerons que les créances en roubles ne peuvent constituer l'objet d'un litige étant donné la démonétisation complète du rouble. Par contre, toutes les autres créances sont en principe récupérables ; nous ne croyons pas qu'une prescription quelconque puisse être opposée au Conseil de liquidation, vu la situation anormale des sociétés russes à l'étranger.

La question est plus complexe en ce qui concerne les débiteurs qui se trouvent à l'étranger. Le Conseil de liquidation peut-il se prévaloir à l'étranger des pouvoirs que lui a conférés un tribunal français ? En principe, admettant que la société russe reste une personne morale pour les besoins de sa liquidation, elle reste titulaire de tous les biens ayant appartenu à la société russe, dans quelque pays que ces biens se trouvent. Nous n'admettons pas la théorie soutenue dans divers pays en vertu de laquelle la société russe ayant perdu sa personnalité morale, ses biens ont formé dans chaque pays des masses distinctes, soumises uniquement aux lois internes desdits pays. Ainsi, la question posée sous cet angle, exige, d'après nous, une réponse affirmative, c'est-à-dire que les liquidateurs français peuvent en principe entrer en possession des biens situés à l'étranger.

Mais cette question est très complexe et présente une grande diversité d'aspects. Tout d'abord, les liquidateurs français n'ont aucune chance de réussir dans les pays où le principe de la stricte territorialité est admis à l'égard des sociétés russes (comme, par exemple, en Pologne). Dans ces pays (comme nous le verrons par la suite, v. p. 241), il est admis que la société russe ayant cessé d'exister, ses biens à l'étranger se sont divisés par pays en masses distinctes ; ainsi, pour reprendre la législation polonaise, les biens russes se trouvant en Pologne, constituent une masse

indépendante de tous les autres biens de la même société se trouvant à l'étranger et sont affectés à la liquidation uniquement des dettes polonaises. Il est évident que dans ces pays la demande des liquidateurs français sera rejetée.

Dans d'autres pays, où cette législation n'existe pas, il se peut que les sociétés russes aient déjà été mises en liquidation et que celle-ci ait été organisée conformément aux lois du pays. Tel est le cas de l'Angleterre où l'on procède à la liquidation d'un certain nombre de sociétés russes ; ou encore de la Chine, où sont liquidés de très importants avoirs de la Banque Russo-Asiatique. Dans ces pays également, les tribunaux donnent la préférence aux liquidateurs nationaux et rejettent la demande des liquidateurs français.

Quelle est la situation des liquidateurs français dans les autres pays ? Les pouvoirs qui leur ont été conférés par les juges français, ont-ils le caractère territorial ou sont-ils suffisants pour leur permettre d'appréhender les avoirs sociaux à l'étranger ? La question s'est posée en Belgique au sujet de la Banque Russo-Asiatique. Les représentants de cette banque — M. Benoist, liquidateur judiciaire nommé par jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 1^{er} octobre 1926 (cette banque, comme nous l'avons dit plus haut, était en état de cessation de paiement), et M. Levieux, administrateur *ad hoc* nommé par jugement du même tribunal le 18 octobre 1926, ont saisi-arrêté à Bruxelles les sommes appartenant à la National City Bank of New-York en vue d'obtenir le paiement d'une créance que la Banque Russo-Asiatique avait sur ladite banque américaine. D'où une instance en validité de la saisie-arrêt, tranchée en dernier lieu par arrêt de la Cour de Bruxelles du 11 juillet 1936. Comme le tribunal de première instance, la Cour de Bruxelles contrairement à la consultation du Professeur Ch. de Visscher, a débouté la Banque Russo-Asiatique.

Pour M. de Visscher, le système d'après lequel les juges belges refusent de reconnaître les liquidateurs français, présente de très grands dangers pratiques. Les juges belges attachés au système de l'universalité de la faillite, refusent ce caractère à la liquidation de la Banque Russo-Asiatique

organisée à Paris, étant donné qu'il s'agit dans ce cas, non plus de la liquidation de la société en totalité, mais seulement d'une de ses succursales :

« ... le système du jugement — écrit le savant professeur — aboutit à cette conséquence déplorable qu'aux yeux du juge belge, il ne se trouverait aucune juridiction pour ordonner la liquidation de la Banque Russo-Asiatique. Il ne saurait être question, en effet, d'y pourvoir en Russie, attendu qu'au regard de ce pays, tout siège social a disparu en fait comme en droit, tout comme a disparu, par l'effet des décrets de nationalisation, la société elle-même ».

Plus loin, il réfute les objections soulevées par le tribunal et résultant de l'ordre public belge et des règles de compétence résultant de la convention franco-belge du 8 juillet 1899. Il conclut en disant que la nomination des liquidateurs en France est parfaitement en règle avec la conception belge du droit international, et qu'il y a tout intérêt à ce que ces liquidateurs puissent appréhender en Belgique les biens appartenant à la société russe et procéder de ce fait à une liquidation plus équitable du patrimoine social ; le système du tribunal a pour effet un résultat « qui, du point de vue de l'intérêt général et plus particulièrement du crédit public, paraît franchement inacceptable. Il se traduit par une véritable carence de la justice belge, refusant en l'occurrence toute considération et toute assistance à une œuvre de liquidation qui, manifestement, est d'intérêt général ».

Cette consultation, quoique ayant modifié l'argumentation de la Cour, n'a pas changé, néanmoins, la solution donnée au litige par le Tribunal : la Cour a également débouté les représentants de la société russe.

L'argumentation de la Cour se base sur deux idées parallèles : l'existence de la Banque russo-asiatique comme personne morale et la validité en Belgique des mandats conférés aux liquidateurs par les tribunaux français.

La première question reçoit une réponse négative : pour la Cour, les sociétés russes n'ont plus de personnalité morale ; la Cour le démontre avec une abondante documentation à l'appui. Nous laisserons ce point de côté et nous nous

occuperons de la seconde question, celle du mandat des liquidateurs.

Pour la Cour, par le fait que la Banque Russo-Asiatique a perdu sa personnalité juridique, la liquidation de cette banque, organisée en France, ne peut concerner que les biens de cette banque se trouvant en France où certains représentants de la banque russe ont formé une société de fait « sans statut juridique bien défini ». D'ailleurs, ajoutent les juges, la liquidation de cette banque a été organisée simultanément dans trois pays différents, chaque procédure suit les lois du pays où elle a lieu : en France, en Chine et en Angleterre les liquidateurs s'occupent des biens de cette banque, et on ne voit aucune raison de préférer, en Belgique les liquidateurs français aux liquidateurs anglais ou chinois. Si l'on était en face de la liquidation régulière d'une société ayant régulièrement fonctionné, on aurait pu invoquer le principe belge de l'unité de la liquidation. Or la société en cause n'a rien d'une société régulière, et il est parfaitement normal que, vu son existence irrégulière, les juges français se soient occupés (conformément à l'opinion de M. Niboyet) de sa liquidation. Si une pareille situation s'était produite en Belgique, les juges belges n'auraient pas hésité non plus à prononcer la liquidation, et dont la compétence « se justifierait sur le plan du droit international privé par les considérations de crédit public territorial et spécialement par la nécessité de sauvegarder les intérêts des créanciers de la société en Belgique, comme aussi ceux des associés ». Mais il est certain que ces pouvoirs auraient un caractère nettement territorial ; si nous appliquions ce même principe aux juges français il s'en suivrait *mutatis mutandis* que :

« s'agissant de l'exercice en Belgique des pouvoirs conférés aux liquidateurs de la Banque Russo-Asiatique, ancienne société anonyme russe, admise comme société de fait, au bénéfice de liquidation judiciaire, par le Tribunal de commerce de la Seine, les tribunaux belges ne sauraient reconnaître aux appelants le droit d'ester en Belgique à l'effet d'y poursuivre, au profit de leur liquidation, par la voie d'une action en paiement ou d'une saisie-arrêt, la récupération de leur prétendue créance à charge de la société intimée...

« Considérant que ce qui tend à écarter les prétentions des liquidateurs Benoist et Levieux d'exercer leurs pouvoirs devant nos Tribunaux..., c'est le caractère essentiellement territorial en l'espèce de la loi française et des pouvoirs conférés par le Tribunal de la Seine au liquidateur en vertu de cette loi ;

« Attendu que la mission dévolue aux appelants Benoist et Levieux consiste à réaliser en France l'actif représenté par les biens situés en France ; les opérations de la liquidation s'effectuant sous le contrôle du Tribunal dont les liquidateurs relèvent et auquel ceux-ci doivent rendre compte ».

La Cour conclut donc à la territorialité des fonctions des liquidateurs de la société russe. Mais dans l'espèce les circonstances étaient nettement défavorables aux liquidateurs : la pluralité de liquidations, nombreuses instances ayant précédé la mise en liquidation en France, etc.. Néanmoins, il faut dire que l'argumentation de la Cour est bien fondée. Sans affirmer (comme nous avons déjà indiqué plus haut), comme le fait la Cour, que la société russe a complètement perdu la personnalité morale et ne présente « qu'une masse des biens appartenant aux associés indivisaires », nous devons reconnaître qu'on ne peut pas voir dans les liquidations des sociétés russes, telles qu'elles sont organisées en France ou à l'étranger, la procédure régulière de la liquidation d'une société russe si celle-ci avait été régulière. Nous devons bien admettre, comme le fait ressortir M. Niboyet, que la loi de la situation des biens est intervenue dans notre cas pour protéger les intérêts en présence ; la liquidation est organisée, par conséquent, conformément aux dispositions de la *lex rei sitae* et non plus en conformité aux statuts de la société ou de la loi russe.

Si ces mesures ont été prises spécialement pour protéger les intérêts en présence sur le territoire français et qui, de ce fait, n'ont pas l'autorité en dehors des frontières françaises, comme l'a décidé la Cour, il semble que rien n'empêche les liquidateurs de faire reconnaître leurs pouvoirs dans le pays étranger par voie d'exequatur. Dans l'espèce

ci-dessus commentée, les liquidateurs ne demandaient pas l'exequatur des jugements leur confiant la liquidation ; rien ne prouve que celle-ci leur aurait été refusée, d'autant plus que la France est liée à la Belgique par une convention de 1889 qui facilite l'exécution des jugements dans les pays signataires. Les mesures prises par la justice française n'apparaissent pas comme étant contraires au principe belge en la matière, ainsi d'ailleurs que la Cour le dit dans ses « attendus ». Il y a évidemment un grand intérêt à ce que le liquidateur réunisse le plus d'avoirs possible pour pouvoir procéder à une plus juste liquidation ; dans ces conditions, il semble que rien ne puisse s'opposer à ce que l'exequatur soit donné à un jugement français nommant un liquidateur à une société russe dans des pays où 1^o il n'y a pas de législation spéciale pour les sociétés russes, 2^o il n'y a pas de liquidation en cours. On peut également hésiter pour les pays où la société russe avait une activité sous la forme d'une succursale ou d'un siège de fait : dans ce cas, les juges nationaux préfèrent confier la liquidation aux nationaux ; mais l'exequatur peut être obtenu dans les pays où les sociétés russes n'avaient que des avoirs sans qu'il y eût une activité sociale (tel était le cas de la Belgique).

Nous n'irons pas aussi loin que M. Perret dans son livre précité, qui considère que les patrimoines dans les divers pays ont perdu tout lien entre eux. Nous estimons que la personnalité morale de la société russe en état de liquidation subsiste pour les besoins de la liquidation et pourrait justifier les actes des liquidateurs français sur le territoire étranger.

A noter enfin que si même les pouvoirs des liquidateurs ne sont pas reconnus dans un pays étranger, ils sont suffisants pour leur permettre de prendre des mesures conservatoires : ainsi, dans l'espèce de la Banque Russo-Asiatique, rappelée plus haut, le Président du Tribunal de Bruxelles a autorisé MM. Benoist et Levieux de pratiquer à Bruxelles une saisie-arrêt au détriment de la National City Bank, débitrice de la banque russe. Une telle saisie ne peut avoir un grand effet puisque sa validation ne pourra pas être obtenue.

Ainsi, en résumé et en mettant de côté l'hypothèse de l'exequatur, les liquidateurs français pourront se mettre en possession de tous les avoirs ayant appartenu à la société russe et se trouvant sur le territoire français.

B) Les avoirs se trouvant en possession des anciens administrateurs.

Il est évident que les liquidateurs auront à demander des comptes aux anciens administrateurs. Ces comptes seront simples ou compliqués suivant l'attitude qu'avaient prise les administrateurs avant la liquidation. S'ils se sont contentés de conserver les biens qui se sont trouvés en leur possession, la reddition des comptes sera très simple ; la situation change dans le cas où les administrateurs ont fait des opérations. Nos indications théoriques nous aideront à trancher certaines difficultés.

1° *Banques n'ayant pas eu de succursale.* — Si les administrateurs se sont comportés en véritables gérants d'affaires, c'est-à-dire s'ils ont jugé nécessaire pour sauvegarder les biens de leur société d'entrer en possession des biens que le débiteur leur a livrés et s'ils ont conservé lesdits biens intacts en vue de la liquidation à venir, le problème se résout facilement : le Conseil de liquidation entrera en possession de ces biens sans difficultés. On admettra aisément que les administrateurs aient prélevé sur ces biens des sommes nécessaires à leur sauvegarde ou à toute autre fin que le liquidateur jugera légitime.

La question se complice si les administrateurs se sont crus autorisés à disposer de ces biens en créant une nouvelle activité sociale, comme nous l'avons exposé plus haut, bien distincte de celle de l'ancienne société russe. Quels que soient les résultats de cette nouvelle activité sociale, les administrateurs restent responsables devant la société et, par conséquent, devant le Conseil de liquidation, des sommes qu'ils avaient reçues. C'est dans ce sens d'ailleurs, que se sont prononcés les divers jugements que nous avons examinés plus haut. Mais il faut se mettre en garde contre une distinction trop rigide entre les actes des administrateurs agissant en qualité de gérants d'affaires et des admi-

nistrateurs créant une nouvelle société de fait. Les premiers, en principe, se contenteraient des actes d'administration et ne feraient que des actes vraiment utiles à la sauvegarde des intérêts de la société ; les seconds, par contre, feraient diverses opérations pour faire fructifier les capitaux dont ils disposent et qui ne seraient nullement des opérations indispensables à la sauvegarde du patrimoine social. Il en résulte que les actes de conservation faits de bonne foi et avec les précautions d'usage qui se retourneraient contre les intérêts de la société, ne devraient pas entraîner la responsabilité personnelle des administrateurs. Par contre, les administrateurs qui ont formé une société de fait, continuent à être responsables de la totalité des biens reçus même si leurs opérations se soldent par une perte.

L'époque à laquelle l'acte a été fait doit être également prise en considération ; nous ne saurions trop insister sur l'importance de ce facteur. Ce qui a été un acte normal de conservation en 1922-1923 (à cette époque il ne s'agissait que de vivre à l'étranger pendant très peu d'années en attendant le rétablissement de l'ordre en Russie, et la ratification de l'Assemblée générale régulière), constitue, en 1930-1931, un acte nettement en dehors de la mission normale de la conservation des biens de la société.

Toutes ces questions qui doivent être résolues ne manqueront pas de se poser devant le Conseil de liquidation et le liquidateur. Comme le dit M. Savatier (*Revue critique de droit international*, 1936, p. 663 et suiv.), « Nous pensons que l'utilité de la gestion d'affaires doit ici se présumer, en même temps que la bonne foi des administrateurs... Toutefois, il appartiendra au liquidateur toutes les fois qu'il estimera juste, de contester l'utilité de la gestion, rejetant ainsi personnellement sur les administrateurs le profit et la perte des opérations contestées.... ».

Une question connexe surgit également : si les administrateurs n'étaient vraiment pas les mandataires réguliers de la société, les débiteurs de celle-ci, qui s'étaient acquittés entre leurs mains, ne seraient-ils pas tenus à payer une seconde fois, au Conseil de liquidation, mandataire régulier de la société ? En principe, le débiteur est tenu de vérifier

les pouvoirs de la personne à laquelle il paie, s'il s'agit d'un mandataire : « Si le paiement est fait par erreur entre les mains d'une autre personne que le créancier ou son représentant, il ne libère pas le débiteur... » (Colin et Capitant, *Cours de droit civil français*, t. II, p. 79). La question ne se pose pas si, en définitive, le liquidateur a pu obtenir des administrateurs la restitution de l'intégralité de la somme versée (Code civil, art. 1239, al. 2).

Supposons maintenant que la somme payée ait été gaspillée par les administrateurs ou qu'elle ait disparu à la suite d'opérations malheureuses qu'ils auraient faites. Il est incontestable qu'en principe le débiteur serait tenu à payer une deuxième fois entre les mains du Conseil de liquidation, car c'est en vain qu'il invoquerait que les administrateurs se sont présentés en qualité de mandataires réguliers (et effectivement c'était le cas au moment de la Révolution). Le caractère précaire de l'existence des sociétés russes à l'étranger était de notoriété publique et c'était une grave imprudence que de s'acquitter entre les mains de ces administrateurs sans vérifier leurs pouvoirs.

Mais, d'un autre côté, il ne faut pas oublier que la justice se montrait plutôt favorable à la gestion de ces administrateurs. Rappelons les mesures de séquestre prises au moment de la reconnaissance des Soviets : ces mesures ont été levées quelque temps après, et les administrateurs furent laissés à la tête des avoirs sociaux. Dans ces conditions, peut-on reprocher au débiteur le fait d'avoir considéré ces administrateurs comme réguliers et de s'être acquitté de sa dette entre leurs mains ? Il nous semble que ce serait difficile. Par contre, si le paiement a eu lieu au cours de ces dernières années quand les tribunaux n'envisageaient plus la situation des administrateurs comme régulière (voir notre chapitre sur l'administration, p. 81), la question du deuxième paiement a plus de chances de se poser.

Il est, en outre, incontestable que les circonstances particulières à chaque espèce doivent jouer un grand rôle dans l'application de ces principes ; le débiteur a-t-il pris les précautions élémentaires lors de son paiement, ou s'est-il

acquitté sans aucune vérification même superficielle des pouvoirs d'*accipiens*. Autant de questions à trancher par le Conseil de liquidation et, en cas de désaccord, par le juge.

Il semble que dans le cas qui nous occupe, c'est-à-dire si les administrateurs avaient gaspillé les biens sociaux, le liquidateur a, outre la demande de reddition de comptes, une action en dommages-intérêts contre lesdits administrateurs. Leur responsabilité civile est nettement engagée et ils sont obligés de réparer le préjudice causé par eux à la société russe. Evidemment, la preuve de ce préjudice est assez délicate à administrer.

Nous ajouterons également que dans certains cas une responsabilité pénale peut même être envisagée, naturellement s'il est possible de découvrir les éléments constitutifs du délit.

Ces recours semblent pourtant être seulement théoriques, vu la faible surface présentée par la plupart des administrateurs.

2^o *Banques ayant eu des succursales en France.* — Nous avons vu que ces succursales doivent être considérées comme des sociétés qui continuent la vie sociale des anciennes sociétés russes. De ce fait, toute leur activité doit être considérée comme régulière par le Conseil de liquidation, et toutes leurs opérations rentrent dans le cadre de l'activité de la société russe (sauf peut être certaines en dehors du cadre des opérations normales de la succursale).

La question des pouvoirs des administrateurs — irréguliers à l'origine — doit être, en fait, résolue dans le sens favorable aux administrateurs ; ils n'ont fait d'ailleurs que diriger la succursale dont l'organisation entière était restée intacte. D'autre part, il est impossible de faire grief au débiteur de son paiement, car il a payé à une société dont la vie paraissait normale aux yeux des tiers ; dans ces conditions, il est contraire aux usages d'exiger que le débiteur vérifie les pouvoirs de ceux à qui il paie.

Pour certaines sociétés, le liquidateur aura à examiner l'opération que nous avons développée dans le précédent chapitre, et qui consiste à céder l'actif et le passif étrangers

à une société française, nouvellement créée. Nous avons déjà dit que cette opération paraît être bien anormale et qu'elle doit être appréciée d'une façon rigoureuse. Que doit décider le liquidateur à l'égard de ces sociétés ? Il doit croyons-nous, accepter cet état de choses et voir si, au point de vue pratique, cette opération a été menée d'une manière avantageuse à la société russe. Si les administrateurs se sont réservés des avantages exceptionnels, il doit mettre en jeu leur responsabilité personnelle ; si, au contraire, l'opération a été conduite correctement, il n'a pas d'autre solution que de s'incliner et de ratifier cet acte qui dépassait certainement les pouvoirs des administrateurs. Rien ne lui servirait de s'attaquer à la société française ainsi constituée : si celle-ci fonctionne bien, il n'a aucun intérêt à arrêter son activité, car l'ancienne société a gardé des intérêts dans la nouvelle société française. Il en est de même si la société française périclité et si, de ce fait, la société russe ne tire aucun avantage de son activité. Le liquidateur pourrait attaquer la société française et, en se basant sur sa constitution irrégulière, on pourrait admettre que le liquidateur demande sa liquidation ; cette manœuvre risque de ne rien donner au liquidateur, puisque la liquidation d'une société en difficulté ne donnera très certainement que le minimum du reliquat d'actif. Mais le fait seul du mauvais fonctionnement de la société française ne peut pas être imputé aux administrateurs, si sa constitution a été normale.

2° *Passifs*

1° *Banques n'ayant pas eu de succursales.*

Le Conseil de liquidation aura tout d'abord à accepter toutes les créances contre la banque résultant de ses opérations en Russie, ce que nous avons appelé le passif russe. Ce passif seul grève les biens des banques russes dans le cas où les administrateurs ont agi en qualité de gérants d'affaires, comme défini plus haut (sauf, évidemment quelques petites créances résultant des besoins de la gestion). Ces créances, une fois légalement prouvées, doivent être inté-

géralement admises aux passifs de la société. Nous rappelons que seules les créances en roubles ne seront pas admises. De même, si le contrat qui liait le client à la banque n'était pas un simple dépôt irrégulier ou un prêt, mais un dépôt régulier d'une chose certaine ; dans ce cas il faudra appliquer l'adage *res perit domino* (art. 1933-34 du Code civil) et dire que la banque est libérée de son obligation de rendre la chose par la force majeure (par le fait du prince plus exactement). Dans tous les autres cas, la créance doit être admise. Faut-il faire une distinction d'après la nationalité du créancier, accepter les créances des citoyens français et rejeter celles des ressortissants d'autres pays ? La question n'est pas sans intérêt : plus les créanciers sont nombreux, moins ils toucheront lors de la liquidation. Ne serait-il pas équitable d'assurer un certain privilège aux créanciers nationaux qui ont déjà suffisamment souffert du changement de régime en Russie, tout au moins sur les biens « russes » qui se trouvent sur leur territoire. Il y a certaines législations, celle de la Pologne, par exemple, qui ont adopté cette façon de voir. Elles considèrent que dans chaque pays la liquidation doit seulement porter sur les biens qui se trouvent sur son territoire et en contre-partie, ces biens doivent être réservés pour désintéresser les créanciers nationaux.

Pour la majorité de la doctrine cette solution ne paraît pas acceptable ; elle est, croyons-nous, contraire aux principes du droit français. En principe, la liquidation n'a jamais un caractère territorial ; les réclamations des nationaux de tous les pays sont admises même lorsqu'elles émanent de ceux dont la loi nationale admet le caractère territorial de la liquidation.

Ainsi, M. Niboyet l'affirme nettement dans sa note précitée (*Revue critique de droit international*, 1935, p. 503 et suiv.) :

« Tous les créanciers, quelle que soit leur nationalité, doivent pouvoir se présenter sans préférence des uns à l'égard des autres... ».

De même, au Comité français de droit international privé, M. Niboyet a déclaré :

« Il me semble inadmissible qu'on partage un centime d'actif, s'il y a encore dans le monde quelque part un créancier de cette société, par application de la règle de « l'unité de la personne morale ».

Dans le même sens se sont prononcés MM. Maurice Picard et Savatier.

Quant à la jurisprudence, nous avons une décision de la Cour d'appel qui tranche cette question en ce qui concerne une banque russe mise en liquidation judiciaire en France (voir plus haut, p. 79) : la Cour a admis au passif de la société la réclamation d'un créancier russe, en écartant le principe de territorialité. Nous préciserons que ce créancier était un réfugié russe. Car, si la doctrine est unanime à accepter les prétentions des créanciers de toutes les nationalités, elle fait des réserves en ce qui concerne les créanciers de nationalité soviétique. Pour les auteurs, la méfiance à l'égard de ces créanciers se justifierait par la crainte d'interposition de personne, en ce sens que si la production était faite au nom d'un créancier de la banque, ce serait l'Etat russe qui en bénéficierait en dernier lieu.

Pour M. Niboyet, il n'y a pas de présomption irréfragable contre les créanciers de nationalité soviétique, la qualité de prête-nom doit toujours être prouvée par le liquidateur pour obtenir l'éviction d'un tel créancier : « c'est à la liquidation à faire la preuve de l'interposition de personnes de manière à exclure l'U.R.S.S. de toute part sur les biens... » (article dans la Revue précité). De même pour M. Savatier, « des suspicions entourent leur production ».

M. Lerebours-Pigeonnière est plus catégorique dans ses conclusions. Au cours de son intervention à la réunion du Comité Français de droit international privé, il s'est prononcé pour l'exclusion totale de tous les créanciers de nationalité soviétique : pour lui, d'abord, comme pour les auteurs cités plus haut, les créanciers russes sont suspects d'être les représentants de l'Etat soviétique, « puisque, dit-il, l'Etat soviétique confisque les biens de la personne morale, est-ce que les Russes qui ont conservé la nationalité de cet Etat, lorsqu'ils auront touché un dividende dans la distribution ouverte en France, ne seront-ils pas obligés

de la transférer en Russie, où il risquera d'être confisqué ... »

Si même on écarte la suspicion, un autre raisonnement peut jouer contre les créanciers soviétiques : l'Etat russe a confisqué la majeure partie des biens des banques russes, mais on peut considérer l'Etat comme étant le représentant de tous ses sujets :

« ... Nous pouvons considérer, en quelque sorte fictivement, que ce qui a été prélevé par lui revenait à ses nationaux. Ceux-ci ne doivent pas pouvoir participer à une distribution en France sans rapporter la valeur des biens en Russie qui avaient été confisqués. Comme nous ne pouvons pas déterminer cette valeur, je crois qu'il y aurait là une possibilité *a priori* d'écarter leur participation ».

Plus loin, M. Lerebours-Pigeonnière, met en avant l'idée dite de la séparation de patrimoine : le patrimoine de la succursale en France serait responsable des dettes contractées en France, à l'exclusion de toutes les autres dettes de la Société. Cette séparation ne peut être conçue qu'à titre de réaction contre le déséquilibre introduit par le décret de confiscation.

« Les créanciers entrés en rapport avec la succursale française de façon quelconque, ont pu légitimement compter que le gage situé en France garantissait leurs créances parce que l'actif situé en Russie couvrirait, toutes autres créances. La destination donnée à l'actif russe par les décrets soviétiques contrairement aux droits acquis, lèse particulièrement les ayants cause de la succursale française. La théorie de l'ordre public peut conduire nos tribunaux à isoler activement et passivement de la personne morale russe... la masse de biens constitutive d'un établissement français. Cela aboutirait à permettre aux créanciers ayant traité avec cette succursale de prendre part à la distribution ayant lieu en France, par préférence aux créanciers de la personne morale russe ».

Ainsi donc, ce grand maître de la doctrine excluerait de la liquidation en France : 1° les créanciers de nationalité soviétique, et 2° les créanciers quelle que soit leur nationalité, dont la créance n'est pas née des rapports avec la succursale en France.

M. Perret se prononce également pour l'exclusion des créanciers de nationalité soviétique, qu'il justifie de la façon suivante : d'après la loi soviétique, le créancier a perdu son droit sur la créance contre la société. « La loi soviétique se borne à supprimer les droits de ses nationaux ; il suffit de considérer sa souveraineté sur son territoire et sur ses nationaux, et de la considérer en France comme un fait. Cela n'est pas plus contraire à l'ordre public que de déclarer la société dissoute en France selon la loi française (parce que sa condition dans son pays d'origine est d'être dissoute). C'est ici encore, semble-t-il, un problème de condition des étrangers ».

Même présenté de cette façon, il nous semble que le principe de la confiscation des créances prononcé par le Gouvernement soviétique ne peut être admis en France, en vertu du principe de l'ordre public français.

Nous croyons qu'il est excessif d'exclure tous les créanciers de nationalité soviétique et croyons, conformément à l'avis de M. Niboyet, que le liquidateur doit faire preuve d'interposition de personne pour évincer le créancier. Quant à l'idée de séparation de patrimoine, nous considérons qu'elle n'est pas équitable et nous avons développé plus haut les idées qui militent en faveur de l'unité de patrimoine (sauf en ce qui concerne certaines créances nées de la gestion irrégulière des administrateurs).

Quant au passif né au cours de la gestion irrégulière des administrateurs, la même distinction que pour l'actif s'impose.

Nous n'allons pas revenir sur les diverses considérations développées plus haut. Contentons-nous de préciser quelques points : le passif nécessairement insignifiant résultant de l'activité des administrateurs agissant en qualité de gérants d'affaires, doit être entièrement admis par le Conseil de liquidation ; évidemment, nous ne parlons que des dettes nécessaires ou utiles à la société. Quant aux dettes contractées par les administrateurs qui ont créé une vie sociale à l'étranger, elles doivent être considérées en principe, comme étant en dehors du passif de la société russe. Cette solution a pour base la conclusion à laquelle nous sommes arrivés.

à savoir que ces administrateurs ont créé une nouvelle société de fait bien distincte de la société russe dont ils étaient les administrateurs. Les tiers qui ont confié leur argent à ces administrateurs n'auront que ce qu'ils ont mérité du fait de leur imprudence. La situation incertaine, — répétons-le à nouveau — des sociétés russes à l'étranger était de notoriété publique. Confier son argent aux administrateurs de ces sociétés sans vérifier leurs pouvoirs, était un acte d'imprudence grave. Ces créanciers conservent, évidemment, leur action civile contre les administrateurs et même leur action pénale en cas de manœuvres dolosives de la part de ces administrateurs, mais l'action contre la société russe doit être écartée. Tel est le principe qui doit souffrir un certain nombre d'exceptions résultant (comme pour les actifs) des principes généraux du droit et de la particularité de la situation des sociétés russes. Dans le premier groupe de ces exceptions il faut placer le cas où la somme prêtée a profité à la société russe et a donné un certain enrichissement ; nous croyons que le créancier pourra se retourner contre la société russe en invoquant l'enrichissement indû par l'action « *de in rem verso* ». Le deuxième groupe comprendrait toutes les créances nées dans les périodes où les pouvoirs des administrateurs étaient considérés comme valables par la jurisprudence (voir les détails dans le paragraphe relatif aux actifs). Telle est, sommairement indiqué, le principe à adopter à l'égard du passif « étranger ».

2° *Banques ayant eu des succursales.*

Le passif de ces succursales résultant de leur activité normale doit être admis en entier par le Conseil de liquidation. Cette solution découle facilement de nos théories antérieures, et nous ne voulons pas insister davantage sur ce sujet. De ce fait, le passif de ces sociétés comprendra (comme pour le cas précédent) toutes les créances nées en Russie et toutes les créances (contrairement à la solution donnée pour le cas précédent) nées à l'étranger par suite de l'activité normale de la succursale.

Nous avons déjà dit ce qu'il fallait penser de « séparation de patrimoines » proposée par certains auteurs. Pour ter-

miner avec les créanciers des sociétés russes, nous devons dire quelques mots au sujet de la preuve. Pour les créanciers dont la créance est née en Russie, elle est excessivement difficile ; pratiquement, elle éliminera un grand nombre de créanciers. Ceci a permis à M. Savatier de dire que « les créanciers russes..... passeront sous ce double couperet, les uns de la créance en roubles, les autres de l'impossibilité de preuve ». En tout cas, le liquidateur sera juge des preuves qu'on lui soumettra ; n'oublions pas qu'il s'agit de prouver exactement que la créance existait au moment de la nationalisation des banques en Russie, c'est-à-dire en 1917-1918. Un échange de correspondance ou des extraits de comptes pourront servir de preuve, mais c'est une question d'espèce.

CHAPITRE IV

LA CLOTURE DES OPÉRATIONS DE LA LIQUIDATION

Une fois tous les biens réunis et le passif définitivement arrêté, le Conseil de liquidation aura à procéder à la liquidation proprement dite.

Mais quand peut-on dire que la totalité du passif a été arrêtée ? Il est impossible, en effet, de reconstituer intégralement le passif des sociétés russes, car toute leur comptabilité a péri. Le passif ne se reconstituera qu'à la demande des intéressés. Par conséquent, la liquidation doit s'accompagner d'une large publicité pour provoquer les réclamations. Le Tribunal de commerce de la Seine, dans son jugement du 21 janvier 1935, ordonne « les publications prescrites par la loi ». Peu importe le genre de publications, mais il faut certainement qu'elles soient efficaces, c'est-à-dire qu'elles atteignent le public. Il serait nécessaire de répéter cette publication à plusieurs reprises. La dernière de ces publications devrait fixer un délai pour les réclamations, passé lequel, les créanciers seraient considérés forclos. Cette mesure peut parfois causer des injustices, mais elle est nécessaire à la conclusion des travaux de la liquidation. Donc, une fois le délai fixé par la dernière publication écoulé, le passif peut être considéré comme définitivement arrêté.

Quant à l'actif, aucun délai ne peut être fixé, sauf celui de la prescription en faveur des débiteurs. Rappelons que cette prescription ne peut, à notre avis, entrer en vigueur que du jour de l'organisation régulière de la liquidation, c'est-à-dire à partir du jour de la nomination du Conseil de liquidation et du liquidateur. Mais il n'est possible de

commencer les opérations de liquidation que le jour où tout l'actif connu aura été réuni.

Deux cas peuvent se présenter :

1^o Le passif est supérieur à l'actif, — par le passif entendre dans ce cas les réclamations des personnes qui se présentent comme créanciers, en excluant, par conséquent, les actionnaires de la société. Les créanciers doivent être désintéressés au prorata de leurs créances, sur un pied d'égalité sans faire jouer aucune préférence ou privilège entre eux.

2^o L'actif est supérieur au passif, — dans ce cas on a réussi à désintéresser tous les créanciers qui se sont présentés. Le reliquat, suivant les principes généraux, revient aux actionnaires. En principe, le partage se fait entre tous les actionnaires au prorata des actions détenues. Serait-il de même dans notre cas ? Parmi les actionnaires des sociétés russes il y a les personnes de nationalité soviétique. Faut-il les exclure du partage ? La question se pose de la même façon que pour les créanciers de nationalité soviétique. Les mêmes arguments ont été invoqués en faveur de l'éviction de ces actionnaires. Il nous semble que ce serait au liquidateur de prouver le cas échéant, l'interposition de personnes et d'écarter ces actionnaires. En effet, l'idée de repréailles qu'on met en avant pour écarter les actionnaires de nationalité soviétique, ou celle en vertu de laquelle, l'Etat étant l'émanation de ses citoyens, les sujets soviétiques ont profité de la nationalisation des banques russes, est une fiction qui a pour résultat de faire appliquer en France les mesures de confiscation russes qui sont incontestablement contraires à l'ordre public français.

Me Tager a invoqué, à l'appui de l'idée de l'éviction, une autre considération qui présente un fondement juridique assez solide :

« S'il s'agissait d'actions au porteur, leur élimination ne présenterait aucune difficulté en France par l'application de la législation soviétique elle-même, pour cette simple raison qu'en 1917 ou 1918 il y a eu une loi soviétique qui a supprimé les actions au porteur et leur a substitué des actions nominatives.

« Donc, si à l'heure actuelle, les titulaires des actions au porteur envoient leurs pouvoirs en France et s'en prétendent propriétaires, c'est contraire à une loi soviétique qui n'a rien de contraire à l'ordre public français. Il faut qu'ils justifient que les actions ont été immatriculées à un certain moment, qu'ils ont reçu un certificat remplaçant l'action, mais il est clair que derrière ces actionnaires, il y a l'Etat soviétique ».

M. J. Schefftel cite d'autres faits troublants (voir Travaux du Comité de droit international privé, 1934, p. 154) ;

« Des agents des Soviets se sont présentés à des Assemblées générales d'actionnaires de sociétés russes qu'on a tenté de réunir en dehors de la Russie soviétique. Des représentants et des mandataires de citoyens soviétiques produisent des procurations délivrées en Russie soviétique par l'entremise d'un organisme semi officiel, le « Kredit-Buro » qui détient le monopole de fait du recouvrement de toutes les créances sur l'étranger au profit de ressortissants soviétiques ».

Il est évident que dans le cas de l'actionnaire, il y a encore davantage de possibilités d'interposition de personnes que dans celui des créanciers, mais nous croyons que le principe de laisser cette question à l'appréciation du liquidateur est le plus juste.

Il est certain que pour exercer leurs droits, les actionnaires doivent faire la preuve de leur qualité d'actionnaires, et c'est encore une épreuve que nombre d'entre eux ne pourront pas franchir.

Cette preuve doit être faite soit à l'aide des titres eux-mêmes, soit à l'aide de récépissés ou bordereaux des banques où ils avaient été déposés. Ces preuves doivent présenter toute la garantie voulue, mais le Conseil de liquidation doit bien se garder de leur appliquer des règles rigides. Une étude de chaque cas particulier doit être faite par le Conseil qui peut admettre, dans certains cas, des moyens indirects de preuve.

La distribution doit donc comprendre tous les actionnaires. Si les statuts de la société russe primitive prévoyaient diverses clauses relatives à cette distribution, devrait-on

les prendre en considération ? A notre avis, la réponse affirmative s'impose. Rien ne s'oppose à ce qu'à l'intérieur de la société on fasse revivre les clauses du contrat qui continue à lier les actionnaires entre eux. Nous avons bien admis que les avoirs à l'étranger continuent à être la propriété de la société russe dissoute en Russie. Mais chaque société implique un groupe de personnes (actionnaires en l'espèce); ainsi c'est ce groupe qui est propriétaire des avoirs étrangers. Les modalités de ce droit de propriété sont fixées justement par le pacte social qui doit être observé pour toutes les questions relatives aux rapports des actionnaires entre eux.

Une dernière question : les actionnaires présents sont payés contre présentation de leurs titres (ou la preuve de leur qualité d'actionnaire), mais que doit-on décider à l'égard des actionnaires qui ne se sont pas présentés ? La part des présents sera-t-elle augmentée au détriment des absents ?

Tout d'abord chaque actionnaire touchera la part proportionnelle au nombre d'actions dont il est propriétaire. Le reliquat, c'est-à-dire les parts de tous les actionnaires absents devra être déposé à la Caisse des dépôts et consignations en attendant les réclamations ultérieures. Si, au bout de 30 ans, aucune réclamation n'est faite, il y a prescription. Mais en faveur de qui ? Il est tentant de dire que ce seront les autres actionnaires qui profiteront de cette prescription. Telle semble être l'opinion de M. Ripert; parlant des parts non réclamées, il dit :

« Il m'apparaîtrait que la solution la plus naturelle serait de les attribuer aux autres associés. Ils ont tous les droits qui sont des droits indivis sur un patrimoine social; chaque participant diminue la part des autres, mais s'il ne réclame pas sa part, le droit des autres s'étend sur le patrimoine social tout entier ».

La majorité de la doctrine professe une autre opinion. En effet, tout d'abord, les actionnaires n'ont pas exactement le droit qui peut s'étendre sur le patrimoine social entier; ils n'ont le droit sur l'actif que « proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent » (Niboyet, *Intervention au cours des discussions du Comité français de droit inter-*

national, 1935, cité plus haut). Rien ne les habilite à s'approprier l'actif non partagé. Dans ces conditions, qui recueillera l'actif non réclamé ? C'est l'Etat français. En effet, nous avons une loi du 25 juin 1920 qui attribue à l'Etat toutes les parts sociales et actions non réclamées

« La loi du 25 juin 1920 (art. 111), — dit M. Niboyet dans l'article précité de la Revue, — « a décidé précisément que de toute façon l'Etat recueillerait les actions, parts de fondateurs, obligations et autres valeurs mobilières, lorsqu'elles sont atteintes par la prescription trentenaire. L'Etat exerce là un droit régalien sur les biens qui sont vacants et sans maître à l'expiration de 30 ans ».

MM. Savatier et Tager se prononcent également dans le même sens. M. Savatier, tout en s'inclinant devant les prescriptions de la loi, déplore que les quelques biens appartenant aux sociétés russes iront à l'Etat, sans profiter aux réfugiés qui ont déjà souffert de la confiscation faite en Russie. Il conclut :

« Si une loi devait s'en mêler, nous préférons bien consacrer, par exemple, les répartitions non réclamées, à des œuvres d'assistance aux réfugiés russes ».

M. Perret essaye à l'aide d'un raisonnement ingénieux d'écarter l'application de la prescription en faveur de l'Etat français :

« ... Mais spécialement dans le cas des sociétés russes, la loi de 1920 paraît bien être inapplicable. La loi de 1920 suppose acquise la prescription : elle suppose que tous les actionnaires ont été parties au partage du fonds social, ont donc été comptés comme parties prenantes mais que postérieurement au partage certains actionnaires négligent de percevoir le montant de leur part, de la part qui a été effectivement attribuée à leur action. Elle suppose donc des actions dont le montant n'a pas été réclamé mais qui existent effectivement, et dont le titulaire est connu, a un droit incontesté, mais qu'il néglige de réaliser.

« Il faut bien reconnaître que la situation des actionnaires dans les sociétés russes est toute différente. Dans la détermination de la masse active, seuls sont entrés en ligne de compte certains actionnaires. Les autres ont été défaut-

lants, ou plutôt — puisque le terme de défaillance implique une idée de négligence, contraire à la réalité dans notre cas, — il est plus exact de dire que les actionnaires qui ne se sont pas présentés n'ont pas été comptés parmi les copartageants parce qu'ils n'avaient réellement pas de droits, étant exclus d'office ou parce qu'ils ne pouvaient apporter la preuve de leurs droits. Ces actionnaires ont donc perdu leur titre ; ils n'ont pas concouru au partage parce qu'ils n'y avaient pas droit. Avant même l'expiration du délai de 30 ans, ils étaient sans droit. Il s'agit d'une absence de droits dès avant le partage et non pas d'extinction de droits par l'expiration d'un délai de 30 ans. Le délai de 30 ans n'est ici qu'une garantie donnée aux actionnaires pour leur laisser le temps de prouver la réalité de leurs titres. Leurs droits ont été simplement réservés pour le cas où ils seraient prouvés ».

Mais malgré ces arguments, l'auteur conclut que le droit de l'Etat français serait, en fait, difficilement contestable.

Nous ne pouvons que souhaiter que l'intervention du législateur dans le sens préconisé par M. Savatier soit réalisée le plus tôt possible. Il faut remarquer, néanmoins, qu'il semble que très peu de sociétés russes en France seront à même de faire la répartition de leur actif après le paiement des créanciers. Mais, d'un autre côté, si le cas se produisait, il y aurait très peu d'actionnaires qui en profiteraient, et la majeure partie de l'actif irait à l'Etat français. Nous pouvons citer, à titre d'exemple, le chiffre que M. le baron Noldé a présenté au Comité français de droit international :

« On cite le cas de sociétés qui possèdent plus de 200.000 actions. Elles ont fait des publications dans l'univers entier pour réunir les actionnaires en Belgique. Des actionnaires ont présenté non pas des titres qui n'existaient pas, mais des documents de dépôt dans des banques portant certains numéros, pour un total de 3.000 actions. Le reste a disparu totalement. Il ne sera jamais retrouvé probablement ».

Il est certain que, dans l'état actuel de la législation française, la prescription trentenaire en faveur de l'Etat français est inévitable, aussi peu satisfaisante que cette mesure puisse nous paraître.

Il est peu probable que le législateur intervienne dans le sens indiqué par M. Savatier et ainsi la vie des sociétés russes en France se terminera par l'appropriation des actifs non réclamés par l'Etat français.

« Les sociétés russes, a dit avec justesse M. Perret, risquent bien de n'avoir échappé à la confiscation soviétique que pour voir finalement une grande partie de leurs biens acquise par l'Etat français ».

TITRE III

**SOLUTIONS DONNÉES A L'ÉTRANGER
AU PROBLEME
DES BANQUES RUSSES NATIONALISÉES**

La situation paradoxale dans laquelle se trouvent les banques russes nationalisées que nous avons étudiée pour la France, se retrouve dans un grand nombre de pays. Presque tous les pays de l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique ont à faire face aux mêmes difficultés. La jurisprudence de chacun de ces pays cherche, tout comme en France, la solution la plus conforme à la législation du pays et aussi la plus équitable pour tous les intérêts en présence.

Nous passerons en revue la jurisprudence des principaux pays en y ajoutant certaines observations inspirées des solutions générales qui se dégagent de l'étude de la jurisprudence française. Cette revue des jurisprudences étrangères sera évidemment loin d'être complète. D'ailleurs nous ne cherchons pas à donner ici l'étude complète des décisions étrangères. Nous nous contentons seulement de donner un tableau d'ensemble des solutions étrangères pour permettre leur comparaison avec les décisions françaises et le cas échéant, la mise en relief de certaines idées, utiles ou intéressantes, dont on pourrait s'inspirer à l'avenir ¹.

1. A condition, bien entendu, que ces idées soient conformes aux principes généraux de la législation française.

CHAPITRE PREMIER

ANGLETERRE

Les tribunaux de ce pays ont eu, dès la première heure à s'occuper des sociétés russes. Ils ont appliqué avec plus de rigueur qu'en France, la théorie d'après laquelle l'application par le tribunal de la Grande-Bretagne des lois et des décrets d'un gouvernement étranger, dépendait entièrement de la reconnaissance ou de la non reconnaissance de ce gouvernement par le Gouvernement anglais. Cette théorie a dominé la jurisprudence jusqu'aux célèbres décisions de la Chambre des Lords en juillet 1924.

La reconnaissance des Soviets, par le Gouvernement du Royaume Uni remonte à 1921. Le 12 mars 1921, l'Angleterre a conclu un traité de commerce avec le Gouvernement soviétique reconnaissant ainsi tout au moins *de facto* ce gouvernement. Ce traité ne contient aucune allusion directe à la reconnaissance, mais, par contre, dans certains de ces articles il contient des dispositions relatives à des mesures de confiscations prises par les bolchéviks contre la propriété privée en Russie. Ainsi, l'article 13¹ « autorise le Gouvernement soviétique à dénoncer le traité si un tribunal anglais valide la saisie faite sur des biens importés par le Gouvernement soviétique ». Pour les tribunaux, le Gouvernement soviétique est devenu après ce traité un gouvernement reconnu, dont la législation devient applicable dans tous les cas où les règles du droit international l'exigent.

Les décisions de la période antérieure à la reconnaissance sont peu nombreuses et appliquent toute la théorie classique en rejetant en bloc la législation soviétique comme

1. Cité par M. de Tiefenau, p. 67.

émanant d'un gouvernement non reconnu (pour plus de détails voir le livre précité de M. de Tiefenau).

Le revirement s'est produit immédiatement après la conclusion du traité de commerce. La Cour d'appel dans une de ses décisions qui ont suivi la reconnaissance pose nettement ce principe en le poussant à l'extrême : elle admet en Angleterre les conséquences complètes de la confiscation des biens par les Soviets. Lord Justice Scrutton formule ses conclusions de la façon suivante :

« It appears a serious breach of international comity if a State, is recognized as a sovereign independant State, to postulate that its legislation is contrary to essential principles of justice and morality. Such an allegation might well, with a susceptible foreign government, become a *casus belli* ... »¹. Plus loin le savant juge dit, que la confiscation en elle-même ne peut pas être considérée comme contraire aux principes anglais, étant donné surtout que les citoyens britanniques voient plus de la moitié de leurs revenus prise par l'Etat sous forme d'income-tax et de droits successoraux. Comment alors pourrait-on dire (même si l'on n'admet pas ce principe) que la remise des biens individuels à l'Etat en tant que représentant de tous les citoyens, est une mesure immorale ? « Je ne me sens pas capable d'arriver à la conclusion que la législation d'un Etat reconnu par mon Souverain comme Etat souverain et indépendant, est si contraire aux principes de morale que les juges ne doivent pas la reconnaître ».

Cette argumentation tire d'une façon rigoureusement logique, toutes les conséquences de la théorie dite classique sur l'interdépendance de la reconnaissance des gouvernements étrangers et de l'application de sa législation. Si le pouvoir exécutif a cru devoir reconnaître un gouvernement étranger, il l'a fait en prenant en considération toutes les conséquences qui en découlent, et il n'appartient pas au

1. « Il y aurait une grande atteinte aux principes de la courtoisie internationale, si on prétendait que la législation d'un Etat reconnu comme indépendant et souverain, était contraire aux principes essentiels de la justice et de la morale. Une pareille opinion pourrait devenir avec un Gouvernement susceptible, un véritable *casus belli* ».

pouvoir judiciaire de discuter cette reconnaissance. Heureusement pour la France, cette théorie n'y a jamais été appliquée intégralement, car le principe d'incompatibilité de la législation étrangère avec l'ordre public français venait limiter les effets de la législation étrangère.

Dans cette première période tous les actes émanant du Pouvoir soviétique, Gouvernement reconnu, pouvaient donc avoir des effets sur le territoire anglais. Les deux décisions suivantes ont appliqué ce principe aux banques russes. Dans l'affaire *Russian Commercial and Industrial Bank contre Comptoir d'Escompte de Mulhouse* (Clunet 1924, p. 225), la Cour n'hésita pas à donner une décision de principe sur la question de la survivance des banques russes à l'étranger : « le décret du 14 décembre 1917 a pour objet la nationalisation des banques, le décret du 26 janvier 1918 tend à la confiscation du capital de toutes les banques ; il ressort des instructions du 10 décembre 1918 que le procédé de fusion indiqué est un procédé d'extinction. De plus il n'y eut plus de banques séparées à partir du 19 janvier 1920, et la Banque du Peuple ou Banque d'Etat fut abolie ».

« On suggéra que le Gouvernement des Soviets avait peut être entendu maintenir l'activité des succursales à l'étranger des banques qui étaient absorbées par la Banque du Peuple. Les termes mêmes des décrets s'opposent à une pareille interprétation ; nul doute qu'ils tendent à une abolition complète des banques absorbées...

« ... Une législation de confiscation telle que celle du Gouvernement soviétique conduit à des difficultés et à des violences ; je ne vois aucune raison pour essayer par l'interprétation de cette législation de diminuer les difficultés ou de réduire les violences... ».

Et le Lord-Juge Bankes conclut : « Je ne vois pas comment il est possible, en face des décrets et ordonnances du Gouvernement soviétique de soutenir qu'une compagnie constituée comme cette banque puisse avoir survécu ».

La Cour conformément à ces conclusions a débouté la Banque russe, mais n'a pas cru devoir la condamner aux dépens, étant donné qu'« une personne sans existence ne peut ni recevoir, ni payer de dépens ».

Nous devons signaler l'opinion du troisième Lord-Juge Atkin qui est resté en désaccord avec ses collègues. Dans ses conclusions, nous voyons exprimer l'opinion qui plus tard, prévaudra devant la Chambre des Lords. Pour ce juge : « c'est une situation familière à notre droit qu'une société puisse perdre tout son actif, n'avoir point de directeurs pour l'administration de ses affaires, ou voir passer les fonctions de directeurs au cours de sa liquidation, à un officier public, faire distribuer tout son actif parmi les actionnaires et pourtant demeurer entité juridique jusqu'à la dissolution officielle... ».

En fait, ces succursales ont continué à travailler à l'étranger ; on ne peut pas négliger cette activité, car on risque de tirer des conséquences désastreuses pour tous ceux qui ont traité avec ces sucursales. Plus loin, le savant juge cherche même dans la législation soviétique le fondement de la légalité de cette activité et il conclut que la banque russe continue à exister et qu'elle doit avoir gain de cause.

La deuxième espèce tranchée par la même Cour (*Banque internationale de commerce de Pétrograd contre Goukassow* du 12 juin 1923, *Clunet* 1924, p. 232) arriva aux mêmes conclusions. Cette action a été intentée par la succursale de Paris de la Banque Internationale de commerce à l'occasion d'un contrat conclu avec Goukassow à Paris. Goukassow, habitant la Grande-Bretagne, la Banque russe avait dû le citer devant les tribunaux anglais. Cette succursale avait bien (selon la jurisprudence française de l'époque) une existence légale, mais les juges anglais ont décidé, avant de discuter le contrat lui-même, de résoudre la question de l'existence de la société russe. Comme dans l'espèce précédente, ils ont admis que l'existence d'une personne morale dépendait de la loi nationale de la société, et, par conséquent, ils ont cru devoir appliquer la loi soviétique. Le Lord Bankes exprime bien cette situation paradoxale : « Si l'opinion de la Cour est exacte et la maison mère en Russie a cessé d'avoir une existence juridique, un curieux résultat doit s'en suivre dans ce pays qui a reconnu le Gouvernement soviétique : la succursale de Londres de la

Banque russe n'a aucune existence légale et ne peut agir en justice, mais en France, qui a refusé de reconnaître le Gouvernement, la succursale de Paris de la banque n'a jamais cessé d'avoir une existence légale, et peut continuer ses opérations, poursuivre et être poursuivie aussi bien qu'avant l'établissement du Gouvernement soviétique ».

Et le juge Scrutton s'étonne qu'un être fictif comme la société « dont l'existence et les attributs résultant uniquement de la loi russe puisse continuer à exister quand la loi russe prononce sa dissolution. Avec quelle base et quels attributs survit-elle et quelle loi la constitue ? ».

Telle est la construction très logique des juges anglais, basée sur deux principes très discutables : 1) la fiction de l'être moral qui est la création de la loi ; si cette loi cesse d'avoir son effet, la personnalité morale disparaît en même temps ; et 2) l'étroite interdépendance de l'application de la loi étrangère par les tribunaux et de la reconnaissance du gouvernement étranger par le Pouvoir Exécutif.

Nous devons noter que le célèbre juriste anglais Dicey, dans son traité sur le droit international (Dicey, *Conflicts of Laws*, p. 520) est bien plus large dans ses conclusions, nous lisons notamment : rule 139 : « a further complication arises when a corporation is in theory extinguished in its place of incorporation, but a branch of it existing in another country is still recognized there and that branch claims to have a legal existence in England and seeks to bring an action there. *It seems very dubious if recognition should be refused in such a case...* »¹.

Ce système rigide n'a pas prédominé longtemps. Déjà dans les conclusions de Lord Justice Atkin, nous avons trouvé une toute autre compréhension de ce problème. Cette question sort des constructions purement théoriques et doit être envisagée sous son aspect pratique.

Le revirement s'est manifesté à la Chambre des Lords.

1. « Une autre complication apparaît quand une société est dissoute en théorie, dans son pays d'incorporation, mais qu'une de ses succursales existant dans un autre pays continue à être reconnue et demande à avoir une existence légale en Angleterre et à y plaider. Il paraît bien peu probable qu'une telle reconnaissance puisse être refusée... ».

Le 24 juillet 1924 (*Clunet* 1924, p. 1081) elle a rendu son arrêt dans l'affaire Russian Commercial and Industrial Bank contre Comptoir d'escompte de Mulhouse: comme les juges de la Cour d'appel, Lord Cave, dans ses conclusions, commence par discuter la portée de la législation soviétique. Nous rappellerons que la Cour d'appel, dans cette même affaire est arrivée à conclure, en interprétant la législation soviétique, que les banques avaient été supprimées en Russie. Lord Cave soumet de nouveau à l'analyse les textes législatifs des Soviets et il penche pour la solution contraire; il dit notamment:

« Le Gouvernement des Soviets a été reconnu par le Gouvernement britannique comme gouvernement légal de la Russie, et, puisqu'il en est ainsi, ses décrets doivent être considérés par les Cours anglaises comme valides dans la mesure de la compétence du Gouvernement russe. Vu les termes de ces décrets, et en dehors des preuves apportées par les experts, il n'est pas du tout certain que leur effet ait été de dissoudre la banque demanderesse ».

Il continue en passant en revue divers textes législatifs des Soviets, notamment ceux que nous avons étudiés dans notre première partie. Il est intéressant de voir l'opinion du juge anglais sur ces textes:

« Le décret du 14 décembre 1917 est rédigé en termes généraux, et ressemble plutôt à une déclaration politique qu'à une disposition législative positive devant produire des effets immédiats. Cette interprétation s'appuie sur la clause 4 d'après laquelle « la méthode de fusion des banques par actions avec la Banque d'Etat sera déterminée par un décret spécial ». Le décret du 26 janvier 1918 est incompatible avec l'opinion d'après laquelle les banques avaient été dissoutes au précédent mois de décembre, car il institue le transfert du capital et une remise des actions ».

Plus loin le savant juge rejette également en tant que preuve de dissolution l'avis du Commissaire central de la Banque du Peuple du 1^{er} juin 1918 car il résulterait de cet avis que le commissaire lui-même ne considérerait pas ces banques comme dissoutes puisqu'il ordonnait que leur administration fût abolie à partir du 1^{er} avril 1918. De

même les dispositions de la Constitution du 10 juillet 1918 seront très vagues et en contradiction avec les dispositions du décret du 14 décembre 1917 puisqu'elle ne fait aucune mention de la Banque du Peuple et déclare que les biens des banques privées passeront directement à l'Etat. Les résolutions postérieures du Commissariat des Finances (des 20 septembre, 2 et 10 décembre 1918) ne sont pas des actes législatifs. Quant au dernier décret important du 19 janvier 1920, il ne parle pas des banques privées car son seul effet est d'abolir la Banque de l'Etat du Peuple et de transférer son actif à l'Etat. « En conséquence, conclut Lord Cave, on ne saurait déduire de ces documents que les banques à capital par actions, y compris la société demanderesse, furent dissoutes par le décret de décembre 1917, et l'on ne reconnaît aucun autre décret qui aurait pu produire directement cet effet ».

Il réfute, enfin, le dernier argument du défendeur qui, en se basant sur le décret du 26 janvier 1918 relatif à l'annulation des actions de banque soutient que les sociétés de banques ont été détruites, car « lorsqu'il n'y a pas d'associés il ne peut y avoir de sociétés ». Pour le juge anglais l'effet de ce décret n'est pas exactement celui que les défenseurs invoquaient : les actions ont été non seulement déclarées nulles, mais encore elles ont été transmises à la Banque d'Etat et « il semble que son intention fut que la Banque d'Etat conservât les actions transmises et ainsi exerçât son contrôle sur les banques. S'il en était ainsi les sociétés continueraient à exister ». De plus, ce soi-disant décret pour le juge anglais, n'a pas de force légale comme n'ayant été qu'une résolution du Conseil des Commissaires sans qu'aucun corps détenant l'autorité législative l'ait confirmé.

La perte de la personnalité par la banque demanderesse n'ayant pu être établie, il faut donc conclure que celle-ci continue à exister et doit obtenir gain de cause dans cette instance.

Si la solution donnée par Lord Cave est conforme à l'équité et au bon sens, son argumentation nous paraît fort discutable. Notons que les tribunaux français, beaucoup plus prudents dans leurs motifs, se sont toujours refusés à

analyser en détail les textes législatifs soviétiques. Ils se contentèrent avec juste raison, de constater la disparition, le fait indiscutable en justice, des sociétés de banques en Russie et d'en tirer les conséquences. Il ne faut pas en conclure que les juges français ont totalement négligé les textes soviétiques ; bien au contraire, dans certains cas, ils ont su discerner la portée de ces textes, et trancher les questions d'une façon très satisfaisante.

Lord Cave a cru qu'il était nécessaire d'analyser la législation soviétique donnée par la Cour d'appel. Sa compréhension de cette législation est loin de la réalité. Nous ne voulons pas revenir sur des sujets traités dans notre introduction, mais nous profitons de cette occasion pour souligner le danger qu'il y a pour un juge étranger d'interpréter la législation soviétique notamment celle de la première période, sans s'occuper des effets pratiques de ces mesures législatives et de la vie réelle en Russie.

Bien plus intéressantes sont les conclusions de Lord Finlay et de Lord Wrenbury. Le premier conteste la disparition de la personnalité de la succursale russe en Angleterre, en invoquant diverses considérations pratiques :

« Il ne faut pas oublier, dit-il, que nous avons affaire à une succursale de la banque établie et faisant des opérations dans ce pays. Même s'il avait été prouvé que la banque russe, dans la mesure où il s'agit de la Russie ait cessé d'exister, il ne faudrait pas considérer ce fait comme décisif. La succursale de Londres existe depuis longtemps ; elle a fait des opérations en Angleterre, il y a de nombreux actionnaires anglais, des engagements vis-à-vis des sujets anglais sont nés... Si l'on donnait suite aux allégations de l'intimée, il serait impossible à la succursale de rentrer en possession de ses biens et de remplir ses engagements... » Pour ces raisons Lord Finlay considère que la demande de la banque doit être satisfaite.

Cette argumentation, en portant la discussion sur un terrain pratique, a rendu de grands services à l'étude de la situation des banques russes. Comme nous l'avons dit plus haut, l'étude ne peut pas être faite sans tenir compte de la situation pratique de ces établissements. Quant aux argu-

ments mêmes, il est difficile de dire qu'ils contiennent une théorie juridique bien définie.

Les arguments de Lord Wrenbury sont bien plus intéressants ; il s'occupe spécialement de savoir ce que représente exactement la succursale de la banque russe et il est enclin de dire que cette succursale pourrait se concevoir comme « une association ou partnership de personnes physiques dont les rapports « *inter se* » se trouvent dans les statuts de la société et doivent, sans aucun doute, être déterminés conformément à la *lex loci contractus* ; elle est néanmoins une association dont l'existence ne prend pas fin avec la mort de la personne morale étrangère, mais continue pour la liquidation de ses affaires dans la mesure où ce pays régit les personnes et l'actif compris dans la juridiction. Les personnes physiques composant une pareille association ne sont pas mortes, même si la personne morale l'est. Il est établi qu'une société, personne morale étrangère peut être liquidée ici ».

Ainsi, les Lords ont admis la survivance des sociétés russes à l'étranger, car, pour ces juges la législation soviétique ne contient aucune disposition catégorique quant à la disparition de la personnalité morale des anciennes sociétés de banque, notamment en ce qui concerne les succursales étrangères de ces banques. Il y a lieu de remarquer la différence profonde avec l'argumentation de la jurisprudence française. Pour cette dernière, la disparition des banques en Russie n'a pas fait de doute, mais elle s'est opposée à l'application de ces mesures en France en vertu de la théorie de l'ordre public français. Les juges anglais ne font aucune allusion à cette théorie (pourtant connue en Angleterre) bien plus, certains juges déclarèrent ne voir rien d'incompatible dans la législation soviétique avec les principes du droit anglais. Les juges puisent leurs argumentations dans le droit soviétique même, méthode qui nous paraît bien critiquable.

En tout cas, la survivance des sociétés russes est consacrée par la Chambre des Lords ; cette décision est très importante « puisque suivant la constitution anglaise, les tribunaux inférieurs doivent appliquer l'interprétation de

la Chambre des Lords dans les mêmes cas et qu'ainsi les tribunaux ne pourront plus nier la personnalité des sociétés russes nationalisées » (de Tiefenau, p. 86).

Effectivement, toutes les décisions postérieures ont appliqué les mêmes principes. Pour les juges anglais les décrets du Gouvernement soviétique n'avaient pour résultat que de confisquer les biens des sociétés privées sans porter atteinte à leur personnalité morale. En outre, les seuls biens confisqués étaient ceux qui se trouvaient sur le territoire des Soviets. Les biens situés dans les pays étrangers échappèrent à cette confiscation et continuèrent à appartenir aux sociétés privées russes. Dans une décision postérieure (*Manufacture Woronine contre MM. Frederick Huth and Co*, *Clunet* 1928, p. 756), Lord Justice Wright dit notamment :

« La reconnaissance du Gouvernement des Soviets par le Gouvernement anglais ne change rien à cette conclusion. Les titres et l'argent n'ont jamais été sous la juridiction du Gouvernement des Soviets et ils restent la propriété de la société ... ».

« ... Ces conclusions semblent impliquer que la société a une sorte de double existence ; en Russie elle n'est qu'une personne morale dénuée de toutes fonctions, privée de tous ses biens, une simple ombre tandis qu'ici elle possède des actifs, des directeurs, des membres et elle est capable de faire des actes juridiques... ».

Cette décision a emprunté à la pratique encore davantage que celle de la Chambre des Lords, les diverses considérations qui ont motivé le jugement rendu en faveur de la société russe. Il faut noter en passant cette conception étrangère au droit français d'une société qui ne présente « qu'une ombre » en Russie et n'est active qu'en Angleterre. En tous cas, cet état de choses permet au juge d'admettre qu'une pareille société possédant des actifs en Angleterre et étant régulièrement administrée peut y vivre et y faire des actes juridiques.

Cette conclusion se rapproche beaucoup de la théorie des sociétés de fait appliquée par la jurisprudence française en matière de sociétés russes. Retenons seulement que,

tandis que les tribunaux français ont tendance à voir dans la succursale des sociétés russes, des sociétés de fait continuant les sociétés régulières russes, la jurisprudence anglaise, voit dans ces succursales la société russe elle-même qui n'a pas été atteinte par la législation soviétique. Malgré les différences de l'argumentation nous avons adopté une solution presque identique en ce qui concerne certaines catégories de biens russes.

Cette jurisprudence a dû admettre en conséquence que, si la société continue à subsister, il est nécessaire pour son fonctionnement de se référer aux dispositions du pacte social. « Les statuts établis entre les membres de cette société « conservent leur vigueur comme contrat, même en dépit des suppressions législatives du gouvernement soviétique » (Voir article de MM. G. Lepointe et D. Petchorine dans *Clunet*, 1932, p. 853 et suivantes). Quant aux administrateurs en fonction dont bien souvent les pouvoirs ont expiré depuis longtemps il faut les considérer comme des gérants d'affaires — *negotiorum gestores* — ayant les pouvoirs de représenter la personne morale et de faire en son nom des actes juridiques réguliers.

Cet état de choses a duré jusqu'à fin 1931 lorsqu'un revirement brusque s'est produit encore une fois dans la jurisprudence anglaise : une vieille poursuite engagée par la *Russian and English Bank* contre *Baring Brothers* en recouvrement de vieilles créances, était pendante devant le Tribunal (High Court of Justice, division de la Chancellerie) lorsqu'en juin 1931 les défendeurs ont demandé la cessation de la procédure en alléguant l'inexistence de la demanderesse par suite de la dissolution par les Soviets de la banque russe. Pour le juge *Eve*, l'inexistence de la société russe apparaissait comme certaine : « quand le Tribunal a été une fois averti que le demandeur est inexistant et, par conséquent incapable d'agir, il est tenu de mettre fin à l'action ... ».

Dans une autre espèce (*Lazard Brothers and Co* contre *Banque Industrielle de Moscou* et *Midland Bank Ltd.*, Cour d'appel, novembre 1931, *Clunet* 1932, p. 1057), Lord Justice Scrutton s'exprime de la façon suivante :

«... Un des points essentiels de cette affaire est celui de savoir si, en octobre 1930 il existait une personne juridique connue sous le nom de la Banque Industrielle de Moscou à qui signification peut être faite ou contre qui un jugement par défaut de comparaître peut être pris ... ».

Pour mettre son jugement en harmonie avec les décisions de la Chambre des Lords, ci-dessus citées le savant juge commence par délimiter la portée de ces décisions :

« J'estime qu'il existe un malentendu considérable sur la décision de la Chambre des Lords dans *Russian Commercial and Industrial Bank contre Comptoir d'Escompte de Mulhouse and others* et dans *Banque Internationale de Commerce de Pétrograd contre Goukassow*. Dans le premier cas (la banque avait une succursale en Angleterre où les Tribunaux anglais procédaient alors à sa liquidation) la demanderesse lança un exploit contre une banque française le 23 janvier 1920. Celle-ci, dont la conduite du point de vue des affaires était tout à fait blâmable, répondit qu'à cette date la banque russe avait été dissoute par la loi russe... Sur la question de fait quant à l'existence de la banque russe dont la succursale anglaise était en liquidation en 1920-1924 la Chambre des Lords estima n'être pas convaincue par les preuves fournies de sa cessation d'existence. Dans l'affaire *Goukassow* une banque russe ayant une succursale à Paris y continua ses affaires jusqu'en 1920 ou plus tard. La France n'avait pas reconnu le Gouvernement des Soviets. La Chambre des Lords suivit sa première décision et déclara non établi que la banque russe fut alors inexistante à Paris »...

Ayant ainsi strictement délimité le champ d'application des décisions de la Chambre des Lords, le juge constate que la situation devant laquelle il se trouve actuellement est tout à fait autre.

« La question de fait est ici différente : nous sommes en 1930. La compagnie n'avait aucune succursale en Angleterre ou hors de Russie. Nul Tribunal anglais n'était compétent pour la liquider. Rien n'établit que lors des décrets russes elle eut des actionnaires hors de Russie et nous avons de nouveaux témoignages tant sur ce qui se passa

en Russie après 1920 que sur le nouveau Code civil russe et que sur l'attitude des tribunaux russes et du Gouvernement des Soviets à l'égard des anciennes banques... Il est frappant de voir que tous les trois experts sont d'accord pour affirmer qu'en 1930, et depuis, je crois, 1924, nul Tribunal soviétique ne reconnaîtrait que la Banque Industrielle de Moscou existait comme personne juridique en Russie ».

Effectivement, ajoute-t-il, lorsqu'on a voulu citer en justice cette banque, on a fait parvenir la citation à Moscou par la voie diplomatique, mais le Ministère russe des Affaires Etrangères a répondu le 22 mai 1931 : « L'institution en question n'existant pas à Moscou à l'heure actuelle la signification de l'exploit est impossible... ». Pourquoi les Tribunaux anglais affirmeraient-ils qu'il existe en Russie une société purement russe lorsque les Tribunaux et le Gouvernement russes disent que rien de tel n'existe en droit russe ?

Il reprend ensuite dans la législation soviétique tous les textes que nous avons étudiés dans notre introduction et s'arrête au décret du 26 janvier 1918 (voir le texte de ce décret, page 29) qui lui paraît être définitif. Il revient à nouveau sur l'interprétation qu'il faut donner au mot « action », il rappelle que dans l'affaire du Comptoir de Mulhouse Lord Cave concluait à l'existence des sociétés de banques justement à cause de cet article ; pour ce dernier la remise des actions à la Banque de l'Etat prouvait que les sociétés privées et leurs actions continuaient à exister. Lord Scrutton, en se basant sur les conclusions de l'expert Konkevitch, déclare que le malentendu résulte du double sens du mot « action » en russe : action — la feuille de papier une sorte de certificat constatant le droit de l'actionnaire et action — droit de l'actionnaire dans la société. Il y avait bien la remise de l'action « objet corporel » à la Banque d'Etat, il y avait également l'annulation de l'action du « droit incorporel » de l'actionnaire contre la société. « L'actionnaire dont la part était déclarée nulle, remit son certificat à l'Etat. Nulle action de la Compagnie n'a subsisté et je ne puis comprendre comment un groupe pourrait exister sans membres... ».

Tel est le plus important argument du Lord Scrutton ; pour terminer il en ajoute encore un qui nous paraît très contestable :

« En vertu de la 6^e règle préliminaire du Code et du décret de 1918 nulle référence aux lois tsaristes n'était permise aux Tribunaux. Ceux-ci ne pourraient donc alléguer la charte tsariste de la Banque Industrielle de Moscou et il n'est pas établi qu'elle ait été enregistrée conformément au droit soviétique ... ».

Et il termine : « Il est établi pour moi qu'une société russe sans succursale en Angleterre ne s'étant jamais soumise à la loi anglaise avait cessé d'exister avant octobre 1930 date à laquelle fut rendu le jugement par défaut sur lequel est fondé la saisie-arrêt ; le jugement par défaut contre une société inexistante était donc nul ... ».

Qu'il s'agisse de simples biens ou de succursales entières l'inexistence des sociétés russes en Angleterre apparaît indiscutable aux juges anglais. On peut citer à l'appui la décision relative à la société russe A. Kousnetzoff et C^o, successeur d'Alexis Goubkine, citée par MM. Petchorine et Lepointe (décision rendue par Lord Mangham, Haut Tribunal de Justice, division de la Chancellerie, Cour des Compagnies le 29 avril 1932) ; cette société avait plusieurs succursales à l'étranger. En 1931 sur la demande d'une minorité d'actionnaires, le juge mit en liquidation ladite société.

La principale raison de ce revirement de la jurisprudence anglaise est la mise en vigueur d'un nouvel acte sur les sociétés. En effet, le 1^{er} novembre 1929 est entrée en vigueur la loi qui contenait la nouvelle réglementation des sociétés ; l'article 344 de cet acte interdit en Angleterre la liquidation des sociétés non enregistrées ; l'article 338 § 1 fait exception à cette règle dans les trois cas suivants :

1^o la société est dissoute, ou a cessé d'exécuter son travail ou elle poursuit uniquement la liquidation de son entreprise et de ses affaires ;

2^o elle n'est pas en état de payer ses dettes ;

3^o le tribunal trouve juste et équitable de prononcer cette liquidation.

Le paragraphe 2 de cet article ajoute que lorsqu'une

société constituée hors de Grande-Bretagne effectuait des opérations en Grande-Bretagne, elle peut être liquidée conformément aux dispositions précédentes, quand bien même elle aurait été dissoute ou aurait cessé d'exister comme société d'après les lois du pays de sa constitution.

Evidemment ce dernier paragraphe semble viser directement les sociétés russes.

Nous le trouvons dans les conclusions du juge, dans les affaires ci-dessus citées.

Le juge Eve dit : « Je ne peux pas concevoir une compagnie dont l'existence et les attributs ont pris naissance d'après la loi russe et qui pourra continuer à exister à se survivre, alors que la loi russe dispose qu'elle doit être dissoute. En quelle qualité, d'après quelles lois peut-elle exister ? Elle n'est plus soumise à la loi russe et cependant elle ne peut être soumise à la loi anglaise : les Tribunaux anglais ne peuvent connaître à son égard qu'une seule loi celle justement qui l'a détruite ; par conséquent, le juge anglais est nécessairement obligé de considérer cette banque plaignante comme annulée ».

Mais que doit-on décider en ce qui concerne les biens sociaux ?

« J'estime, dit le juge Eve, pourtant que ces difficultés peuvent être résolues et les actes de ceux qui sont intervenus dans les affaires de la succursale, depuis la disparition de l'institution-mère, régularisés par l'adoption et la ratification par un liquidateur dans une procédure conforme à l'article 338 de la X^e Partie du Companies Act de 1929. Le paragraphe 2 de cet article nous paraît applicable .. ».

Le juge Bennett (High Court of Justice, division de la Chancellerie, mars 1932, *the Russian and English Bank*) précise : bien que la société russe ait été dissoute avant le 1^{er} novembre 1929, date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi, il croit que les dispositions de cette loi doivent être appliquées à la société russe :

« Il s'agit de savoir si d'après les dispositions du paragraphe 2 de l'art. 338, une société qui a été dissoute avant le 1^{er} novembre 1929, date d'entrée en vigueur de cet article peut être liquidée suivant ses dispositions c'est-à-dire si

l'article, dans son ensemble est susceptible d'application rétrospective...

« Je crois qu'on a eu raison de soutenir que le paragraphe 2 a été ajouté à l'article 338 (qui pour le reste est inchangé, dans la nouvelle loi) à cause des difficultés soulevées ici par les sociétés créées sous l'empire de la loi russe. Si telle est la raison, comme je le crois, de cette insertion, à mon avis la législation de 1929 n'a pas entendu modifier le droit tel qu'il résultait des actes de 1862 et 1908.

« Donc, pour moi bien que la société ait été dissoute avant le 1^{er} novembre 1929, elle peut être liquidée conformément aux dispositions de l'article 338, paragraphe 1.. ».

« Dans ces conditions, puisque l'ordonnance de liquidation ne peut faire de tort à personne, et que les créanciers opposants eux-mêmes désirent que la société soit liquidée, je rejette leur exception et ordonne la liquidation forcée de la société ».

Dans ces conditions il apparaît nettement que la jurisprudence anglaise trouve actuellement la solution du problème des sociétés russes dans leur liquidation immédiate. Conformément aux prescriptions de la dernière loi, elle admet la liquidation en Angleterre d'une personne morale étrangère même si celle-ci n'a pas de succursale régulière, lorsque cette personne morale est dissoute dans son pays d'origine. Les juges ne semblent pas faire de distinction entre les simples biens appartenant aux sociétés russes et les succursales de sociétés. Tous ces organismes ne présentent plus le caractère d'une personne morale distincte et doivent être liquidés.

Les tribunaux leur nomment des liquidateurs qui seront chargés d'assurer la poursuite des débiteurs et la répartition régulière de l'actif. La procédure de cette liquidation n'est pas encore bien définie et nous ne savons pas de quelle façon sera faite la répartition de l'actif. L'un des actes les plus importants de ce liquidateur doit consister en la ratification de la gestion quoique irrégulière des anciens administrateurs car on ne peut pas faire abstraction de cette période de l'activité sociale. MM. Lepointe et Petchorine donnent certaines indications relatives à cette liquidation (voir l'article précité dans *Clunet* 1932).

« Une seule solution demeure, et elle est seule logique ; elle consiste à décider que les biens appartiennent aux copropriétaires, aux personnes physiques qui demeurent bien vivantes capables de droit et des obligations, capables d'ester en justice, à défaut de l'ex-personne morale, la société considérée suivant les termes employés par le juge Eve comme *defunte* et il faut considérer ces personnes comme ses héritières, en quelque sorte, en pays anglais. Mais comme le patrimoine possède un passif, comme un héritier ne peut bénéficier d'un actif sans supporter en même temps le passif corrélatif de cet actif, il est nécessaire de procéder à une liquidation du patrimoine de cette société défunte et de nommer un liquidateur afin de régler la situation entièrement. On considère la personne morale comme défunte et on liquide sa succession ».

Par conséquent, cette liquidation doit être faite suivant les principes de la *lex fori* et en tenant compte bien entendu, du contrat social.

Dans leurs conclusions MM. Lepointe et Petchorine déclarent avec justesse que cette jurisprudence aboutit aux mêmes conclusions que la jurisprudence française de ces derniers temps : les tribunaux des deux pays admettent la nécessité de la liquidation des biens russes.

Les voies et l'argumentation qui ont abouti à ce résultat sont évidemment différentes dans les deux pays. Nous signalerons, notamment en Angleterre, l'intervention du législateur qui a nettement indiqué aux tribunaux la voie à suivre. Rien de pareil en France. En outre, si la liquidation est ordonnée dans les deux pays, son caractère diffère nettement : pour le juge anglais, la personne morale est morte, et il s'agit d'organiser la liquidation de sa succession ; le juge français est loin de cette conception : pour lui la personne morale ne peut pas être assimilée à une personne physique et la mort de cette dernière n'équivaut pas à la mise en liquidation de la personne morale. Il ne s'agit donc pas de succession et d'héritiers, mais de la liquidation de l'activité commerciale de la société et de ses actionnaires.

Par contre, le juge anglais fait couramment intervenir

la notion du changement dans la situation des sociétés russes ; pour lui, la société russe de 1924 n'est plus celle de 1931 (voir les conclusions de Lord Justice Scrutton, citées plus haut). Effectivement, comme nous l'avons dit plusieurs fois, le facteur « temps » joue un très grand rôle dans notre problème. Il semble que dans ces dernières années le juge français commence à se rendre compte de ce changement avec toutes les conséquences qui en découlent.

Nous constatons donc que la jurisprudence de l'Angleterre partie d'un principe assez éloigné de celui de la jurisprudence française a fini par la rejoindre. Ce résultat ne doit étonner personne puisque en face des mesures de nationalisation prises par le Gouvernement Soviétique, les systèmes juridiques français et anglais avaient à dresser la même barrière inspirée par les principes généraux communs, qui leur paraissent inviolables.

CHAPITRE II

LA JURISPRUDENCE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

La jurisprudence de ce pays (et spécialement de l'Etat de New-York) s'est formée dans une atmosphère politique opposée à celle de l'Angleterre. Pour les Etats-Unis le Gouvernement soviétique est resté jusqu'en 1933 un gouvernement non reconnu, illégal et révolutionnaire. Aucune relation diplomatique ne liait ces deux grands pays pendant plus de 16 ans.

Cet état de choses commandait aux juges la position à prendre à l'égard de la législation soviétique. Les principes de la théorie dite « classique » dont nous avons parlé à maintes reprises plus haut, ont été mis en avant ; conformément à ses règles les juges ont adopté l'attitude la plus rigide et en même temps la plus simpliste à l'égard de la législation soviétique, en déclarant l'écarter totalement et dans tous les cas comme émanant d'un gouvernement non reconnu.

« Les différents décrets du Commissariat du Peuple issu du régime soviétique ont été considérés comme non valides par cette juridiction à cause de la non-reconnaissance, par nos autorités fédérales qui dirigent nos relations diplomatiques, du pouvoir gouvernant en Russie qui a promulgué ces décrets » (*Division d'appel de New-York, Fred S. James et C^o v / Second Russian Insurance*, février 1924) ».

Cette législation, même si elle a mis fin à l'existence des personnes morales en Russie, n'a donc pu les détruire à l'égard des juges américains, pour lesquels les sociétés russes ont continué à exister comme par le passé.

Cette jurisprudence malgré sa logique impeccable a été loin de donner satisfaction au point de vue pratique. Le bouleversement du régime juridique et économique d'un grand pays ne peut pas passer inaperçu dans les autres

pays. Ainsi les juges américains ont, eux aussi, senti le besoin de prendre dans une certaine mesure en considération la législation « révolutionnaire » russe et d'admettre qu'elle avait apporté un certain nombre de changements dans la vie des sociétés russes fondées suivant la loi tzariste. Les considérations d'équité ont assoupli la rigidité des principes antérieurs. L'honneur de ce revirement revient à l'éminent juge Cardozo de la Cour d'appel de New-York. Dans l'arrêt du 25 novembre 1924 (Sokoloff v / National City Bank of New-York) qui sera examiné en détail plus loin, l'éminent juge apporte certaines corrections au principe posé antérieurement. Il fait appel aux précédents historiques et les trouve dans les décisions rendues à la suite de la guerre de Sécession : à cette époque, comme à l'heure actuelle, les juges se trouvaient devant des actes législatifs émanant d'un gouvernement rebelle non reconnu. Une discrimination de ses actes était faite : « des actes de gouvernement rebelle non reconnu avaient été déclarés nuls, quand leurs effets étaient préjudiciables aux intérêts des citoyens de l'Union ou contraires à l'ordre public ; mais d'autres actes et décrets de ce même gouvernement, dont les effets étaient justes et conformes à l'ordre public, ont été maintenus »¹. La même conclusion doit s'imposer à l'égard de la législation des Soviets qui tout en étant un gouvernement non reconnu, ont incontestablement « une existence notoire comme gouvernement *de facto*. Ainsi « des restrictions à la règle générale peuvent être admises pour la protection de ceux qui ont été victimes d'une spoliation, mais ne sauraient être accordées au spoliateur ou à ses ayants droit ».

Cette exception et cet appel à l'équité et à la justice ont eu pour conséquence de provoquer un certain nombre de jugements inspirés plutôt de considérations de fait que de considérations de droit. Seule la perspicacité des juges a pu éviter des jugements iniques ou préjudiciables aux personnes en cause. Cette idée a été exprimée par le juge Lehmann dans l'arrêt de la Cour d'appel d'avril 1925 (*Clunet* 1925, p. 1074).

1. De Tiefenau, *op. cit.*, p. 124.

« Les tribunaux pourront donner des solutions différentes à ces questions et leurs conclusions seront inspirées par les circonstances particulières de chaque espèce ».

Et M. Schefftel dans sa note au *Clunet*, 1930, p. 793 s'exprime de la façon suivante :

« ... les décisions qui suivirent (c'est-à-dire postérieures à l'arrêt Sokoloff précité) en matière de sociétés russes nationalisées, s'inspiraient surtout de considérations d'équité et de justice, devant lesquelles parfois elles laissaient fléchir les principes formels de droit... ».

« En présence des difficultés juridiques que comportaient les problèmes à résoudre, on renonçait ainsi à toute solution de principe, en ouvrant largement la voie à l'opportunisme et à l'arbitraire ».

Malgré les exceptions apportées à la règle rigide de l'application de la loi soviétique le principe restait immuable : les sociétés russes continuaient à être considérées comme existantes. C'est ainsi que la Cour d'appel a admis la responsabilité de la société russe pour les dettes contractées antérieurement (*Fred S. James et Co V/ Second Russian Insurance Co*) ; cette dernière opposait à la prétention du demandeur son inexistence à l'étranger. La défense n'a pas été admise car son existence en fait à l'étranger était flagrante pour tout le monde et se manifestait même dans le rôle de défenderesse qu'elle assumait dans une instance : « Les ombres de défendeurs défunts n'apparaissent pas et ne plaident pas ».

Dans une autre affaire, qui a eu beaucoup de retentissement, la société russe (*Russian Reinsurance Co* en l'espèce) poursuivait le recouvrement du dépôt qu'elle avait effectué en 1906 à la Bankers Trust Co conformément à la loi américaine pour pouvoir fonctionner aux Etats-Unis. La banque défenderesse a refusé de restituer le dépôt invoquant d'une part le fait que les compagnies d'assurance avaient été nationalisées en Russie et que par conséquent l'existence de la demanderesse apparaissait plus que douteuse, et d'autre part le caractère plus qu'incertain des pouvoirs des administrateurs agissant pour la société, étant donné que le délai de leurs mandats avait expiré depuis longtemps.

Le tribunal a accepté cette argumentation et a débouté la demanderesse.

La division d'appel de la Cour suprême a infirmé le jugement ci-dessus, en se basant sur les règles établies dans l'espèce « Sokoloff » dont nous avons parlé plus haut. En effet, pour la Cour, dire que cette société était dissoute, équivalait à appliquer les décrets soviétiques et spécialement la partie de ces décrets qui apparaissait non équitable et contraire aux principes généraux du droit américain.

« Les décrets en question ne sont équitables dans leur application ni compatibles avec notre ordre public en tant qu'ils s'appliquent aux droits respectifs des parties dans cette instance. En reconnaissant qu'ils ont force de loi, on léserait encore davantage les droits de la société demanderesse tels que nous les envisageons d'après nos principes, cette société étant déjà « victime de confiscation » en vertu de ces décrets mêmes..... ».

En rejetant l'application des décrets soviétiques la division d'appel donnait par cela même gain de cause à la société russe.

Cette affaire s'est poursuivie devant la Cour d'appel et un arrêt a été rendu en avril 1925 par le juge Lehmann. Ce dernier se rallie nettement à la théorie posée par l'espèce « Sokoloff » sur l'application aux Etats-Unis des décrets soviétiques et ainsi reconnaît l'existence légale des anciennes sociétés russes à l'étranger ; mais le savant juge croit que ces considérations d'ordre plutôt théorique ne sont pas suffisantes pour permettre de trancher cette question épineuse. Il fait intervenir deux considérations d'ordre pratique qu'il trouve pertinentes et qui l'obligent à donner la solution contraire, c'est-à-dire à débouter la société russe.

a) Tout d'abord, si en théorie la société russe continue à exister, pratiquement elle est loin d'être régulière ; en effet, l'application intégrale de ses statuts devient impossible ; la convocation des assemblées générales ne peut plus être réalisée. De ce fait, le mandat des administrateurs devient très précaire. Ces considérations jettent un soup-

çon sur l'opportunité de mettre à la disposition d'une pareille institution des sommes importantes.

b) Si la première considération donne seulement matière à réfléchir, la deuxième, aussi étrange que cela reparaisse, détermine le juge dans sa conclusion : il pose la question sur le plan international et part de l'idée que ces sociétés russes ne font pas l'objet d'un traitement identique dans tous les pays. Certains gouvernements ont reconnu les Soviets et par conséquent peuvent appliquer, tout au moins dans une certaine mesure, les décrets soviétiques. Ainsi les administrateurs ayant eu gain de cause et ayant touché des fonds aux Etats-Unis peuvent opposer dans le pays où ils sont domiciliés (en France) l'inexistence de leurs sociétés pour échapper à la poursuite des créanciers sociaux. D'où, pour le juge, américain, une situation peu équitable. Mais un cas qui apparaît comme étant encore plus dangereux aux yeux du juge américain, est celui du défendeur ; après avoir rendu les fonds à la société russe, il peut encore être inquiété pour la même cause, dans les pays où les Soviets ont été reconnus, soit par le Gouvernement des Soviets lui-même, soit par la société russe, désavouant ses directeurs. Cet argument apparaît décisif, et le juge refuse de donner gain de cause à la société russe. Il prend le soin d'ajouter que ce jugement est susceptible d'être modifié dans le cas où « la Russie aura un gouvernement reconnu, ou, au moins, quand la demanderesse aura repris ses opérations et rétabli un fonctionnement de son administration conforme à ses statuts ».

Cet arrêt est resté célèbre par son argumentation qui nous paraît absolument fausse au point de vue juridique et qui est une négation de tous les principes du droit international.

M. Schefftel dans sa note au *Clunet*, 1935 (p. 1074), s'élève avec véhémence contre cette décision. « C'est dit-il, un désir de justice inspiré par des appréhensions politiques... » « il serait difficile de trouver un autre précédent, où un tribunal national aurait refusé d'appliquer les principes de droit établis par la jurisprudence nationale à raison de leur incompatibilité avec les conceptions politiques et la jurisprudence des Etats étrangers ».

Tout en étant dans son argumentation contraire à nos principes, cet arrêt se rapproche dans ses conclusions de celui, par exemple, de la Cour de Bordeaux, dont nous avons longuement parlé plus haut. Il est intéressant de noter que la crainte, qui se manifeste dans l'arrêt de la Cour de Bordeaux, de mettre les fonds à la disposition des administrateurs dont les pouvoirs sont loin d'être réguliers, se révèle également chez le juge américain, qui recule devant cette conclusion. Nous avons déjà parlé de cette conception dualiste de la société russe (société demanderesse et société défenderesse) et nous ne voulons plus y revenir ici.

Il nous faut actuellement passer aux décisions plus récentes qui présentent un grand intérêt.

En 1928, les tribunaux se sont heurtés, comme en France à la question très complexe des sociétés filiales créées par les sociétés russes à l'étranger. En l'espèce, il s'agissait de la société russe d'assurance *Rossia*. Cette société avait cédé tout son actif et tout son passif américain à une société nouvellement constituée, selon les lois américaines, la *Rossia Insurance Co of America*. Un créancier de la société russe a intenté contre la société américaine nouvellement formée une action en annulation de la cession de tout l'actif et de tout le passif à cette société par la société russe. Les juges se montrèrent très favorables à la constitution de la nouvelle société et déboutèrent le demandeur. Leur argumentation est très intéressante. Quel traitement doit-on appliquer aux biens russes se trouvant à l'étranger, se demande le tribunal ; il donne immédiatement une réponse :

« Nous regardons avec une certaine indulgence les efforts honnêtes bien que peut-être irréguliers, d'un agent gérant des biens étrangers résidant dans ce pays. Notre attitude se trouve entièrement exprimée dans la déclaration que le problème dont nous sommes saisis est régi non par des règles techniques quelconques mais par les considérations les plus larges d'ordre public et de justice..... Il se peut que la *Rossia* de Pétrograd ait, en vertu des décrets des Soviets, cessé d'exister le 1^{er} avril 1919. Même ici, sa vie sociale peut avoir cessé. Elle était moitié morte moitié vivante..... Les actes des directeurs et des Trustees ratifiés

et confirmés par les administrateurs réfugiés à Paris, sont reconnus par nous comme des actes de conservation juste, équitable et entièrement légitime... ».

Si ce jugement souligne encore une fois le désir exprimé par les juges américains de ne pas trancher du point de vue théorique la question des sociétés russes, il contient incontestablement une solution heureuse au point de vue pratique. Il admet d'une façon nette et précise la régularité de la formation des nouvelles sociétés étrangères par les administrateurs des sociétés russes, notamment dans le cas où cette création de société coïncide, avec la cession de l'actif et de passif de l'ancienne société russe. Cette question très difficile en théorie est résolue d'une façon heureuse par la justice américaine à l'avantage des anciennes sociétés russes. Rappelons qu'une question identique s'est posée plusieurs fois devant le juge français mais que celui-ci n'a jamais donné de réponse directe à cette question, profitant des circonstances de l'espèce pour ne pas aborder le problème de face.

Pour terminer avec cet arrêt, nous devons souligner la définition donnée par le savant juge de l'état dans lequel se trouvent les sociétés russes à l'étranger. « Elle était, dit le juge, moitié morte, moitié vivante ». Cette proposition qui doit s'inspirer de la théorie de la réalité de la personne morale, nous paraît être très loin de la vérité judiciaire. D'ailleurs M. Scheftel, dans sa note au *Clunet* 1928, p. 793, la qualifie très justement d'« aussi contraire aux lois biologiques qu'aux principes juridiques ».

Nous passons maintenant à l'étude d'un arrêt rendu par le célèbre juge Cardozo dans l'affaire de la Banque Internationale de commerce de Pétrograd contre National City Bank of New-York (Cour d'appel de l'Etat de New-York, arrêt du 11 février 1930, *Clunet* 1930, p. 782).

La banque russe avait eu avant la Révolution un compte dépôt à la National City Bank. Les administrateurs de la banque russe réunis à Paris ont voulu obtenir le remboursement du solde de ce compte. La défenderesse a refusé de verser le solde aux administrateurs en invoquant trois

principales considérations : 1^o la société russe a été dissoute et n'existe plus en tant que personne morale ; 2^o en tout cas, ses administrateurs n'ont pas la qualité d'agir en son nom et 3^o la défenderesse une fois condamnée à payer resterait sans protection contre le danger d'un conflit d'action. La défenderesse a eu gain de cause devant le tribunal de première instance et devant la division d'appel. L'affaire est venue devant la Cour d'appel. Le juge Cardozo a soumis ces trois points à un examen approfondi tant au point de vue théorique que pratique.

Premier point — existence de la société russe — le juge commence par poser la conclusion à laquelle il arrive après une étude des faits et des principes juridiques. « Nous estimons, dit-il, que la société demanderesse n'est pas dissoute, mais continue d'exister comme personne morale, capable d'ester en justice.... Les décrets du Gouvernement soviétique, nationalisant les banques russes n'ont pas de force légale aux Etats-Unis et ne sont pas reconnus comme lois... Nous ne pouvons pas attribuer aux décrets du Gouvernement des Soviets l'effet légal d'avoir dépouillé la demanderesse de son titre aux avoirs, qui autrement bénéficieraient de la protection de nos lois. Surtout il en devrait être ainsi, lorsque le titre dépouillé est transféré au gouvernement même, dont nous refusons de reconnaître l'existence... » Par contre, on peut considérer que ces décrets ont créé un état de fait qui a empêché les sociétés russes de continuer à travailler en Russie. Mais cet état de fait ne peut pas avoir pour conséquence la disparition de la personne morale, car celle-ci ne peut disparaître qu'à la suite de dispositions légales expresses. Par conséquent, pour poser la question correctement, il faut se demander « si les lois du Gouvernement impérial de Russie ou du Gouvernement provisoire qui lui a succédé, auraient attribué cette conséquence de la mort au changement survenu indépendamment de ce fait » (c'est-à-dire en prenant en considération la situation de fait créée par les décrets soviétiques et non pas la portée juridique qu'ils doivent avoir selon les Soviets). Cet état de fait se résume pour le juge américain en plusieurs propositions suivantes : « la perte de l'actif russe, la

disparition des actionnaires et l'expulsion des administrateurs et de tous les agents subordonnés du territoire de l'ancien empire ».

Ces conséquences suffisent-elles dans l'ancien droit russe pour déclarer la société dissoute et la personne morale éteinte ? Telle est la question à laquelle le juge donne la réponse en faisant appel aux diverses théories sur la personne morale et les modes de l'extinction ; il arrive à une conclusion très nette qu'il résume comme suit :

« Nous ne trouvons pas de dispositions légales ou précédents juridiques, dont on puisse nettement déduire qu'en vertu de droit russe présoviétique, il y a eu extinction de la vie sociale et suspension de toute activité sociale. Nous ne trouvons rien dans la conception russe de la personnalité morale qui puisse justifier cette conclusion, puisqu'il n'y a rien qui prouve que cette conception est différente de la nôtre. S'il en est ainsi, la présomption de continuation de la vie sociale doit faire pencher la balance. La société survit en ce sens et en telle mesure qu'elle peut toujours être considérée comme personne morale dans les pays où les décrets de la République soviétique n'ont pas de valeur légale. Nous estimons que dans les preuves qu'on nous a fournies, il n'y a pas de base substantielle pour une opinion contraire... ».

Le principe de la survie des sociétés se trouve donc bien posé avec un grand nombre d'arguments à l'appui. Le juge passe au deuxième point de la question, celui des pouvoirs des anciens administrateurs.

2^o Point. — Les anciens administrateurs, sont-ils toujours qualifiés pour représenter la société russe ? Le défendeur qui nie leur qualité de représentants réguliers de la société, invoque à l'appui deux considérations : premièrement, le terme pour lequel avaient été élus les administrateurs a expiré depuis longtemps et comme il n'existe pas de règle en droit russe en vertu de laquelle, à défaut d'assemblée générale, un administrateur conserve son mandat jusqu'à l'élection de son successeur, il faut en conclure que les administrateurs ne sont plus qualifiés pour agir au nom de la société ; deuxièmement, que les réunions du Conseil d'admi-

nistration doivent, pour être régulières, être tenues à Pétrograd, ce qui n'a pas évidemment pu être fait par les administrateurs réfugiés à Paris. Le juge ne trouve pas ces arguments pertinents, il les réfute l'un et l'autre. Pour lui, la première considération telle qu'elle est exposée par le défendeur, résulte d'une mauvaise interprétation de la loi russe, car aucun système juridique suffisamment développé ne peut contenir une pareille règle (d'ailleurs, le témoin-expert du demandeur soutenait le contraire et invoquait à l'appui un certain nombre de précédents judiciaires). « Il paraît, en effet, peu probable, qu'à défaut de réunion d'une assemblée générale des actionnaires avant l'expiration de l'année durant laquelle une élection devait avoir lieu, les administrateurs non réélus soient automatiquement dépouillés de leurs mandats et que la société devienne un organisme abandonné sans gérants capables de l'administrer. Pareille situation semble inadmissible dans un système légal éclairé... ». On peut, évidemment, concevoir qu'à l'expiration de leur mandat, ils perdent la qualité d'administrateurs proprement dits et deviennent en quelque sorte des administrateurs de fait, mais il leur reste, néanmoins, l'obligation de conservation et de protection du patrimoine social. En tout cas « leur mandat est suffisant à défaut d'autres représentants pour leur permettre d'ester en justice au nom et au profit de la société par eux représentée » La Cour écarte également la deuxième objection du défendeur.

3^o Point. — La possibilité de la réclamation d'un tiers. Le défendeur en formulant cette défense avait présentée à l'esprit l'espèce commentée plus haut de la Russian Reinsurance Co dans laquelle le juge avait invoqué à l'appui de sa décision, la considération tirée de la possibilité d'une nouvelle demande contre le défendeur et de sa nouvelle condamnation à payer. Cet argument est écarté en l'espèce, tout d'abord par un moyen de procédure spécial au droit anglo-saxon. L'espèce qui nous occupe, est pour le juge une action *at law* ; or, dans ce genre d'actions « la possibilité de réclamations émanant des tiers ne libère pas le défendeur de son obligation ... ». Par contre, l'action

relative à la Russian Reinsurance C^o qui a été citée comme précédent par le défendeur est une action *in equity* et dans ce genre d'actions « il y a discrétion, sinon obligation pour les juges de ne pas rendre un arrêt en vertu duquel le trustee serait tenu de restituer l'objet du trust à l'un des deux demandeurs, sauf s'il y a faculté par l'autorité du même arrêt de le protéger contre son rival ... ».

D'ailleurs, le danger de la seconde réclamation devient de plus en plus problématique. Lors du premier arrêt la France venait seulement de reconnaître les Soviets et l'on ne savait pas quelle portée cette reconnaissance aurait dans le domaine du droit privé. A l'époque, à laquelle a été rendu le second arrêt, il ne restait plus de doute sur cette portée ; malgré cette reconnaissance, dit le juge, « jusqu'à ce jour du moins elle (c'est-à-dire la jurisprudence française) s'est refusée d'attribuer une valeur légale à des titres basés sur des décrets de confiscation... ».

Ayant ainsi réfuté tous les arguments de la défense, le juge donne gain de cause à la société demanderesse qui obtient le remboursement de son dépôt.

Cet arrêt remarquablement rédigé par le réputé juge Cardozo a le mérite de formuler nettement l'opinion de la jurisprudence américaine au sujet des sociétés russes à l'étranger. Il faut souligner que la société russe dans l'espèce se présentait dans la position la plus défavorable étant *demanderesse* dans l'instance contre une société américaine. Le juge n'a pas hésité à trancher la question et à en tirer toutes les conséquences logiques. Se trouvant placés dans une situation analogue les juges européens, il faut le dire, paraissent plus hésitants et cherchent souvent dans les circonstances de l'espèce des raisons pour débouter la société russe. Mais il ne faut évidemment pas oublier que les Etats-Unis à cette époque n'ont pas encore reconnu les Soviets et que cet état de choses influe considérablement sur la manière d'envisager la situation des sociétés russes, malgré la valeur contestable de cet argument au point de vue théorique.

Le 16 novembre 1933 le Gouvernement des Etats-Unis a reconnu *de jure* le Gouvernement de l'U.R.S.S. Le Chan-

gement de la politique a-t-il eu une répercussion sur la jurisprudence dans notre domaine ? Il apparaîtrait en se basant sur certaines décisions rendues après cette reconnaissance que les tribunaux américains n'ont pas, pour le moment tout au moins, l'intention de changer leur jurisprudence à l'égard des sociétés russes. Ces sociétés continuent à être considérées comme toujours vivantes et capables d'ester. Nous citerons une décision intéressante rendue par la Cour d'appel de New-York le 27 mars 1934 dans une affaire de la *Vladikavkazsky Railway Cie contre The New-York Trust Cie*. La société russe poursuivait la banque en paiement d'une somme qui avait été déposée à cette banque au nom de la Compagnie russe. La banque a refusé de payer en invoquant diverses irrégularités dans la demande de paiement et l'inexistence de la société russe à l'étranger. Sur ce dernier point la Cour s'attacha à démontrer que la reconnaissance du Gouvernement des Soviets ne pouvait modifier l'opinion de la Cour sur les mesures de confiscation édictées en Russie.

La Cour commence par rappeler ses décisions antérieures qui se résument par la formule suivante :

« That while such a corporation had ceased to exist in the home of its creation, it still retained a legal existence in this jurisdiction sufficient to maintain an action to recapture its assets... »¹. Nous n'aurions pas insisté sur cette proposition qui nous paraît correcte continuent les juges, mais entre-temps, a eu lieu la reconnaissance par le Gouvernement fédéral du Gouvernement des Soviets. Avant tout, ils constatent qu'il s'agit d'un acte fait à New-York et qui doit y être exécuté :

« The deposit was made in New-York City, the home of the bank ; that is where the contract obligation was created and where it is by its terms to be performed, entirely outside Russian jurisdiction »².

1. « Quoique cette société ait cessé d'exister dans le pays d'origine, elle continue toujours à avoir une existence légale dans cette juridiction suffisante pour lui permettre de réunir ses actifs ».

2. « Ce dépôt a été fait à New-York, le siège de la Banque ; c'est là que le contrat a été créé et où il doit être exécuté entièrement en dehors de la portée de la législation russe ».

Cette législation étrangère n'est applicable aux Etats-Unis que par courtoisie (« comity »); le principe d'après lequel cette législation peut être appliquée ou doit être écartée est l'ordre public américain « public policy » qui représente « les considérations sur la justice et l'équité » du juge américain (« where there is conflict between our sense of justice and equity as embodied in our own public policy must prevail »); donc si la disposition d'une loi étrangère est contraire à l'ordre public américain, ce dernier doit prévaloir.

Plus loin les juges reprennent leur principe :

« It is hardly necessary to state that the arbitrary dissolution of a corporation, the confiscation of its assets and the repudiation of its obligation by decrees is contrary to our public policy and shocking to our sense of justice and equity. *That the confiscation decree in question, clearly contrary to our policy, was enacted by a government recognized by us affords no controlling reason why it should be enforced in our courts...* »¹.

Et ils ajoutent que précédemment la non reconnaissance du Gouvernement des Soviets n'était nullement la raison pour laquelle ces décrets n'étaient pas appliqués aux Etats-Unis.

De ce fait, la Cour donne la même solution que celle admise avant la reconnaissance : la société russe peut obtenir le paiement de la somme lui appartenant.

Ainsi, la jurisprudence américaine apparaît actuellement, comme étant la plus favorable aux anciennes sociétés russes. Elle admet facilement leur survivance et au point de vue de l'administration, la validité des actes faits par les anciens administrateurs. Nous rappellerons encore une fois que la transformation des sociétés russes en sociétés américaines, toute irrégulière qu'elle paraît être, est acceptée par les tribunaux américains. Ces deux points — la sur-

1. « Il est presque inutile de dire que la dissolution arbitraire de la société, la confiscation de ses actifs et la répudiation de ses obligations par décrets sont contraires à notre ordre public et choquent notre idée de justice et d'équité. Que ce décret nettement contraire à l'ordre public, émane d'un Gouvernement reconnu, cette considération ne donne aucune raison valable pour que nous appliquions ledit décret ».

vivance des sociétés russes à l'étranger et la légalité de leur transformation, — développées avec une ferme logique par la jurisprudence américaine, doivent être retenus.

Pour terminer avec la jurisprudence américaine nous devons dire quelques mots d'une nouvelle difficulté (qui ne concerne pour le moment que les compagnies d'assurances) surgie après la reconnaissance des Soviets : au cours de l'année 1934 le Gouvernement fédéral a voulu entrer en possession des biens de ces compagnies, nationalisés en Russie (voir *The New-York Times*, septembre 27.1934 et l'article en russe de A.N. Makaroff dans *Loi et justice*, 1934, p. 1763) ; cette prétention était basée sur la correspondance échangée par MM. Roosevelt et Litvinoff et notamment sur la lettre de ce dernier, dans laquelle il était dit expressément que le Gouvernement des Soviets reconnaissait au profit du Gouvernement fédéral tous les droits sur les biens que le Gouvernement russe pourrait avoir en Amérique en qualité d'ayant droit des anciens gouvernements russes ou d'une autre façon quelconque. Les prétentions du Gouvernement américain adressées aux banques qui avaient en dépôt les fonds des sociétés russes ont été rejetées par lesdites banques.

L'espèce sounise à la Cour d'appel de New-York s'est présentée de la façon suivante (Etats-Unis contre Bank of New-York du 28 février 1934, *Revue critique de droit international*, 1935, p. 480, note de M. le baron Nolde) ; les compagnies d'assurances de Moscou et du Nord, sociétés russes ont été liquidées conformément aux lois de l'Etat de New-York et les fonds de ces sociétés ont été déposés dans les banques américaines en attendant la distribution aux personnes intéressées. Le Gouvernement des Etats-Unis en se basant sur la lettre de Litvinoff, prétendait que des fonds avaient été cédés aux Etats-Unis par le Gouvernement des Soviets. Le juge n'a pas admis cette prétention :

« Je crois également qu'aucune cession ni transfert des deux fonds n'a été fait aux Etats-Unis par le Gouvernement soviétique. Le document auquel on s'est référé pour démontrer la prétendue cession est une lettre de M. Litvinoff, Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères de

l'U.R.S.S. au Président des Etats-Unis en date du 16 novembre 1933...

« Aux termes explicites de cette lettre, la cession aux Etats-Unis concernait les « sommes qui lui sont dues (au Gouvernement soviétique) soit à la suite d'une reconnaissance, soit à la suite d'une décision en qualité de successeur des Gouvernements précédents de Russie ou autrement par des citoyens américains, y inclus les corporations, compagnies, sociétés de participation ou associations... ».

« Les fonds détenus par les banques défenderesses pour le compte des compagnies de Moscou et du Nord n'étaient dans aucun sens dus au Gouvernement soviétique par des citoyens américains... ».

« J'estime en conséquence, que les fonds entre les mains des banques défenderesses n'étaient aucunement atteints par les décrets soviétiques de confiscation et que les Etats-Unis n'ont acquis aucun droit sur ces fonds ».

En conséquence, le Gouvernement des Etats-Unis a été débouté de sa demande.

M. Makaroff, l'auteur de l'article précité, s'élève énergiquement contre cette prétention ; en effet, dit-il, « si l'on donne suite à cette demande cela signifie que les mesures de confiscation édictées en Russie par le Gouvernement des Soviets peuvent avoir effet sur le territoire américain. Or, l'application des décrets de confiscation en dehors du territoire soviétique était toujours considérée comme contraire à l'ordre public... ».

Cette conclusion est exacte et conforme aux principes établis par la jurisprudence. Nous rappellerons qu'en France également on parlait des mesures analogues au moment de la reconnaissance. Mais on s'est bien abstenu d'agir de la façon dont le fait actuellement le Gouvernement fédéral.

La question de la liquidation des sociétés russes se posa en Amérique comme en Europe, malgré le régime favorable que les juges américains accordaient à l'activité de ces sociétés. En principe, il était admis que ces sociétés pouvaient se liquider conformément aux lois de l'Etat dans lequel leurs biens étaient situés. Ainsi, les deux espèces

que nous avons citées plus haut ont concerné les biens des deux compagnies d'assurance russes liquidées et dont les fonds attendaient le règlement final dans les banques américaines.

La pratique a montré qu'une quantité de difficultés s'est élevée au sujet de cette liquidation ; pour parer à ces difficultés la législation de la liquidation des sociétés a été complétée en février 1936 (il s'agit de la législation dans l'Etat de New-York). La procédure de liquidation se présente de la façon suivante : il est créé une action en vertu de laquelle on peut faire nommer par la Cour suprême un liquidateur (« a receiver ») des actifs se trouvant sur le territoire de l'Etat de New-York et appartenant à une société étrangère ayant cessé d'exister pour diverses raisons et notamment pour nationalisation dans son pays d'origine. Cette action appartient à tout intéressé et notamment aux créanciers de la société russe, indépendamment de leur nationalité (« domestic or foreign creditor ») et aux actionnaires. Sur leur demande le tribunal nomme un liquidateur provisoire, en attendant que cette décision soit portée à la connaissance de toutes les personnes intéressées par une publicité minutieusement réglée par la loi. Mais, dès sa nomination, le liquidateur aura à prendre sous le contrôle du juge, diverses mesures ayant pour but la réunion de divers actifs de la société liquidée qui se trouvent dans l'Etat de New-York (« ... shall take receive and reduce to his possession any and all assets, credits, choses in action and property tangible and intangible in the state of New-York... »).

Après le délai fixé par les publications le tribunal procède à la nomination du liquidateur définitif ; le tribunal, dans le cas où la société dont on demande la liquidation a fait défaut, s'assure qu'il s'agit bien d'une société étrangère qui a cessé d'exister par suite de diverses raisons déjà énumérées plus haut et qui est donc susceptible d'être liquidée conformément à cette loi.

Le liquidateur définitif, ainsi nommé, continuera d'abord l'œuvre du liquidateur provisoire c'est-à-dire continuera à réunir entre ses mains divers éléments de l'actif. Il conver-

tira ensuite le plus tôt possible (« as speedily as possible ») divers actifs en argent liquide ; il avisera en même temps tous les créanciers sociaux et autres personnes ayant des intérêts dans la société liquidée qu'ils auront à lui présenter leurs réclamations avec les pièces justificatives à l'appui.

Passé le délai accordé par le tribunal aux diverses réclamations de créanciers, le liquidateur soumettra à l'approbation du tribunal la situation de la liquidation : à l'actif les espèces en caisse et les divers autres éléments qui n'ont pas encore pu être convertis en argent liquide, et au passif la liste des réclamations reçues, ainsi que le projet de la distribution de l'actif et enfin l'état des frais encourus pour la liquidation. La copie de cet état sera communiquée à tous les intéressés. A l'expiration d'un délai fixé par ledit état (30 jours après au minimum) cet état est homologué par le tribunal qui entendra, s'il y a lieu, les réclamations des divers intéressés. Après l'homologation de l'état, le tribunal fixera la distribution de l'actif de la façon suivante : 1^o les frais encourus pendant la liquidation ; 2^o les créances constatées par jugement de cours ou tribunaux intervenus avant l'introduction de l'instance en liquidation ; 3^o les créances en faveur des personnes résidant dans l'Etat de New-York ou les créances dont les actes d'origine ont été passés dans cet Etat et enfin 4^o toutes les autres créances de la société. Le solde revient aux actionnaires au prorata du nombre d'actions dont ils sont propriétaires ; il pourra être également versé au tribunal, ou à l'administrateur judiciaire ou liquidateur nommé au lieu de domicile de la société, pourvu que ce liquidateur ait prouvé ses droits.

La loi, en outre, ajoute quelques dispositions intéressantes : 1^o la prescription n'est pas opposable au liquidateur quelle que soit la durée qui s'est écoulée entre la cause de la disparition de la société et la date de la nomination du liquidateur ; cette prescription est suspendue encore pendant trois ans après la nomination du liquidateur ; 2^o l'action en vertu de cette loi doit commencer dans les trois ans qui suivent la promulgation de la loi ou dans les trois ans après la découverte des actifs d'une société étrangère tombant sous le coup de cette loi.

La méthode adoptée pour liquider les sociétés russes est rationnelle. Notons cependant que les anciens administrateurs ne jouent aucun rôle, tout au moins officiellement, dans cette liquidation. De même, il est intéressant de noter la classification de divers créanciers par ordre de préférence : cette classification est des plus contestables, car il nous semble que l'égalité des créanciers reste le principe le plus équitable. A noter que cette classification se rapproche du système, préconisé en France par certains auteurs, dit de « séparation des patrimoines » en vertu duquel les biens se trouvant en France garantissent seulement les créances nées en France.

CHAPITRE III

LA JURISPRUDENCE D'AUTRES PAYS

Les jurisprudences anglaise et américaine étudiées jusqu'à présent, avaient tendance à considérer favorablement la survivance des sociétés russes à l'étranger, en écartant dans beaucoup de cas l'application des lois soviétiques.

Nous devons parler maintenant de la jurisprudence de deux autres pays qui envisagent la question des sociétés russes sous un autre angle. Il s'agit des jurisprudences allemande et suisse.

Allemagne

Deux faits très importants dominent la formation de la *jurisprudence allemande* : 1^o le Gouvernement des Soviets était toujours considéré en Allemagne comme un gouvernement régulier¹. Le Traité de Rapallo du 1^{er} avril 1922 prescrit l'application en Allemagne de la législation soviétique dans le cas où celle-ci est applicable conformément aux dispositions du droit international privé, sauf si les dispositions de cette loi sont contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. En conséquence l'obstacle très important à l'application de la législation soviétique, résultant du fait que cette législation émanait d'un gouvernement non reconnu, ne s'est jamais présenté en Allemagne. 2^o Le deuxième point original du problème est le fait qu'il n'y avait pas de sociétés russes en activité. En effet, l'Allemagne

1. Nous rappelons que la reconnaissance *de jure* du Gouvernement soviétique par l'Allemagne résulte de la ratification du Traité de paix de Brest-Litovsk le 29 mars 1918.

ayant été en guerre avec la Russie, aucune société russe n'avait pu continuer ses opérations sur le territoire allemand. Pour cette raison, la question de la survivance des sociétés russes s'est beaucoup simplifiée en Allemagne, car on n'était plus en présence d'organismes vivants, comme c'était le cas en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, mais seulement de divers biens sans activité sociale¹.

Cette jurisprudence s'est donc orientée dès le début vers l'application des décrets soviétiques. Déjà en 1923, le Landgericht de Berlin s'est nettement prononcé en faveur de l'application de cette législation (Ommelmann contre Deutsche Bank) : il s'agissait de valider une saisie-arrêt faite au préjudice de la Banque russe pour le commerce et l'industrie sur les avoirs qu'elle possédait à la Deutsche Bank par un créancier de la banque russe. La Deutsche Bank opposait la nationalisation de la banque et sa disparition comme personne morale. Le Landgericht n'a pas hésité à trancher cette question :

« La Banque russe pour le commerce et l'industrie n'existe plus en tant qu'être juridique, elle a été absorbée dans une autre création juridique... ».

Il est vain d'opposer l'exception de l'article 30 de la loi d'introduction du Code civil qui écarte l'application en Allemagne des lois étrangères contraires aux bonnes mœurs, car la législation soviétique est parfaitement compatible avec les principes du droit allemand.

« La socialisation de certaines branches économiques qui seule entre ici en considération, n'est nullement contraire aux bonnes mœurs d'après les sentiments actuels et moraux du peuple allemand... ».

« La loi russe sur la nationalisation des banques est tout aussi peu contraire au but d'une loi allemande ».

Et le Landgericht conclut en admettant la disparition de la Banque russe.

Deux ans après, la jurisprudence change, mais le principe de l'application des lois soviétiques reste intact. Ce revire-

1. Voir l'étude complète des jurisprudences allemande et suisse dans l'excellent ouvrage de M. de Tiefenau.

ment résulte d'une nouvelle interprétation des décrets soviétiques faits par la Cour d'appel de Berlin à la suite d'une consultation du Professeur Docteur Zaïtzeff. Ce revirement suit de très près celui de la jurisprudence anglaise provoqué par le célèbre arrêt de la Chambre des Lords du 22 juillet 1924 (voir plus haut p. 201). D'ailleurs le Professeur Zaïtzeff, dans sa consultation, s'est fortement inspiré de cet arrêt pour son étude de la législation soviétique. Son idée principale est que la législation soviétique n'a pas eu pour conséquence la perte au point de *vue juridique* de la personnalité morale par les anciennes sociétés de banque. Cette conclusion, à l'instar de toutes celles qui aboutissent à ce résultat déconcertant, se base sur le texte du fameux décret du 14 décembre 1917 qui, tout en proclamant la nationalisation des banques, ajoute dans un de ses paragraphes que la procédure de cette nationalisation et la fusion des banques privées avec la Banque d'Etat seront réglées par un décret spécial. Or, prétend-on, ce décret n'a jamais paru. En outre, un certain nombre de textes législatifs postérieurs continuent à mentionner les établissements de crédits « non nationalisés » — ce qui vient corroborer, ajoutent les partisans de cette opinion — la théorie de M. Zaïtzeff.

Nous n'insistons pas sur cette interprétation de la législation soviétique. Nous avons suffisamment exposé notre point de vue dans notre introduction ; il est évident que nous ne pouvons partager cette opinion qui nous paraît être absolument erronée. Basée sur une interprétation étroite des textes, elle perd complètement de vue toute la révolution économique qui s'est produite dans les premières années du régime soviétique.

Cet arrêt, contrairement au précédent, admit la survivance de la société russe et donna gain de cause au demandeur-créancier.

Cette tendance n'a pas persisté. En 1925, paraît le célèbre article de M. Wohl qui contient une interprétation juste de la législation soviétique.

Le 25 octobre 1927, la Cour de Berlin se prononce encore une fois sur la même question des sociétés russes. Cette

fois c'est M. le Professeur Schöndorf qui donne la consultation. Ce dernier étudie en détail les textes des décrets soviétiques et arrive à une conclusion contraire à celle de M. Zaïtzeff. Pour lui, une disparition juridique des sociétés de banques russes résulte indiscutablement de la législation soviétique. Cet effet est attaché spécialement aux décrets du 14 décembre 1917 et du 26 janvier 1918. Ce point de vue nous paraît juste. En l'adoptant, la Cour proclame nettement la disparition des banques russes, en tant que personnes morales.

« Mais si l'on admet que juridiquement la nationalisation était déjà accomplie le 14 décembre 1917, alors il faut aussi adopter sans hésiter les vues de l'expertise de Schöndorf, que par la nationalisation il ne s'agit pas seulement d'une confiscation des biens des banques, mais que les banques privées mises en liquidation, leurs organes étant déclarés déchus, conformément au but de la nationalisation ont ainsi perdu leur propre personnalité juridique et n'existent plus que comme division impersonnelle de la Banque d'Etat (Banque du Peuple) unifiée et unique créée en conséquence de la nationalisation ... ».

La banque disparue en Russie ne peut plus subsister à l'étranger.

« Cette abolition de sa personnalité juridique doit aussi valoir pour le territoire de l'Empire Allemand. La banque ne peut pas exister en Allemagne alors qu'elle n'existe plus en Russie... ».

Ces dispositions de la loi soviétique sont entièrement applicables en Allemagne et leur application ne peut être écartée en vertu de l'article 30 de la loi de l'introduction comme contraire aux bonnes mœurs ou au but de la loi allemande (dans le même sens voir *Reichsgericht* du 20 mai 1930, *Clunet* 1934, p. 147). Il en serait autrement s'il s'agissait d'appliquer en Allemagne les conséquences relatives aux biens de ces sociétés ; dans ce cas ces dispositions seront contraires aux lois fondamentales de l'Allemagne :

« ... L'appropriation des biens de la Banque russe pour le commerce et l'industrie par l'Etat russe, par suite de la confiscation de l'actif des anciennes banques à l'occasion

de la nationalisation, ne doit pas être reconnue, comme nous l'avons vu plus haut d'après l'article 30 ... ».

Les tribunaux allemands n'ont donc plus admis le droit pour l'Etat russe de revendiquer les biens des anciennes sociétés de banques qui par fusion sont devenues une banque d'Etat unique (d'ailleurs supprimée depuis). Malgré le fait d'admettre la législation soviétique, les tribunaux ont cru devoir écarter l'application en Allemagne des mesures de confiscation du pouvoir soviétique. Les prétentions de l'Etat russe étant ainsi écartées, quels seront donc les titulaires des biens des anciennes banques russes ? Nous ne trouvons pas de réponse à cette question dans la jurisprudence allemande. M. de Tiefenau conclut (p. 119)... « le tribunal semble bien écarter la solution que les biens des sociétés russes seraient des biens sans maître puisqu'il pose la question de savoir qui est le propriétaire de ces biens. D'après ce que nous venons de voir, nous croyons pouvoir affirmer que l'Allemagne, comme les autres pays, finira par reconnaître les actionnaires comme les seuls ayants droit — après le paiement des créanciers, cela va sans dire — à l'actif des banques russes... ».

Nous devons rappeler que la jurisprudence allemande n'avait sur son territoire que des biens sans aucune vie sociale et que la question si complexe de la nature des succursales étrangères des banques russes ne s'est jamais posée devant elle. Il est certain, par conséquent, comme le dit M. de Tiefenau, que la solution que donne la jurisprudence allemande sur le problème des biens russes en Allemagne, se rapproche nettement de celles des jurisprudences française et anglaise.

Suisse

Si la jurisprudence allemande avait en face d'elle un des côtés seulement du problème des sociétés russes à l'étranger, celle de la *Suisse* devait résoudre toutes les questions relatives à ces sociétés. Elle est apparue comme la jurisprudence la plus rigoureuse à l'égard des sociétés russes, et ses solutions apparaissent d'autant plus rigoureuses que ce pays

n'a jamais voulu reconnaître les Soviets comme le Gouvernement de la Russie. Mais ceci est d'après nous, tout à l'honneur du Tribunal fédéral ; il s'est placé au seul point de vue logique ; en effet, il a considéré la législation soviétique indépendamment de la question de la reconnaissance de ce gouvernement par le Gouvernement de la Suisse. Déjà dans son arrêt du 10 décembre 1924, le Tribunal fédéral déclare :

« ... La non-reconnaissance du Gouvernement soviétique a simplement pour conséquence que dans les rapports de droit international ce gouvernement n'a pas qualité pour représenter la Russie en Suisse, ni en matière de droit public, ni en matière de droit privé. Mais cette circonstance n'empêche pas le droit russe d'exister et de sortir ses effets ».

Dans cette affaire (*Banque internationale de commerce de Pétrograd contre Hausner*), le Tribunal Fédéral déclare nettement que, pour lui, cette banque a cessé d'exister en Russie à la suite des décrets sur la nationalisation. Pour lui les deux décrets relatifs aux sociétés de banques sont les décrets du 14 décembre 1917 et du 26 janvier 1918, aux termes desquels les sociétés privées ont été dissoutes par fusion avec la nouvelle Banque du Peuple. Si la banque russe a été supprimée en Russie, pays de son siège social, il est impossible d'admettre que la succursale de Genève puisse continuer à vivre, car une succursale n'a pas « d'existence séparée de la maison-mère ». A la question de savoir, si ce décret ne paraît pas être contraire à l'ordre public suisse, le tribunal répond négativement, car, si effectivement certains procédés de la fusion des banques en Russie paraissaient choquer les principes fondamentaux du droit suisse, néanmoins ceci ne peut pas faire oublier la disparition des banques en Russie.

« ... Mais le non-paiement des dettes par la Banque du Peuple, qui a repris l'actif et le passif des établissements privés, ne change rien au fait que les banques ont été nationalisées et leur personnalité supprimée ... ».

D'ailleurs, la jurisprudence suisse, de même que la jurisprudence allemande, ne tire pas toutes les conséquences de cette admission de décrets soviétiques sur la nationalisa-

tion. Elle écarte, comme ayant droit régulier de la banque russe, l'Etat russe :

« ... le droit suisse estime contraire à la morale et à l'ordre public l'appropriation par l'Etat russe de l'actif des banques russes sans se préoccuper du passif garanti par cet actif, et l'Etat russe soit son organe administratif, la Banque du Peuple ou Nationale, ne peut pas être considérée comme le successeur juridique de la Banque de commerce de Sibérie » (l'arrêt du Tribunal fédéral du 13 juillet 1925).

Si les sociétés russes ne peuvent plus exister en Suisse et si, d'autre part, l'Etat russe n'est pas reconnu comme l'ayant droit régulier de ces biens, à qui donc appartiennent ces biens et comment doit-on les liquider ? Le Tribunal Fédéral donne une réponse claire à la deuxième question : il préconise l'organisation d'une curatelle officielle. On écarte de la gestion les anciens dirigeants, dont les pouvoirs doivent être considérés comme terminés à la disparition de l'ancienne société. Il en sera ainsi même pour les sociétés dont les succursales continuent à travailler en Suisse (il s'agit notamment de la Banque Internationale de commerce de Pétrograd). Ce curateur est chargé de la gestion de ces biens et notamment de la liquidation des dettes de la société.

« Le devoir du curateur, dit M. de Tiefenau (p. 157), sera de faire appel aux créanciers pour savoir s'il y en a d'autres que le demandeur, vérifier leurs créances puis de faire une déclaration d'insolvabilité, s'il n'y a pas moyen d'obtenir l'égalité de traitement entre les créanciers ».

La réponse à la première question, relative aux droits de propriété sur ces biens — est plus obscure. Le Tribunal Fédéral ne se prononce pas sur cette question ; M. de Tiefenau dans son étude approfondie arrive à tirer des décisions de ce tribunal des conclusions favorables aux actionnaires de la société. Pour lui la jurisprudence suisse ne peut ne pas reconnaître les droits des seuls ayants droit réguliers, c'est-à-dire des actionnaires. Il se base sur plusieurs considérations qui paraissent être assez probantes : 1^o dans une instance relative à la Banque Internationale de commerce, le tribunal a admis l'intervention de l'association des porteurs d'actions ; en outre, dans la même instance, le

tribunal parle de la responsabilité éventuelle des directeurs de la succursale devant les actionnaires ; 2° après la décision citée plus haut l'avocat de la Banque russe s'est adressé au Conseil d'Etat de Genève en lui demandant de prendre possession de la succursale qui paraissait devenir en logique pure, un bien sans maître. Le Conseil a nettement refusé.

« Malgré la confiscation, écrit-il dans sa lettre du 20 février 1925, dont le siège central de Pétrograd aurait été victime, cette maison et ses succursales restent, à son avis, la propriété soit des actionnaires, soit de la Banque du Peuple, selon qu'on admet ou non la légitimité du décret de confiscation. Il y a, croyons-nous, propriété litigieuse ou incertaine, mais non chose sans maître ».

Cette solution, étant la plus équitable, doit prévaloir d'après nous. De notre côté, nous pouvons citer à l'appui un arrêt du Tribunal Fédéral du 26 octobre 1929 dans l'affaire de la succession Prochorow. Toujours sans trancher cette question, le tribunal penche vers la solution précitée.

« Même si l'on admet que l'actif des sociétés russes nationalisées est devenu la propriété des actionnaires (au lieu de le considérer comme propriété des Soviets ou comme *res nullius*) on ne saurait remettre aux actionnaires la part des biens sis en Suisse, correspondant à leurs actions ; il est nécessaire de procéder à une liquidation préalable en Suisse, dans laquelle les créanciers de la société soient mis en mesure d'intervenir ».

Ceci revient à dire que le reliquat de l'actif après paiement de tous les créanciers sociaux doit revenir aux actionnaires au prorata de leurs droits C'est la solution admise par la jurisprudence de tous les pays.

Suède

Il est intéressant de signaler l'opinion de la jurisprudence suédoise. Elle avait également à résoudre la question de la survivance des sociétés russes. La Banque Russe pour le commerce et l'industrie avait des dépôts importants à l'Aktiebolaget Goteborgs Bank. Elle a demandé le rem-

boursement de ces dépôts, à quoi la banque suédoise a répondu par un refus. D'où le procès qui fut tranché par l'arrêt de la Cour royale de Stockholm, du 18 mars 1930 (*Revue de droit international*, 1930, p. 695). La banque suédoise invoqua, à l'appui de son refus, le fait que la banque russe avait cessé d'exister et, subsidiairement, le défaut des pouvoirs réguliers des représentants de ladite banque. Le tribunal de première instance n'a pas admis la thèse de la défense ; pour lui la banque russe continue à exister. Son argumentation est assez curieuse : le tribunal commence par dire que la banque russe a réussi à transférer son siège social à Paris, où elle avait eu déjà auparavant une succursale ; le Conseil d'administration s'est installé à Paris et a continué à faire le commerce de banque. De sorte que, continue le tribunal : « la banque fut officiellement reconnue dans ce pays (c'est-à-dire en France) comme ayant la personnalité juridique. Elle a comparu devant les tribunaux français comme partie dans des procès et a été représentée par le Conseil d'administration devant les autorités et les tribunaux. Il est également établi que les statuts de la banque ont conservé leur validité, autant que c'était possible dans les conditions nouvelles... A la base de ces contestations, la banque doit, malgré la cessation de son activité en Russie, être considérée comme ayant conservé la personnalité juridique... ».

La Cour s'est ralliée à la thèse du tribunal en complétant son argumentation. Après avoir examiné la législation soviétique elle conclut que les décrets ont eu pour résultat de supprimer toutes les sociétés de banque en Russie. Donc, en Russie, la Banque de commerce et de l'industrie n'a plus aucune existence légale. « Par contre, les décrets en tant qu'ils ont déclaré les biens des sociétés bancaires propriété de l'Etat russe, et ont dans ce but provoqué la liquidation des sociétés, n'ont pas de valeur légale à l'égard des biens se trouvant en dehors du territoire russe, et, en particulier, à l'égard de l'actif de la banque russe supprimée se trouvant chez la Goteborgbanken... ». En ce qui concerne ces biens, une liquidation s'impose et un administrateur aurait dû être nommé. Mais la Cour est

informée qu'il existe en France un établissement chargé de la gestion des biens de l'ancienne banque russe. « Il ressort des faits établis dans l'affaire que l'établissement dénommé Banque russe du commerce et d'industrie exerçant le commerce en France..... a pour but de gérer les intérêts de la banque hors de la Russie, qu'il gère effectivement certains de ses biens et paye ses dettes à l'étranger. Il s'occupe aussi du règlement des affaires conclues par la banque à l'étranger.

« Par ces motifs, et attendu qu'on ne peut indiquer un autre gérant de biens quelconques de la banque supprimée, la Cour royale approuve en cette partie le jugement du tribunal de première instance (c'est-à-dire confirme la condamnation de la banque suédoise à rembourser à la banque russe son dépôt) ».

Cette décision est, dans ses grandes lignes, dans l'esprit de toute la jurisprudence : l'admission de la nationalisation à l'intérieur de la Russie et le rejet de ses conséquences à l'étranger, est une idée qui nous est familière et qui a été consacrée à plusieurs reprises par la jurisprudence française. Par contre, l'argumentation qui conduit la Cour à condamner la banque suédoise au profit de la banque russe paraît contestable. L'argument tiré de la reconnaissance de l'existence de la banque russe par une jurisprudence étrangère nous paraît peu juridique. Ajoutons que la jurisprudence française dont l'interprétation favorable à la banque russe apparaît comme la base de la décision, est commentée d'une façon inexacte et sommaire. Il est impossible de soutenir qu'en France les banques russes sont considérées comme ayant conservé tous les droits attachés à la qualité de personne morale.

Pologne

Tandis que la situation des biens des sociétés russes reste imprécise dans les pays indiqués ci-dessus, elle apparaît comme étant définitivement réglée en *Pologne*. Par un décret du 16 mars 1928 le Président de la République a ordonné la liquidation de toutes les personnes morales de

droit russe (*Revue critique de droit international*, 1934, p. 782). Un comité de liquidation est institué à Varsovie. Ce comité nomme le liquidateur dès que les biens des sociétés russes sont découverts sur le territoire polonais. La liquidation a un caractère nettement territorial ; le passif de la liquidation ne comprend que les créanciers polonais, c'est-à-dire ceux de la nationalité polonaise ou ceux dont la créance est née en Pologne ou a résulté d'une opération étrangère, mais qui a profité à la succursale polonaise de la société russe. Après le paiement de tous les créanciers, le reliquat de l'actif doit être distribué par le Comité aux actionnaires au prorata de leurs droits.

Cette mise en liquidation forcée implique évidemment l'idée de la disparition complète de la personne morale, ce qui résulte d'un arrêt de la Cour suprême du 11 novembre 1929. (*J. Muszkat contre Société Assurance Rossia, Clunet* 1931, p. 770).

« ... à cause des décrets du Gouvernement de l'U.R.S.S., relatifs à la nationalisation des sociétés anonymes ainsi que le décret-loi du 16 mars 1928 relatif à l'administration forcée de l'Etat, la société « Rossia » et toutes les succursales ont perdu *leur personnalité juridique*... ».

Si donc la société a perdu sa personnalité juridique, aucun lien ne subsiste entre ses succursales dans divers pays.

« ... Il n'y avait donc pas de base à la poursuite sur les biens restés après la succursale de Varsovie, des prétentions résultant des actes accomplis par la sucursale de Kiev, tant qu'il n'a pas été prouvé que ledit acte a augmenté les biens précités...

« ... que par la force même des choses l'ancienne société « Rossia » en perdant ses organes directeurs a perdu aussi la possibilité de manifester son activité comme personne morale et les succursales de cette dernière société, surtout celles se trouvant hors du territoire, dépendant du pouvoir bolchéviste, sont devenues en réalité, uniquement *des masses de biens certains* de la destination desquels devaient décider les législations locales, mais que vu la destruction des biens rattachant ces succursales à l'institution centrale et aussi entre elles par l'intermédiaire de cette dernière, est

supprimée la possibilité d'accomplir dans chacune des succursales des actes engageants les biens se trouvant dans d'autres lieux et surtout dans un autre Etat ... ».

Pour les juges polonais, les sociétés russes ne sont donc plus que des masses de biens, n'ayant aucun caractère de personnalité morale. Le sort de ces masses de biens dépend uniquement de la législation locale ; elles servent évidemment au paiement des créances locales contre l'ancienne personne morale russe et le reliquat revient aux ayants droit déterminés par la loi locale. Pour le législateur polonais, ce sera l'ancien actionnaire.

Lettonie

A l'opposé de la législation polonaise, nous devons mentionner la législation *lettonne*. La loi du 20 avril 1921 décide que « les statuts homologués par l'ancien Gouvernement russe, des sociétés anonymes et en commandite, qui possèdent en Lettonie des usines restent toujours en vigueur... ».

Ces sociétés peuvent régulièrement transférer leur siège social en Lettonie et continuer dans ce pays leur vie sociale ininterrompue. Ce transfert ainsi que l'élection du nouveau bureau et du commissaire aux comptes doivent faire l'objet d'une délibération d'une Assemblée générale extraordinaire. La loi elle-même contient des dispositions relatives à la preuve du droit de l'actionnaire ; elle prend en considération de nombreux cas où l'actionnaire ne pourrait pas produire ses actions et admet la preuve de ses droits par tous les moyens légaux¹.

Cette loi régularise le procédé usité en France de la transformation des anciennes sociétés russes irrégulières en sociétés françaises régulières. Rappelons que les juges français ne se sont pas prononcés directement sur cette question, tandis que les juges américains ont nettement penché vers la solution favorable aux sociétés russes.

1. Voir dans le *Répertoire de droit international* « Sociétés russes » et « Banques russes » et dans l'article en russe de M. le Professeur Taube dans l'hebdomadaire russe « *La Russie et les pays Slaves* » du 29 mars 1930.



Ayant passé en revue la jurisprudence de divers pays, nous ne pouvons ne pas remarquer une certaine identité de conduite à l'égard des sociétés russes à l'étranger. Malgré la divergence dans l'argumentation due à la particularité de chaque système de droit, l'identité des principes juridiques fondamentaux obligeait les tribunaux de prendre la même attitude négative à l'égard des mesures de spoliation prises par le Gouvernement des Soviets.

Cette attitude conduit, au point de vue pratique, au même résultat qui consiste à procéder à la liquidation de l'activité des sociétés russes à l'étranger. Dans ce domaine, nous devons souligner que les pays anglo-saxons (Angleterre, Etats-Unis d'Amérique) ont su élaborer, grâce à l'intervention du législateur, une règle de conduite plus stable que celle de la jurisprudence française. Le flottement de cette dernière est justement dû (c'est d'ailleurs la conclusion à laquelle arrive M. Perret) au manque de règles législatives précises. C'est pourquoi l'intervention du législateur serait souhaitable en France.

APPENDICE

Conséquences à l'étranger de la nationalisation en Russie des succursales des banques étrangères

Nous avons parlé dans notre première partie du sort réservé aux succursales russes des banques étrangères : elles étaient nationalisées comme toutes les banques en Russie, leurs actifs étaient repris par la Banque du Peuple.

Les déposants des banques, ayant perdu en Russie tous leurs avoirs, se sont adressés à ces banques à l'étranger pour obtenir le remboursement de leurs dépôts.

Les banques étrangères se sont donc trouvées en ce qui concerne les affaires russes, d'un côté démunies de leurs actifs russes, et d'autre côté saisies de réclamations des déposants russes.

La politique suivie par la jurisprudence en ce qui concerne ces réclamations des déposants, diffère nettement dans les deux pays intéressés (en France et aux Etats-Unis d'Amérique). Nous rappelons que les banques étrangères dont il s'agit sont le Crédit Lyonnais et la National City Bank of New-York.

Examinons les cas particuliers de ces deux banques.

Crédit Lyonnais

Cet établissement qui avait eu des intérêts très importants en Russie, s'est vu de bonne heure assiégé par des réclamations.

L'espèce la plus intéressante est celle du Crédit National Industriel (*Clunet* 1926, p. 376, Tribunal de commerce de

la Seine du 25 mai 1925 et *Revue* 1926, p. 230, note de M. Champcommunal).

La banque demanderesse avait déposé des fonds à la succursale du Crédit Lyonnais à Pétrograd, justement dans un but de meilleure conservation :

« Attendu que le Crédit National Industriel fait plaider à l'appui de son action que, s'il a transféré ses fonds d'une banque russe aux mains d'une banque française, le Crédit Lyonnais en l'espèce, c'est qu'il entendait justement avoir tous apaisements pour le rapatriement de son avoir ;

«... Qu'il expose que le Crédit Lyonnais, tant par la confiance justifiée qu'il lui inspirait que par sa qualité d'institution à ramifications internationales lui donnait à ce point de vue meilleure des sécurités... ».

Plus loin le Tribunal essaye de définir le contrat qui, d'après lui, unit les parties en présence :

«... Attendu sur ce point que s'il est de doctrine autant que de jurisprudence, que le dépôt de fonds en banque constitue un prêt de consommation, le banquier pouvant pour son profit utiliser les fonds reçus sauf à lui restituer après en avoir fait usage, il importe de retenir qu'en échange du service qu'on lui rend et du bénéfice qu'il en tire, le banquier sert à son client à titre de rémunération un intérêt dont le taux varie suivant les circonstances du moment ;

« Que cet intérêt constitue le *criterium* de la nature de ce contrat ;

« Que telle n'a pas été la base des conventions intervenues entre les parties ;

« Qu'en effet l'Agence du Crédit Lyonnais de Pétrograd répondant à la sollicitation du Crédit National et Industriel de recevoir ses fonds, l'avisait par sa lettre du 23 mai 1917 que, par suite de la situation politique et le manque d'emploi non seulement il ne pouvait bonifier aucun intérêt, mais devait prélever, au contraire, une commission de compte de 1 % ;

« Attendu que le Crédit National et Industriel a accepté ces conditions hors d'usage en banque dans la connaissance où il était que la Révolution russe venait d'éclater.

« Qu'ainsi, en fait, un simple contrat de dépôt à titre onéreux pour le déposant est intervenu tombant sous le coup de l'article 1929 du Code civil qui exonère le dépositaire de restituer en cas de force majeure... ».

Or, ajoute le Tribunal, cette force majeure a bel et bien existé en Russie au moment de la Révolution, lorsque le Gouvernement des Soviets s'est emparé des banques après le décret sur leur nationalisation :

« ... que le directeur du Crédit Lyonnais fût arrêté et emprisonné pendant que les Soviets, sans égard pour les scellés apposés par la légation de Danemark, s'emparaient du contenu des coffres et décrétaient que tous les comptes étaient d'office transférés à la Banque du Peuple, qu'ils s'emparaient du même coup des livres de la comptabilité et des archives ;

« Qu'il apparaît dès lors de ce raccourci des événements que le Crédit Lyonnais a été incontestablement spolié de tous ses avoirs, sans qu'aucun reproche puisse être adressé ni à ses représentants en Russie, ni à ses dirigeants en France, victime d'une agression brutale que le Crédit Lyonnais n'avait aucun moyen de prévoir ni d'empêcher...

« Qu'ainsi le cas de force majeure, tel qu'il est défini au Code civil apparaît ici dans toute son étendue ... ».

Par conséquent, nous nous trouvons en face d'un dépositaire qui avait reçu en dépôt des choses fongibles disparues par la suite dans des circonstances tombant sous la définition de la force majeure. Ces choses fongibles (roubles russes en l'espèce) ont disparu non seulement entre les mains du dépositaire mais également partout ailleurs, car les roubles « par leur démonétisations successives ont, en effet, perdu leur caractère de choses fongibles, et n'ont plus aujourd'hui la moindre valeur numéraire ».

D'où il résulte que « la disparition matérielle des choses fongibles qu'il avait reçues en dépôt autant que les circonstances de force majeure au cours desquelles elles ont disparu, l'ont exonéré de l'obligation qu'il avait de restituer son dépôt ... ».

Le Crédit National n'est donc pas recevable dans sa demande « en l'état actuel des choses » ajoute le tribunal.

Nous rappellerons que ce jugement a été rendu peu après la reconnaissance du Gouvernement des Soviets et qu'à cette époque, comme nous l'avons dit plus haut, on fondait sur cette reconnaissance de grands espoirs pour le règlement des biens étrangers en Russie. C'est à cette reconnaissance que le tribunal fait allusion dans le passage suivant :

« Qu'il est à espérer que ces négociations sortiront des solutions à indemniser les banques et leurs déposants étrangers en Russie des conséquences des spoliations dont ils ont été l'objet.

« Qu'il apparaît dès lors à ce tribunal de bonne justice de réserver les droits éventuels des banques françaises et de leurs déposants en Russie, jusqu'au jour où un régime réparateur atténuera les effets de la forfaiture commise par le Gouvernement soviétique dans un moment d'égarement au mépris des règles de droit public, sans le respect desquelles aucune vie économique normale ni aucun accord commercial sérieux ne sont possibles... ».

Cette décision qui a dégagé nettement la position du Crédit Lyonnais à l'égard de ses dettes russes, ne peut pas être acceptée entièrement, de même que son argumentation. L'annotateur dans le *Clunet* signale déjà plusieurs arguments discutables. Il dit, avec juste raison, qu'il « est excessif de dire que le criterium du dépôt irrégulier en banque est l'intérêt servi par le banquier au client... ». Effectivement, en pratique, il y a beaucoup de clients qui, tout en ne touchant pas l'intérêt, sont liés à la banque par le contrat de dépôt irrégulier. Par conséquent, il est difficile d'accepter que le contrat qui liait les deux banques en cause fût le dépôt régulier, auquel l'article 1929 eût été applicable.

Si l'argument tiré du dépôt régulier paraît très discutable l'idée de la démonétisation du rouble semble plus conforme à la jurisprudence. En effet, nous avons déjà eu l'occasion de faire allusion au principe établi par la jurisprudence française relatif aux créances en roubles, en vertu duquel ces créances ne peuvent faire l'objet d'un litige étant donné que leur valeur est égale à zéro à cause de la démonétisation du rouble. De ce fait, toutes les créances en roubles contre le Crédit Lyonnais n'ont aucune chance d'être

recupérées. Mais, de toute façon, cette situation mériterait d'être exposée clairement ; il est inutile de faire intervenir les arguments inhérents à la nature du contrat et à l'intention probable des parties (comme le propose l'annotateur du jugement ci-dessus analysé). Le principe reste indiscutable : le Crédit Lyonnais reste responsable envers tous ses déposants « russes » malgré la confiscation de ses actifs russes et ceci en vertu des principes bien connus sur la responsabilité du débiteur envers ses créanciers sur tous ses biens. Il n'y a qu'une seule exception à ce principe et elle ne résulte nullement du rapport contractuel entre le déposant et le Crédit Lyonnais ; cette exception résulte du fait que le rouble-monnaie du contrat, a perdu toute sa valeur et que cette monnaie, ne peut, de ce fait, présenter aucun équivalent en une monnaie d'un autre pays.

Ayant échoué en France, les déposants russes ont cherché un pays dont la jurisprudence aurait été favorable aux créanciers en roubles. Ce pays se trouvait être les Etats-Unis d'Amérique (voir plus loin l'étude sur la National City Bank). En effet, la jurisprudence de ce pays admettait les demandes en roubles qu'elle évaluait à un cours arbitraire en dollars. Les poursuites contre le Crédit Lyonnais en Amérique étaient favorisées par des règles spéciales de la procédure américaine, les tribunaux américains pouvant se déclarer compétents sur le fond du litige lorsqu'une saisie-arrêt avait été pratiquée dans leur ressort. En invoquant cette règle, les déposants russes ont fait une saisie-arrêt sur les sommes appartenant au Crédit Lyonnais qui se trouvaient dans les banques de New-York. De ce fait, le procès était devenu quant au fond de la compétence des tribunaux de l'Etat de New York (voir des arrêts de la Cour de New-York de juin 1931)¹.

Le Crédit Lyonnais a présenté deux défenses principales : 1. la prescription et 2. la démonétisation du rouble.

1. La banque défenderesse a, en premier lieu, invoqué la loi de l'Etat de New-York qui prévoit un délai de pres-

1. Voir l'article de M. A. Stoupnitzky dans le quotidien russe *Dernières nouvelles*, n° 3749 du 30 juin 1931.

cription de six ans. Or, le demandeur (en l'espèce sieur Petchatkine) a introduit son action en 1929, c'est-à-dire douze ans après la nationalisation de la succursale du Crédit Lyonnais en Russie. Le demandeur a invoqué une règle spéciale de la législation américaine en matière de prescription : la prescription de six ans ne peut pas courir en faveur des absents, de « non résidents » dans l'Etat de New-York.

« A defendant in a personal action resident abroad cannot avail himself of the statute of limitation of this state till he has returned to and actually been a resident of the state and subject to process of our state courts for the period of six years... »¹. (Meyers v. Crédit Lyonnais, *New-York Law Journal*, june 12, 1931) et plus loin : « ... under our statute the only question is whether the defendant has been within the state and amenable to proces of its courts for six years before the commencement of the suit... »². Comme le Crédit Lyonnais n'avait ni succursale, ni représentant dans l'Etat de New-York, on devait le considérer comme « non résident » et lui refuser le droit d'invoquer la prescription. Ce que le tribunal a fait : il a considéré que le droit des déposants n'était pas éteint par la prescription.

2. Le deuxième argument — quant au fond — visait la démonétisation du rouble et les circonstances de fait dans lesquelles s'était produite la nationalisation des banques en Russie (nous verrons plus loin dans le paragraphe consacré à la National City Bank, l'argumentation détaillée de ces banques). La défense de la banque a été écartée dans un arrêt du 26 mai 1931 dans l'affaire de la société Smith. Ce litige qui traînait devant diverses juridictions américaines depuis 1923 (c'est pourquoi la prescription

1. « Le défendeur dans une action personnelle résidant à l'étranger ne peut pas se prévaloir de la prescription de l'Etat jusqu'à ce qu'il ne retourne dans l'Etat, n'y soit résident et justiciable des tribunaux de notre Etat pendant la période de six ans... ».

2. « Sous notre loi la seule question est celle de savoir si le défendeur était dans l'Etat et pouvait être cité devant les tribunaux pendant six ans avant le commencement du procès... ».

n'avait pas été invoquée dans cette affaire) avait pour objet une demande de la Société Smith en remboursement du solde créditeur du compte courant qu'elle avait au Crédit Lyonnais à Moscou. La Cour a décidé que le contrat entre le déposant et la banque a été rompu et que la banque était obligée de restituer à son client toutes les sommes qu'il avait perdues au jour de la fermeture de la banque qui a été fixé au 27 décembre 1917, date à laquelle est paru le premier décret sur la nationalisation des banques. Le cours du rouble a été fixé à 9 cents par rouble.

Cette décision, conforme à la jurisprudence américaine dans la matière analogue de la National City Bank, contient une solution juste en principe. Pour nous, le principe de la responsabilité des banques étrangères en ce qui concerne leur passif russe paraît indiscutable. La jurisprudence française ne l'a pas assez nettement affirmé; elle a voulu, à tort d'après nous, faire intervenir d'autres considérations qui n'ont fait qu'embrouiller notre problème. La seule exception à cette responsabilité ou plus exactement la seule exception qui écarte le jeu normal de cette responsabilité, peut résulter du principe fort éloigné de la matière traitée, de la démonétisation du rouble. En écartant les créances en roubles on laisse entièrement intact le principe même de la responsabilité de la banque en ce qui concerne son passif russe.

Les décisions que nous avons signalées plus haut sont bien antérieures à celles rendues dans l'espèce de la National City Bank à laquelle nous allons arriver; bornons-nous ici à dire que la dernière de ces décisions admit le fait que le rouble n'a plus aucune valeur intrinsèque et qu'une créance en roubles ne peut pas être l'objet d'un litige. Si cette décision fait jurisprudence, on verra les décisions relatives au Crédit Lyonnais modifiées également; dans ce cas le Crédit Lyonnais aura sûrement gain de cause. Mais actuellement il ne s'agit que d'une seule décision isolée et il est difficile de déterminer l'opinion qui prévaudra.

2. *National City Bank of New-York.*

Tout comme le Crédit Lyonnais en France, cette banque, en Amérique, a reçu de nombreuses demandes des déposants russes ¹.

La jurisprudence, en cette matière, a été fixée par un arrêt de la Cour de New-York du 25 novembre 1924 dans l'affaire *Sokoloff contre la National City Bank of New-York* (*Clunet* 1925, p. 445); Sokoloff déposant de ladite banque réclamait le remboursement de ses fonds. La banque soutenait qu'elle ne pouvait pas être responsable du passif de sa succursale de Pétrograd étant donné la perte de l'actif correspondant. Le juge (cet arrêt est l'œuvre du célèbre juge Cardozo) a rejeté nettement cet argument :

« La responsabilité de la banque n'a pas été affectée par la tentative de terminer son existence et par la saisie de son actif. Un Gouvernement de Russie ne pouvait faire cesser son existence par dissolution ou par extinction... Ce qu'un Gouvernement russe pouvait c'était priver du privilège de faire des affaires sur le sol russe. La situation au point de vue légal n'est pas changée par le fait que les biens de la succursale russe ont été dispersés ou spoliés... ».

« Le plaignant n'a pas donné son argent au défendeur et n'est pas devenu le propriétaire de cette « chose in action » sur la garantie de l'actif russe. Il a payé à une société organisée suivant nos lois sur garantie de tout son actif, ici aussi bien qu'ailleurs... ».

Le deuxième argument invoqué par la banque consistait à dire que la législation soviétique de l'époque en prononçant la nationalisation de la banque, l'a en même temps libéré de ses obligations :

« Que durant ce même mois ledit gouvernement décréta la nationalisation de toutes les banques privées montées par actions et constituées suivant la loi russe ou fonctionnant dans ce pays; qu'il prit possession desdites banques par la force des armes et décréta qu'elles étaient absorbées

1. Voir notamment l'article très documenté du Professeur Shatzky dans *Clunet*, p. 951.

par la Banque d'Etat de Russie ; que tout l'actif et le passif des banques liquidées était repris par la Banque d'Etat agissant pour le Gouvernement soviétique ; qu'en vertu dudit décret le gouvernement assumait la responsabilité, s'il en existait, engagée alors vis-à-vis du plaignant... ».

La Cour a également rejeté cet argument en s'appuyant sur le raisonnement que nous avons développé plus haut : les actes d'un gouvernement non reconnu ne doivent pas, en principe, être pris en considération ; cette règle absolue souffre, en pratique, des exceptions à l'égard des actes législatifs de ce gouvernement contenant des mesures qui sont « justes dans leur application et compatibles avec l'administration publique ». Toutes les autres mesures ne doivent pas trouver d'application aux Etats-Unis ; il est évident que la Cour a rangé les mesures de nationalisation des banques dans le deuxième groupe et n'a pas admis leurs effets sur le territoire des Etats-Unis.

Ayant échoué dans ces deux arguments principaux la Banque a opposé un certain nombre d'autres, d'ordre secondaire, notamment la prescription. La prescription n'a pas été retenue par la Cour. De même la banque voulait tirer un argument à son profit du fait qu'en 1917 elle avait fait à tous ses clients, une notification relative à la « nécessité de retirer leurs comptes courants, vu la situation irrégulière en Russie. Le demandeur n'a pas suivi cette notification et, par conséquent, a couru la chance de la perte de son refus de retirer les fonds... ». Cette défense a été également écartée par la Cour et la responsabilité de la banque a été définitivement admise.

Comme il s'agissait toutefois principalement des dépôts en roubles, il fallait savoir sur quelle base se ferait le règlement. Les tribunaux américains ont trouvé, pour justifier la révalorisation des créances en roubles, des précédents judiciaires de l'époque de la naissance de la Confédération (fin du XVIII^e siècle) : en 1780 le Congrès avait décidé d'accepter comme monnaie légale le dollar espagnol, mais pour les obligations antérieures, il serait pris en paiement après la révalorisation des créances au prorata de la dépréciation de l'ancien dollar.

Le même principe de la sauvegarde des intérêts des anciens créanciers a prédominé dans notre espèce : les tribunaux américains ont admis que le rouble serait évalué au cours du dollar au 1^{er} septembre 1918, date à laquelle la direction et le personnel de la National City Bank avaient quitté la Russie ; à cette époque le rouble valait dans les 13 cents 75. C'est ainsi que la Cour suprême de l'Etat de New-York dans son arrêt du 14 mai 1928 (voir *Rosenblat contre National City Bank*) a condamné la banque à payer au demandeur son dépôt, en roubles, sur la base de 13 cents par rouble en tenant compte des intérêts de retard à dater du 1^{er} septembre 1918.

Pour d'autres affaires en suspens, il a été conclu entre les parties un compromis d'après lequel la banque s'engageait à rembourser des créances sur la base de 13 cents le rouble, mais par contre, les créanciers faisaient abandon des intérêts de retard.

Depuis 1928, les tribunaux américains, fidèles aux principes établis, n'ont pas changé leur jurisprudence. Elle variait seulement dans l'appréciation de la valeur du rouble ; ainsi en 1931 (affaire *Richards contre National City Bank*) le cours du rouble a été fixé seulement à 4 cents 1/2.

Il semble que les principes exposés plus haut commencent à être abandonnés tout récemment par les tribunaux¹ : dans une espèce analogue, où un certain nombre de déposants réclamaient le remboursement de leurs dépôts à la National City Bank, le juge a débouté tous les demandeurs. Les motifs sur lesquels est basé son jugement, sont en contradiction avec ceux de la jurisprudence précédente : il admit, en premier lieu, l'application de la prescription contre les demandes des déposants ; cette prescription est très courte d'après les lois de l'Etat de New-York (six ans) et doit être comptée, d'après le juge, à dater de la rupture du contrat entre les déposants et la banque, c'est-à-dire du moment où la succursale a été fermée en 1918 par le Gouvernement des Soviets. Cet argument formel a été

1. Nous puisons ces renseignements dans un article de M. Stoupnitzky paru dans le quotidien russe *Dernières nouvelles* du 17 avril 1935.

complété par le juge d'un argument de fonds relatif à la valeur du rouble : pour le juge les demandes des déposants sont sans objet puisque le rouble n'existe plus, en tant que monnaie légale. Le « Tcherwonetz » actuel qui a remplacé en Russie l'ancien rouble n'a aucun lien avec ce dernier et aucune corrélation entre la valeur du rouble et du tcherwonetz ne peut être établie. De ce fait, les dépôts faits en une monnaie sans valeur ne peuvent avoir aucune valeur, ni faire l'objet d'un litige.

Cette décision qui est loin d'être définitive puisqu'elle peut être infirmée en appel renverse toute la jurisprudence antérieure. Par son argumentation sur la valeur du rouble elle se rapproche de la jurisprudence française dans le même domaine, qui, nous l'avons dit à plusieurs reprises, avait déjà depuis longtemps écarté toutes les créances en roubles.

Notons pour terminer que si la deuxième décision rejette les demandes des déposants russes, ce n'est nullement parce qu'elle trouve que la banque n'est plus responsable de son passif russe. Le principe de la responsabilité de la banque pour ses dettes russes reste entier, seules les dettes en roubles russes en sont exclues.

CONCLUSIONS

Le problème des banques russes à l'étranger que nous avons examiné n'est qu'une des questions soulevées par le bouleversement du régime capitaliste en Russie. Son examen a fait apparaître que cet événement a fait naître à l'étranger un grand nombre de difficultés juridiques (nous ne parlons que de cet aspect du problème). Les questions juridiques ainsi soulevées ont été étroitement liées aux problèmes politiques notamment à celui des rapports politiques avec le nouveau gouvernement russe. Bien souvent, la solution du problème juridique nécessitait une étude de questions qui étaient tout à fait en dehors des problèmes de droit. L'interpénétration de ces deux plans (juridique et politique) donnait à la solution proposée un caractère peu stable : en effet, au lieu de se baser uniquement sur les principes de droit immuables, elle s'appuyait bien souvent sur des considérations politiques qui changeaient du jour au lendemain. Il faut évidemment reconnaître que les mesures prises par le Gouvernement soviétique sortaient bien souvent du cadre juridique et avaient une portée politique et sociale considérable.

Ce caractère du problème n'avait pas pour effet, dans le domaine du droit pur, d'alléger la tâche du juge et du juriste. C'est seulement petit à petit, lorsque l'acuité des événements russes s'est apaisée que les principes purs du droit ont commencé à prévaloir. On s'occupa uniquement du problème juridique à résoudre et on trouva des solutions adéquates.

Ainsi la jurisprudence de la première période, souvent inspirée par des considérations d'ordre politique, est caractérisée par de nombreux tâtonnements, voire des contra-

dictions. La jurisprudence plus récente est plus sage. Elle s'inspire davantage des considérations de droit pur, ce qui lui permet de donner des solutions satisfaisantes (il est vrai également que la situation économique des banques russes à l'étranger a changé). Aujourd'hui nous sommes à la phase du dénouement de ce problème : les mesures de liquidation ordonnées par les juges français feront disparaître petit à petit les personnes morales russes.

Mais il serait regrettable que les questions posées par la situation des banques russes à l'étranger et les solutions qui leur ont été données ne servent pas d'exemple et de précédent juridique à d'autres problèmes susceptibles de se poser à l'avenir. En effet, à l'époque à laquelle nous vivons, il est possible que d'autres atteintes plus ou moins profondes soient portées aux anciens principes de droit, jusqu'à présent universellement respectés. Ces atteintes peuvent résulter de divers bouleversements dans le régime des pays accompagnés de différentes répercussions politiques.

Il semble que notre étude a justement montré le danger (et nous avons déjà insisté sur ce point) de transposer les principes politiques dans le domaine juridique. Par conséquent, une des premières leçons qui s'en dégage est que les problèmes juridiques soulevés par un changement de régime dans un pays étranger, doivent être autant que possible résolus uniquement sur le plan juridique. Même si le nouveau régime change tout le système juridique d'un pays, on peut toujours découvrir dans la nouvelle législation des dispositions qui nous permettent de considérer ce pays comme étant toujours membre de la communauté juridique et d'appliquer à son égard les dispositions générales de droit international. L'exemple de la Russie soviétique est frappant.

Nous concluerons que notre problème (qui n'est, répétons-le, qu'un aspect des divers problèmes soulevés par la Révolution russe) a trouvé sa solution dans l'application stricte des principes juridiques dominant le droit français. Les juges français ont montré leur haute connaissance des principes juridiques et une rare compréhension de la situation réelle, en résolvant le problème des banques russes dans ce sens.

Vu : le Doyen,
G. RIPERT.

Vu : le Président de la Thèse,
J.-P. NIBOYET.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

TABLE DES MATIÈRES

Bibliographie	I
Avant-Propos—	1

INTRODUCTION

LA NATIONALISATION DES BANQUES EN RUSSIE ...	5
CHAPITRE PREMIER. — Historique de la nationalisation	5
CHAPITRE II. — La portée juridique des textes législatifs relatifs à la nationalisation	21
CHAPITRE III. — Portée territoriale des décrets soviétiques	38
Effets à l'Étranger de la Nationalisation des Banques Russes	41

TITRE PREMIER

L'ACTIVITÉ DES ANCIENNES BANQUES RUSSES EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER. — La jurisprudence avant la reconnaissance des Soviets	47
CHAPITRE II. — La reconnaissance du Gouvernement des Soviets et ses effets sur la situation des banques russes en France ...	57
CHAPITRE III. — Les idées directrices de la jurisprudence après la reconnaissance des Soviets	63
CHAPITRE IV. — Les éléments constitutifs des banques russes à l'étranger	68
§ I. — <i>Les éléments de l'actif et du passif des banques russes à l'étranger.</i>	<i>72</i>
1 ^o Passifs et actifs étrangers	72
2 ^o Passifs et actifs russes	74
§ 2. — <i>L'administration des banques russes à l'étranger</i>	<i>81</i>
1 ^{re} Période	82
2 ^e Période	87
3 ^e Période	92
CHAPITRE V. — La transformation des sociétés russes en sociétés françaises régulières	98
CHAPITRE VI. — La nature des sociétés russes de banque en France	106

TITRE II
LA LIQUIDATION DES ANCIENNES BANQUES RUSSES
EN FRANCE 141

CHAPITRE PREMIER. — Qui peut intenter la demande en liquidation	147
1° Les actionnaires	147
2° Les créanciers sociaux	148
3° Les administrateurs des sociétés russes	150
4° Les débiteurs des sociétés russes	151
5° Le Ministère public	151
CHAPITRE II. — Organisation de la liquidation	154
CHAPITRE III. — La composition des actifs et des passifs de la liquidation	169
1° Actifs	169
A. Les biens se trouvant entre les mains des personnes autres que les anciens administrateurs	169
B. Les avoirs se trouvant en possession des anciens administrateurs	176
1° Banques n'ayant pas eu de succursales	176
2° Banques ayant eu des succursales en France	179
2° Passifs	180
1° Banques n'ayant pas eu de succursales	180
2° Banques ayant eu des succursales	185
CHAPITRE IV. — La clôture des opérations de la liquidation	187

TITRE III
SOLUTIONS DONNÉES A L'ÉTRANGER
AU PROBLÈME DES BANQUES RUSSES 195

CHAPITRE PREMIER. — Angleterre	196
CHAPITRE II. — La jurisprudence des Etats-Unis d'Amérique ..	214
CHAPITRE III. — La jurisprudence d'autres pays	232
Allemagne	232
Suisse	236
Suède	239
Pologne	241
Lettonie	243
APPENDICE. — Conséquences à l'étranger de la nationalisation en Russie des succursales des banques étrangères	245
Crédit Lyonnais	245
National City Bank of New-York	252
CONCLUSIONS	256

Imp. F. BOISSEAU, Rue du Taur, 34 - TOULOUSE (France)

